N° 506 — Tome CXXXIV 16 Juillet 1919

MERCVRE

DE

FRANCE

Trentième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois

DOCTEUR HENRI AIMÉ, HENRI ALBERT, DOCTEUR MAURICE BOIGEY, R. DE BURY, JULES CHOPIN, FRANCISCO CONTRERAS, LOUIS COURTHION, JACQUES DAURELLE, LOUIS DUMUR, GEORGES GUY-GRAND, RENÉ KERDYK, JACQUES LYON, AUGUSTE MARGUILLIER, ÉMILE MASSON, HENRI MAZEL, CHARLES MERKI, JEAN NOREL, GEORGES PALANTE, CAMILLE PITOLLET, RACHILDE, CARL SIGER, ALFRED VALLETTE.

PRIX DU NUMÉRO

France... 1 fr. 50 | Étranger... 1 fr. 75

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

—

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RUE DE CONDÉ, XXVI

—

MCMXIX

SOMMAIRE

—

N° 506. — 16 JUILLET 1919

GEORGES GUY-GRAND.....	*Le Conflit des Croyances et les Mœurs littéraires dans la France d'avant-guerre*.....	193
RENÉ KERDYK.....	*Esquisses italiennes*, poèmes.....	223
JACQUES LYON.....	*La Politique d'Immigration*.....	229
JULES CHOPIN.....	*Un poète de Teschen*.....	253
Dr HENRI AIMÉ.....	*T. O. et T. F.*.....	262
LOUIS DUMUR.....	*Nach Paris !* roman (suite : VII-VIII.).	270

REVUE DE LA QUINZAINE

RACHILDE.....	*Les Romans*.....	300
GEORGES PALANTE.....	*Philosophie*.....	306
ALFRED VALLETTE.....	*Questions économiques*.....	311
Dr MAURICE BOIGEY.....	*Éducation Physique*.....	315
JEAN NOREL.....	*Questions militaires*.....	317
CARL SIGER.....	*Questions coloniales*.....	322
R. DE BURY.....	*Les Journaux*.....	327
AUGUSTE MARGUILLIER.....	*Musées et Collections*.....	332
EMILE MASSON.....	*Chronique armoricaine*.....	337
FRANCISCO CONTRERAS.....	*Lettre Hispano-Américaines*.....	341
DIVERS.....	*Bibliographie politique*.....	347
—	*Ouvrages sur la Guerre de 1914-1919.*	354
	A l'Etranger :	
	Allemagne (Henri Albert).....	358
	Italie (Camille Pitollet).....	362
	Suisse (Louis Courthion).....	367
JACQUES DAURELLE.....	*La Curiosité*.....	372
MERCVRE.....	*Publications récentes*.....	375
—	*Echos*.....	377

La reproduction et la traduction des matières publiées par le « Mercure de France » sont interdites.

MANUSCRITS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

COMPTES RENDUS. — Les ouvrages doivent être adressés **impersonnellement** *à la revue. — Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages* **personnels** *et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.*

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0.50 en timbres-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

LIBRAIRIE ANCIENNE ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, PARIS-VI^e^. TÉLÉPHONE : GOBELINS 28-20

Grand Prix GOBERT
(Académie des Inscriptions et Belles-Lettres)

F. LOT
Professeur à l'Université de Paris

ETUDE SUR LE LANCELOT EN PROSE

In-8° de 452 pages et 3 photographies hors texte. . . . . 27 fr. »
(Forme le fascicule 226 de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*)

PRIX DE LA CRITIQUE (Médaille d'honneur)

Pierre GILBERT
Mort au champ d'honneur

LA FORÊT DES CIPPES

ESSAIS DE CRITIQUE

AVEC UN PORTRAIT DE L'AUTEUR ET UN FAC-SIMILÉ DE SON ÉCRITURE
2 volumes petit in-8° de 500 pages chacun, ensemble. . . . . 12 fr. »

VIENNENT DE PARAITRE :

Jacques BOULENGER

L'AFFAIRE SHAKESPEARE

In-12, 77 pages. . . . . 2 fr. 50

J. ROGER CHARBONNEL

LA PENSÉE ITALIENNE AU XVI^e^ SIÈCLE
ET LE COURANT LIBERTIN

Un vol. in-8° de X-N-VV-720-LXXXIV pages. . . . . 20 fr. »

DU MÊME AUTEUR :

L'ÉTHIQUE DE GIORDANO BRUNO
ET LE DEUXIÈME DIALOGUE DU SPACCIO

(Traduction avec notes et commentaire). Contribution à l'étude des conceptions morales de la Renaissance. Un volume in-8° de 340 pages. . . . . 10 fr.

RAPPEL :

En vente les derniers exemplaires de Pierre CHAMPION

VIE DE CHARLES D'ORLÉANS. Un vol. in-8°. . . . . 18 fr.
11^e^ édition : *Charles MAURRAS*. — **ANTHINÉA**. In-8°. . . 6 fr.
Majorations comprises.

ÉDITIONS GEORGES CRÈS ET Cie
Maison de détail : 116, Boulevard Saint-Germain, Paris

VIENT DE PARAITRE :

" LES MAITRES DU LIVRE "

Nouveaux Contes choisis

DE

RUDYARD KIPLING

Traduit de l'anglais par LOUIS FABULET et ROBERT D'HUMIÈRES

Un volume in-18 jésus (19×13), imprimé à 1400 exemplaires numérotés, sur vélin de Rives . . . . . 13 fr. 25

Il a été tiré : 5 exemplaires sur chine, numérotés de 1 à 5 . . . . 44 fr. »
35 exemplaires sur vieux japon, numérotés de 6 à 40 . . 55 fr. »

VIENT DE PARAITRE :

LOUIS DELLUC

Le Train sans yeux

— ROMAN —

Un volume in-16 . . . . . 4 fr. 50

VIENT DE PARAITRE :

ALBERT NAST

OPHRYS

Un volume in-16 raisin . . . . . 2 fr. 20

VIENT DE PARAITRE :

H. OPIENSKI

La Musique Polonaise

Essai historique sur le développement de l'Art musical en Pologne

FRONTISPICE ET ORNEMENTS GRAVÉS SUR BOIS

Un volume in-4 (21×28), avec 89 planches de musique . . . 22 fr. »

Tous ces prix sont majoration comprise

ÉDITIONS GEORGES CRÈS ET Cie,

Maison de détail : 116, Boulevard Saint-Germain, Paris

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

Lettres de Paul Gauguin A GEORGES-DANIEL DE MONFREID, précédées d'un hommage par VICTOR SÉGALEN, avec 8 reproductions phototypiques.
Un volume in-16..... 5 fr. 50

Renoir, par ALBERT ANDRÉ. Avec 40 phototypies hors texte.
Un volume in-4°..... 30 fr. »

L'Esprit Impur, *ROMAN*, par GILBERT DE VOISINS.
Un volume in-16..... 4 fr. 50

DU MÊME AUTEUR

Les Moments perdus de John Shag ..... 1 fr. 95

Un jeu littéraire à la mode :

De qui est-ce ?

Recueil de morceaux choisis d'écrivains célèbres à lire tout haut pour en faire deviner les auteurs

Un volume in-16, avec la brochure contenant les solutions..... 5 fr. 50

Paradoxes du Catholicisme par Mgr HUGH BENSON.
Un volume in-16..... 4 fr. 50

L'Enfant dans la Lumière, par ALBERT NAST. Illustrations en couleurs de GUY ARNOUX. Musique d'ANDRÉE FŒGELI.
Un volume in-4°, sur vergé d'Arches..... 22 fr. »

La Roue, *ROMAN*, par ÉLIE FAURE. Un volume in-16.
Prix..... 4 fr. 50

Tous ces prix sont majoration comprise

Parmi les nombreuses revues qu'on appelle « revues indépendantes » parce qu'elles s'attachent à juger les œuvres sans tenir compte de la situation des auteurs et du bruit qu'ils ont fait dans le monde, il n'en est peut-être pas de plus vraiment indépendante que Les Marges ».

(Michel Puy : " La Vie ").

Des revues qui puissent servir de guide fidèle, sû clair, français ? Le nombre n'en est pas grand, ma l'on ne peut nier que « Les Marges » n'en soient une

(Henri Martineau : " Le Divan "

LES MARGES

Revue littéraire fondée en 1903 par M. Eugène MONTFORT.

Cette revue, célèbre avant la guerre, a repris, en ces derniei mois, sa publication interrompue par la Guerre.

Indépendantes dans leurs jugements, indépendantes dans leurs idée *Les Marges* poursuivent la tradition du libre esprit français.

La collection des Marges est recherchée par les bibliophiles. El a fait prime dans plusieurs ventes récentes.

Les Marges se vendent de préférence par abonnement. L'abonneme d'un an : 15 francs. Tous les bureaux de poste reçoivent les abonnemen pour *Les Marges*. — De l'Extérieur, on reçoit les billets de banq étrangers, au cours du change.

Il n'est pas envoyé de spécimen gratuit. On peut recevoir un c derniers numéros parus en adressant un mandat d'un franc cinquan à l'Administration des Marges, 71, rue des Saints-Pères à Paris. De numéros différents : 2 fr. 75.

Articles publiés depuis la réapparition : Paul Æschimann : *Les tendances de la jeune po française*. — Julien Ochsé : *René Boylesve intime*. — François Dubourg : *Pour un esprit n veau à l'Académie française*. — Michel Puy : *L'Etat acheteur de tableaux*. — Philoxène Bisse *Courteline*. — Pierre Lièvre : *Sacha Guitry. Henry Bataille. Les derniers romans de P Bourget*. — Michel Puy : *Anatole France et Remy de Gourmont*. — P.-J. Toulet : *Les laidé officielles*. — Marcel Coulon : *L'actualité de Leconte de Lisle. Verlaine Anglais*. — J Bertaut : *Un as de la littérature. Le Littérateur du XVI^e arrondissement*. — Ambr Vollard : *Renoir pendant la guerre de 70*. — Léon Deffoux : *Les Origines du Groupe de dan*. — Maurice des Ombiaux : *Gastronomie et littérature*. — Fernand Divoire : *La Strat littéraire*. — *Le Bulletin de l'Académie Goncourt*. — *Anecdotes sur Guillaume Apollinair* Joachim Gasquet : *Edmond Rostand pour nous*. — Edmond Jaloux : *l'Anniversaire de mort de Stuart Merrill*. — Camille Mauclair : *Déclin de l'amour*. — Eugène Montfort : *brigadier Triboulère. Lettre à M. Souday sur feu Rostand. — Enquête sur le monumen Paris le plus laid*. — Arthur Cantillon : *Il n'y a pas de littérature belge*. — Michel Puy : *Contemporains vus par Léon Daudet*. — Léon Deffoux : *Anecdotes sur Jean Dolent*. — H Martineau : *Léon Bloy en Danemark*. — Pierre Leguay : *La Psychologie de Stendhal*, etc.

L'abonnement d'un an { France.... 15 francs. Etranger.. 18 francs.

L'abonnement de deux ans : France : 28,50. Etranger : 34 fra

Un petit nombre d'exemplaires des livres rares d'Eugène Mo fort est conservé aux *Marges* où les Bibliophiles et les Amateurs littérature peuvent se les procurer aux prix suivants :

Sylvie ou les Emois passionnés..... 10
Chair..... 10
Montmartre et les Boulevards..... 15

Envoi franco sur commande accompagnée de son montant

Adresser toutes les commandes, aux Marges, 71, rue des Saints-Pè Paris (VII^e)

LE CONFLIT DES CROYANCES

ET LES MŒURS LITTÉRAIRES

DANS LA FRANCE D'AVANT-GUERRE

—

I. — LES DEUX « MYSTIQUES »

On a souvent insisté sur les antagonismes qui opposaient en France, avant la guerre, les partis, les classes, les conditions ; ils atteignaient dans notre pays une acuité qu'ils ne connaissaient pas ailleurs au même degré. Mais ce n'était pas là peut-être l'opposition fondamentale. Divisée dans sa politique, divisée dans ses mœurs, la France était plus profondément encore divisée dans ses croyances. C'est là qu'il fallait marquer la division essentielle, substantielle, dont les autres n'étaient que des modalités.

Pour le peuple français, peuple de guerres religieuses et politiques, peuple de révolutions, pour qui les questions sociales mêmes n'ont d'attrait que si à la conquête du bien-être s'ajoute surtout celle de la liberté ; pour ce peuple si passionnément religieux, même dans son irréligion, sauf chez ses gens d'affaires et ses sceptiques fatigués ; pour ce peuple excessif dans son catholicisme comme dans son rationalisme, qui n'a pu s'en tenir ni au protestantisme, ni au gallicanisme, ni aux contrats bâtards avec l'Eglise, et dont l'esprit de logique intransigeante frappe ou scandalise les étrangers ; pour ce peuple sur ce point ennemi, lui si raisonnable, du bon sens et du juste milieu, qui a sauté sans transition

des bûchers aux échafauds et de la dignité de fils chéri de l'Eglise à celle de nourricier des révolutions ; pour ce peuple enfin si profondément idéologue et idéaliste, car il est tous les deux, il n'y a rien de plus réel que les luttes de croyances, et toute son histoire en est pleine.

Et cette lutte était d'une simplicité, d'une nudité classique, qui se trouve être du même genre que la fameuse antithèse romantique. Le combat continuait entre les deux France : celle du plus ancien passé, qui avait été si grande et si forte; celle de la plus jeune tradition et du plus vaste avenir, qui était sortie d'une fulgurante révolution et cherchait encore, au milieu des tâtonnements, à préciser son génie. Ou, pour reprendre une opposition plus théologique — quoique un peu obscurcie par des controverses récentes — entre la France de l'antique *transcendance* et celle de la révolutionnaire *immanence* ; mieux encore entre celle du *théisme* et celle de l'*humanisme*, ou, comme disait Michelet, celle du *prométhéisme*.

Seulement, comme il arrive d'ordinaire dans les choses humaines, bien des végétations parasites recouvraient ces deux pôles de la pensée, et empêchaient d'en voir l'opposition loyale et féconde. Les croyances, comme les doctrines, s'étaient embourgeoisées. La poursuite des fins temporelles avait pris le pas sur la claire vision des intérêts spirituels ; l'impitoyable atmosphère du « monde moderne », avec sa critique subtile, son indifférence et son scepticisme, avait fait son travail de dissolution. Et chez ceux qui n'avaient pas été contaminés, qui voulaient conserver, intacte, l'intégrité de leur foi, cette foi s'entourait souvent de formes si hermétiques, de bizarreries si déconcertantes, qu'on se demandait si la franche révolte ne valait pas mieux qu'une orthodoxie aussi singulière. Toutes ces croyances étaient rongées de snobisme ou de littérature, émasculées par les salons ou déréglées par les cénacles ; les plus nobles restaient imprécises et hésitaient à aller jusqu'au bout de leurs principes. Voilà ce que l'on voyait.

Ce qu'on ne voyait pas était, là comme partout, plus général et plus terne. La masse de la nation observait fidèlement les coutumes et les rites, et suivait avec non moins de docilité les hommes politiques qui visaient à les abolir. On n'avait pas d'antipathie pour la religion, pas de sympathie pour l'Eglise. On

voulait de la religion pour les femmes et les enfants ; il en fallait encore dans l'éducation ; mais on ne pouvait souffrir l'intrusion du prêtre dans les choses politiques. On n'aimait pas le prosélytisme, quel qu'il fût. Ainsi, là comme partout, le peuple français était le peuple de tous les contrastes. Unanimement catholique, en apparence, comme unanimement républicain ; en réalité pas plus l'un que l'autre, ne sachant plus ce que c'est qu'être catholique et pas encore ce que c'est qu'être républicain, ce qui lui permettait d'admettre sans malices ces deux choses contradictoires. Un peuple passif, en religion comme en politique, catholique et ne pratiquant pas, religieux et anticlérical, respectueux et goguenard, engourdi dans la monotonie de ses pratiques ou la routine de ses affaires, et mené, ici par le prêtre, là par le politicien.

Et sur cet immense fond d'indifférence, qui semble contredire ce qui vient d'être affirmé du tempérament du peuple français, s'agitaient des oligarchies ou des clans entre qui, en effet, la lutte était vive, et qui pétrissaient cette matière. Une société ancienne, fortement organisée, qui voulait garder son prestige et sa force : l'Eglise ; un Etat plus récent, qui longtemps avait marché de pair avec l'Eglise et venait à peine de rompre avec elle, qui aurait dû incarner une philosophie toute différente, mais en fait n'était conçu le plus souvent, par ses partisans, que comme une contre-Eglise : tels étaient les adversaires. Et sur les croyances ou les philosophies, les intérêts temporels, qui tournaient en luttes politiques ce qui aurait dû n'être que combat spirituel. Voilà le cadre.

§

La France du passé, celle des Pascal, des Bossuet ou des de Maistre, on cherchait en vain ses représentants authentiques. Il y avait encore, certes, et même ils avaient une tendance à devenir plus nombreux, des défenseurs du catholicisme, mais les vrais catholiques on les aurait comptés. Le mysticisme se survivait dans quelques cloîtres et la sainteté dans quelques cures ; les évêques et les théologiens suivaient, avec une obéissance résignée ou heureuse, les instructions d'un pape avant tout désireux de maintenir la solidité de la doctrine traditionnelle, de la préserver des infiltrations modernistes ou démocratiques qui menaçaient de la ronger. La tentative

d'Alfred Loisy venait, comme il était inévitable, d'échouer définitivement. Mais on ne voyait plus de grand génie du catholicisme. Les plus éminents de ses défenseurs étaient presque des profanes, des admirateurs du dehors, moins touchés par son dogme que par sa discipline.

Depuis que Brunetière avait cessé de mettre au service de l'autoritarisme catholique, qui d'ailleurs l'avait brisé, son verbe impérieux, d'autres écrivains exploitaient l'esprit du catholicisme plutôt qu'ils ne s'en nourrissaient. Un Bourget, jadis si fin, le louait d'engourdir la pensée, de la prémunir contre l'esprit critique et la raison claire. Il développait à sa façon l' « abêtissez-vous ». Un Barrès, artiste émouvant, employait les accents parfois pathétiques d'une sensibilité toute romantique à vitupérer contre le romantisme et ses ancêtres les plus directs. Comme le somptueux pharisien dont il procédait si directement, il pleurait sur les ruines, sur la grande pitié des églises qui s'écroulaient, sur les sources de divin qu'il voyait sourdre dans tous les terrains et à toutes les couches de l'histoire, et qu'il chantait pêle-mêle. Tous ces écrivains révéraient l'Eglise, mais aucun n'avait ni la force de s'installer d'un coup, comme l'eût fait un Pascal, dans la vérité ascétique de ce catholicisme qu'ils efféminaient, ni celle de rompre avec une doctrine dont ils ne pouvaient reconnaître la *vérité* pour s'élancer courageusement dans un monde inconnu. Gémissements et hymnes, refus polis et cantiques, dérobades et eau bénite : ils en étaient tous là, ces littérateurs, qui ne voyaient dans la doctrine de la Vérité éternelle qu'une machine à rendre les hommes bien sages ou l'occasion de faire valoir leurs talents alambiqués. L'idée de vérité, la seule honnête, la seule qui vaille pour un croyant, leur était étrangère ; mais quelles belles variations on pouvait tirer des églises, et des prises de voile, et des thèmes traditionnels d'une foi qu'on n'épousait plus ! O âpre et sublime doctrine d'un Augustin ou d'un Pascal, vivifiante source de vie, vous étiez devenue matière à littérature !

Ou bien, quand le dogme n'était pas tourné, quand on ne rusait pas avec lui et qu'on tenait à l'affirmer hautement, franchement, l'évidence de l'archaïsme apparaissait, et, malgré tout, ces professions de foi n'apparaissaient que comme des exercices d'école. Il est toujours extrêmement délicat de son-

der les reins et d'incriminer les consciences ; peut-être cependant est-il permis de dire l'étrange impression que produisaient sur des esprits libres, détachés du catholicisme, mais en ayant gardé le respect, la laborieuse naïveté et l'esprit « franciscain » d'un Francis Jammes, ou le catholicisme hirsute, anarchique et hérétique d'un Péguy, encore que celui-ci fût d'une sève populaire beaucoup plus sincère et forte, et continuât directement les auteurs de mystères et les imagiers de cathédrales. Peut-être pourra-t-on dire aussi ce qu'il y avait d'irritant et de malsain dans le catholicisme d'un Claudel, sans qu'on veuille d'ailleurs ici apprécier son style. La question est plus haute : il y va de bien autre chose que de critique littéraire, il y va de l'essence et de la dignité d'une croyance. Gardons-nous, à ce point de vue, de reprocher à Claudel son intolérance. Qu'il vouât aux gémonies Voltaire, et Renan, et Michelet, et Hugo, « et tous les autres infâmes », c'était dans l'ordre, et cela pouvait passer, dans la déliquescence des mœurs littéraires, pour une marque de virilité. Un vrai catholique ne devrait pas sentir autrement, et de telles propositions ne peuvent étonner que ceux qui ne sont plus catholiques. Mais la foi de Claudel l'entraînait à des conceptions, comme celle de l'*Otage*, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles révoltent le sens moral et ne sont même pas orthodoxes. La croyance s'y relevait d'une pointe de sadisme, qui découvrait le littérateur impénitent.

A la vérité, les admirateurs les plus fanatiques de Claudel, comme ceux de Jammes ou de Péguy, n'étaient pas tous des catholiques. On assistait même à ce spectacle singulier, quoique à la réflexion assez logique, que les catholiques de croyance sincère, disciplinés par la doctrine et portant en tout le goût de l'ordre traditionnel, voyaient avec une sorte d'effarement ces professions de foi tumultueuses écrites dans une langue sibylline. Ils se réservaient, ils s'inquiétaient, ils attendaient que ces terribles néophytes fussent morts pour les proclamer grands, bien assurés alors de n'avoir plus à craindre leurs ruades. Bon nombre d'esprits ou de critiques « de gauche », au contraire, n'étant pas retenus par ces scrupules de formation, saisissaient l'occasion de paraître des esprits très libres en affectant d'aimer l'artiste par delà le croyant dont ils n'é-

pousaient pas la foi. Et ainsi ces écrivains n'étaient vraiment goûtés, en tant que tels, que par des lecteurs qui rejetaient la source essentielle de leur inspiration. L'Eglise, cependant, ne paraissait pas s'en émouvoir, et même ne laissait pas de s'enorgueillir de ces conquêtes, et pour ne pas contrister ses nouvelles ouailles elle passait condamnation sur leurs fantaisies théologiques et morales. Mais qu'était devenu dans tout cela le christianisme? Qu'était même devenu, comme le demandait à propos de Claudel un critique pourtant bienveillant, Daniel Halévy (1), le catholicisme d'un Bossuet ou celui d'un Veuillot? Hélas, une heure allait venir où la faillite du catholicisme, le triomphe de l'intérêt temporel de l'Eglise sur le principe surnaturel du christianisme, allait apparaître bien autrement irrémédiable... Toutes ces capitulations marquaient l'étiage où s'était abaissée une noble croyance, la triste déchéance d'une haute spiritualité.

La France nouvelle, la France de la Révolution, la France de l'immanence et de l'humanisme était-elle mieux partagée? Soyons justes : elle venait d'accomplir un effort admirable. Quoi qu'on pense de l'exploitation politique où elle s'était dégradée, ç'avait été une belle crise de conscience, une splendide affirmation de spiritualité que cette affaire Dreyfus, telle qu'elle avait été vécue, non par les malins qui en profitèrent, mais par les obscurs et les justes qui en souffrirent, même qui en moururent... En aucun pays du monde on n'aurait pu trouver une telle passion pour la justice, une telle victoire de l'esprit sur la matière ; le peuple, qui avait osé une telle révolution, restait digne, malgré ses faiblesses, de susciter l'admiration de l'univers ; un Michelet l'en eût salué d'un hymne brûlant. Et de même ç'avait été une nouveauté inouïe, une rupture hardie avec un long passé, que cette loi de Séparation, si longtemps appelée par d'illustres républicains qui ne la souhaitaient, semble-t-il, que platoniquement, enfin réalisée par des républicains dont on peut dire sans injure que leur tâche les dépassait infiniment. L'Etat, débarrassé de la protection séculaire de l'Eglise, la société civile enfin mise en face de soi, décidée à ne recevoir sa loi que de soi, à trouver

(1) *Quelques nouveaux maîtres.*

dans son propre génie toutes les croyances, toutes les institutions qui devaient la faire vivre, tous les liens coupés avec la tutrice jusque-là bienfaisante et impérieuse... un tel acte était d'une incalculable portée. La société civile émancipée serait-elle à la hauteur de son destin, saurait-elle réaliser tous les engagements tacites qu'elle prenait par cet acte même? La question était posée. On pouvait n'être pas satisfait des premières réalisations, de la politique parfois misérable qui avait suivi ; mais il n'y avait plus à reculer. Par un acte prodigieux, qui participait de l'inconscience et de la passion plus que de la froide réflexion, la France révolutionnaire avait tout remis en question ; il fallait maintenant construire sur ce terrain déblayé.

Mais où étaient les architectes? on les cherchait. Si les docteurs du catholicisme défaillaient, il n'y avait pas davantage de docteurs de la révolution. On cherchait, en dehors d'un Jaurès, les héritiers des Michelet et des Proudhon. Etait-ce, parmi les aînés, un Anatole France? On le disait volontiers. Lui-même, qui ne fréquentait plus l'Académie (1), se prodiguait depuis l'Affaire dans les réunions publiques; il était le grand patron de la politique « de gauche », il n'avait pas plus hésité à préfacer les discours d'Emile Combes qu'à présider les réunions de Jaurès. Et certes, il n'est pas douteux que les convictions rationalistes ne fussent chez Anatole France très sincères et très solides. Ce sceptique avait la haine de tous les fanatismes, ce dilettante croyait vraiment que l'humanité marchait « vers les temps meilleurs », et les temps meilleurs étaient pour cet artiste ceux où des conditions de vie moins effroyables pour le plus grand nombre engendreraient tout naturellement une humanité moins laide. En ce sens, qui n'est pas négligeable, le socialisme du père de Jérôme Coignard n'était assurément pas feint.

Mais on sent ce qui lui manquait : peu de chose, qui est tout, la flamme et la foi active, la fusion dans la vie collective. Ce merveilleux écrivain, ce mainteneur de la langue française, n'avait rien d'un apôtre ou simplement d'un croyant. Il était un génie critique, un homme du dix-huitième siècle, qui avait foi dans la science et les transformations mécaniques plus que

(1) On sait qu'il y revint pendant la guerre, en témoignage d'union sacrée.

dans l'amélioration de l'âme humaine. Quand il se trouvait en présence d'un formidable enthousiasme individuel ou collectif, d'essence religieuse, Jeanne d'Arc, le peuple révolutionnaire, il analysait, et démontait; il ne se donnait pas. Et par la façon, historiquement ou intuitivement impeccable, dont il expliquait, du même coup il se détachait et glaçait.

Là était la faiblesse de cet admirable artiste, et ce qui l'empêchait d'être un conducteur ou un guide, ou simplement un foyer de vie. Ce n'est pas en continuant *seulement* Lucrèce, Voltaire et Renan qu'on peut bâtir une société durable. Ce n'est pas en continuant *seulement* les traditions critiques du dix-huitième siècle qu'on peut donner vie et lumière à la cité des « temps meilleurs ». Certes, il serait insensé de dénigrer le génie libérateur d'un Voltaire et de refuser de reconnaître ce qu'il y eut de positif dans sa haine vigoureuse contre tous les fanatismes. Mais enfin il a manqué à Voltaire cet ardent génie constructeur, cette flamme d'enthousiasme et de passion que l'on trouvait, mêlée d'ailleurs à tant d'éléments troubles et rétrogrades, chez Rousseau. Pareillement on eût en vain cherché chez un Anatole France une parcelle du délire sacré qui faisait la force et le rayonnement d'un Jaurès; et c'est pourquoi tel écrivain réactionnaire, comme M. Charles Maurras, qui ne cessait de harceler Jaurès de sa haine, ne s'en proclamait pas moins le disciple et l'admirateur fervent du maître de la *Rôtisserie*. Opposition secrète de deux génies, bien plus, de deux sensibilités. Car Jaurès, comme Rousseau, communiait malgré sa culture par toutes ses fibres avec le peuple, tandis qu'un Anatole France, semblable à Voltaire, malgré la hardiesse de sa pensée, ne communiait qu'avec l'idée schématique et abstraite que son intelligence se faisait du progrès. Il ne pouvait vivre et produire que dans cette civilisation qui le blessait, mais lui restait indispensable. Cet artiste érudit et délicat, dont toute l'œuvre était sensualité et volupté, était, avec un Jules Lemaître, la fleur la plus exquise et la plus vénéneuse qu'eût produite à la fin du dix-neuvième siècle la civilisation urbaine. Elle ne pouvait s'épanouir que dans cette civilisation, n'être respirée qu'en s'imprégnant d'elle. Un Anatole France, comme un grand seigneur du dix-huitième siècle, ne concevait aucune limite au luxe, aucun frein au plaisir, aucune atténuation à la délectable volupté. Or c'est un

problème, qui n'est pas encore résolu, de savoir comment on pourra faire vivre une société démocratique et socialiste en ne lui donnant pas d'autre loi que la recherche du plaisir.

Pareil reproche ne pouvait être fait à un maître plus jeune, qui venait d'écrire une grande œuvre. Romain Rolland n'enseignait pas le plaisir, ni le scepticisme. Jeune, il avait souffert du manque de directions. Il s'était détourné de ses aînés français, les Taine, les Renan, dont le pessimisme le glaçait, dont l'intellectualisme ne le nourrissait pas. Il avait demandé à des maîtres étrangers ce dont avait besoin son âme de musicien : à Wagner sa profondeur trouble, à Tolstoï, frère plus pur de Rousseau, son christianisme. Il s'était fait ainsi ce que Nietzsche voulait qu'on eût : une âme d'européen. Par delà cette discipline il était revenu à ce qu'il y a de plus généreux dans notre tradition française; il avait chanté tous les héroïsmes, celui de saint Louis comme celui de Danton, du peuple chrétien comme du peuple révolutionnaire, en même temps qu'il continuait à demander à ce qu'eut de meilleur la vieille Europe, un Beethoven, un Michel-Ange, des foyers d'enthousiasme et d'énergie. Ainsi préparé, il avait pu donner l'œuvre de toute sa vie, où il avait mis toutes ses fièvres, toutes ses tendresses et toutes ses cultures, le *Jean-Christophe*.

Romain Rolland donc enseignait des choses généreuses et fortifiantes; il chantait la liberté, l'héroïsme, le sacrifice; son idéalisme s'efforçait contre le matérialisme délétère où il avait trouvé l'Europe. Noble et admirable effort : pourquoi n'aboutissait-il pas? C'est qu'il lui manquait ce qu'il avait trop dédaigné chez nos maîtres à nous : la clarté, la décision, la forte systématisation intellectuelle. Il avait la chaleur du cœur, il lui manquait la discipline de l'esprit. Un Anatole France était une intelligence sans flamme, un Romain Rolland une flamme sans direction. Il est très légitime et très nécessaire de chercher partout des maîtres, ou des matériaux pour sa pensée : encore faut-il que ces matériaux ne restent pas à l'état brut, qu'on les organise en vue d'une fin. Cette fin intellectuelle déterminée, qui éclaire la route de l'activité morale, on ne la voyait pas chez Rolland. Il était au-dessus des partis, des écoles, des églises, comme il allait être plus tard au-dessus de la mêlée: bonne condition si l'on est à soi seul un univers,

mais si l'on manque à cette destinée? Que pensait-il du socialisme, de la démocratie, de la monarchie? On n'en savait rien au juste. Avait-il même une idée nette du droit, du droit révolutionnaire comme du droit de l'ancienne Europe? Il n'y paraissait pas. Ni les problèmes de la politique, ni ceux de l'économie ne l'intéressaient; ce sont problèmes précis qui exigent une action positive; Rolland ne connaissait que des aspirations ou des velléités. Et tout cela se fondait dans la grande onde inspiratrice qui pour Rolland comme pour ses maîtres allemands était la seule réalité et qu'il a magnifiquement célébrée, la musique...

Mais c'est ici peut-être sa suprême faiblesse, en même temps que le secret de son emprise sur les âmes. La musique dissout les assises de la vie; les systèmes sévères, les constructions de la pensée, les concepts bien arrêtés, tout cela s'oublie à son enchantement; elle échauffe ou déprime, transporte ou ravit, insinue dans l'âme une émotion sacrée et sublime, en quoi le monde s'évanouit. Elle n'est pas ouvrière de clarté et de droit; elle n'édifie pas. On serait ainsi tenté d'expliquer pourquoi, dans les jours qui suivirent, Romain Rolland fut si tristement inférieur à ce qu'on attendait de lui. Mais tous les musiciens ne tombaient pas d'accord que Rolland en fût vraiment un; et n'est-ce pas calomnier la musique?

II. — DE MAURRAS A PÉGUY

Dans cette génération encore jeune, qui s'avançait ainsi, avant la guerre, sans idées directrices précises, sans anticipations suffisantes de l'avenir, il y avait cependant deux hommes qui incarnaient — qui auraient pu incarner, car la réalisation n'était pas entière — la France du passé et celle de l'avenir. Deux hommes par conséquent aussi dissemblables que possible, opposés à peu près en tout, mais qui frémissaient de la même passion, celle de sauver. Deux hommes qui souffraient également des misères du régime, de la décomposition de la société, mais qui cherchaient le remède en des directions radicalement opposées, et sur des plans très différents. Deux forces incomplètes, qui se heurtaient au temps sans vouloir pleinement le comprendre, et par là condamnées à ne pas agir pleinement sur lui : Charles Maurras, Charles Péguy.

De Maurras, en tant que politique, il a été traité ailleurs. Ne retenons ici que la portée proprement métaphysique de son œuvre. Elle repose sur une contradiction foncière et singulière.

Par l'esprit général de sa philosophie, par la tournure de sa pensée, résolument fermée à tout surnaturel et à toute transcendance, Maurras était—eût dû être —un des champions les plus systématiques de l'humanisme. Sa politique était exclusivement temporelle, elle ne se réclamait que de la raison et de l'expérience ; un « empirisme organisateur » ne saurait s'autoriser d'aucune lumière venue d'en haut. S'il se rencontrait avec les docteurs de l'Eglise, il s'en réjouissait, mais il ne cherchait pas en eux d'abord ses références,et il ne les considérait que comme de bons annonciateurs d'une sagesse tout humaine. Bref, son athéisme tranquille n'éprouvait aucun penchant pour le mysticisme, quel qu'il fût ; et même, en bon contemporain de Phidias ou de Julien, l'auteur d'*Anthinéa* et du *Chemin de Paradis* avait horreur du christianisme,entendons du christianisme pur, évangélique, de celui qui n'est pas filtré par la discipline catholique. Son goût de la volupté s'insurgeait contre l'ascétisme des disciples du Christ; la netteté tranchante de sa pensée éprouvait comme une nausée devant le vague et la fluidité des rêveries vers l'infini. Sa haine contre Rousseau était surtout celle d'un positiviste contre le dernier doctrinaire chrétien.

Et d'autre part cet empirique, si naturellement à sa place parmi les fidèles de l'humanisme, avait comme ennemis presque tous les partisans de la nouvelle foi, et il se mettait résolument au service de l'ancienne ! Comment expliquer un si extraordinaire renversement des rôles ? On en voit bien les raisons, tout humaines. Maurras croyait que l'expérience politique conduit à la monarchie, et comme la monarchie, en France, est historiquement liée à l'Église catholique, il était conduit à défendre l'Eglise. La discipline de l'État lui paraissait résider dans une hiérarchie rigoureuse ; de cette hiérarchie il ne voyait pas de réalisation plus parfaite que celle de l'Eglise : raison suffisante pour façonner l'État à l'image de l'Eglise. Cette concordance satisfaisait sa raison. La discipline de l'Eglise, purifiant et contenant le mysticisme chrétien, lui semblait continuer directement l'œuvre de la pensée hellénique

et de la politique romaine, qui avaient discipliné et rendu impuissants les mysticismes orientaux. La raison catholique continuait la raison grecque ; elle était comme elle un anneau de la chaîne éternelle. Voilà pourquoi cet humaniste, comme d'autres « catholiques athées », se mettait si décidément au service du théïsme.

Mais on voit le point faible du système. Quoi que puisse penser un réaliste qui ne s'intéresse qu'aux faits, et qui ne se soucie pas de la vérité dogmatique des croyances, celle-ci finit toujours par prendre sa revanche des mépris qu'on lui oppose. Entre une mystique et une politique — bien qu'il soit entendu, depuis la séparation du spirituel et du temporel, qu'elles peuvent rester indépendantes l'une de l'autre — il doit y avoir harmonie, non contradiction interne. En cas de contradiction, le spirituel finit toujours, si on le maintient au premier plan, par l'emporter. Les catholiques du *Sillon* voulaient tenir la gageure de souder une discipline politique démocratique à une discipline religieuse transcendante. Bien qu'ils en eussent strictement le droit, l'Eglise l'emporta ; ils furent condamnés et se soumirent. En sens inverse, les royalistes athées de l'*Action française* prétendaient dissocier une discipline politique monarchiste d'une métaphysique transcendante qui seule lui donnait une justification mystique : une telle tentative nourrissait en elle le ver rongeur. L'immanence, l'humanisme engendrent nécessairement, dans son développement logique, une discipline démocratique, fondée sur l'existence virtuelle ou réelle de la raison chez tous les membres du corps social, qui de ce seul fait sont citoyens. Dès qu'on veut instituer une discipline d'Eglise, qui sépare les humains en brebis et pasteurs, c'est dans l'ordre du transcendant, dans la révélation surnaturelle qu'on trouvera la seule justification immuable de l'Autorité. L'inéluctable question de la *Vérité* métaphysique domine tout.

Pour avoir, en positiviste un peu court, méprisé ou ignoré cette vérité ; pour n'avoir pas cherché à compléter, comme faisaient d'autres conservateurs plus logiques, la discipline de la pensée et de la cité par la discipline de la croyance ; pour avoir traité, comme un bon disciple de Machiavel, le spirituel et la mystique en choses purement temporelles, un Maurras se condamnait à éloigner de lui les éléments les plus vraiment

spirituels des deux ordres. D'une part, si nombre de catholiques, en reconnaissance des hommages que rendait le théoricien de l'*Action française* à l'Eglise, passaient condamnation sur son athéisme, les chrétiens les plus fervents, même parmi les catholiques, avaient de l'aversion pour une doctrine qui donnait de la vérité révélée une justification purement humaine. Et d'autre part les fidèles de l'humanisme, qui éprouvaient le même besoin d'ordre, de clarté, de discipline rationnelle que l'auteur de l'*Enquête sur la monarchie*, ne fermaient pas les yeux sur le fait historique désormais inéluctable de la démocratie, et cherchaient un ordre politique et social qui la réglât, non qui la supprimât. Entre ces deux partis extrêmes, et seuls logiques, le doctrinaire de la monarchie athée, malgré sa merveilleuse activité et le cortège d'admirateurs fanatiques que suscite toujours une vigoureuse personnalité, s'interdisait toute large action d'avenir. Sa doctrine restait celle d'une élite dégoûtée, elle ne pouvait gagner le peuple.

§

Pour sentir ce qui manquait à Maurras il suffisait — spectacle plus instructif que tous les raisonnements — de considérer Péguy. Celui-là était bien du peuple. Il en était par toutes ses racines, par ses vertus et par ses excès. Il était le peuple indompté, qui ne consent à se laisser brider par aucun joug, qui ne supporte aucune tyrannie. Il était le peuple républicain, le peuple libertaire, le peuple révolutionnaire, toujours prêt à prendre la pique ou le fusil et à monter sur les barricades, pour peu qu'on fasse mine de ne pas le traiter avec la déférence qu'il a conscience qu'on lui doit. Il était le peuple français : par là il était d'une autre espèce que Maurras. Et il avait aussi une vue bien plus large, et bien plus exacte des vraies difficultés. L'ennemi, pour lui, ce n'était pas seulement la démocratie, système politique qui, en tant que système, le laissait indifférent, aussi indifférent que la monarchie ; ce n'était pas non plus le seul État, bien que, pressentant là un adversaire plus direct, et comme plus personnel, Péguy commençât déjà à s'acharner. L'ennemi, c'était ce qu'il appelait, d'une expression plus mythique et plus globale, le « monde moderne ».

Le monde moderne... Pendant plus de dix ans les abonnés

restreints et fidèles de ces livrets blancs ou jaunes, soigneusement imprimés, fignolés jusqu'à la manie, qui s'appelaient les *Cahiers de la Quinzaine*, ont attendu périodiquement, avec une sorte de fièvre où l'irritation d'avance escomptée restait un plaisir, ces réquisitoires massifs, diffus, souvent sans justice, intolérables, passionnants, dont il n'est pas ici question d'apprécier la manière, contre cet ennemi personnel du maître de la maison. Le monde moderne, pour Péguy, c'était un monstre informe, sous le nom duquel il confondait, pour les vouer à la même exécration, bien des choses qu'unissent, en effet, de secrètes affinités logiques ; qui sont, au moins en apparence, du même ordre. C'était la technique et c'était l'industrie, l'intellectualisme et la démocratie, le monde des machines, des urnes et des fiches. C'était, écrasés sous le même anathème, les écoles, les laboratoires, la Sorbonne, les comités électoraux, les partis, les banques, tous les états-majors et toutes les églises. C'était tout ce qui, suivant la définition antique, se pèse, se compte et se mesure ; ce que le maître direct de Péguy, Bergson, avait appelé le monde de l'intelligence discursive et de la matière ; et ce qu'un essayiste profond, Guglielmo Ferrero, a, depuis, nommé le domaine de la *quantité*, dont il s'est demandé s'il n'étoufferait pas la divine *qualité*. Vue autrement large qu'un simple problème politique. La *qualité* réussira-t-elle à dominer les nouvelles formes de barbarie que l'industrie moderne a déchaînées ? C'est le problème le plus angoissant d'aujourd'hui. La gloire d'un Péguy est de l'avoir posé.

L'a-t-il résolu ? Que l'on aimerait à répondre oui ! Que l'on aimerait à dresser, en face de la France du passé, la fière image, bien en pied, de la France de l'avenir ! Cette joie nous sera refusée. Péguy n'était pas plus ce que la nouvelle France aurait dû être que Maurras n'était l'ancienne. Ces deux hommes si différents manquaient chacun à son destin ; ni l'un ni l'autre n'incarnait pleinement son *idée*.

Péguy voyait bien le problème : sauver la qualité des étreintes toujours plus pesantes de la quantité, l'esprit de la matière ; mais il n'a pas vu, — forçant en cela la pensée beaucoup plus prudente de Bergson, — que la qualité elle-même ne peut être sauvée qu'en s'insérant en quelque mesure dans la quantité ;

que celle-ci exprime et porte en même temps qu'elle menace. Certes, cette insertion n'est pas parfaite. Les effusions qualitatives ne peuvent passer dans l'ordre de la quantité qu'en abandonnant le plus original d'elles-mêmes, comme la pensée qui s'analyse dans le langage. L'opération est pourtant nécessaire ; faute de s'y résoudre, les rêves les plus hauts ne sont même pas soupçonnés, les espoirs les plus généreux ne prennent pas le chemin même d'une chétive réalisation.

Ainsi parle l'homme de mesure et de raison. Ainsi parlait un Maurras, qui, lui, ne concevait la qualité que dans l'art et répudiait la mystique. Ainsi parlait même un Pascal, qui savait que l'union du spirituel et du temporel est la condition misérable de notre nature mortelle, et qu'on risque de faire la bête en voulant n'être que l'ange. Mais le libertaire Péguy, ennemi de toute limite, n'était pas un homme de mesure et de raison. Dans son amour frénétique de la liberté, de la mystique, de l'esprit pur de toute entrave, il ne voulait pas voir les conditions temporelles de réalisation de l'idéal et les obligations de toute vie sociale. Il n'admettait pas que la pensée, si elle veut se plier à une discipline et se rendre communicable, doit nécessairement prendre pour guide la raison ; que la liberté ne peut prendre corps que dans une organisation, la croyance dans une église, la mystique dans une politique. De ces nécessités sociales, Péguy ne voulait voir que les inévitables dégradations, et il fonçait dessus. De quelle pluie d'anathèmes n'accablait-il pas les esprits gris, ternes, moyens, les fonctionnaires, les sorbonnards, bref les suppôts du « monde moderne » qui, par probité intellectuelle, — où il découvrait les plus noirs desseins, — se refusaient à simplifier à ce point la vie de l'esprit et des sociétés ! Beaux mouvements, matière à superbes développements : que pouvaient-ils créer ? surtout, que pouvaient-ils faire durer ?

Jugement peut-être trop absolu, on trouverait dans Péguy des indications contraires. Il accordait parfois que la politique est nécessaire et légitime, à condition qu'elle ne fasse pas oublier la mystique. Il écrivait très bien, en lettres grasses, dans *Notre Jeunesse :* « L'essentiel est que dans chaque ordre, dans chaque système, la mystique ne soit point dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance. » Mais cette concession toute superficielle, faite du bout des lèvres, ne l'in-

téressait pas ; il donnait à entendre ensuite que toute politique dévore nécessairement toute mystique, et c'était un beau massacre. Ainsi, des deux devoirs qui s'imposent au croyant désireux d'être un homme d'action : d'abord avoir une foi, puis accepter les conditions d'insertion de cette foi dans la pratique, Péguy ne voyait, ne voulait voir que le premier ; tout ce qui touchait au second lui paraissait une corruption.

Ou bien, quand il avait confiance en des hommes politiques, c'était précisément en ceux qui semblaient le plus étrangers à toute espèce de mystique, qui étaient des administrateurs, des praticiens purs : un Alexandre Millerand. Dès que les politiques n'avaient pas entièrement oublié la mystique, ils lui paraissaient la trahir en voulant la réaliser, et il retrouvait toutes ses colères : d'où sa haine contre Jaurès. Par là, Péguy se trouvait voisin de Maurras, de si loin qu'ils vinssent d'autre part. Maurras aussi aimait les politiques républicains dans la mesure où ils avaient cessé d'affirmer leur foi républicaine, où il eussent fait d'excellents commis du roi, étrangers à tout idéal politique. Dès qu'ils affirmaient bien haut qu'ils ne renonçaient pas à leur idéal et qu'ils entendaient le faire passer dans les faits, la guerre au couteau recommençait. Un politique chrétien se refusait-il à oublier le christianisme? il fallait l'abattre, et Maurras dirigeait ses coups contre Sangnier. Un politique républicain représentait-il hautement le génie démocratique ? Jaurès était honni par Maurras comme par Péguy. Etrange fortune des polémiques. Péguy attaquait Jaurès par ce qu'il ne le trouvait pas assez républicain, et Maurras parce qu'il l'était trop. Mais Maurras ici voyait plus clair que Péguy.

§

Donc Péguy, pas plus que Rolland, ne se souciait de ce qu'un homme d'Etat, qui, lui, ne péchait pas par excès de mysticisme, a depuis appelé les « réalisations ». C'était la force de ces écrivains ; c'était aussi leur faiblesse, car toutes les réalités ne sont pas mystiques. Ils ne se souciaient pas non plus de bien élucider les concepts, de les creuser, d'en faire sortir toutes les conséquences logiques, n'ayant que mépris pour cette besogne analytique. Et cela les amenait à d'étranges classifications, car ils devaient, quoi qu'ils en eussent, et à peine de ne pas penser, classifier. Pour Péguy, par exemple, la révo-

lution, la république,— la république des « vieux républicains », —étaient choses d'« ancien régime » ; le nouveau, le « monde moderne » ne commençait qu'avec la démocratie, les premières institutions de la troisième république, le socialisme parlementaire. « La République était un certain système de gouvernement, ancien régime fondé sur l'honneur, et sur un certain honneur propre et un gouvernement ancienne France », est-il dit dans *Notre Jeunesse*.

On sursaute, on sent se brouiller les notions les plus fermes. La Révolution, la république, qui ont détruit l'ancien régime, choses d'ancien régime? Demandez à Maurras, dont on éprouve ici l'utilité : il vous dira ce qu'était l'ancien régime, et quelle aberration intellectuelle il y a à faire rentrer dans sa définition, ce qui l'a détruit. Ou plutôt, sans même invoquer Maurras, qu'on s'adresse à un révolutionnaire, au révolutionnaire type, et par surcroît à un autre maître, — il le disait du moins, — de Péguy : P.-J. Proudhon. L'auteur de la *Justice* vous dira, avec netteté, rudesse et passion, que l'ancien régime est le système de la « transcendance » et de l' « Eglise », et que le nouveau, la république, est celui de la « Révolution », de l'« immanence ». Voilà l'opposition fondamentale, qui illumine tout,et que tous les efforts de dialectique ne peuvent résoudre en synthèse.On retrouve la vérité historique et logique.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à retenir de la distinction de Péguy ? Que non pas! L'honneur, mot nouveau, et si émouvant ! C'était le point névralgique de Péguy. Pour lui, le monde moderne était sans honneur, il avilissait. « Le monde moderne avilit. C'est sa spécialité. » Et il avilissait, selon Péguy, précisément parce qu'il s'efforçait de traduire en quantité ce qu'il y a d'éternellement ineffable dans la qualité. Les « vitreux » et les « machinateurs », les « topographes » et les « lexicographes », et les socialistes et les démocrates sentaient alors le sifflement du fouet. Mais c'était un bel exercice, ce n'était pas une solution. Il n'y a rien d'avilissant à faire honnêtement son métier, à travailler dans un laboratoire ou un « séminaire » à l'avancement de la science, pourvu que cette science ne se mue pas en théologie. Péguy lui-même le savait bien, qui respectait la science et n'avait que le tort de travestir tous les universitaires en théologiens. Il n'y a rien d'avilissant non plus à voter, à « déposer son bulletin dans l'urne », qu'il s'agisse d'élire

un député ou un secrétaire de syndicat, pourvu qu'on ne croie pas, par cette procédure, résoudre toutes les difficultés et atteindre le sacré. Péguy le savait bien aussi, qui honorait les « vieux républicains » quand ils accomplissaient cette fonction avec un profond sérieux. Là était l'honneur propre de la démocratie : « un certain honneur propre », disait très bien Péguy, quitte à bafouer ce qu'il avait commencé par honorer. Mais si voter était honorable autrefois, pourquoi ne le serait-ce plus aujourd'hui? J'entends le vote en toute sincérité et pureté de conscience, exempt de compromissions et de tripotages, en tout honneur.

Car on ne peut concevoir qu'un régime, pas plus qu'un homme, puisse vivre sans honneur, pas plus qu'il ne peut vivre sans « vertu ». Seulement l'honneur change avec les ordres; il n'est pas le même dans la transcendance et dans l'immanence, dans la république et dans la monarchie. L'honneur, dans la transcendance consiste à être un fidèle sujet, à dompter les rébellions du sens propre, à suivre exactement la parole de Dieu et les ordres des autorités légitimes. L'honneur, dans l'immanence, et plus particulièrement dans la démocratie, consiste à être exactement un citoyen, un producteur, un homme; à en accomplir toutes les obligations ; à ne se refuser ni au droit ni au devoir, à maintenir sa dignité. L'avilissement, dans le premier cas, c'est la révolte ; dans le second, l'indifférence ou l'abdication.

Ainsi la distinction de l'ancien et du nouveau régime, essentielle chez Péguy et essentielle en effet, doit être entendue autrement qu'il ne la concevait. Elle est philosophique et logique plus encore qu'historique ; elle est celle de deux systèmes de pensée qui coexistent dans le temps, plutôt que de deux périodes qui se succèdent. Chaque système a son *idée*, son principe essentiel et les institutions qui le réalisent : bref, sa foi et ses rites, sa mystique et sa politique. Une telle opposition n'a pas commencé en 1881, ni même en 1789 : elle s'est fait jour avec le premier homme qui a rejeté le premier dieu. Aujourd'hui encore les deux systèmes sont en présence, et il se peut qu'ils le soient toujours, car il est possible que des âmes aient toujours besoin de Dieu, de même que d'autres n'en pourront jamais accepter l'idée. Seulement il reste vrai

que l'ancien régime politique était exactement accordé avec l'ancien ordre théologique, et que à depuis qu'on l'a rejeté, en France du moins, il faut reconstituer, pour soutenir le nouvel ordre politique, un nouveau système idéologique. C'est le sens de la révolution, mère de l'immanence et de l'humanisme.

Cet ordre nouveau, les révolutionnaires eux-mêmes ne l'ont pas toujours soupçonné ni vu tout de suite clairement, puisque, de la fantasmagorie de l'Etre suprême ou des mascarades de la Raison au catholicisme des démocrates chrétiens, ils se sont souvent ingéniés à concilier des inconciliables. Il faut arriver à l'auteur de la *Justice* pour voir le problème dans toute sa netteté. Mais enfin la logique est là, qui finira bien par l'emporter La tâche des penseurs d'aujourd'hui devrait être de continuer Proudhon, de contribuer à poser, dans toute sa dignité et sa beauté, ce système de l'*humanisme* qui est la loi du monde nouveau. Voilà ce qu'on attendait d'un Péguy, et ce à quoi il a manqué. Et pour lui la défaillance était plus grave, elle prenait figure d'un reniement...

C'est ici le point vraiment douloureux, le péché grave contre l'esprit. Péguy avait fait naître de si magnifiques espoirs! « A tous ceux et toutes celles qui auront vécu leur vie *humaine* », avait-il dit dans la dédicace de sa première *Jeanne;* et à chaque ligne de cette dédicace déjà maniérée et puissante le mot *humain* revenait, comme un refrain. Péguy s'annonçait comme un maître non de rationalisme — puisqu'on a fait un sort à ce malheureux mot, devenu inintelligible à force d'être défiguré, — mais d'humanisme intégral. L'humanisme, c'est-à-dire l'épanouissement de toutes les puissances de l'âme, des puissances d'invention comme de celles de discipline ; l'humanisme, qui crée dans la fièvre les religions, les philosophies, toutes les formes d'art, et qui devient ensuite assez clairvoyant pour reconnaître son ouvrage et expliquer la genèse de ses propres créations ; l'humanisme, modeste et fier, qui sait la faiblesse de l'homme parce qu'il connaît ses origines, mais le croit assez fort pour « porter humainement remède au mal universel humain » ; l'humanisme, âme du monde moderne... Un poète s'était levé pour le chanter.

Et soudain le poète défaillait. L'humanisme se renonçait, se muait en son contraire, en un surnaturalisme dont il avait commencé par expliquer la genèse tout humaine. L'immanence passait dans le camp de la transcendance, Péguy adorait ce qu'il avait brûlé. Il était devenu chrétien et catholique. Et il était devenu, non un admirateur du christianisme et du catholicisme, ce que se refusent seuls à être historiquement quelques sectaires d'esprit borné, mais un croyant, un fervent de la transcendance. Que le héraut de l'humanisme en vînt à rejeter hors de l'humanité des forces qu'il avait d'abord enseigné à situer en elle ; qu'il doutât de cette nature humaine et la déclarât incapable de se sauver par ses seules forces, après lui avoir fait si expressément confiance, cette conversion certes restait respectable — comme sont respectables tous les enfantements sincères et mystérieux de l'esprit, — mais qu'elle était amère !

Si dure qu'elle fût, il fallait l'accepter. Une conversion est une conversion, une coupure une coupure, une révolution une révolution. Le coup assomme, mais on fait front. Et on recommence dans l'ordre nouveau. On a nié la coupure dans l'œuvre de Péguy. Son biographe et son ami, Daniel Halévy, qui avait d'abord parlé de conversion, s'est repris, et a écrit *promotion*. Et il est bien vrai que le caractère de Péguy n'avait pas changé, qu'il restait d'un bloc, d'un seul tenant, que son christianisme était plus révolutionnaire qu'évangélique, et que son catholicisme était tout chargé d'hérésie. Mais les oppositions, si on ne les voit pas, en sont-elles moins des oppositions ? Ne nous dupons pas. Promotion implique continuité, changement de degré, non de nature, évolution *dans le même ordre*. Il y a promotion entre la raison humaine et une mystique humainement conçue comme dépassant la raison ; il n'y a pas promotion, il y a coupure et déchirement entre la raison et une mystique qu'on déclare tenir d'une *autre source* que la nature humaine. Il y a promotion entre tous les degrés de l'immanence, comme entre tous les degrés de la transcendance, mais non entre l'immanence et la trancendance ; un abîme les sépare. Il y a promotion entre toutes les inventions, toutes les créations du génie humain, quand on les considère comme telles, mais non entre ce que crée le génie humain et ce qui est affirmé lui venir d'ailleurs. Bref il ne peut y avoir

aucune continuité entre deux principes qui s'opposent aussi radicalement que l'humanisme ou le surnaturalisme, exactement compris. Aucun pont, aucune échelle de Jacob ne peut les relier...

Ainsi donc Péguy manquait à sa mission. Il méconnaissait l'âme du monde moderne, parce qu'il ne voulait pas reconnaître à quel prix, par quelles institutions, au besoin par quels mécanismes cette âme doit s'exprimer. Après avoir fièrement proclamé, dès ses premières lignes, que l'humanité se sauverait elle-même, il en était arrivé à chercher dans le contraire de l'humanisme le salut des hommes et de la cité. Il se renonçait... Ah ! que cette conversion fût explicable humainement, qui ne l'accorderait ? Il faut avoir brûlé de la même flamme que Péguy, avoir vu ce qu'étaient devenus, dans la pratique, ces hauts principes de spiritualité, le républicanisme, le socialisme, le dreyfusisme, pour comprendre son écœurement. Je ne dis pas pour partager ses haines, pour approuver ses jugements sur les hommes qu'il a nommément frappés : il a été, presque toujours, sans justesse et sans justice. L'absolu de ses exigences l'empêchait de rien pardonner aux contingences de l'action, et il semble qu'il en ait souffert lui-même. Mais cette triste vision de l'abaissement des caractères, cette vision d'une société où triomphent trop souvent de la solidité timide ou dédaigneuse les plus malins ou les plus médiocres, qui osera dire qu'elle est fausse ? Qu'il soit aimé pour sa pure tristesse, dit Daniel Halévy, et plaint pour l'autre ! qui n'accéderait à ce vœu ? Mais quoi ! les démocrates et les « humanistes » ont-ils seuls le privilège de compter parmi eux des défaillants et des corrompus ? La clairvoyance de Péguy se fût vite aperçue du contraire ; il commençait déjà à ne pas ménager ses nouveaux amis. Et la petitesse ou la faiblesse des ouvriers n'empêche pas la grandeur de l'œuvre ; l'imperfection de l'instrument n'est pas une raison suffisante pour le jeter, encore moins une raison de tout briser. Le manque de raison, l'infidélité à la première mystique reviennent au cœur. C'était une grande tristesse que ce renoncement, quand on avait tant espéré...

Mais qu'importent devant la mort ces réserves pourtant nécessaires ? Péguy n'a pas trouvé le secret du monde mo-

derne ; sa solution est débile et sa rétractation décevante. Et ses pamphlets ne valent que par la souffrance qu'ils décèlent. Mais il est impossible de n'être pas touché par la noble passion qui frémit dans cette œuvre, le désir de *sauver*. Et il a donné sa vie pour une œuvre de salut où chacun peut le suivre et l'envier, il est mort pour sauver la dignité du patriote et du citoyen. Le patriotisme, le sacrifice, la mort pour son pays, dans une juste guerre : ici toute discussion est dépassée. Que leurs voix vinssent de l'immensité d'en haut ou de celle de leur cœur, une Geneviève, une Jeanne, — la Jeanne du premier in-octavo comme celle des *Mystères*, — et les volontaires de l'an II, et les vieux grognards et les jeunes conscrits de Napoléon, les héros de Péguy, comme ceux de Hugo, ont sauvé leur pays ou ils ont sauvé l'honneur. Cela suffit, ils sont sanctifiés, et nous écoutons tous les hymnes. Par là Péguy demeure et vit. Ce disciple de Michelet prend place dans la grande tradition française, dans la lignée de ceux qui sont étrangement remués par le rôle spirituel de notre pays, quelque mission qu'ils lui imposent. Une agression allait venir, qu'il prévoyait, et qui réalisait, celle-là, d'une façon effroyable, l'idée qu'il se faisait du monde moderne, la préparation technique la plus poussée mise au service de la plus sombre barbarie de pensée. La vague est venue, elle l'a submergé, avec tant d'autres, et devant cette glorieuse destinée le passé s'abolit. Il ne reste qu'un grand respect, celui qu'on doit à tout adversaire qui meurt ou qui se bat pour une idée, même si cet adversaire, un Maurras, un Péguy, ne s'est pas toujours exactement plié à la discipline de la justice.

III. — LE DIVORCE INTELLECTUEL

Maurras, Péguy : dans une étude parue la veille même de la guerre, et aussi intelligente, fine et solide dans l'analyse concrète que parfois flottante sur les principes, Daniel Halévy a cru pouvoir rapprocher ces deux hommes (1). Par-dessus leurs différences, qu'il ne nie pas, il les voit encore plus semblables, unis par le lien supérieur à tout : l'amour du pays.

(1) *Quelques nouveaux maîtres*, édition des *Cahiers du Centre*. — M. Daniel Halévy a publié de nouveau ces études, remaniées, dans un récent volume : *Charles Peguy et les Cahiers de la Quinzaine*, Payot. La première partie est une biographie psychologique d'une pénétration et d'une finesse d'explication dignes, disons-le, de Sainte-Beuve. Les réserves de doctrine ici formulées subsistent.

Grave erreur de diagnostic. Ce qui rapproche ou sépare les hommes est bien moins le *désir* de sauver, élan de sensibilité passionnée qui brûle des cœurs très divers, que la *manière* de sauver. Et là-dessus le dialecticien et le poète s'opposent irréductiblement : ils ne sont pas de la même race. L'autoritaire, le machiavélique Maurras, l'homme des disciplines rigides, des subordinations étroites, par-dessus tout l'ennemi de la liberté politique, ne voyait pas de fléau comparable à la « mystique » du libertaire Péguy. Cette mystique sans doute était dédaigneuse des formes démocratiques, mais elle eût rué bien davantage encore dans l'organisation monarchique, elle s'y fût débattue jusqu'au musellement ou au bâillon. Dans le libertarisme d'un Péguy, sans frein, sans mesure, inquiétant jusque dans ses admirations et ses approbations, un Maurras voyait avec horreur la source sans cesse jaillissante de la turbulence, de la rébellion, de la révolte, de ce qu'il haïssait le plus au monde : l'esprit révolutionnaire, le *désordre*. Et il lui eût rudement imposé silence. Non, n'essayons pas de les accorder.

Mais la confrontation de leur œuvre permet de préciser le problème qui se pose à notre société d'aujourd'hui, qui se posera demain comme il se posait hier : appliquer le génie d'organisation dont Maurras sentait si profondément la nécessité — et que nous avons appris depuis tragiquement à connaître — à l'insertion dans l'ordre temporel de la mystique de Péguy. Celle-là, aussi, nous avons appris ce qu'elle vaut ; des milliers d'hommes une fois de plus l'ont consacrée en mourant pour elle ; il s'agit de mieux la faire vivre. Maurras était l'homme d'ordre, et sans ordre pas de société, mais il ne concevait l'ordre que dans l'étouffement des diversités spirituelles. Sous prétexte d'organiser la vie il ôtait le goût de vivre, il n'organisait que l'asphyxie. Péguy donnait, lui, le goût et l'exemple de respirer librement, frénétiquement, mais il ne voulait pas voir les conditions organiques de la respiration dans la vie en société. La mystique — la première mystique — de Péguy n'a pas cessé d'être la plus belle, celle que devra sauver la France de l'avenir, mais il faut consentir à lui donner un corps. L'œuvre de demain sera de réaccorder la politique démocratique et la mystique républicaine, afin d'empêcher la dégradation de l'une et l'impuissance de l'autre.

Dur travail, et qui demandera des caractères. Il faut le voir tel qu'il sera.

Qu'on le veuille ou non, quels que soient les mépris de mystiques ou les dédains de grands seigneurs, l'organisation de la mystique républicaine s'appelle la démocratie et le socialisme. Elle n'est pas terminée, elle n'agonisait pas en 81, elle commençait à peine; et comme tout ce qui commence elle tâtonne et trébuche. Mais c'est sur elle qu'il faut se prononcer.

On le peut de deux façons, il y a deux attitudes logiques, hautement dignes de respect. L'une consiste à condamner la démocratie et le socialisme, à les condamner radicalement, sans appel, dans leur esprit comme dans leurs œuvres, à revenir à l'ancienne France, telle qu'on la rêve. C'est, moins son couronnement théologique, celle de Maurras. Elle est nette et sans issue, mais on s'incline.

Nette aussi est l'attitude contraire, celle qui parie pour la liberté et l'égalité, et qui, sachant que toute mystique ne se réalise que par des institutions nécessairement imparfaites, travaille à les insérer dans les sociétés humaines, au moyen de mécanismes qu'il faut bien appeler, puisqu'il n'y a pas d'autres mots, démocratiques et socialistes. Ce qui ne se conçoit pas, c'est l'attitude intermédiaire, celle qui consiste à glorifier l'esprit ou le génie de la Révolution en maudissant ses œuvres, à célébrer la liberté en accablant de sarcasmes les institutions qui commencent, gauchement, à la réaliser. On peut, certes, critiquer. Dès qu'on est installé à l'intérieur d'un ordre, le transcendant ou l'humain, — et il faudrait dire seulement l'humain, parce que c'est le seul où la critique ne soit pas gênée par des interdits d'en haut — ; dès qu'on a fait le choix définitif, on est à l'aise pour rabrouer tout ce qui, dans cet ordre, ne paraît pas conforme à la mystique proclamée, et pour ramener les défaillants au respect des principes. Mais il faut d'abord opter, et ne pas glorifier un esprit si l'on se propose ensuite d'en désavouer les œuvres. Si l'on se déclare catholique et monarchiste, il ne faut pas miner le principe de l'autorité révélée et de droit divin ; si l'on l'installe dans l'humanisme et qu'on parie pour la république et la démocratie, il ne faut pas dédaigneusement jeter bas le principe du droit humain et le suffrage universel. Cela ne veut pas dire que les

réalisations en soient parfaites, ni que les institutions fonctionnent sans à-coups, mais cela veut dire qu'il faut opter. Ou la monarchie ou la démocratie, ou la Révolution ou l'Eglise. Il faut choisir.

§

Mais choisir, on n'y pensait guère. Il semblait que cette attitude virile fût au-dessus des forces des individualités distinguées et pleines de talents, mais mièvres et languides, qui abondaient dans cette société décomposée. La finesse, la subtilité emplissaient les revues, les théâtres, les cénacles, les salons ; mais la force, mais la décision ? On s'en passait : il était si délicieux de butiner toutes les fleurs ! Dans les jeunes générations un effort sérieux commençait pourtant à se dessiner, pour réagir contre la veulerie ou le scepticisme de leurs aînés. Il n'en faudrait pas chercher l'expression dans les enquêtes sur la jeunesse, ou dans les hymnes à « l'action » et à « l'intuition » qui commençaient à foisonner. Ces exaltations superficielles n'étaient qu'une fantaisie de plus, la projection dans des cénacles ignorants et prétentieux d'un vague bergsonisme, dont le maître sans doute n'eût pas été bien fier, et qui servait à recouvrir des appétits très positifs, dénués de tout mysticisme. Les formes les plus sérieuses, les plus décidées de cet effort étaient d'ordre politique, on les constatait à droite comme à gauche. Maurras avait fait école, une école peu nombreuse, mais cohérente et intelligente, à laquelle on ne prêtait pas assez d'attention. D'un autre côté, par réaction et contre Maurras, et contre leurs chefs défaillants, de jeunes radicaux s'efforçaient soit de faire revivre la mystique du parti, soit d'en préciser ou d'en renouveler la doctrine ; et bien entendu ils commençaient par se déchirer à belles dents, la mystique et l'organisation ne pouvaient là, pas plus qu'ailleurs, se compléter. Plus loin, des démocrates chrétiens, catholiques ou protestants, fervents, purs, désintéressés, reprenaient l'œuvre impossible de concilier les deux ordres, condamnés par l'Eglise, repoussés par la démocratie, ou ignorés du pays. Et à l'écart de cette agitation, curieux, dédaigneux ou désespérés, des artistes orgueilleux, un Suarès, un André Gide, gravaient dans un style dense et singulier leurs inquiétudes, leurs inventions délicates, leurs frénésies et leurs dégoûts...

Curieuse époque, intéressante à étudier pour le psychologue ou l'anatomiste social, inquiétante pour le moraliste. Cette société souffrait de tous les excès de la vie urbaine, où l'extrême raffinement, le scepticisme, le maniérisme de la pensée et du style, toutes les inventions du plaisir et du luxe poussent sur le terreau de la misère et de l'inculture populaires. Dans la littérature, les arts, les modes, sauf quelques puissantes exceptions, ce n'était que bizarreries et débilité. Les jeunes écrivains avaient perdu tout contact avec la vraie sève populaire ; ils n'étaient préoccupés que de plaire à une bourgeoisie qui avait tout oublié de ses hardiesses d'autrefois, et qui s'efforçait de cacher, sous les dehors misérables d'un renouveau spiritualiste, son profond désir de régression sociale ; ils ne pouvaient donc que produire un art anémié, une littérature de serre chaude, à la pensée mièvre et à la forme tarabiscotée.

Et les maîtres qu'ils se donnaient ne pouvaient que les enfoncer dans ces aberrations. Le recul manque sans doute pour voir les choses dans leur plan ; on peut pourtant se demander ce qu'on pensera dans un demi-siècle des « chefs-d'œuvre » que l'on saluait alors de ce nom, et du goût d'une société qui honorait leurs auteurs comme des maîtres. Chose plus grave, on se demandera par quelle aberration on a pu les prendre, et peut-être ils se sont pris eux-mêmes pour des « classiques ». Car ceci est le plus admirable. On sentait, on éprouvait le besoin d'une renaissance classique ; on aspirait, comme dans toutes les époques trop faibles, au grand art, aux disciplines sévères, au génie. Les théories et les manifestes ne manquaient pas tous d'un beau souffle, tous irréprochables. Et les réalisations que l'on donnait de cette renaissance du classicisme et de ce génie effareront plus tard par leur pauvreté et leur barbarie. Mais la société riche, blasée, polie, à qui cette naïveté ou cette barbarie donnait le frisson du nouveau, était toute disposée à lui trouver un goût d'éternité !

Ou bien on s'adressait aux vrais maîtres, aux grands artistes, mais on les cherchait presque tous à l'étranger, et c'était bien plus leur exotisme, leur imprévu, et encore leur barbarie, que la plupart aimaient en eux, que leur maîtrise. D'où une épidémie de snobisme qui gâtait les plus légitimes exaltations. Aussi c'était un beau chaos que cette admiration des maîtres étrangers. La musique de Wagner, la dure discipline de

Nietzsche, bien qu'elles fussent d'inspiration et de tendances opposées, étaient goûtées comme on avait goûté ou comme on goûtait encore, pêle-mêle, dans une anarchie dont on se rendait à peine compte, le mysticisme évangélique de Tolstoï ou l'individualisme d'Ibsen, l'irrationalisme de Jammes ou de Bergson, les doctrines les plus guerrières de Proudhon et de Sorel, toutes les formes de la réaction contre ce que l'on croyait être le rationalisme et la démocratie. On avait joué Richard Strauss, Gerhart Hauptmann ou Beyerlein comme on jouait maintenant Dostoïevsky et Bernard Shaw, Moussorgsky ou Stravinsky. Toutes ces nouveautés produisaient, toutes proportions gardées, sur les esprits trop cultivés de ce commencement du vingtième siècle, une impression comparable à celle qu'avait produite, plus d'un siècle auparavant, sur une autre société également malade d'un excès de raffinement, la puissante rusticité de Rousseau.

Mais celui-ci, bien entendu, on ne songeait à lui que pour le honnir. N'était-ce pas, malgré ses misères et ses contradictions, un véritable annonciateur des temps nouveaux ? Annonciateur incomplet, sans doute, encore enfoncé dans l'absolu de la transcendance, d'où il avait tiré un despotisme non moins tyrannique que l'ancien. Annonciateur infidèle, en ce qu'un vagabond et un malade était peu propre à glorifier les saines disciplines du travail. Annonciateur pourtant, père authentique d'une démocratie rationalisée aussi bien que d'une perversion du sentiment, et resté du peuple dans une société qui en oubliait jusqu'à l'existence. On peut ne pas aimer Rousseau, avoir horreur de ses vices, de son parasitisme et de son charlatanisme. Mais on restera toujours étranger au sentiment démocratique si l'on est insensible à ce qu'il y eut de fierté, de dignité civique et plébéienne, de sentiment juridique chez le citoyen de Genève, et si l'on n'est pas touché par son amour véritable de la simplicité des mœurs. Or c'était ce qui répugnait le plus à cette société dédaigneuse. Sans doute on honorait officiellement un des fondateurs du régime, mais le « monde » et l' « élite » se détournaient avec un sourire méprisant de ces consécrations sans chaleur. Et les thuriféraires eux-mêmes avaient eu souvent le sentiment de n'accomplir qu'une corvée.

Car il faut bien constater, une fois de plus, un phénomène

presque constant : la réaction sourde de l'élite lettrée contre l'esprit du régime, quel que soit d'ailleurs ce régime, simplement parce qu'il est en possession du pouvoir. Sous la monarchie ou l'empire il avait été de bon ton pour la bourgeoisie et le « monde » d'être voltairien, et c'est l'Eglise qu'on frondait. En politique le mot d'ordre avait été d'être très libéral, républicain, voire socialiste ou socialisant. Maintenant que ces tendances l'avaient emporté, qu'elles s'étaient en quelque sorte figées ou cristallisées dans les institutions, qu'on les célébrait officiellement, et qu'elles s'insinuaient par l'école et la presse jusque dans l'esprit simpliste du dernier des manants, il n'était plus possible de répéter une phraséologie prostituée par les politiciens et la vile populace ; les convenances et le savoir-vivre — sans parler des intérêts qu'ils recouvraient — faisaient une loi de réserver ces tendresses à l'adversaire de la veille, d'adorer ce qu'on avait brûlé. On était redevenu catholique, voire royaliste. Une partie de la « société », sans doute, restait fidèle au régime, mais on sentait trop qu'elle en vivait ; elle n'en avait pas plus le véritable sentiment que la bourgeoisie conservatrice ; elle n'était pas la dernière à le « blaguer », et avec quel esprit ! C'est ainsi qu'on était arrivé à trouver de la profondeur, de la fraîcheur et du génie à des littérateurs dont l'histoire oubliera les noms. Une société sans assises a les écrivains qu'elle mérite.

§

Triste produit, naturel et logique, d'une société désaccordée. Il était impossible de trouver un divorce plus complet que celui que l'on était obligé de constater, dans les années qui précédèrent la guerre, entre le peuple de France et la littérature qui prétendait le représenter, entre la société française au sens large et plein du terme, et ce que les mondains et les gens de lettres appelaient la « société ». La littérature avait rompu toute attache avec le vrai peuple de France, elle n'exprimait que les mœurs, les idées, les passions, les caprices de la société mondaine. Le peuple français travaillait ; il peinait rudement, fermement, et la littérature n'était pleine que des inventions et des passe-temps d'oisifs. Le peuple français était de mœurs saines, honnêtes et solides, et la littérature n'exprimait que dévergondage sensuel et aberrations de l'esprit. Le peuple français, malgré ses entraînements passés, était fon-

cièrement républicain, démocrate, pacifique, et la littérature faisait croire que le conservatisme, le royalisme, le goût des aventures recommençaient à mordre sur lui. Le peuple français, enfin, était résolument orienté vers la foi humaniste, et la littérature laissait entendre qu'il avait le regret ou le repentir de ces hardiesses, et qu'il regardait de nouveau vers un catholicisme étrange et frelaté. Divorce irrémédiable, dont les conséquences étaient mortelles. Car l'étranger, car l'ennemi, qui nous jugeait par notre littérature et ignorait la vie profonde de notre peuple, montrait avec mépris cette image infidèle et se promettait de conquérir sans délai une proie facile.

En observant mieux, cependant, en jetant sur cette société un regard plus fidèle, il n'eût pas été difficile de trouver les germes d'un art nouveau, d'une littérature en plein accord avec les mœurs et l'esprit de la race; germes seulement, encore timides ou maladroits, mais gros de promesses. Le peuple travailleur, ouvrier ou paysan, trouvait en lui des écrivains qui, fidèlement et sobrement, exprimaient sa vie. Déjà les fresques romantiques d'un Zola, les tableaux fouillés, ardents et tourmentés d'un Rosny ou d'un Paul Adam, avaient éclairé d'une lumière puissante la structure, le fonctionnement, la poésie du « monde moderne ». Plus modestement, à l'écart, loin de la ville, un Eugène Le Roy, un Emile Guillaumin décrivaient avec exactitude « la vie des simples », un Pierre Hamp chantait la « peine des hommes » ; et par Pierre Hamp, par Charles-Louis Philippe, qui avaient l'heur d'être entendus et goûtés des cénacles, le sens de la vie populaire venaît rafraîchir, renouveler, étonner les imaginations blasées...

Et à l'écart encore, isolé, sans maîtres et sans disciples, après les inévitables tâtonnements et les crises d'une conscience qui se cherche, un grand poète enfin comprenait, exprimait, chantait ce « monde moderne ». Dans une forme encore déconcertante et parfois barbare — du moins semble-t-il à des oreilles latines, — mais où l'on sentait un souffle, une cadence, un rythme *vrais*, Emile Verhaeren célébrait les « forces tumultueuses » de ce monde en travail, et leur « multiple splendeur ». Et en même temps qu'il sentait puissamment, sans d'ailleurs en dissimuler les horreurs, la beauté secrète de ces formidables énergies créées ou disciplinées par le génie

humain, la poésie de ce labeur industriel qu'avaient systématiquement méconnue un Ruskin ou un Carlyle, Emile Verhaeren incarnait encore pleinement, sans faiblesses et sans blasphèmes, la foi humaniste de ce temps, la confiance dans l'effort humain qui se suffit à soi-même, qui s'appuie en son seul vouloir pour se sauver. Il était un homme d'une autre génération, même d'une autre race ; mais c'est lui qui, avec un jaillissement de lyrisme comme on n'en avait pas vu d'aussi puissant depuis Hugo, maintenait le flambeau et disait le sens de l'époque.

Il n'était pas le seul grand poète. D'autres renouvelaient avec une inépuisable magnificence les thèmes éternels de la passion, tout ruisselants d'un merveilleux lyrisme ; d'autres encore, au milieu des perversions de la pensée et de la forme, savaient maintenir en purs artistes les plus délicates traditions de notre langue, jointes aux plus intimes, aux plus généreuses, aux plus humaines inspirations de notre génie. Mais pour trouver le poète vraiment inspiré par le siècle il fallait aller jusqu'à Verhaeren. A l'heure où un Jammes, un Claudel tournaient le dos à leur temps, où un Péguy le reniait, où un Rolland l'efféminait, c'est dans l'œuvre d'Emile Verhaeren qu'il fallait aller chercher, dans son inspiration plus que dans sa forme, le secret de la poésie de l'avenir (1).

GEORGES GUY-GRAND.

(1) La guerre, la douleur, en avivant chez Verhaeren la flamme patriotique et en éveillant la haine, n'ont pas du tout introduit, comme certains l'ont prétendu, une contradiction dans son œuvre. Quiconque s'indigne de l'injustice sociale ne peut pas plus supporter l'écrasement des peuples que l'écrasement des classes : voilà ce qu'il ne faut pas se lasser de répondre, à la gloire du poète tragiquement disparu, à ceux qui veulent voir une régression où il y eut en réalité une continuité, une harmonie.

ESQUISSES ITALIENNES

—

MILAN

I

Galeries, arcs électriques, cafés, glaces
Blanches, roses et vertes. O bigarrées
Comme la foule qui s'agite. Soirées
Internationales, disant les grâces

De jadis à quelques rares amis des
Livres et des tendresses stendhaliennes...
Première étape d'Italie, et gardienne
Pourtant d'un art de vivre, charmant et fardé.

Ah ! quitter tout ce bruit et rêver de masques...
Suspendre son âme au trouble des balcons...
Et pleurer de solitude, au bruit que font
Dans la ville aux jardins enfouis les vasques...

II

Premier musée, ô belle Brera milanaise...
Cherchons le calme. Entrons. Reposons-nous... Devant
Le Spozalizio de Raphaël, se taisent
Les rumeurs de la foule et l'heure des couvents...

Ton regard se déplie et flatte les cortèges
Des anges de Morone et des durs Bellini.
Dans un coin s'imprécise un mage du Corrège...
Le printemps rit dans ton miroir, ô Luini.

Un regret triste et doux monte des parquets lisses
Où, déjà m'oubliant et rêvant au passé,
D'un pas léger et franc comme l'amour, tu glisses...
Ce soir nous irons à la Scala, voir danser.

III

Les ors du vieux palais sont chauds de soleil jaune
Et les fresques teintées au mur ont pris le ton
De ta nuque fragile et sentant le miel blond...
Du jardin monte un air de flûte... Quelque faune

S'émeut de toi, t'ayant, en reine, vu passer...
Le soir naissant et pur qui rit à la fenêtre
Est fait d'avril et de baisers qui s'enchevêtrent...
La nymphe autour du buste antique au front plissé

Jette ses bras d'un blanc veiné aux courbes pleines.
Tout se meurt ou s'estompe en une ombre d'iris,
Et l'Amour méditant les frissons de jadis
Suit la fuite du ciel au miroir des fontaines...

VENISE

I

Allonge-toi sur le cuir noir... Vois ce qu'est
Le passé qui s'effrite et tombe en poussière.
Qui parle de masques ? O la printanière
Torpeur des iris mourant sur le vieux quai !

La ville à la fièvre, comme une oriflamme
Au soir, comme le pennon des Vendramin.
Qu'elle est brûlante, l'heure, et moite... Ta main
Glisse sur l'eau... Tout tremble comme notre âme.

La ville se penche en spirales vers l'eau.
Le tremblement s'incurve, mais demeure...
Et partout, c'est de l'eau qui frissonne, où meurent
Les couleurs du ciel et la rose des clos.

II

L'automne risque une sandale
Si légère dans l'air si doux
Qu'à peine un petit brin de roux
Teinte l'enclos de San Vitale.

Les rosiers fous de San Paulo
Et les sorbiers de San Felice
Pleurent leurs fleurs cardinalices,
Gouttes de sang, rêvant sur l'eau.

Un sanglot lourd et monotone
Traîne dans l'air... Ah ! l'on dirait
Un nègre fou qui hurlerait
Sous les vitres de Desdémone...

III

Chambre d'hôtel... Terreur brusque qui parfois
Vous glace. Ah ! le geste d'allumer l'ampoule,
Comme on pousserait un grand cri dans la foule...
On est seul... On voudrait entendre des voix

Indifférentes... N'est-ce pas l'heure encore
Du réveil ? Ah ! ce portier, comme il tarde à
Venir frapper ! On se lève, on regarde à
La fenêtre... Alors, un quai, qui se colore

A peine, apparaît si tendre, si lunaire...
Mon Dieu ! Quel apaisement sur ces grèves
Mauves et ces platanes poudrés de rêves
Et d'aurore !... Hélas ! que mon âme diffère

De la ville !... Hier j'écoutais monter
L'ardent délire des mille voix humaines.
Tu chantais, ô folle ville italienne...
Mais chaste, frôlant ta fièvre, je rêvais.

La nuit m'a meurtri de trouble et de mystère,
Tandis que tu dors, à ton tour, dans le calme
Balancement de tes odeurs, de tes palmes,
Et de l'art d'être songeuse et de se taire...

MANTOUE

Bouquets tristes. Fleurs d'oranger sous des globes.
Tout cela si vieux, si beau, si nonchalant,
Avec des grâces et des grands airs, allant
Vers la nuit, comme autrefois allaient les robes.

Les moustiques ont rongé ce que le temps
Laissa. Et dans l'air frissonnant on étouffe...
Je voudrais frôler ce marbre, cette touffe
De lauriers roses ou l'eau de cet étang...

Cela palpite encore et se remémore.
Ah ! la vie est éternelle et se souvient...
— Crois-moi. Partons, enfant. Ne touchons à rien.
Fuyons à travers les tapis d'anémones...

FLORENCE

I

Elle frôle les pêchers en fleurs et fait
Neiger les amandiers. Sa démarche est telle
Qu'une danse chaste et souple... M'attend-elle ?
Je sonne à la grille, lourde des

Glycines qui ressemblent à des grappes
De raisins mauves... Le jardin de la
Villa qu'elle a louée, penche sa
Terrasse sur Florence... Il se drape

Dans une balustrade de marbre jaune
Contre laquelle je viens auprès d'elle et
M'accoude... Le soir est ailé,
Tout noyé des chansons, des couleurs et des aromes...

O vous que j'ai connue devant la Primavère
De Botticelli... soyez dans cette ville où
S'énerve notre âme, ô soyez les soirs doux
Et calmes, dans le bleu des collines légères.

II

San Spirito... La Badia... Campaniles...
Jardins au long des pentes mauves... Cyprès,
Arbouses... Odeurs du printemps peint de frais...
Lauriers roses, surchargés et fragiles...

Flèches droites parmi les vallonnements
Bercés de timides cloches battant l'air...
Et puis vous, dame ingénue aux doigts pervers
Qui cueillez les cerises doubles, mordant

Avec comme des gouttes de sang aux lèvres
Les fruits et les baisers... Vous, âme légère
Si étrangement florentine, passagère
Venue là pour fixer la fuite d'un rêve...

Et vous allez parmi les gazons rosés
De digitales, traînant dans le soir clos
Et roux le charme languide de vos
Yeux, miroir d'eau bleue où vient mourir Firenze...

PAYSAGES

I

Nuances si douces du soir qui
Vient à peine. Rose ou mauve au loin.
Lune en croissant jaune, et vol soudain
D'un vague oiseau dans le ciel gris.

Sur les jardins où les lys blancs ont
L'air de bougies qu'on va allumer
Pour quelque fête triste, l'Avril met
Comme chaque soir un badigeon

Qui n'est pas tout à fait couleur
De nuit ni de lumière, mais dit
Si bien l'heure toscane tandis
Que meurent nos âmes, en odeurs...

II

Coin d'ombre où ma rêverie arrête son
Vol inlassable... Et devant les yeux, des roses
Dorées au feu roux de la journée, des choses
D'âme, vues aux heures lasses et qui sont

Ce que nous serons tout à l'heure nous-mêmes :
De la lumière blonde, neuve et qui danse.
Ah! devancer l'instant fugitif, avance
Curieuse et balancée vers l'instant frêle...

Cueillir mieux pour de plus longs enchantements
La pluie embaumée et tendre des minutes...
Et prolonger la très délicate fuite
D'un jour, parmi le rire des beaux instants.

RENÉ KERDYK.

LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

—

La guerre a hâté une transformation de l'esprit public déjà manifeste avant qu'elle n'éclatât. Les générations nouvelles paraissent résolues à renoncer aux luttes déprimantes et vaines du Forum. Après la guerre de tranchées, leur besoin d'action trouvera son emploi dans la guerre économique ; leur énergie se consacrera à développer l'activité, la richesse, le bien-être du pays. C'est le mot d'ordre de demain.

Pour justifier l'urgence de notre rénovation économique, pour en tracer le programme, livres, brochures, articles se succèdent et s'entassent. Victor Cambon, Lysis, Probus, d'autres encore sont les prophètes de la religion nouvelle. Ils le sont par la conviction, par la foi, par le langage même. Ils stigmatisent la routine, l'étroitesse d'esprit de nos industriels comme de nos agriculteurs. Sur tous les terrains ne se sont-ils pas laissé devancer par nos rivaux économiques ? Les richesses naturelles de notre sol : mines, houille blanche demeurent inexploitées ; pour toutes les « Industries clefs » essentielles à la vie économique du pays : électricité, produits chimiques, matières colorantes, nous sommes devenus les tributaires de l'Allemagne ; les rendements à l'hectare de notre agriculture sont parmi les plus bas de l'Europe.

A l'étalage sans vergogne et sans pitié de nos faiblesses passées, au diagnostic de la maladie de langueur dont nous étions atteints succède l'ordonnance médicale : de toute urgence, concéder et exploiter nos mines, aménager nos chutes, moderniser nos industries anciennes, en créer de nouvelles,

accroître en tous domaines les rendements de notre agriculture.

Admirable programme auquel il n'est pas un Français qui ne soit prêt à souscrire et, dans la mesure de ses moyens, à collaborer. Pour l'exécuter, capitaux et compétences ne nous feront pas défaut, à condition de les savoir grouper et utiliser. Mais pour faire passer ces plans grandioses des écrits dans la réalité, une condition première s'impose : une main-d'œuvre abondante, des hommes, des ouvriers agricoles et industriels en quantités massives. Où les prendrons-nous ?

Déjà trop faible, même pour notre effort insuffisant d'avant-guerre, — et pour partie cette faiblesse fut la cause de cette insuffisance, — notre population sera après la guerre hors de toute proportion avec l'œuvre économique qu'on lui voudrait confier. Chaque jour, chaque année qui passent ne feront qu'aggraver cette disproportion.

Les faits ne sont que trop connus. Quelques chiffres suffisent à les résumer. La natalité française annuelle est tombée de 1 million de naissances, vers 1860, à 740.000 en 1912. Le taux moyen de natalité par 1.000 habitants est passé de 31,31 p. 100 durant la période 1806-1815 à 20,25 p. 100 pendant la décade 1902-1911. En neuf années, dans des conditions normales (1902-1911), le niveau annuel des naissances a baissé de 100.000. Et M. Paul Leroy-Beaulieu, à qui nous empruntons ces chiffres, conclut :

> La population française, en laissant de côté l'immigration, paraît devoir perdre, dans une dizaine ou une quinzaine d'années, sinon auparavant (écrit-il en 1913), une centaine de mille âmes par an.

A la veille de la guerre, le chiffre des naissances annuelles parvenait péniblement à compenser le chiffre de nos décès. Je laisse à penser si cet équilibre instable se pourra maintenir après la guerre. Partant de l'hypothèse d'une France repliée sur elle-même, environnée d'une infranchissable muraille, les statisticiens fixent la date relativement prochaine où cette grande nation disparaîtrait de la carte de l'Europe.

Ne faut-il pas redouter que, avant cette échéance lamentable, peu soucieux de troubler son agonie, les Etats voisins ne l'envahissent et ne la dépècent, ne se substituent à elle pour assurer, à son défaut et à leur bénéfice, l'exploitation de ses richesses naturelles ?

Compter, pour écarter la menace, pour éviter la catastrophe, sur une augmentation soudaine et considérable du taux de notre natalité, c'est compter sur un miracle. Il faudrait admettre une révolution morale, le renversement de la loi bien connue que les naissances décroissent en même temps qu'augmentent besoins et bien-être. A supposer même que le miracle se réalise, les conséquences né s'en feraient sentir au mieux que dans 20 à 30 ans. Cette main-d'œuvre à terme ne saurait satisfaire aux besoins prochains, urgents de notre agriculture et de notre industrie.

Le problème a revêtu, dans les régions que la guerre a dévastées, un aspect nouveau. Leurs populations ont dû fuir l'envahisseur : ouvriers de la terre, ouvriers des usines ont été contraints à l'émigration. Nombreux sont ceux qui ont trouvé, dans des régions de France épargnées par le fléau, un emploi stable et rémunérateur. Il ne faut guère compter que beaucoup d'entre eux reviennent s'établir dans des pays où à peine ils pourront découvrir la trace, deviner l'emplacement des lieux où ils vivaient et travaillaient. Comment, au reste, ouvriers de fabriques ou de mines trouveront-ils à s'employer pendant la longue période de la reconstitution industrielle? Ils ont cherché des salaires en d'autres contrées où la plupart se fixeront définitivement.

Cependant ces pays renaîtront de leurs ruines. Les sources de richesses qu'ils contenaient sont enfouies, recouvertes par les décombres. Mais elles ne sont point taries. Pour les ramener au jour, pour en reprendre l'exploitation, des forces de travail nouvelles seront nécessaires. D'où viendront-elles ? Les émigrés revenus au pays ne suffiront pas à les fournir. Ces régions seront-elles, pour servir d'exemple et d'épouvantail aux peuples à venir, vouées à la stérilité ?

Une disposition législative récente vient aggraver notre crise de main-d'œuvre : le vote de la loi de huit heures dans l'industrie. Les conséquences d'une mesure depuis longtemps inévitable auraient dû être prévues bien avant la guerre. Les effets en sont actuellement accrus par l'énormité de nos pertes.

Au cours de la discussion de cette loi, M. Touron a cité au Sénat une étude établie à l'aide de statistiques officielles d'où il ressort « que la mort ou l'invalidité de près de 2 millions de Français en plein rendement a diminué de 9 o/o environ le

nombre des producteurs industriels, commerciaux et agricoles et que, dans cette perte de main-d'œuvre, la France est frappée une fois et demie plus que l'Allemagne, deux fois et demie plus que la Belgique, trois fois plus que l'Angleterre et l'Italie, cinquante-six fois plus que les Etats-Unis d'Amérique ».

Or, à la diminution internationale des heures de travail on prévoit que le développement du machinisme suffira pour une part. Mais la condition nécessaire de la production à plein rendement des machines est l'organisation de 2 ou 3 postes d'ouvriers. Comment, sur ce terrain, pourrons-nous suivre nos concurrents? Où trouverons-nous le surcroît de main-d'œuvre nécessaire?

La France ne produit pas actuellement cette précieuse marchandise qu'on dénomme la main-d'œuvre en quantité suffisante. Il la faut aller chercher au dehors.

Pour que la France demeure au point de vue économique, partant à tous autres points de vue, un Etat autonome, une puissance indépendante, l'importation d'un surcroît de main-d'œuvre s'impose. Il faut résolument pratiquer une large politique d'immigration.

Pour qu'elle constitue un remède et non pas un palliatif, il convient que cette immigration soit, pour la plus large part, définitive, que les émigrés s'enracinent dans le sol français, se fondent dans la nationalité française.

Cette préoccupation essentielle exclut, avec l'immigration temporaire que nous avons trop longtemps pratiquée dans le Nord de la France, toute large immigration des races extra-européennes.

Par bonheur, la race blanche européenne nous offre encore une source abondante de recrutement.

Chaque année, plusieurs centaines de mille Européens quittent leurs patries respectives à destination soit d'autres contrées d'Europe, soit surtout des Etats d'Amérique. Quelques chiffres suffiront à nous fixer sur l'importance de ces grands déplacements annuels.

En 1911, 533.000 émigrants ont quitté l'Italie; cette même année, 219.000 émigrants temporaires ont regagné la mère patrie. L'émigration définitive est donc de 314.000. Elle se partage à peu près exactement entre pays d'Europe (271.000) et hors d'Europe (262.000). En 1908-1909-1910, la Russie a

fourni 156.000, 120.000 et 186.000 émigrants ; en 1909 et 1910, le nombre des émigrants s'est élevé pour la Hongrie à 129.000 et à 119.000 et pour l'Autriche à 129.000 et 148.000. L'émigration espagnole a atteint, au cours des années 1909-1910-1911, les chiffres de 111.000, 160.000 et 139.000. Il n'est pas jusqu'aux Etats Scandinaves qui n'aient contribué à grossir le courant; pour les trois mêmes années, leur contingent global atteignit 41.000, 51.000 et 36.000 émigrants.

Ce torrent, dont le volume n'a cessé de croître au cours des dix années qui précédèrent la guerre et qu'alimentent des sources si multiples, n'est pas près de tarir. Trop profondes sont les causes économiques et sociales qui ont provoqué l'émigration pour que transformations économiques et mesures législatives puissent faire mieux que d'en ralentir progressivement le cours.

C'est ainsi que dans son ouvrage sur *l'Emigration*, à propos de l'Italie, M. Gonnard écrit :

> Pendant de longues années encore l'Emigration italienne restera très considérable, surtout dans les provinces méridionales (p. 203). — Pendant longtemps il est probable que l'Italie méridionale, cette région prolifique et pauvre, continuera à être un centre d'émigration considérable (p. 209).

La crise bolchévique que traversent les pays slaves en accroîtra l'émigration.

Bref, une matière première essentielle nous fait actuellement défaut : la main-d'œuvre ; son insuffisance, sa diminution seront sans cesse plus marquées et plus redoutables ; elles menacent de nous faire périr d'inanition.

Or elle existe en Europe en quantités largement suffisantes pour satisfaire à tous nos besoins.

Le problème ainsi formulé, la solution paraît s'imposer.

§

Mais aussitôt les objections d'apparaître et les obstacles de se dresser.

Les objections d'ordre sentimental ne sont pas parmi les moins redoutables. On invoque, comme il sied, la pureté de la race. Or, quiconque a vu, au cours de cette guerre, groupés dans une même unité, au hasard des renforts, Bretons et Béarnais, Niçois et Alsaciens, Flamands et Gascons,

Auvergnats et Corses, ne conserve plus d'illusion sur la pureté de la « race » française, juxtaposition de Celtes, de Germains, de Flamands, de Latins, d'Ibères et des rameaux multiples de ces races diverses.

Sans doute, reprennent les adversaires de l'immigration, il n'est aucune nation qui soit constituée par une race unique, physiologiquement pure de tous mélanges ; par contre la vie en commun, les épreuves supportées en commun, des besoins économiques communs créent, pour les races multiples qui la constituèrent au cours des siècles, des traditions, des intérêts, des façons de penser et d'agir uniformes, bref, un patrimoine commun. Ainsi une nation parvient à former un tout homogène, un ensemble harmonieux, ainsi seulement est-elle capable de poursuivre de grandes œuvres, d'accomplir de nobles destinées. Ainsi la France, faiblement peuplée, politiquement divisée, mais puisant sa force dans sa tradition, sut opposer une digue à l'envahisseur. De même l'Allemand conscient et fier de son Deutschtum parvint, tout en résistant aux efforts franco-anglais, à abattre le colosse de l'Etat russe où se juxtaposaient, sans se fondre, tant de races que n'assemblait aucun lien d'aspirations et de convictions communes.

Indiscutables vérités. Mais pourquoi s'acharner à y vouloir greffer des doctrines ou des préjugés politiques contestables? Quelles leçons veut-on tirer de ces prémisses ? — Il faut, dit-on, prohiber l'introduction dans la cité de tous éléments nouveaux. Ne sont-ils pas hors d'état d'accéder de plein-pied à la tradition, d'en apprécier la valeur ? Leur raison ne la concevra pas, leur sensibilité n'en saurait être émue. Une telle importation serait néfaste, puisqu'elle ne saurait avoir d'autre effet que de détendre le ressort de l'énergie nationale. Toute nation au lointain passé historique est une aristocratie ; n'en ternissons pas la pureté par de dangereuses et imprévoyantes mésalliances.

Aristocratique, tel est le caractère essentiel de cette doctrine de protectionnisme national. C'est le titre qu'elle revendique le plus volontiers.

Or, dans le passé, les aristocraties n'ont subsisté, elles n'ont échappé à l'abâtardissement et à la ruine qu'en faisant appel, pour se renouveler et s'accroître, à des éléments plébéiens

et bourgeois, en se transfusant régulièrement des doses d'un sang frais. Ainsi s'opérait un mélange fécond. A l'aristocratie les nouveaux venus communiquaient leur activité et leur énergie; ils la faisaient participer au trésor des expériences faites, des connaissances acquises au contact quotidien de la réalité. En retour, la caste aristocratique les admettait à tous les bénéfices de sa culture intellectuelle et morale, de ses traditions nationales.

Ainsi se maintint l'aristocratie anglaise. Pour n'avoir pas su observer de telles méthodes, l'orgueilleuse grandesse castillane sombra dans une décadence de luxe et de parade.

Leçons dignes d'être méditées par notre nation, s'il est vrai qu'ayant réussi à développer la qualité à défaut de la quantité nous soyons devenus en quelque manière un peuple d'aristocrates. Si, par vanité ou par appréhension, la France se replie sur elle-même, elle sait le sort qui l'attend à bref délai. Aux mêmes maux conviennent les mêmes remèdes.

A moins qu'on ne veuille prétendre que, peuplée de 38 millions d'habitants, riche de tout un passé de civilisation, de tout un prestige de gloire artistique et militaire, la France ait néanmoins perdu toute force d'assimilation, qu'elle ne soit plus à même de modeler à son image, d'imprégner de ses traditions quelques centaines de milliers d'émigrants.

A cet égard la doctrine du nationalisme intégral est une doctrine de renonciation et de défiance de soi-même. Serions-nous moins aptes à cette colonisation intérieure, moins capables de rayonnement moral que sont actuellement les Etats-Unis, que fut jadis la Prusse ?

Que de richesses inexploitées, que de découvertes retardées, que de bienfaits perdus pour l'Europe et dont ce n'est pas le moindre qui s'est manifesté au cours de cette guerre, si les premiers colons débarqués du May-Flower avaient mis en pratique des doctrines de nationalisme intransigeant, s'ils n'avaient pas facilité aux émigrants de l'Europe entière l'accès de la part du Nouveau-Monde qui leur était échue! Transformés en élite aristocratique, d'une infécondité comparable à la nôtre, les fils de ces colons primitifs ne sont plus qu'une minorité dans la masse des descendants d'émigrants pauvres et prolifiques. L'immigration est devenue invasion contre le flot de laquelle des digues ont dû être édifiées. Il n'est pas à redou-

ter en ce qui nous concerne, et si largement que nous ouvrions nos portes à l'immigration, que nos arrière-petits-enfants aient à discuter de l'opportunité de semblables mesures.

Et cependant, en dépit de cette proportion chaque jour plus faible d'éléments indigènes, d'anglo-saxons de pure race, sur cette terre presque dépourvue de passé historique, la fusion s'est faite, l'unité nationale est née.

Qu'on étudie les visages des soldats ou des officiers américains. C'est un jeu de discerner sous la tenue commune, sur ces faces uniformément rasées, à côté de l'Anglo-Saxon pur, le Germain, l'Italien, le Slave. Certains d'entre eux sont nés dans ces pays d'Europe dont leurs corps portent encore l'empreinte si fraîche. Et cependant les voilà dressés par une volonté commune, groupés en vue de l'idéal commun. L'âme nationale s'est révélée. Pour reprendre, en y changeant un mot, le titre d'un récit de Kipling, c'est « *the Nation that found herself* ».

Sans doute, l'œuvre n'est point achevée, la fusion n'est pas encore parfaite. Les Germano-américains ont paru vouloir constituer un état dans l'Etat. L'immigration de race blanche a fait naître aux Etats-Unis des « questions » brûlantes et des problèmes ardus. Ce sont autant de chapitres des ouvrages consacrés aux Etats-Unis, autant de préoccupations pour les hommes d'Etat américains. Mais il n'est pas d'organisme vivant sans conflits et sans luttes. La mort seule supprime tous les problèmes. Aussi bien les nations stationnaires, les Etats en décadence se signalent-ils à l'ordinaire par des crises politiques plus fréquentes, par des troubles sociaux plus âpres que ceux dont sont affligés les Etats qui prospèrent, les nations qui progressent. Les difficultés d'assimilation d'éléments étrangers immigrés qui préoccupent les Etats-Unis, et dont on voudrait parfois à tort exagérer la gravité, ne sont que des crises de croissance, heureux symptômes. Loin de les envisager comme des épouvantails, il faudrait nous souhaiter de les connaître à notre tour, d'autant qu'il n'est pas vraisemblable que nous les subissions jamais avec une acuité comparable.

L'exemple de la Prusse n'est pas moins saisissant. Puissance de proie depuis ses origines les plus lointaines, la Prusse tantôt envahit et dévaste les terres qu'elle conquiert, tantôt est dévastée au cours des luttes acharnées qu'elle doit soutenir

pour garder ses conquêtes. Il n'est aucune des guerres qui se succèdent, durant les XVII^e et XVIII^e siècles, et dont l'Allemagne est le théâtre, qui prenne fin sans que les provinces qui constituent la Prusse ne soient littéralement dépeuplées. Si ces souverains n'avaient travaillé sans relâche, avec une énergie et une continuité admirables, à attirer sur leur territoire tous les émigrants, tous les errants d'Europe, la Prusse serait bientôt morte d'inanition ; à demi-vidée de ses habitants, elle fût devenue une proie facile que se seraient déchirée ses voisins.

Jusqu'à la révolution allemande actuelle le royaume de Prusse, pour reprendre une comparaison que Bismarck appliquait à ses relations avec l'Autriche, est apparu comme le terrain solide qui supportait la mosaïque des Etats allemands.

Il est, spécialement dans ses vieilles provinces de l'Est, le centre de cristallisation autour duquel s'est formé l'Empire allemand. Le Prussien est considéré comme le prototype de l'Allemand, comme le plus intransigeant, le plus allemand des Allemands.

Or les études que M. Lavisse a consacrées à l'histoire de cet Etat aux prodigieuses destinées ont révélé que les domaines les plus anciens de la Prusse : Brandebourg, Prusse, Silésie, ont été peuplés grâce à une politique de colonisation raisonnée, méthodique, suivie par le Grand Electeur, par Frédéric-Guillaume II et enfin par le plus grand d'entre eux, Frédéric II. Ce sont des réfugiés, des émigrés chassés de leurs patries par l'intolérance ou la misère, venus de tous les pays d'Allemagne, de Hollande, de Bohême, de Suisse, de Pologne, de France même, hélas, qui, aux XVII^e et XVIII^e siècles, repeuplèrent les provinces ravagées par les guerres successives dont elles avaient été le théâtre. Sous le règne de Frédéric II, dit M. Lavisse, « il en arrivait de tous les pays du monde ».

Les résultats de la politique de colonisation des Hohenzollern furent prodigieux :

En 1640, à la mort de Frédéric-Guillaume, 600.000 sujets du roi de Prusse étaient des réfugiés, ou des fils de réfugiés ; or le roi de Prusse en ce temps-là ne commandait qu'à 2.400.000 sujets.

Au milieu du XVII^e siècle, un quart de la population du royaume de Prusse était d'une origine étrangère.

A la fin du XVIII^e siècle, le royaume avait étendu ses fron-

tières et la proportion des étrangers qui le peuplaient s'était encore accrue :

En 1786 presque le tiers de la population prussienne était composé de colons établis en Prusse par le Grand Electeur. Pareil fait ne se retrouverait dans l'histoire d'aucun Etat moderne.

M. Lavisse peut conclure :

C'est une mosaïque patiemment et savamment composée que la population prussienne au temps de Frédéric II.

Cependant, en dépit de la multiplicité des éléments qui ont servi à la composer, la mosaïque est devenue un roc, une pierre homogène dans le grain de laquelle, exception faite des régions polonaises annexées en 1792 et en 1815, et où toute colonisation germanique échoua, on n'aperçoit nulle fente. La fusion de ces fragments de nations diverses dans la nation prussienne s'est effectuée rapide, complète. Hollandais, Français, Tchèques, Polonais, Allemands du sud sont devenus, sans effort apparent, et sont demeurés jusqu'à ces derniers mois des sujets fidèles d'abord, puis enthousiastes et même fanatiques de Sa Majesté le roi de Prusse.

Il peut apparaître que l'assimilation a été facilitée par cette circonstance que la majorité des immigrés était de race et de langue allemandes. Mais nous venons de voir qu'une notable fraction d'entre eux venait des pays non allemands. Sous le règne du Grand Electeur, le Brandebourg reçut vingt mille réfugiés français formant, à eux seuls, plus du dixième de la population de cette province.

Pour les autres, la communauté de race était plus que compensée par les différences de religion et même de langue. Luthériens, Calvinistes, Catholiques étaient séparés par des haines égales à celles qui élèvent de nos jours des barrières entre les nations européennes. Enfin les Hollandais, les Souabes, dont le dialecte s'est maintenu en Prusse Orientale, les Salzbourgeois, d'autres encore, étaient isolés par leur langue ou leur patois des populations au milieu desquelles on les implantait, au même degré ou peu s'en faut que sont isolés les ouvriers italiens ou espagnols parmi nos populations méridionales.

§

Au reste, ceux qui se sont récemment élevés avec le plus d'énergie contre les dangers de l'immigration, ceux qui y

voient, comme M. Paul Leroy-Beaulieu, la « dénationalisation » de la France à bref délai, ceux-là même reconnaissent qu'elle est inéluctable et que, dans notre situation présente, il serait vain d'y vouloir échapper :

Le nombre des éléments hétérogènes, dit cet auteur, paraît appelé, avec notre natalité de plus en plus décroissante, à augmenter rapidement, à doubler, à tripler sans doute dans un laps de temps de quelques années... Dans nombre de départements, l'élément étranger arrivera à dépasser numériquement l'élément d'origine française... Quel ne sera pas l'accroissement de l'élément étranger ou d'origine étrangère dans la période qui commence (1913) et qui va être signalée, sauf changement rapide dans la mentalité française, par un excédent constant et croissant des décès sur les naissances (1)?

Bref, certaines conditions sociales étant données, immigration ou émigration apparaissent comme des phénomènes sociaux irrésistibles. Un pays au sol fécond, au climat tempéré, aux abondantes ressources naturelles, dont la population autochtone devient insuffisante pour en assurer normalement l'exploitation et le peuplement, un tel pays appelle fatalement l'immigration. Par quels moyens M. Leroy-Beaulieu entend-il suppléer à cette importation étrangère dont il redoute les effets? Il en découvre un seul, plus facile, à vrai dire, à énoncer qu'à réaliser : l'augmentation de notre natalité. Mais le même M. Leroy-Beaulieu a, dans son *Traité d'Economie Politique*, formulé la règle suivante :

La chute graduelle de la natalité paraît en raison directe du bien-être, de l'aisance et du développement des idées nouvelles.

Peut-il, dès lors, faire grand fond sur les moyens divers qu'il suggère pour accroître à bref délai notre natalité? Ce sont palliatifs qui pourraient au mieux retarder l'évolution, mais non pas y substituer une évolution en sens inverse. En fait, pour la diffusion du bien-être et l'application des « idées nouvelles », la France a précédé les autres nations européennes ; il était fatal qu'elle les précédât également en ce qui touche la réduction de la natalité. Les mêmes causes n'ayant exercé leur action dans leurs économies nationales que plus tard, ces nations ne sont point encore parvenues à notre niveau. L'a-

(1) P. Leroy-Beaulieu: *La Question de la population*, pp. 376, 384, 385.

vance qu'elles avaient sur la France, la guerre aura eu pour effet inévitable de l'accroître. Diminuée par la guerre, notre population ne suffira même plus à la tâche de maintenir nos naissances au taux réduit d'avant guerre, minimum strictement indispensable.

Contre la lente agonie, puis la disparition inévitable de la France, l'état présent de l'Europe nous offre un unique et sûr remède : l'immigration.

Si elle ne s'effectue pas grâce à nous et sous l'influence des mesures prises, elle se fera sans nous; bien heureux si elle ne s'opère pas contre nous.

Il semble, du reste, que notre auteur paraisse redouter moins le phénomène lui-même que les conditions dans lesquelles il s'est réalisé jusqu'à ce jour. Il constate que les immigrants se sont groupés par nationalité, en quelques départements frontières, qu'ils y forment des blocs compacts difficilement perméables à l'influence française.

Il ne conteste pas toutefois que si l'immigration présentait d'autres caractères, si elle était dirigée, canalisée, si certaines nationalités y prenaient une part prépondérante, elle ne dût offrir des avantages :

Les Italiens et les Espagnols, liés à nous par bien des traits du caractère, de la mentalité et par le développement historique, seraient à coup sûr les bienvenus s'ils se disséminaient davantage sur le territoire français au lieu de s'y concentrer en agglomérations compactes, difficilement perméables à la langue française et aux conceptions purement françaises (page 383).

Et plus loin, ce passage en italiques qui aurait pu servir d'exergue à la présente étude :

La fusion des éléments étrangers s'infiltrant avec continuité chez un peuple à population propre stationnaire est le seul moyen d'empêcher que la faiblesse de la natalité n'ait pour une nation des conséquences politiques, économiques et morales de trop de gravité (page 293).

Dès lors, l'immigration étant inévitable, nous avons le choix entre deux solutions. Ou bien pratiquer la politique du laisser-faire ; livrés à eux-mêmes, les immigrés continueront à se grouper suivant leurs affinités et leurs intérêts propres; campés sur le territoire français, ils s'en considéreront comme

les hôtes passagers, se désintéresseront de sa prospérité, de son avenir national, ignoreront sa langue. Ou bien, provoquer et diriger l'immigration, la répartir, l'utiliser au mieux d'une politique raisonnée et à larges vues se proposant un double but : but économique : l'exploitation des richesses de notre sol ; but national : le relèvement ou tout au moins le maintien du taux de notre natalité.

§

La répugnance, les craintes que manifestent au regard de l'immigration certains économistes de l'école libérale, trouvent un écho et un appui inattendus dans les préjugés des masses ouvrières, internationales cependant par doctrine. Concernant l'importation de main-d'œuvre, l'ouvrier de tout temps, que ses groupements fussent dénommés ghildes, corporations ou syndicats, s'est montré résolument protectionniste.

Le raisonnement qui le guide est fort simple : il invoque, à la suite des économistes bourgeois, la loi de l'offre et de la demande, mais c'est pour mieux pouvoir en entraver le jeu. Lorsque plusieurs patrons courent après un ouvrier, dit la loi, les salaires montent ; lorsque plusieurs ouvriers courent après un patron, les salaires baissent. Donc il faut, par tous moyens, limiter, dans une région ou dans un pays donné, le nombre des ouvriers.

Objection beaucoup plus redoutable par tous les intérêts mal compris, auxquels elle sert de masque, que les préjugés, sentimentaux pour une large part, que nous avons précédemment envisagés.

Pour la combattre, il faut raisonner ; pour raisonner utilement, il faut entrer en discussion avec les représentants de la masse ouvrière organisée : syndicats ou C. G. T. Beaucoup de préjugés devront être dissipés ; par la brochure, par la conférence, une longue et délicate campagne de persuasion devra être entreprise.

Il faut que la classe ouvrière se pénètre d'une double vérité particulièrement éclatante dans notre situation économique présente. C'est, d'abord, que sa prospérité et le taux de ses salaires sont étroitement liés au développement et à la prospérité du travail national sous ses formes les plus diverses. C'est, ensuite, que l'ouvrier français est appelé, au fur et à

mesure que l'industrie se développera, que des usines nouvelles se créeront, que s'accroîtra l'immigration de la main-d'œuvre, à constituer une véritable aristocratie du monde du travail.

Avant la guerre, le gouvernement allemand avait réussi à ancrer dans l'esprit de la majorité de la classe ouvrière que son bien-être, la stabilité de son emploi, l'élévation de ses salaires étaient étroitement liés au développement de la prospérité économique allemande. Ainsi les passions furent-elles spécialement attisées contre l'Angleterre, accusée de la vouloir ruiner.

La même tâche ne pourrait-elle être entreprise chez nous, les mêmes vérités ne pourraient-elles être répandues ? Au cours de la guerre, pour les besoins de la défense nationale, des industries nouvelles ont surgi qui ont fait appel à toute la main-d'œuvre disponible. La disparition du chômage, l'élévation des salaires en furent les conséquences naturelles.

Aujourd'hui, la paix revenue, bon nombre de ces usines vont être contraintes, pour pouvoir subsister, de subir une transformation complète. Seule, une politique d'exploitation intensive des ressources du sol national permettra de maintenir, puis d'accroître leur activité, de poursuivre l'œuvre entreprise avec toutes les conséquences heureuses qui en découlent.

Refusons-nous d'entreprendre cette tâche à la fois de reconstitution et de création, la trouvons-nous trop lourde pour nos épaules, ou échouons-nous dans son exécution, les conséquences de cette incapacité ou de cet échec ne sont que trop évidentes. Nous continuerons d'importer du dehors, en quantités sans cesse accrues, les produits fabriqués ou les matières premières que des installations nouvelles nous auraient procurés sans sortir des limites de notre territoire. Ainsi nous paierons indirectement aux ouvriers étrangers des salaires que nous aurions pu payer aux ouvriers français.

A la réalisation d'un tel programme l'ouvrier français serait seul impuissant. Il n'y saurait suffire, même avec l'aide de la machine, dont il doit aujourd'hui reconnaître les bienfaits, mais contre laquelle longtemps ses préjugés furent aussi irraisonnés, aussi néfastes que ceux qu'il manifeste à l'encontre de l'importation de main-d'œuvre étrangère.

Déjà, avant la guerre, pour maintenir un degré d'exploita-

tion industrielle et agricole qu'on s'accorde aujourd'hui à estimer insuffisant, il fallait faire appel à des Kabyles, à des Flamands, à des Polonais. Au cours de la guerre, en dépit du rappel de la grande masse des ouvriers d'usine, il a fallu, dans les branches mêmes d'industrie qui exigent un grand déploiement de force physique, faire appel à la main-d'œuvre féminine. Expédient passager. La plupart des femmes abandonnent une tâche provisoire et souvent au-dessus de leurs forces. Leur présence dans les ateliers n'est à souhaiter ni au point de vue familial, ni au point de vue du taux des salaires. Si les ouvriers se refusent à adopter le seul remède à la crise redoutable de personnel que traversera le pays dans les années qui viennent, les patrons seront amenés à favoriser le maintien, le retour ou l'extension de la main-d'œuvre féminine dont on sait qu'elle exerce sur les salaires un effet déprimant.

Là encore il faut choisir. Ou bien, nous renfermant sur nous-mêmes interdisant jalousement l'accès de notre sol aux ouvriers étrangers, nous scellerons sur nous une pierre tombale. Nous déclarerons renoncer, en connaissance de cause, pour le pays à un surcroît de prospérité, pour la classe ouvrière à des perspectives de salaires nouveaux et accrus. Ou bien, pour faire jaillir de notre sol tant de sources nouvelles d'activité et de bien-être, nous ferons appel à l'appui fécondant de la main-d'œuvre étrangère.

Que nos syndicats se rassurent. Son introduction, même en grandes masses, sur notre marché, n'aurait pas pour effet de peser indûment sur les salaires. Leurs inquiétudes, leur hostilité instinctive ne seraient à cet égard justifiables que soit au cas où la main-d'œuvre française suffirait aux besoins de notre développement économique, soit au cas où cette immigration se composerait pour une large part d'ouvriers spécialisés aptes à entrer en concurrence avec les ouvriers français pour les mêmes emplois et les mêmes salaires.

Nous savons à quel point la première hypothèse correspond peu à la réalité. Pour que la seconde fût à redouter, il faudrait admettre que les ouvriers immigrés seront aptes à concurrencer les ouvriers français dans tous les emplois exigeant une instruction professionnelle préalable. Or, longtemps encore, pendant au moins une génération, les nouveaux venus

seront, à quelques spécialités près, confinés dans des emplois de manœuvre. Mais, en même temps, une industrie accrue exigera un personnel qualifié plus nombreux. A condition qu'on lui fournisse les organes d'instruction appropriés, l'immense majorité des ouvriers français est apte à monter au rang d'ouvrier qualifié. C'est précisément cette majorité que représentent les organisations syndicales. Seule, l'importation de main-d'œuvre étrangère, permettant le développement industriel et agricole, accroîtra le nombre des places de contremaîtres et d'ouvriers qualifiés et favorisera le recrutement, parmi les syndiqués, d'une aristocratie du travail sans cesse accrue.

Peut-être on prétendra que c'est transformer l'ouvrier étranger en esclave, doublement assujetti à une caste capitaliste et à une oligarchie ouvrière.

C'est oublier que les conditions de son travail seront nécessairement réglées, outre la législation de droit commun, par une législation spéciale protectrice de ces étrangers, véritables mineurs au point de vue de la connaissance de nos coutumes et de nos lois nationales. C'est oublier que leur niveau d'existence sera en France très supérieur à celui qu'ils avaient péniblement atteint, qu'ils désespéraient de maintenir dans leur pays d'origine. A son tour, derrière l'ouvrier français qui le précédera et l'entraînera à sa suite, l'ouvrier immigré franchira une étape.

La concurrence de la main-d'œuvre importée sera, du reste, pour les ouvriers d'industrie bien moindre qu'il peut apparaître au premier abord.

Avant la guerre, le dépeuplement de nos régions rurales était plus inquiétant encore que celui de nos centres industriels; plus qu'aucune autre forme de l'activité nationale, l'agriculture manquait de main-d'œuvre.

Ici encore la guerre a aggravé le mal; nos pertes en travailleurs agricoles représentent environ la moitié des pertes totales de la France. L'augmentation des salaires industriels et la réduction des heures de travail hâtera l'émigration des campagnes vers les villes. Les ouvriers agricoles viendront, pour une part, combler le déficit des ouvriers d'industrie.

Par contre, la majorité des immigrés sera d'origine paysanne. Bon nombre d'entre eux iront repeupler nos campagnes, cultiver, dans les régions épargnées par la guerre et dans celles

qu'elle a dévastées, nos champs en friche. Seule, une fraction d'entre eux sera dirigée vers les emplois industriels.

Pour tous les postes nouveaux d'ouvriers qualifiés, maniant avec dextérité des machines délicates aux rouages complexes, nous n'aurons pas trop de toute notre main-d'œuvre nationale. Pour toutes les besognes matérielles, travaux de force, emplois secondaires de l'usine, de la fabrique, de la mine et des champs, nous n'aurons pas trop d'une vaste immigration de main-d'œuvre étrangère. Elles se déploieront l'une et l'autre sur des plans différents, elles ne courent nul risque de se heurter.

§

Les objections d'ordre intérieur dissipées, les obstacles du dehors vont surgir.

On peut redouter, soit que les nations à population surabondante par rapport à leurs ressources tentent de s'opposer au départ de leurs nationaux, soit que les populations émigrantes, attirées par goût ou par tradition vers d'autres cieux, refusent de prendre le chemin de nos contrées.

Il va sans dire que les pays où nous irons puiser des immigrants ne se prêteront pas de gaieté de cœur à nous enrichir en envoyant dans nos villes et dans nos champs une partie de leur matériel humain.

Ne s'efforceront-ils pas de retenir leurs nationaux? L'éventualité est à prévoir. Mais ces répugnances et ces résistances ne datent pas d'hier. Depuis plusieurs décades, des milliers et des dizaines de milliers d'émigrants ont quitté, chaque année, sans espoir de retour, l'Espagne, l'Italie, les divers pays slaves. Leurs gouvernements ont lutté ; ils se sont efforcés de les retenir au sol natal. Ils ne découvriront rien demain qu'ils n'aient tenté jusqu'à ce jour. Mais tous leurs efforts contre l'émigration ont échoué. En dépit de toutes mesures préventives, loin de se restreindre, le nombre de leurs émigrants est allé chaque jour croissant.

L'émigration y est due à des causes économiques et sociales trop profondes pour qu'il soit possible, en quelques années, d'en tarir les sources multiples. Pour ralentir une émigration qui l'inquiétait, l'Allemagne, au lendemain de 71, a mis en œuvre tous moyens législatifs et réglementaires. Rien n'y fit,

sinon la révolution économique, qui, accroissant formidablement sa capacité de production industrielle, retint sur ses territoires son excédent de population.

Le législateur peut imposer au bénéfice des émigrants des conditions spéciales aux sociétés d'émigration et spécialement aux compagnies de navigation. Il ne peut plus en notre siècle attacher le serf à la glèbe.

Convaincus par l'expérience de l'inutilité des efforts officiels, certains économistes et hommes d'Etat italiens ont voulu se persuader et démontrer que le pays n'avait qu'à gagner à la transplantation de tant d'Italiens outre-mer. Ils ont édifié la théorie ingénieuse et rassurante des « Colonies sans drapeau ».

A les en croire, groupés dans les Républiques d'Amérique du Sud, où ils ont coutume d'aller chercher un sort meilleur, les immigrés italiens constitueraient de véritables colonies italiennes. Ils deviendraient les propagateurs de l'influence intellectuelle de l'Italie, les commis-voyageurs et les clients de son expansion économique. Dès lors, tous les efforts du gouvernement italien doivent tendre à diriger l'émigration italienne vers les Républiques d'Amérique du Sud, et à décourager toute émigration vers les pays d'Europe à civilisation ancienne où la perte de nationalité est plus certaine et plus prompte.

Mais toute cette théorie, qui jadis séduisit également l'Allemagne, repose sur des illusions que la réalité a dissipées. Au point de vue national, presque à la première génération, en tous cas dès la seconde, les Italiens immigrés en Argentine ou au Brésil, oublieux de leur terre d'origine, sont devenus des citoyens actifs, exclusifs de leur patrie nouvelle. Leurs affinités avec le milieu latin dans lequel ils sont plongés facilitent cette absorption. De même, aux Etats-Unis, la grande masse des Germano-Américains s'est fidèlement rangée pour combattre l'Empire allemand sous la bannière étoilée.

Au point de vue économique, à quelques spécialités alimentaires près, les immigrants italiens, au fur et à mesure que leur aisance s'est accrue, que leur prospérité s'est affirmée, sont devenus des clients nouveaux des grandes nations industrielles.

L'exportation des marchandises n'a rien de commun avec l'exportation des nationaux. De 1820 à 1915, l'Italie a envoyé

au Brésil 1.360.000 émigrés ; cependant, en 1913, son exportation au Brésil, inférieure à celle du Portugal, n'atteignait que 65 millions de francs. En Argentine, où, de 1875 à 1911, ont émigré 2 millions d'Italiens, le commerce italien vient au cinquième rang pour l'importation et au sixième pour l'exportation (*Europe nouvelle*, 2 février 1918, Statesman's year-book 1913).

Au bout d'une génération, l'Italien, greffé sur le tronc argentin ou brésilien, dont tous les intérêts, les affections sont concentrés dans les limites de ces pays, n'a plus pour la patrie lointaine, dont soit la misère, soit une organisation politique ou sociale défectueuse l'ont chassé, que parfois il n'a jamais connue, qu'une affection de commande purement verbale. Faut-il s'en étonner ? Le patriotisme est, pour partie, un sentiment instinctif, comme celui qui pousse l'homme à protéger contre toute emprise le sol qu'a fécondé son labeur, où résident les siens, pour partie, un sentiment acquis qu'entretiennent l'éducation, par l'école, le journal et le livre, et surtout la gestion en commun des affaires publiques. Quelques dizaines d'années écoulées, que peut-il demeurer, sauf dans une élite, de ce sentiment complexe dont les causes ont disparu pour la grande majorité des immigrés, enracinés dans une terre nouvelle et qu'aucun lien politique ne rattache à la mère patrie ? Si l'immigrant s'élève à la conception des droits et des devoirs de citoyen actif d'un Etat libre, c'est à sa patrie d'adoption et non point à sa patrie d'origine que le lient le sentiment de ces devoirs et la pratique de ces droits.

Ainsi les Canadiens français sont-ils de nos jours non plus des Français établis au Canada, mais seulement des Canadiens de langue française. Ainsi avons-nous vu Italiens et Espagnols immigrés en Algérie, naturalisés d'hier, vivant en groupes nationaux compacts, à peine éloignés de leur ancienne patrie, placés dès lors dans les conditions les plus favorables pour conserver leur nationalité d'origine, contribuer sur le front français à alimenter des régiments de zouaves dont on sait quels furent les exploits.

§

Mais un obstacle d'apparence plus grave se présente aussitôt. De cette masse d'émigrants que rien ne peut retenir au pays natal, une minorité infime se dirige vers les contrées

européennes. L'immense majorité s'embarque à destination du Nouveau-Monde. La même force irrésistible qui les pousse à abandonner la patrie ne les dirige-t-elle pas vers les deux Amérique ? N'est-ce pas se leurrer que d'espérer en pouvoir détourner vers la France une notable fraction ?

Rien ne serait plus faux à cet égard que de vouloir du passé conclure à l'avenir. Sans doute, les grands courants d'immigration européenne ne se sont pas, jusqu'à ce jour, dirigés vers la France. Mais qu'avons-nous fait pour les y attirer, pour retenir même, sur notre territoire, les immigrations saisonnières, flamandes au Nord, latines au Midi ?

Croit-on que, de gaieté de cœur, le paysan de Calabre, de Pologne ou d'Asturie eût affronté les dangers, surmonté les craintes d'un pénible et long voyage maritime, s'il avait eu la certitude que quelques jours de chemin de fer ou une courte traversée suffiraient à le transporter, avec sa famille, vers la Chanaan dont il rêvait?

Il est aisé de discerner la nature des influences qui ont dirigé vers les deux Amérique le flot migrateur européen. Le réel et l'imaginaire ont contribué à leur formation. Dans les pays pauvres, à population trop dense pour leurs ressources naturelles, au régime de propriété et d'exploitation du sol défectueux, tels que l'Italie, l'Espagne, certaines contrées slaves, l'émigration était une plaie sociale inévitable. Les plus entreprenants ou les plus malheureux partaient les premiers. Leurs lettres, les récits de ceux qui revenaient visiter le foyer natal, révélaient qu'il existait, au delà des mers, des pays où les salaires étaient plus élevés, les terres plus fécondes, la vie plus libre et plus douce, que quiconque avait des bras vigoureux était assuré de gagner ces salaires, que quiconque avait quelques économies pouvait, sans restrictions ni formalités, acquérir ces terres. Les fils, les hommes mariés partis seuls, envoyaient au pays une fraction de leurs gains. Il semblait qu'au flot d'hommes un flot de richesse succédât en retour. Enrichis d'un pécule qui leur assurait au village le prestige de grands seigneurs, d'autres y venaient étaler leur aisance.

Colportés de bouche en bouche, dans de pauvres villages, dans des faubourgs misérables de grandes villes, amplifiés par l'espoir crédule de tous ceux qu'accable régime social défectueux ou régime politique tyrannique, repris enfin et exploités

par la propagande des agents d'émigration, des récits où se mêlaient le réel et le chimérique exercèrent promptement leur force d'attraction, décuplèrent puis centuplèrent en peu d'années le nombre des émigrants.

Sans encouragement officiel, sans plan préconçu des divers gouvernements américains, le courant se forma et le flot grandit à destination des Etats-Unis, du Brésil et de l'Argentine. Le jeu des lois naturelles avait créé l'émigration, les circonstances firent le reste.

Serait-il impossible, puisque le courant existe, puisque la guerre ne fera qu'en accroître, au moins temporairement, l'intensité, puisque les Etats-Unis ont adopté contre l'immigration une politique défensive, d'infléchir le courant dans notre direction? Serait-il impossible de provoquer, à notre bénéfice, les circonstances qui militèrent jadis en faveur de l'Amérique?

Il est banal de redire quel prestige nous ont valu en Europe les rudes combats et les victoires de cette guerre. Notre prestige moral n'a pas seul été rehaussé. Combien d'étrangers, venus sur notre sol, au cours de la guerre, pour se battre ou pour travailler, ont appris à connaître combien, en France, la vie est, dans l'ensemble, douce et facile, à quel point les occasions y abondent de travaux comportant labeur moyen, saine rémunération, offrant toutes garanties d'un avenir assuré.

Italiens, Espagnols, Serbes, Tchèques, Polonais ont servi sous nos drapeaux, ont travaillé dans nos usines. Quels incomparables propagandistes ! Leurs récits exploités, leurs efforts guidés, leurs témoignages utilisés suffiraient, à condition que nous le sachions vouloir, à nous assurer dans tous les centres d'émigration une riche moisson d'immigrants. Ils peuvent aisément former les mailles d'un grand réseau de propagande et de recrutement discrètement organisé.

Sans doute, des scrupules seront manifestés, des convenances diplomatiques invoquées. Le souci des relations internationales correctes ou amicales ne doit-il pas interdire l'organisation du recrutement des émigrants sur le territoire de puissances neutres, à plus forte raison de puissances amies?

Sans doute, il y faudra de la discrétion et du savoir faire. Ardent à favoriser par tous moyens sa politique de colonisasation, Frédéric II écrivait à son ambassadeur auprès de la Cour de Vienne :

Vous aurez soin de mettre en circulation les édits que je vous envoie, mais de bonne façon et sans que vous ayez l'air de vous y intéresser..... Mettez dans toute cette affaire de si grands ménagements qu'on ne puisse vous reprocher d'induire des sujets à quitter leur maître.

Un tel machiavélisme répugnerait à juste titre à nos gouvernements démocratiques. Mais, alors, l'émigration était interdite et punie de peines sévères. De nos jours, le « crime d'émigration » a disparu. Mal inévitable, phénomène irrésistible, l'émigration est un fait que nous n'avons pas provoqué, et nul gouvernement ne saurait prendre sérieusement ombrage de nous voir tenter de l'utiliser à notre profit.

Aussi bien, il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort. Des scrupules de pure forme ne nous sauraient arrêter. Que si, pénétré de méthodes surannées, notre personnel consulaire ne mettait pas au service de ses tâches nouvelles le zèle et l'ardeur nécessaires, il devrait céder la place à un personnel plus au fait des nécessités et plus au courant des méthodes nouvelles.

Bref, cette matière première précieuse, le travailleur, il nous appartient de l'aller chercher sur place, d'en assurer le groupement, le transport, la répartition et l'emploi.

§

A quels organismes seront confiées ces tâches multiples, nouvelles et urgentes ?

Dresser, après études préalables et minutieuses effectuées tant en France qu'à l'Etranger la carte des zones d'émigrations et d'immigrations ; y annexer des notices détaillées sur les caractères, les aptitudes et les mœurs des populations à transporter comme sur les ressources des régions de peuplement, les besoins de leurs industries ou de leur agriculture. Recruter, discipliner, diriger tout un personnel de propagande et de recrutement. Prévoir toutes difficultés pouvant surgir avec les gouvernements étrangers, éviter tous frottements grâce à la collaboration du personnel diplomatique et consulaire, auquel des agents spéciaux pourraient être adjoints. Assurer, dans des conditions de transport suffisantes, l'arrivée des immigrants par terre ou par mer. Les répartir sur la surface du territoire en des centres d'immigration. A l'effet d'installer les immigrants et leurs familles, acquérir, en vertu de pouvoirs

spéciaux, des terrains, y faire bâtir maisons d'habitation et immeubles d'usage collectif, tels que : écoles, églises, salles de réunions, infirmeries et hôpitaux. Pourvoir ces centres d'instituteurs, de prêtres, de médecins, connaissant la langue des immigrants, aptes à entreprendre aussitôt l'œuvre d'assimilation et de francisation qui, sur leur culture et leurs traditions propres, greffera peu à peu culture et traditions françaises. Fixer, d'accord avec syndicats ouvriers et patronaux, des échelles de salaires. Organiser des ateliers, des écoles techniques, des chaires ambulantes d'instruction professionnelle, de façon que les immigrants puissent devenir, dans le plus bref délai des collaborateurs utiles du travail français. Pourvoir chaque grand centre d'immigration d'un personnel de surveillance chargé de prévoir et régler tous conflits avec patrons et ouvriers du même atelier et du même métier, comme avec les populations avoisinantes. Répartir entre l'Etat et les associations patronales tous frais d'installation et d'organisation.

Autant de problèmes délicats et complexes dont aucun, pour le succès de l'entreprise, ne saurait être négligé. Ils exigent l'étroite, la constante collaboration de l'Etat, des associations professionnelles, patronales (industrielles et agricoles) et ouvrières.

Il serait vain d'imaginer qu'abandonnés à eux-mêmes les bénéficiaires directs, les représentants des industries intéressées parviendront à fondre leurs intérêts parfois divergents en une action commune. Notre individualisme inné, les rivalités de régions ou de métiers de nos organisations patronales l'entraveraient aussitôt. Aussi bien, s'agissant d'une activité qui doit s'exercer pour partie sur le sol national, pour partie hors de nos frontières, la collaboration, la direction même de l'Etat s'impose. Elle n'est jamais plus féconde et plus légitime que lorsqu'elle s'exerce pour stimuler et grouper les intérêts privés et leur servir d'arbitre.

Pratiquement, le choix est entre deux solutions : un Sous-Secrétariat d'Etat ou un Office spécial. Il a été admis qu'un Sous-Secrétariat d'Etat était principalement un département politique dont le titulaire était soumis à toutes les fluctuations de l'existence parlementaire. Le caractère de perennité indispensable à de telles entreprises conduit à écarter la première solution.

Seule subsiste celle d'un Office autonome, rattaché pour ordre à un des ministères disposant d'un budget spécial alimenté par des subventions de l'Etat et des grandes associations professionnelles.

C'est une institution que les Allemands ont maintes fois utilisée avec succès avant et pendant cette guerre qui a suffisamment prouvé combien, au point de vue de l'organisation économique, nous avions intérêt à emprunter à l'Allemagne certaines de ses formules, à nous mettre à son école.

Il conviendrait à cet égard encore de nous inspirer de l'organisation colonisatrice de Frédéric II :

Ce souverain voulut, nous dit M. Lavisse, que la colonisation devînt une branche spéciale de l'administration prussienne comme la levée de l'impôt ou de la milice. Les Chambres des diverses provinces durent se rendre compte des besoins de leurs pays respectifs, faire le relevé des maisons inoccupées, des terrains abandonnés, évaluer le nombre de colons qui pouvaient être établis dans leur ressort... Il établit deux agences spéciales, l'une à Francfort-sur-Mein, l'autre à Hambourg. La dernière était chargée d'arrêter au passage les émigrants qui se disposaient à s'embarquer pour l'Amérique. Toutes les deux faisaient des annonces dans les journaux ou bien envoyaient dans les pays où ces annonces étaient interdites des messagers spéciaux qui faisaient de la propagande occulte (page 268).

Dévastée par l'invasion, épuisée en hommes et en ressources par ses victoires mêmes, la Prusse de Frédéric II était placée en face des mêmes problèmes de repeuplement, de reconstitution de son outillage humain que ceux qui nous confrontent aujourd'hui.

Elle dut, pour une large part, son salut et sa prospérité à une politique d'immigration audacieusement pratiquée. N'aurons-nous pas la largeur de vues, l'absence de préjugés, l'esprit de suite nécessaires pour, nous inspirant de son exemple, aboutir aux mêmes résultats ?

JACQUES LYON.

UN POÈTE DE TESCHEN

—

« Il y a, disait M. Lloyd George, le 16 avril dernier, à la Chambre des Communes, des questions dont on n'avait jamais parlé et qui, pendant que nous siégions ici, ont presque mis la paix en danger. J'aimerais à faire subir un examen à chacun des membres de cette Chambre. Je suis certain, quant à moi, que je n'aurais pu subir un tel examen avant de me rendre à la Conférence de la Paix. Combien de députés ont jamais entendu parler de Teschen ? Je ne veux pas dire que je n'en aie moi-même jamais entendu parler, mais Teschen a failli conduire à un conflit aigu entre deux Etats alliés, si bien que nous dûmes interrompre les discussions pour essayer de régler l'affaire de Teschen. » Peu de gens, en effet, connaissaient Teschen avant qu'eût éclaté, au sujet de ce territoire, une contestation entre Polonais et Tchécoslovaques, frères de race pourtant appelés à s'entendre.

Le duché de Teschen (*Cieszyn* en polonais et *Těsın* en tchèque) est une partie de cette Silésie improprement dénommée Silésie autrichienne. On sait comment Frédéric II de Prusse ravit à Marie-Thérèse, en 1742, une notable partie des territoires silésiens et le comté de Glatz. Ce que l'on sait sans doute moins, c'est que ce n'est pas par l'impératrice d'Autriche qu'il se faisait céder ces régions, mais par la reine de Bohême. Une clause du traité de Breslau, l'article XII, obligeait en effet la souveraine vaincue à faire ratifier la cession par les Etats généraux du royaume de Bohême. C'est que depuis 1345 la Silésie faisait, par droit d'héritage, partie des pays de la

couronne tchèque de Saint-Venceslas. Ce que Frédéric voulut bien en laisser continua de dépendre de la Bohême, comme Marie-Thérèse, en 1752, le reconnaissait en établissant un « tarif douanier aussi bien pour le royaume de Bohême que pour la Silésie de Bohême (Böhmisch-Schlesien) et la Moravie, qui en dépendent ». C'est aussi « en qualité de roi de Bohême » que François-Joseph, en 1858, donnait en apanage à l'archiduc Frédéric le fief de Teschen.

Cette région de mines, dont la houille et le coke alimentent les hauts fourneaux de Moravska Ostrava, en Moravie, a été, au cours du XIX^e^ siècle, le terrain d'ardentes luttes nationales. Allemands, Polonais et Tchèques s'en disputaient la possession ; les domaines qu'il s'agissait surtout de conquérir étaient l'école et la cure, d'où l'on chassait la langue de l'adversaire. Un poète nous a tracé un vivant mais âpre tableau de cet antagonisme ethnique, si caractéristique de l'ancienne monarchie des Habsbourgs. Ce poète est Tchèque, car les Tchèques, tenaces, ardents, avaient vu se liguer contre leur résistance Allemands et Polonais, beaucoup de ces derniers s'étant faits, pour la circonstance, *deutsch-freundlich* (germanophiles, épithète que s'était donnée un parti polonais assez nombreux). Il est donc intéressant, au moment où le problème de Teschen apparaît non plus comme un problème autrichien, mais comme une question internationale, d'étudier de près les poèmes de Pierre Bezruč (prononcer : Bezroutch).

§

Les premiers vers portant cette signature parurent, en 1898, dans le supplément littéraire d'un quotidien de Prague, la *Beseda Casu*. Ils attirèrent tout de suite l'attention autant par l'urgence de la cause qu'ils plaidaient que par la simplicité rude de leur forme. C'était à l'époque où les Tchèques guerroyaient en Bohême pour assurer à leur langue une place que l'Allemand avait usurpée et prétendait conserver. Toutes les pensées se concentraient sur cette querelle, et voilà que tout à coup une voix s'élève pour signaler un autre coin menacé. « C'est, dit M. H. Jelinek dans sa *Littérature tchèque contemporaine* (1), la voix anonyme de milliers de frères malheureux,

(1) H. Jelinek : *La Littérature tchèque contemporaine* (*Mercure de France*, Paris, 1912), page 317.

écrasés sous le poids de l'injustice sociale et persécutés à cause de leur langue ; c'est le cri désespéré des Tchèques de la Silésie autrichienne, de ces noirs mineurs du bassin houiller de de Moravska Ostrava, qui s'étend à la frontière de Moravie, de Silésie et de Prusse. »

Qui est ce Pierre Bezruč, dont, en 1903, le même quotidien réunissait les pièces éparses en un *Numéro silésien* ? On sait que ce nom n'est qu'un pseudonyme ; mais qui se cache derrière ? La science du poète, car il possède ses classiques, laisserait croire que c'est un intellectuel. La rudesse de sa langue, cependant, pimentée de dialecte, et l'irrégularité de sa versification, dans certaines de ses complaintes, font soupçonner un homme de ce peuple de mineurs persécutés. L'œuvre, dans son âpre simplicité, suggère des comparaisons. On pense à Walt Whitman en la lisant. Mais qui en est l'auteur ? On ne sait rien. Ou plutôt on ne sait que ce que le poète veut bien dire. On sait qu'il n'a jamais connu la joie.

En février, je n'ai jamais fait le fou. — Ma vie a été silencieuse comme un minuit, et triste comme un septembre. — Qu'une nation plus heureuse aime et connaisse le carnaval, — moi, Teschen me regardait en mon berceau... on le lit sur mon visage.

Il a à peine connu l'amour :

L'amour est passé près de moi d'un pas doux ; — j'ai fermé devant lui la porte de ma chaumière — et il ne reviendra plus jamais.

Un seul sentiment remplit son cœur, la compassion, l'ardente sympathie pour cette malheureuse population qui, au pied des montagnes, meurt lentement sous l'oppression.

Je m'en allais chantant un peu ; je m'en allais chantant pour mon peuple, — afin que la mort nous soit meilleure, au pied des Beskydes.

Il est fier d'être « le premier et le dernier barde » qui ait « adressé une prière au démon de la vengeance ».

Moi, Pierre Bezruč de Teschen, — musicien ambulant et ménestrel fou, — révolté dément et chanteur ivre, — hibou sinistre du clocher de Teschen, — je joue et chante tandis que les marteaux retentissent — à Vitkovice, à Frydlant, autour de Lipiny.

Augmenté de quelques nouveaux vers, le recueil de 1903

devint en 1909 un volume de *Chants silésiens* de Pierre Bezruč. L'identité du « barde des Beskydes » restait cependant impénétrable. Il fallut, au cours de la guerre, l'ardeur tracassière de la police politique des Habsbourgs pour révéler au grand public le vrai nom du poète.

Au début du grand conflit européen, les Tchèques, fixés en terre étrangère, s'étaient immédiatement rangés du côté de l'Entente. Un journal, *l'Indépendance tchèque*, publié à Paris, leur servait d'organe. Il paraissait en français et en tchèque. Certains numéros contenaient des vers, parmi lesquels de virulentes diatribes contre François-Joseph et son empire étaient signées P. B. Les bureaux de Vienne, à qui rien de ce qui se publiait chez nous n'échappait, s'alarmèrent de ces rimes qui respiraient le crime de lèse-majesté. Dans l'espoir d'envoyer un Tchèque rejoindre en prison ses déjà nombreux compatriotes, les autorités autrichiennes confièrent à un juge d'instruction le soin de retrouver l'anonyme P. B.

Le Sherlock-Holmes viennois mena rondement l'enquête. Il fit, après réflexion, appeler un détenu, jeune et naïf étudiant tchèque d'une faculté de théologie protestante.

« Vous connaissez bien la littérature tchèque, lui dit le juge instructeur, et je suis sûr qu'aucun poète ne vous est inconnu. Eh bien, voilà. Un journal a publié des vers signés P. B. ; y a-t-il un poète tchèque qui ait de telles initiales ?

— Certainement, répondit ingénument l'étudiant, il y a Pierre Bezruč.

Quelque temps après, l'enquête était finie. La police autrichienne — le journaliste qui, le 1er août 1917, contait le fait dans la *Národní Politika* de Prague ne dit pas comment — avait trouvé et arrêtait M. Vašek, employé des postes résidant alors à Brno (Brünn). Au bout de quelques semaines d'emprisonnement, néanmoins, on dut avouer qu'on n'avait aucune preuve contre le poète des *Chants silésiens*. On se contenta donc d'expédier le dangereux barde aux armées, où il attendit la chute du régime dont il était une des victimes.

§

Qu'auraient pu, d'ailleurs, lui reprocher les bourreaux viennois ? D'avoir écrit des poèmes politiques ? Mais les vers de Pierre Bezruč n'ont aucune tendance politique. Ils tracent le poignant tableau de la douleur qui étreint la population de

Teschen, la misère nationale et sociale qui écrase ces mineurs tchèques. Rien de plus. Ils chantent l'angoissante « mélodie » d'un peuple qui va mourir.

La misère guette ma nation ; — le bourreau incline sa tête. — Au pied des Beskydes, c'est la misère ; — c'est une lente agonie.

Jadis; ce peuple de mineurs et d'ouvriers tchèques était nombreux. Il partageait le pays avec les paysans, Tchèques eux aussi. Mais le capitaliste allemand, que le poète personnifie sous les traits du marquis Géro (1), est arrivé. Il a chassé de ses terres le cultivateur tchèque et appelé de la Galicie la main-d'œuvre étrangère et le commerçant juif.

De la Pologne, le juif vient chez nous, dans les Beskydes. — Au bout de cinq ans, il est le maître du village (nous le savons d'avance). — Il est venu en mendiant, maintenant il tient le haut du pavé ; — il a sur toutes les jeunes filles *jus noctis primæ*.

Cet afflux d'éléments étrangers a amené avec lui une foule de fléaux. La dénationalisation de l'école et de l'église, tout d'abord.

Là-bas, dans mon pays, il y a un grand seigneur ; il possède beaucoup de forges et de mines... — Puisqu'il nous a pris la moitié de notre patrie, — pourquoi ne nous prendrait-il pas aussi nos écoles ?

Et, parcourant toute la région, le poète voit son peuple dépossédé de tout.

D'Ostrava à Teschen vont — avec moi des ouvrières des mines ; — leurs maris et leurs enfants sont dans les puits. — Nous allons ensemble vers Blendovice.

Et les villages sont pleins de juifs ; — les chemins de fer sont étrangers ; les mines sont étrangères ; — l'indigène n'a que son pic ; — les églises, les écoles sont étrangères.

Bezruč, dans un poème ému, *le Retour*, énumère en détail les forfaits de cette dénationalisation et l'impression pénible que lui cause la vue de son village natal où tant de changements se sont produits pendant son absence.

Après des années et des années, à mon village natal — me rame-

(1) On dit que ce nom du marquis Géro cacherait la personnalité de cet archiduc Frédéric à qui François-Joseph donna le fief de Teschen et qui, en toute occasion, se fit le bourreau des Slaves en général et des Tchèques en particulier.

naient les hasards de la vie. — Mon pas était comme celui d'une jeune fille à son premier bal. — Le soleil chauffait ; le merle chantait.

C'est la même vieille église et le même bois sombre ; — sur les pentes les mêmes maisonnettes sont accroupies ; — sous mes paupières la rouille des souvenirs s'efface : — il y a les mêmes vieux saules au bord de la rivière.

Je ne ferai que passer. Je ne sais où porter mes pas : — nos biens sont passés en des mains étrangères... — Ne songes-tu pas ? Ah ! c'est toi, le chien de Dombrovsky. — N'est-ce pas, mon vieux, que tu ne me reconnais déjà plus ?

Le curé va-t-il bien ? Le maître d'école va-t-il bien ? Chacun d'eux me battait ; — j'avais le diable au corps. — Le vieux comte se porte-t-il bien ? Il était Allemand, — mais il nous laissait vivre en paix.

Dans l'école qui m'est chère, je jette un coup d'œil par-dessous la traverse de la fenêtre. — Mon cœur se serre d'angoisse. — Les enfants, les enfants y prient — dans la langue du seigneur, qui m'est insupportable.

Je cours au cimetière. Ceux que j'aimais — y reposent... ou plutôt dans mon âme. — Pendant que j'étais à l'étranger, sur la tête de ceux qui dorment là — on a dressé une croix polonaise.

Sur le portail du château, on a gravé un oiseau de proie — qui, de son bec, lisse ses plumes. — Qui a acheté le domaine et à qui donc sont ces armoiries ? — Nous sommes morts. C'est au marquis Géro.

Il y a six juifs dans le village ; le bourgmestre est juif. — Une teinturerie jaunit les bords de la rivière. — O Seigneur, mon peuple est donc tombé si bas, — que tu l'as maudit à jamais ?

Encore une question ; elle ne voulait pas sortir, — comme si la hart me serrait le col, — comme si un dernier rêve m'étouffait... — Va-t-elle bien... la belle Maritchka ?

Son bon ami était à l'étranger. Alors elle a été sollicitée — par un richard comme on en voit peu... — Il est vrai qu'il buvait du soir au matin, — mais il avait de quoi, ce teinturier de Frydek.

Du village est parti un homme abattu et voûté ; — ses lèvres tremblaient ; il regardait les sillons. — Le soleil déjà baissait derrière les monts, — la terre embaumait ; le merle chantait.

L'homme abattu, voûté, est sorti du village, — portant quelque chose de pénible en son cœur... — Son visage se plissait en rides comiques. — Retiens-toi, jusqu'à ce que tu sois seul dans les bois.

(Tu vois — et il se prit à geindre comme un chien battu, — comme si on lui eût tenaillé la main dans des pinces, — tu vois... ce n'est là qu'un village, — et il y en a des centaines d'autres dans la région de Teschen).

Cette dénationalisation, que le poète constate les larmes aux yeux, cause le plus grand mal. Elle fait du peuple un déraciné chez lui, puisqu'à l'école il n'a pu même apprendre sa langue, pas plus qu'il n'a appris la langue étrangère. Le déraciné est vite un démoralisé.

On peut imaginer ce qu'il en est chez nous, — de cette école étrangère — soutenue par les comtes et les lois... — Les résultats crient vengeance au ciel... — De ces écoles étrangères de Silésie, — il ne sort que des voyous et des prostituées (1).

Oui, on peut imaginer ce qu'il advient de ces pauvres êtres que l'école allemande ne peut instruire et que le curé, qui prêche en polonais, ne peut éduquer. La débauche attend les filles et le cabaret les garçons. Les exploiteurs étrangers ont d'ailleurs songé à fournir à cette racaille tchèque, qu'il s'agit d'exterminer, le poison sûr, l'alcool. « Nathan Löw distille l'eau-de-vie — tout comme distille l'eau-de-vie le marquis Géro. »

Devant ce lent anéantissement de sa race, Bezruč a des révoltes. Il sent en son cœur s'agiter « le démon de la vengeance ». Il profère des menaces. Il voudrait voir pendre aux vieux saules les exploiteurs de son peuple asservi ; il voudrait brandir au-dessus de leurs têtes le lourd marteau des mineurs. Mais il se contient, il se maîtrise, comme dans cette *Rencontre* où il se trouva face à face avec le fameux marquis Géro.

Le fusil sur l'épaule, — une plume grise au chapeau, — j'ai, au cœur de la forêt, — rencontré le marquis Géro.

C'est lui qui a mis un prêtre polonais à la cure ; — c'est lui qui a germanisé l'école tchèque... — Je me suis arrêté... j'ai jeté mon cher fusil — par-dessus un massif d'ormeaux.

Le maudit meurtrier de ma langue — (à part cela il aime les filles de la montagne) — était à vingt pas de moi... — La prochaine fois, je laisserai mon fusil à la maison.

Peut-être, malgré le pessimisme que met en son âme le martyre des siens, le poète garde-t-il un fonds d'espoir. Certes sa nation subit des pertes sérieuses. Parmi ses enfants, les uns, comme ce Bernard Zár qui chasse sa mère parce qu'elle est Tchèque, ont renié leur origine. Les autres, les plus nom-

(1) Ici le poète a un mot beaucoup plus énergique, qu'il n'a même pas besoin d'écrire, car la rime le sollicite. Si nous avions traduit ce texte en vers français, nous aurions dû, pour amener ce mot à la rime, finir le vers précédent par un nom terminé en *tain*.

breux,ceux du monde ouvrier,sont des êtres hybrides. L'école allemande a rarement fait d'eux des Allemands. Le curé polonais n'a presque jamais fait d'eux des Polonais.Cependant ils ne sont plus Tchèques, ils ne savent ce qu'ils sont : ils sont Silésiens,ou Moraves, mais se sentiraient offensés d'être appelés Polonais, outragés d'être traités d'Allemands. Le « barde des Beskydes » s'en est aperçu.

J'allais de Frydek à Teschen. — C'était en août, il faisait chaud. — Sur la route je croisai — une jolie fille de Tošonovice.

« Bonjour, ma jolie fille. — Bonjour, monsieur. — Où donc vas-tu? — A la fabrique, — de Tošonovice à Teschen. — Et qui es-tu? — Bystronova, de Tošonovice. — Tu es Polonaise? — Non, Morave. » Elle découvrit ses dents blanches; — elle me regarda avec indignation, — la jolie fille de Tošonovice. — « Le seul Polonais, chez nous, c'est le maître d'école ; — il nous donne des livres polonais, mais nous tous, de Tošonovice, — nous ne parlons que le morave. »

Peut-être que parmi ceux-là qui ne savent plus à quelle nationalité ils appartiennent,mais qui s'indignent d'être appelés polonais, beaucoup retrouveront facilement leur conscience nationale. Ils viendront grossir le nombre de ceux qui ont résisté et qui résistent encore. Et le poète, anxieux, se posait une question, qui était en même temps un appel à ses compatriotes de Bohême et de Moravie.

Nous sommes soixante-dix mille — dans la région de Teschen. — Ils ont germanisé cent mille des nôtres ; ils ont polonisé cent mille des nôtres. — Une paix sacrée envahit mon cœur. — Puisque nous restons seulement soixante-dix mille, — avons-nous le droit de vivre?

Pierre Bezruč a dû souvent, dans son cachot de Vienne et au fond des tranchées, se rappeler cette question. Quelle réponse allait lui donner cette guerre d'où devait sortir, on le croyait à Vienne, le triomphe définitif du germanisme ? Il l'augurait favorable, et cet espoir lui donnait le courage de supporter avec résignation la geôle et l'armée autrichiennes. « J'ai été élevé dans la misère, disait-il à un compagnon de prison, je saurai lui résister ; d'ailleurs mes besoins sont modestes. Qu'importe, du reste, un individu, pourvu que la cause de la nation n'en souffre pas !... » Bezruč avait, comme tous les Tchèques, une inébranlable confiance dans la cause de sa nation. « Qui, comme je l'ai fait, assurait-il, a étudié l'his-

toire de l'humanité depuis le moyen âge, doit saisir le sens qu'a aujourd'hui « l'esprit de l'histoire » et comprendre pourquoi je puis être optimiste. »

L'histoire a donné raison au poète. La victoire a brisé l'ambition des Germains d'Allemagne et d'Autriche, elle a libéré les Tchécoslovaques. Avec quelle joie Pierre Bezruč, le farouche barde des Beskydes, a dû voir les siens affranchis. L'avenir allait enfin donner le droit de vivre libres à tous ceux que la mine, l'usine, l'école, l'église étrangères avaient asservis. Ces « Silésiens », ces « Moraves » de Teschen, en retournant au royaume de Saint-Venceslas devenu république, allaient retrouver leur langue et leur nationalité. Cette fois, l'optimisme du poète aura été trop hâtif. Si, depuis 1345, la Silésie de Teschen a fait partie du royaume de Bohême, elle avait eu auparavant un souverain polonais, et la Pologne reconstituée dispute aux Tchèques le pays de Bezruč. Pour ce coin de terre, Tchécoslovaques et Polonais, les frères slaves, se sont battus, les aréopages de la Conférence de la Paix devront décider du sort de l'ancien duché et dire si « Silésiens » et « Moraves » retourneront aux Tchécoslovaques ou s'ils deviendront définitivement Polonais. Qui sait ? Si chacun de ceux qui décréteront le sort de l'Europe et de Teschen pouvait lire les vers de Bezruč, peut-être donnerait-il tort à la dernière pièce des *Chants silésiens* et ferait-il mentir le poète.

Un jour, sans doute, lorsqu'il lira tes chants, — les battements du cœur un instant suspendus, — la tête lourde appuyée sur une paume, — le lecteur soupirera doucement : — « Quelle belle mort que celle des habitants des Beskydes,— au rythme des vers !... »

JULES CHOPIN.

T. O. ET T. F.

à Michel Brocard.

Si le lamentable poète Millevoye eût passé par un Centre de Triage T. P., sans doute n'eût-il pu accorder sa lyre aux quintes de ses congénères tousseurs pour écrire cette Marseillaise des poitrinaires, plus connue sous le nom de « Chute des Feuilles ». La discipline hospitalière tarit toute poésie et les règlements n'épargnent guère l'inspiration. Dans quelle succession d'évacuations sanitaires n'auriez-vous pas, ô Muse à bout de souffle, achevé de mourir !

Mais est-il seulement des Millevoye parmi nos passagers du Triage et nos malades du pavillon des T. O. ?

A l'écart des bâtiments principaux, ce modeste pavillon sans étage comprend, bien séparés les uns des autres, les tuberculeux ouverts (T. O.) et ceux qui ne le sont pas encore, les T. F. (t. fermés). La présence ou l'absence de bacilles dans les crachats entraîne cette classification provisoire. Plus d'un T. F. passe soudain aux T. O., si d'aventure il se met à expectorer du Koch. Cet étiquetage alphabétique nous a souvent fait sourire. S'il est conforme à l'usage des abréviations militaires, il ne sert qu'imparfaitement à masquer aux malades le caractère de leur affection. Croyez-vous que ces infortunés s'illusionnent autant qu'on l'a dit sur la précarité de leur avenir ?

Nous avons maintes fois deviné dans leur regard et leur attitude la peine, la honte peut-être, qu'ils ressentaient d'être isolés et relégués loin de leurs camarades. T. F.! cela n'évoque-t-il pas les stigmates des bagnards d'autrefois ? même empreinte administrative, même intaille d'une autre tare so-

ciale. Mais ne dramatisons rien. Le petit enclos de nos T. O. et T. F. est un verger assez riant qui domine la souple vallée de la Moselle. De là on découvre des coteaux boisés et charmants. Les moins atteints de nos pensionnaires se reposent parmi les arbres ; quelques-uns, sous le soleil, d'une ardeur toujours modérée dans cette région vosgienne, jouent au croquet. Ceux-là, indemnes encore de contagiosité relative, ont la perspective d'une bonne convalescence ou d'une réforme temporaire. Ils goûtent un répit fructueux à leurs récentes misères de la tranchée. Répit de quelques semaines seulement, d'ailleurs, puisque les règlements inflexibles ne tolèrent pas de long séjour dans la zone des armées. Au cours de notre visite matinale nous nous attardons surtout au chevet des grands malades. Malheureux phtisiques, la plupart incurables aux environs de la trentaine et condamnés sans espoir vers la vingtième année, c'est à vous que nous réservons notre attention affectueuse et nos paroles de commisération. Les deux religieuses formées avant la guerre aux soins des enfants, dont le pavillon est devenu le vôtre, étaient comme prédestinées à vous les continuer, ô grands enfants de la victoire, avec la même douceur, la même prévenance, la même exactitude, sinon d'une manière plus généreuse encore. Elles nous secondent naturellement dans notre tâche. Chaque fois que nous avons gagné votre confiance et réussi à vous persuader momentanément d'une guérison prochaine, c'est à leur action opportune que nous avons dû ce succès moral.

Notre pauvre caporal Pascalis apprécie mieux que je ne saurais l'écrire la bonté vigilante qui lui est ainsi prodiguée. Certain matin nous le trouvons sur son séant, presque gaillard ; un sourire tempère la flamme de ses yeux excavés et atténue la dureté de son visage osseux. Il s'efforce de redresser sa poitrine creuse et tend amicalement une main longue et décharnée. La toux est sèche et déchirante. Lésions graves et irrémédiables aux deux poumons, dont l'un n'est plus qu'un parenchyme ratatiné sous une coque aérée de pneumothorax. Les bruits du cœur ne sont qu'un grelottement pénible et monotone. La respiration haletante ne laisse émettre que des paroles entrecoupées. « Vous le voyez, je mange assez bien ce matin... demain... demain si le temps est aussi beau, je pourrai... sortir... m'étendre au soleil... »

« Demain », tel est le mot qui revient souvent sur les lèvres des plus souffrants. « Demain, j'aurai des forces, demain tout ira mieux, après que j'aurai moins toussé et mieux dormi cette nuit », c'est la phrase de l'indéfectible espérance, chère aux moribonds irrésignés.

Cependant quelques-uns, très rares, n'ont pas cette illusion de survie des derniers jours. La clairvoyance de leur réel destin provient-elle d'une compréhension plus juste de leur état, et, partant, d'une intelligence plus affinée ? cela est impossible à dire, car beaucoup de malades sont des réticents qui épient sur le visage du médecin le reflet de leurs propres appréhensions et ne se mentent à eux-mêmes que des lèvres. En outre, la surexcitation nerveuse et l'acuité de la pensée, qui vont de pair avec la fièvre quotidienne de la période ultime en imposent à l'observateur superficiel et au malade lui-même pour une amélioration pleine de promesses et seulement fallacieuse. On ne peut établir de mode de réaction psychique au poison tuberculeux qui soit commun à tous les malades à un stade quelconque de l'évolution morbide. Là, comme ailleurs, il n'y a, cliniquement parlant, que des cas d'espèce.

Presque certainement, celui-là qui, depuis longtemps, a su acquérir la maîtrise de soi-même et possède des ressources de propre analyse et de discrimination des phénomènes pathologiques, dont il est le support occasionnel, ne livrera rien de ses inquiétudes raisonnées ou de ses conceptions hasardeuses, sauf aux périodes fébriles terminales, lorsque la personnalité chancelle et que l'énergie se désagrège. Alors n'est-il pas le naufragé qui cherche instinctivement l'épave de secours sur les flots en furie ?

Le sergent Lebray est dans la vie civile un diligent contrôleur des mines. Pendant la guerre il s'est usé aux travaux de sape. Et depuis deux ans il a descendu tous les degrés de la dénutrition. Aussi n'offrait-il aux ravages de la tuberculose qu'un organisme sans défense. Ses troubles dyspeptiques en ont longtemps dissimulé les attaques sournoises jusqu'au jour où une hémoptysie bruyante a révélé l'instauration de la maladie. Ses gestes rares, son visage ordinairement impénétrable, son langage sobre et précis traduisent la contention prudente de sa pensée. Pourtant, un matin, ce matin-là où il attendait la visite de sa femme appelée par un « télégramme

d'état grave », il était en proie à une agitation inaccoutumée et c'est presque délirant qu'il nous confiait ses naïfs projets d'avenir. Trois jours plus tard il n'était plus.

Dans la même salle, le petit Maroneau, humble cultivateur de la Beauce, qui sait à peine lire et n'écrit à sa payse que d'une main maladroite des lettres où il l'adjure de garder fidélité à sa mémoire, répond invariablement à nos questions habituelles : « Je sais bien que je suis f...., monsieur le major, mais je ne laisse personne derrière moi ; les parents sont vieux et ils se consoleront avec mon cadet ; j'ai bien une connaissance, mais c'est une jeunesse qui aura tôt fait de m'oublier... » Des ordres vinrent qui prescrivirent une évacuation importante. Maroneau est entré dans un hospice sanitaire d'où il m'écrivit sa désolation de n'y être pas aussi bien que dans mon service. A-t-il fini de mourir ? je l'ignore, mais sa détresse toujours lucide montre bien que l'indigence des moyens intellectuels n'est parfois rien dans la volonté de vivre. Le bon sens est l'arme secrète de certains esprits dont l'inculture n'est pas synonyme de pauvreté. Les imaginations les plus fécondes sont abusées par leurs richesses. Il arrive que la possession de soi-même, due à l'exercice constant d'un contrôle supérieur, découle naturellement aussi d'un défaut de sensibilité. La raison la plus ferme chavire quelque jour sous l'aiguillon d'une infection aiguë. La consomption, l'épuisement, la phtisie, en un mot, déséquilibrent à la longue une âme harmonieuse.

L'extension de notions plus exactes sur la tuberculose ne laisse en principe aucun homme indifférent aux précautions à prendre pour se garantir des dangers du fléau ; s'il est touché par lui, néanmoins, il ne méconnaît plus, ou ne devrait plus méconnaître, son devoir vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres, devoir que ne manque pas à lui rappeler le médecin.

§

Beaucoup de gens sont tuberculisés sans le savoir et rapportent à des malaises digestifs ou à une improbable anémie le dérèglement de leur appétit, leur propension à la fatigue et leur lente déchéance. L'organisation des Triages T. P. de la guerre aura eu le mérite de dépister les malades récemment et légèrement atteints et, en séparant ces T. F. précoces des victimes avérées, des T. O., des phtisiques, de les enseigner à

guérir, sinon de leur apprendre à vivre malgré le bacille, dont ils auront ensuite, par une hygiène, une aération, un repos et un régime alimentaire bien compris, à enrayer les déprédations.

Le triage est installé dans deux grandes salles de l'ancien hospice de la localité, à distance suffisante du pavillon des tuberculoses ouvertes et des tuberculoses fermées. Les « suspects » arrivaient là directement des ambulances du front, après être passés par l'hôpital d'évacuation, dit HoE., de la gare régulatrice. Neuf cents par mois environ, qui, après tous les examens nécessaires au diagnostic, laissaient 60 à 70 o/o de malades non tuberculeux, cardiaques, entéritiques et surtout bronchitiques plus ou moins emphysémateux. A noter dans ce contingent quelques pleurésies rares, non tuberculeuses, pleurésies succédant à des pneumonies, pleurésies nettement localisées dont les liquides de ponction étaient soigneusement analysés au point de vue de la détermination de l'agent pathogène. Il nous souvient, à ce propos, du cas de ce brave Sénégalais évacué sur notre Centre pour « amaigrissement, fatigue générale et rhumatisme abdominal » et dont nous découvrîmes la collection purulente enkystée entre les deux poumons, dans le médiastin antérieur. Une percussion minutieuse, un examen attentif à la radioscopie, des ponctions exploratrices assurèrent cette découverte. Hélas! opéré, guéri de sa pleurésie, comme il commençait à se lever, le pauvre noir mourut de son cœur.

Les débuts du mal tuberculeux restent difficilement décelables en dépit des procédés modernes d'investigation qui ne valent que par leur concours simultané à l'intuition et à la sagacité du clinicien. Pour un même patient que l'on suppose entaché de tuberculose, ce n'est pas assez d'un seul examen radioscopique du thorax, ni d'un seul examen bactériologique de l'expectoration. Sauf dans les cas évidents, une seule auscultation de la poitrine, de toute la poitrine, est sans valeur définitive. Les soldats, objets de nos recherches, étaient pour la plupart nos hôtes pendant trois semaines au moins. Le nombre de ceux que nous avons pu délivrer de la crainte d'être « poitrinaires » représente une quantité satisfaisante à nous récompenser de nos efforts, car, quoi qu'on en ait dit, il est plus de pseudo-poitrinaires qui redoutent de l'être que de tuberculeux qui se désespèrent de vivre.

Plusieurs avaient néanmoins des affections organiques du cœur, jusque-là inaperçues. Leur pronostic sérieux ne les troublait guère, parce que son importance leur échappait presque toujours et aussi parce que, s'ils parvenaient à en concevoir la portée, ils entrevoyaient confusément qu'il était à terme différé. Quelques crachats rosés les avaient alarmés un beau jour après un exercice violent. Or, est-il rien qui effraye davantage ? Je ne connais personne qui n'ait été profondément ému à la première vue de son propre sang. Puis ces « hémoptysiques » avaient quitté le front pour notre triage. Ils conservaient bien leur haleine courte au moindre effort, mais puisque décidément « ils n'en tenaient pas de la poitrine », ils reprenaient confiance en eux-mêmes.

L'afflux incessant des territoriaux catarrheux, asthmatiques, la crise de bronchite passée, se liquidait régulièrement soit par des départs vers des climats meilleurs, soit par des envois devant les commissions de réforme, lorsque l'âge n'autorisait plus que des améliorations peu durables. Quant aux soldats amaigris, dont la transparence pulmonaire demeurait parfaite à nos yeux et dont les crachats ne contenaient jamais aucun bacille de Koch, ils n'étaient que les figurants de la maladie cruelle, soupçonnés de l'avoir eue ou suspects de l'avoir. Les réactions broncho-pulmonaires de leur dyspepsie intestinale ancienne, l'insuffisance respiratoire provoquée par des défectuosités nasales nous apparaissaient, en dernière analyse, les causes véritables des symptômes inquiétants qui avaient motivé leur passage à notre contrôle. Une mine pitoyable, une toux fréquente et l'anéantissement dès la moindre dépense physique, voilà ce qui, avec la perte de l'appétit, justifiait l'énoncé du billet d'hôpital : « bronchite suspecte et état de fatigue ». Une diététique sage, un régime de repos et d'exercices bien réglés, une atmosphère morale persuasive rendent peu à peu à tous ces combattants épuisés et aigris l'espoir, les forces, l'énergie, la santé. Si des ordres intempestifs ne nous avaient pas parfois prématurément privés de l'intérêt que nous attachions à leur rétablissement graduel, nous aurions enregistré de nombreux succès thérapeutiques; mais la zone des armées est un milieu d'agitation et, somme toute, la paix de l'intérieur convenait mieux à ces hommes à demi-vaincus pour parachever leur victoire sur eux-mêmes.

L'alimentation trop carnée, l'excès de pinard, la paucité et l'irrégularité des repas, presque toujours froids et pris dans l'angoisse des bombardements ou dans l'attente d'une attaque ou à la veille d'un coup de main, avaient lentement délabré leur nutrition et usé leurs ressources corporelles. Aussi combien ne méritaient-ils pas, sitôt délivrés de la crainte d'être des proies trop faciles à l'emprise bacillaire, de goûter bien loin, en deçà des lignes, au bienfait de régions paisibles et ensoleillées ! C'est pour ceux-là, sans nul doute, que notre rôle diagnostique fut le plus utile et la plus efficace l'action du service de triage. La guerre trouvait ainsi dans cette institution sanitaire un contre-poids à l'un, et non des moindres, de ses méfaits sociaux.

§

Nul n'ignore aujourd'hui que la tuberculose est curable, si elle est reconnue à son début et aussitôt traitée comme il convient. Faute de pouvoir, jusqu'à présent, agir contre le bacille lui-même, on se borne à aider l'organisme à se défendre. Tous les moyens d'hygiène sont bons. Mais encore faut-il ne pas compromettre le ressort nutritif par une suralimentation intempestive. (A dessein je passe ici sous silence les médications variées et innombrables dont l'usage, hélas ! n'est pas assez proscrit, encore que la seule raisonnable soit la médication symptomatique et que je croie devoir seulement le constater.) Il importe avant tout de poser initialement une certitude de bacillose ou de non-bacillose sur un diagnostic d'ensemble. S'il y a doute, qu'on se garde d'alarmer le malade, tout en le maintenant dans les règles hygiéniques d'où son salut s'ensuivra.

La contagiosité du mal tuberculeux est grande parce qu'elle est insidieuse et qu'elle surprend n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, chaque fois que l'être humain a perdu de son tonus vital.

Ses dangers sont réductibles par l'hygiénisation des mœurs. L'initiative privée devrait se développer résolument dans le sens de la prophylaxie.

Les pouvoirs publics ont cru récemment résoudre les difficultés de son développement par la *déclaration obligatoire*. Solution univoque qui ne résout rien et qui, par suite, devrait être acceptée sans discussion, car ne peut-on prévoir que, comme

toute autre loi dépourvue de sanction efficace et, par suite, lettre morte pour le plus grand nombre, elle ne sera qu'un geste administratif de plus ! Demain que l'on décrète la même mesure pour la syphilis, le paludisme, le cancer, je n'y verrai, pour ma part, nul inconvénient ; je supputerai seulement ce que cette manifestation nouvelle d'autorité comportera de complications bureaucratiques nouvelles. Je ne suis même pas certain de voir réserver aux agents de l'administration des locaux salubres et des papiers purs de toute contamination. Ne serait-il pas mieux de les éduquer hygiéniquement tout d'abord et de compléter notre éducation hygiénique dans la même voie? Une juste action légale se doit d'être liée au progrès social en ne le précédant qu'à peine. Elle ne suscite rien d'utile sans l'appui de l'opinion.

Les parasites résistent mieux que nous aux circulaires. Ils cesseront de pulluler et de faire des victimes parmi les hommes, dès que ceux-ci se nourriront d'aliments propres et bien cuits, se gorgeront de plus d'air et d'eau purs, de liberté et de soleil que d'alcools et de stimulants factices, harmoniseront le travail au rendement, expurgeront de leurs immondices les cités et les maisons, et tariront les sources d'impureté du sol.

Celui qu'on se plaisait jadis à décorer pompeusement du titre de « roi de la Création » est encore loin d'avoir conquis sa couronne, puisqu'il est à la merci des « infiniment petits ». Puissent nos modestes organisations de Triage avoir assez circonscrit le péril tuberculeux pour l'encourager dans sa conquête !

Dr HENRI AIMÉ.

NACH PARIS !

(*Suite* [1])

—

VII

Un frisson joyeux courut le long des fusils, dont les baïonnettes flambèrent. Enfin ! nous arrivions les premiers quelque part ! C'était notre tour ! Nous allions étrenner une localité ! Des acclamations, des *hoch!* des grognements de plaisir se propagèrent dans les rangs ; les sacs s'assurèrent d'une secousse alerte sur les épaules ; animée d'une nouvelle ardeur, la compagnie rectifia ses files et s'appliqua à marquer le pas.

Tandis que nous approchions, un remuement confus paraissait sourdre aux abords du village ; on voyait les habitants sortir des maisons, s'agiter, voleter comme des abeilles en rumeur autour d'une ruche. Le tocsin se mit à sonner. Dans les champs voisins, des paysans redressaient le dos, regardaient stupides, appuyés sur leur bêche, ou regagnaient hâtivement leurs demeures. Un cheval échappé galopait à travers une éteule.

A un croisement de chemins, où un christ rustique étendait ses bras maigres de chaque côté de sa tête épineuse, un petit groupe de villageois attendaient, chapeau bas, derrière leur bourgmestre et leur curé.

La colonne fit halte, tandis que des patrouilles partaient battre le pays et qu'une petite avant-garde, sous les ordres du fourrier Schmauser, s'en allait assurer les accès.

Ceint de son écharpe, le bourgmestre, un gros homme à la

(1) Voir *Mercure de France* nos 503,504,505.— *Copyright 1919 by Louis Dumur.*

bonne figure pleine, s'avança très dignement au-devant du capitaine Kaiserkopf, s'arrêta à deux pas de son cheval et, s'étant incliné profondément, dit :

— Monsieur l'officier, nous sommes des gens paisibles. Nous ne pensions pas que la guerre pût un jour toucher notre tranquille commune. Mais, puisque vous voilà, nous venons vous dire que nous voulons vous recevoir pacifiquement. Nous mettrons à votre disposition tout ce qui vous sera nécessaire, dans la mesure de nos moyens. Confiants dans les déclarations des autorités militaires allemandes qu'il ne sera fait aucun mal aux populations inoffensives des régions occupées, nous comptons que nos biens et nos personnes seront respectés et que vous vous conformerez loyalement, selon le droit et les traités, aux usages de la guerre.

Déployant un papier, le bourgmestre ajouta :

— Voici, monsieur l'officier, l'affiche que j'ai fait placarder dans la commune dont j'ai la charge. Permettez-moi de vous en donner lecture :

Le bourgmestre attire l'attention des habitants de la commune sur le grave danger qui pourrait résulter pour les civils de se servir d'armes contre l'ennemi. Tous détenteurs d'armes à feu sont tenus obligatoirement d'en faire remise à la maison communale. Le ministre de l'Intérieur recommande aux civils, si l'ennemi se montre dans leur région, de ne pas combattre, de ne proférer ni injures, ni menaces, d'éviter toute espèce de provocation. Tout acte de violence commis par un seul civil serait un véritable crime, car il pourrait servir de prétexte à une répression sanglante, au pillage et au massacre de la population innocente, des femmes et des enfants.

— Bien, bien, fit Kaiserkopf, assez causé ! Nous verrons cela plus tard. Pour le moment, nous allons cantonner dans votre village, où mon fourrier va désigner des logements pour ma troupe. Nous réquisitionnerons ce dont nous avons besoin. Il me faut des vivres frais pour mes hommes et de l'avoine pour mes chevaux. Occupez-vous de rassembler tout cela. Je vous donne rendez-vous dans une demi-heure à la maison communale. Rompez !

Nous fîmes notre entrée dans l'agreste localité, bien certains que nous n'avions rien à craindre d'aussi braves gens. C'était du moins mon opinion personnelle, car, autour de moi, j'entendais déjà les grommellements inquiétants de

plusieurs de nos hommes qui, mus peut-être par le désir de piller, commençaient à parler de francs-tireurs, d'armes cachées et de puits empoisonnés. Postés par petits groupes devant leurs seuils, les paysans, effarouchés, mais bienveillants, nous offraient au passage des fruits, des gâteaux, des jattes de lait. De beaux enfants joufflus se glissaient peureusement derrière les robes de leurs mères. Par les soins de Schmauser, des numéros s'inscrivaient à la craie sur les portes, la troupe se distribuait par fournées dans les fermes et déjà, de leurs intérieurs reluisants de propreté, s'échappaient des bruits alléchants d'écuelles, de pots et de casseroles.

Kaiserkopf s'était logé chez le bourgmestre avec son inséparable Schlapps. Schimmel, l'aspirant Max Helmuth et moi-même étions reçus chez le curé. Pendant ce temps, les vivres, les charretées de foin, les sacs de farine et d'avoine, ainsi que du bétail sur pied venaient se concentrer devant la maison communale, où le capitaine Kaiserkopf, en conférence avec le bourgmestre et les notables, donnait ses ordres et dictait ses exigences. On attendait d'un moment à l'autre le reste du bataillon et il fallait des greniers et des granges pour coucher tout ce monde. Schmauser s'affairait, dressait des états. On préparait dans la maison communale des appartements pour le major von Nippenburg, ainsi que pour le colonel von Steinitz, qui devait, croyait-on, arriver plus tard, dans la nuit, avec l'état-major du régiment. Kaiserkopf, enfin, s'entêtait à réclamer, outre les réquisitions et à titre de contribution de guerre, une somme de 50.000 francs, seule condition, assurait-il, qui empêcherait le village d'être razzié et le bourgmestre d'être pendu.

Tout alla bien pendant une heure. Les soldats ne pensaient encore qu'à se goberger aux dépens de leurs hôtes et qu'à profiter de leur bon vouloir pour se farcir la panse. Chez le curé, nous n'étions pas à moindre fête et la bombance y était ecclésiastique. On avait décroché le plus beau jambon de la cheminée et je me remémore certain chapon de Campine dont le souvenir me délecte encore les papilles. Le saint homme débouchait pour nous ses meilleures bouteilles. Il voulut à toute force nous faire goûter d'une sorte de bière très estimée dans le pays et qu'on appelle gueuze. Nous en bûmes, mais je la jugeait inférieure à nos bières d'Allemagne. Par contre, un

cruchon de vieux genièvre recueillit nos suffrages et nous le vidâmes avec approbation.

Ces bonnes gens ne savaient pas grand'chose des événements. Il nous demandaient si les Allemands étaient vraiment à Liége. Ils croyaient que leur roi se trouvait toujours à Bruxelles. Ils avaient bien entendu le vacarne de la bataille voisine, mais ils n'y avaient rien compris et ils étaient loin de se douter des scènes atroces qui s'étaient déroulées à quelques kilomètres de chez eux. Ils voulaient surtout savoir si la paix serait bientôt signée.

Les choses commencèrent à se gâter vers le soir. Ce furent d'abord des actes peu graves de maraude. On vit de nos soldats déambuler furtivement, une oie ou un lapin sous l'aisselle. Puis il y eut de légers sévices sur les habitants. Des filles furent pourchassées. De sonores altercations firent saigner quelques nez flamands. Peu à peu, le désordre s'accrût. Un paysan, qui voulait s'opposer à l'assaut de sa femme, fut fortement rossé et remis à sa place, qui n'était pas celle de son lit. L'auberge devenait le théâtre de rixes renaissantes, de collisions, de bruyantes échauffourées. Des enfants criaient. Des vaches meuglaient.

Je me promenais au milieu de cette cohue turbulente qui remplissait l'unique rue du village, débordait des cours et des fenils, envahissait les cuisines, les celliers, les étables, se bousculait, s'invectivait et se molestait. Loin de refréner l'agitation, les sous-officiers l'accueillaient avec complaisance et semblaient même l'encourager. On eût dit que des provocateurs, circulant mystérieusement dans la foule s'employaient à y semer de mauvais bruits et à énerver encore l'effervescence.

Tout à coup, en passant devant la maison du bourgmestre, je vis de mes propres yeux, — et cela, j'en jurerais devant un tribunal, — je vis, à une fenêtre de l'étage, le capitaine Kaiserkopf qui déchargeait par deux fois son gros browning d'ordonnance. Presque aussitôt après, il apparaissait dramatiquement sur le perron de la porte d'entrée en criant d'une voix terrible :

— *Man hat geschossen !* (1)

Ce fut le signal d'une affreuse mêlée. Furibonds, et comme

(1) On a tiré.

déclanchés par un choc électrique, les soldats se précipitaient sur les malheureux à leur portée ou dans l'intérieur des habitations, d'où retentirent bientôt les hurlements de gens qu'on abîmait ou qu'on égorgeait, au milieu d'un chaos étourdissant de jurons, de meubles brisés, de coups de feu et de malédictions. En quelques instants, plusieurs cadavres jonchaient le sol battu du village. Les femmes s'enfuyaient en poussant de stridentes clameurs. Les poings, les talons de bottes, les balles de revolver, les tranchants de sabres, les lames de baïonnettes s'abattaient ou s'enfonçaient dans les sarraux, les grègues et les corsages. Le sang tombait à flaques. Des membres coupés rougeoyaient dans la poussière.

— *Man hat geschossen !... man hat geschossen !...* hurlaient les nôtres. A mort !... Tous les Belges sont des assassins !...

On avait allumé deux maisons pour y voir clair. Puis les fusils furent décrochés, et on tira au visé les fuyards dans la campagne. On les dégringolait comme des lièvres. Une mitrailleuse joua.

— Eh bien, dis-je à Schimmel, c'est du propre !

— C'est du bon ouvrage, me répliqua-t-il froidement. Ces idiots de Belges n'ont que ce qu'ils méritent.

— Mais, fis-je interloqué...

— Mon petit, il faudra vous habituer à ça. Pas d'émotion. Nous en verrons bien d'autres !

Un troupeau de femmes en détresse s'étaient réfugiées contre l'église. Elles en battaient l'entrée avec désespoir. L'une d'elles, une paysanne de vingt ans, eut son nourrisson écrabrouillé sur son sein. Je crois bien que c'est Wacht-am-Rhein qui fit ce coup-là.

Le prêtre parut, comme un spectre épouvanté, les bras au ciel.

— Malheureux ! cria-t-il. Que faites-vous ?... Dieu vous punira, monstres !...

— A mort, le curé !... à mort !...

Les portes s'ouvrirent. L'église se creusa comme un trou d'ombre. Seul, au fond, l'autel brasillait sous un reflet de l'incendie.

— A mort, le curé !...

Vingt poignes vigoureuses le saisirent, l'enlevèrent, le trai-

nèrent dans le temple, tandis qu'une torche s'enflammait en grésillant, projetant une fumée pourprée. On le renversa, on le roula à terre. Puis on lui passa un nœud de corde aux chevilles, que l'on ligota en les prenant avec le bas de la soutane. On lança l'autre bout de la corde par le travers du lustre. Et on hissa le curé au ciel, pendu par les pieds, ses longs bras tendus vers les dalles. Des fusils s'épaulèrent dans le clair obscur de la nef. Et pendant un quart d'heure on tira sur ce grand guignol noir, qui oscillait tragiquement la tête en bas, au milieu des clameurs de rage ou de joie, par-dessus le troupeau des femmes mortes ou évanouies.

Peu après cette scène, qui m'avait, je dois le dire, assez fortement ému, je me trouvais chez le capitaine Kaiserkopf, dans le modeste salon au meuble empire du bourgmestre. Pour ce dernier, il ne lui était rien survenu de plus fâcheux jusqu'ici que d'avoir été arrêté et incarcéré dans la salle d'école, en compagnie d'une cinquantaine de ses administrés. Il y attendait la suite des événements, sous la garde d'un piquet de nos braves Magdebourgeois.

J'avais été chargé, depuis quelques jours déjà, par le capitaine Kaiserkopf, qui m'avait pris en une certaine estime, de rédiger pour lui le rapport quotidien de la compagnie. Le valeureux capitaine avait plus de vocabulaire que de style et ne tenait pas volontiers la plume. Mon travail se réduisait d'ailleurs, pour l'ordinaire, à peu de chose : quelques indications sur l'étape du jour, un état de la caisse, de brèves observations, s'il y avait lieu, sur le service du ravitaillement, deux mots sur le moral de la troupe. Il fallait, en outre, relater succinctement les épisodes survenus en cours de route et justifier des répressions exercées en pays ennemi. C'est là que mes dons d'imagination étaient mis à contribution par le capitaine Kaiserkopf. Avait-on, par exemple, pillé ou brûlé une maison, j'inscrivais : « Détruit un repaire de francs-tireurs. » Avait-on estourbi ou revolvérisé quelques civils, je mettais : « Passé par les armes deux espions. » Il était bon de varier, autant que possible, les prétextes, et j'avais été assez heureux pour ciseler déjà diverses formules, dont le capitaine Kaiserkopf se montrait fort satisfait.

Ce jour-là, le rapport revêtait une certaine importance. Pour

la première fois, la compagnie avait pris part à un combat,et il convenait d'en verbaliser minutieusement le détail. Ce papier serait porté au colonel, qui le transmettrait à l'état-major de la division, d'où il irait, plus haut peut-être, fondre sa petite note dans la vaste symphonie de l'histoire de la grande guerre. J'en concevais tout l'honneur et je me représentais vivement la dignité de ma mission.

J'écoutais donc de mon mieux les explications du capitaine Kaiserkopf, griffonnant mon brouillard, m'appliquant à traduire en phrases dignes de Tacite ou de César les amphigouris ponctués de *Donnerwetter !* et de *zum Teufel !* de mon chef.

Je croyais avoir assisté à une grande bataille. Je me rappelais ma peur et le bruit terrible des projectiles. Aussi fus-je étonné du léger chiffre de nos pertes. Tant en tués qu'en blessés le régiment ne comptait qu'une centaine d'hommes hors de combat. Pas un officier n'avait reçu une égratignure. Notre compagnie, la moins éprouvée, avait eu trois tués et quatre blessés, tous sept de la section de Kœnig. J'appris plus tard que nous n'avions fait que nous heurter à des troupes de couverture protégeant la retraite de l'armée belge sur le camp retranché d'Anvers.

Il fallait néanmoins glorifier le plus possible notre participation à la lutte. C'est à quoi je m'employais avec discernement. J'exposais en termes mesurés, mais frappants, la marche de l'opération,je montrais l'excellence du commandement, je vantais les dispositions prises par les officiers, je célébrais enfin la bravoure de la troupe, sa belle attitude devant le danger et sa fougue incomparable au moment de l'assaut. Parmi les actes héroïques, dont je fis la nomenclature, figuraient notamment ceux du sous-officier Bosch, dit Wacht-am-Rhein, que le capitaine Kaiserkopf n'hésitait pas à proposer pour la croix de fer.

Mais il fallait aussi, après avoir retracé les circonstances du combat, donner le compte rendu de la prise de possession du village que nous occupions et de ce qui l'avait suivie. C'est là que mon embarras commençait.

— *Donnerwetter !* C'est pourtant bien simple, mon petit... Nous avançons... nous avançons en colonne de route... nous recevons la députation des autorités... nous procédons à l'*Ein-*

quartierung... à la mise en cantonnement... nous réquisitionnons, comme il est de droit... nous...

— Tout cela va très bien jusque-là, monsieur le capitaine... mais après ?

— Après, *Donnerwetter !*... Eh bien, après nous surprenons des manifestations hostiles de la population à l'égard de nos troupes... nous constatons qu'on moleste nos soldats, qu'on les attaque... qu'on profère sur notre passage des outrages contre le seigneur Kaiser et le Deutschland... Des coups de feu sont tirés d'une fenêtre...

— Des coups de feu; monsieur le capitaine ?

— Vous ne les avez pas entendus ?

— Si, si, monsieur le capitaine, excusez-moi, je les ai parfaitement entendus.

— Bien. Il ne faut pas oublier non plus de signaler un fait capital : c'est que nous avons saisi tout un arsenal d'armes dans la maison communale, destinées à être distribuées aux habitants, qui se proposaient d'organiser pour cette nuit un massacre des fidèles soldats de Sa Majesté.

Nous en étions là, et j'attendais quelques éclaircissements sur ce complot dont on avait heureusement trouvé la trame, quand il se produisit un incident assez grave, fort grave même, un fait d'une gravité vraiment exceptionnelle et presque inimaginable dans l'armée allemande.

Outre le capitaine Kaiserkopf et moi-même, il y avait dans le salon au meuble empire du bourgmestre, répandus sur les tables ou califourchonnant des fauteuils, cinq ou six des gradés de la compagnie : le premier-lieutenant Poppe, le lieutenant Schimmel, le feldwebel Schlapps, le vice-feldwebel Biertümpel, l'aspirant Helmuth... On buvait, on fumait, on battait les cartes, on menait grand bruit, tandis que je m'escrimais sur le fameux rapport, ce qui n'était pas sans compliquer quelque peu ma tâche. Deux femmes destinées aux plaisirs du capitaine étaient enfermées dans une pièce voisine, et l'on entendait leurs sanglots et leurs supplications.

Le lieutenant Kœnig entra. Il était extrêmement pâle et avait la figure défaite.

— Monsieur le capitaine, dit-il, ce qui se passe ici est abominable. On massacre, on pille, on brûle : il ne restera bientôt plus rien de ce village.

— Que voulez-vous que j'y fasse? dit le capitaine. La guerre est la guerre, *Donnerwetter !* Si ces brigands de Belges n'avaient pas commencé...

— Ils n'ont pas commencé, monsieur le capitaine, vous le savez mieux que moi.

— Que voulez-vous dire, lieutenant Kœnig?

Un silence subit s'était établi dans la chambre. Tous les regards étaient fixés sur Kœnig, dont on connaissait l'impressionnabilité et dont on appréhendait un esclandre.

— Ce que je veux dire, monsieur le capitaine, ce que je veux dire, fit-il d'une voix étranglée, c'est que je ne puis plus supporter ce que je vois depuis notre entrée en Belgique. Le crime et l'infamie suivent les pas de l'armée allemande. C'en est trop ! Ce n'est pas pour cela que je suis au service de Sa Majesté l'empereur et roi et que j'ai le privilège de porter l'épée d'officier prussien.

— Ah ça, lieutenant Kœnig, devenez-vous fou ? s'écria Kaiserkopf, rouge de colère.

— Non, monsieur le capitaine, je ne suis malheureusement pas fou. Je ne suis qu'écœuré, révolté, profondément blessé dans ma conscience d'homme et dans mon honneur de soldat.

— *Zum Teufel !*... Ah! on voit bien que vous êtes de la province du Rhin !... Vous n'êtes pas un véritable Prussien.

Kœnig devait être, en effet, originaire de Bonn ou de Coblence.

Il devint plus blême encore et reprit tout tremblant :

— Monsieur le capitaine Kaiserkopf...

— Cela suffit ! Ne continuez pas sur ce ton! Quittez cette chambre !... Si vous n'êtes pas fou, vous êtes singulièrement agité... Allez vous coucher !

— Monsieur le capitaine Kaiserkopf...

— Taisez-vous !

— Pardonnez-moi, monsieur le capitaine, je...

— Taisez-vous, nom de Dieu !...

Schimmel s'approcha de lui et, lui mettant la main sur l'épaule, entreprit d'intervenir d'un ton conciliant :

— Mon vieux, calmez-vous... Vous n'êtes pas dans votre bon sens... Pensez que si vous poussez plus loin les choses...

Kœnig se dégagea d'un recul brusque et, avec une répulsion nerveuse dans la voix, cria :

— Vous, lâchez-moi, je ne vous permets pas de me toucher !... Vous en êtes aussi de ces corsaires et de ces scélérats, de ces impitoyables écumeurs de pays, qui, non contents d'avoir assailli contre tout droit un petit peuple innocent et paisible, tuent, violent, égorgent, exercent avec un raffinement de sauvagerie leur épouvantable flibuste !...

— C'est un scandale, un véritable scandale ! glapit le lieutenant Poppe.

— Sortez !... Je vous ordonne de sortir !... fulminait Kaiserkopf.

— Pas avant que je vous aie dit ce que je pense ! clama Kœnig, dépassant désormais toute mesure. J'ai appris, je me suis informé, je me suis exactement renseigné... et je ne sais pas tout... mais ce que je sais déjà me remplit de suffocation et d'horreur. Vous dites que c'est la guerre, cela ? Ce n'est pas la guerre, c'est l'assassinat !... A Liége, à l'assaut des forts, vous avez aligné devant vous des rangs de civils, mains liées au dos. A la Chartreuse, vous en avez placé sur les ponts pour empêcher l'artillerie ennemie de les canonner. A Battice, vous avez réduit en cendres le village et tué trente-cinq personnes, dont trois femmes. A Soumagne, vous avez incendié cent maisons et assassiné cent cinquante habitants. A Berneau, sur cent quinze maisons il en reste debout quarante. Le 6 août, à Warsage, la population a été parquée sur la place et, tandis que ravageurs et incendiaires se jetaient sur le bourg, on fusillait une partie de ces malheureux ; les autres étaient faits prisonniers, roués de coups, torturés, exhibés devant les troupes ; puis on montait une potence entre deux peupliers et l'on y pendait six des survivants. A Hervé, on met le feu à l'hôtel de ville, on brûle trois cents maisons ; tout a été préalablement pillé, vidé, chargé sur des autos et des camions qui ont pris la route d'Allemagne. A Louveigné, vous contraignez le curé à assister au spectacle de la destruction de son village. A Bligny, vous collez au mur de l'église le bourgmestre et le curé, après quoi vous embrasez l'édifice. A Hockay, à Haccourt, à Heure-le-Romain, le curé est fusillé. A Jodoigne, vos hommes, marchant à l'attaque, se font précéder du curé, bras en croix ; pourtant, ce sont des catholiques, des Bavarois. Par contre, à Dolhain, on compte au nombre des victimes un pasteur écossais. Un officier allemand

à cheval dirigeait les fusillades. A Hasselt, vous avez volé dans les caisses de la Banque deux millions de francs. Mercredi, à Aerschot, vous avez ouvert le feu sur les ambulanciers de la Croix-Rouge ; vous avez mis sur trois rangs les bourgeois de la ville et vous les avez tirés au sort, à raison d'un sur trois, pour les massacrer, obligeant les autres à creuser les fosses ; vous avez livré aux flammes l'église et quatre cents maisons ; vous avez exécuté un jeune garçon de dix ans, fusillé une fillette de douze ans, une autre de neuf ; vous avez lié un homme à un arbre et vous l'avez brûlé vif; deux autres, les nommés Gustave Lodts et Jean Marken, vous les avez enterrés vivants... Soyez fiers, soyez pleins d'orgueil, glorieux soldats de l'Empire, au milieu de torrents de sang et dans un déchaînement inouï de barbarie, vous avez déjà ruiné, mis à sac et partiellement ou totalement anéanti douze villes et cent quatre-vingts villages.

Il s'exaltait, s'enfiévrait, lançait dans un emportement croissant son flot d'horribles accusations, au sein du plus effroyable tumulte que j'aie entendu de ma vie. Chacune de ses phrases était hachée, apostrophée, couverte d'interjections indignées et d'invectives menaçantes ; chacune soulevait une tempête de huées et d'imprécations. Le cou gonflé, les yeux hors de la tête, apoplectique et injecté de sang, Kaiserkopf tonnait, soufflait comme un volcan, expulsait de terrifiants jurons et vomissait ses blasphèmes. Satanique et vert, le premier-lieutenant Poppe hurlait et bondissait,tel,dans *Faust*, le démon criblé d'eau bénite. La figure contractée et grimaçant de toutes ses balafres, Schimmel dardait sur son ancien ami des regards empoisonnés, comme pour mieux l'imprégner des : « Parfaitement,nous avons bien fait ! » dont il le cinglait. Le petit Helmuth, blafard,disparaissait de frayeur. Quant aux feldwebels, ils ne se tenaient plus de rage et ne demandaient qu'à cogner.

— Vous êtes tous des misérables ! leur criait Kœnig enflammé de passion. Grâce à vous, bandits, horde d'ignobles brutes, nous voici maintenant au ban de la civilisation et nous répandons partout la honte du nom allemand.

A ces derniers mots, une fureur indescriptible s'empara des galonnés. Les poings se levaient, les visages se crispaient ou se tuméfiaient, les mâchoires proéminaient, le hourvari, sous

l'outrage, était devenu plus formidable encore. Il fallait en finir avec celui qui n'était plus qu'un abominable énergumène. On vit surgir une crosse de revolver et je crus même distinguer que le répugnant Schlapps s'apprêtait à lui cracher au visage.

On allait se jeter sur lui ou l'étendre d'un coup de feu, quand la porte s'ouvrit, et l'on vit se profiler dans la pénombre une haute et forte silhouette, suivie d'une autre plus mince. C'était le colonel von Steinitz, accompagné de l'adjudant du régiment, le premier-lieutenant Derschlag.

Le vacarme fut coupé net. Tous se dressèrent, s'immobilisèrent, sonnèrent des talons et donnèrent le salut réglementaire.

— Messieurs, j'entends beaucoup de bruit. Voudriez-vous m'expliquer ce qui se passe ? prononça d'une voix glaciale, entre ses favoris à l'autrichienne, le colonel von Steinitz.

— Je fais appel à votre haute conscience, monsieur le colonel, commença le capitaine Kaiserkopf, après un instant de stupeur, je fais appel à votre haute conscience pour juger de cette affaire et la régler selon qu'il appartiendra à votre sagesse. Monsieur le lieutenant Kœnig, que voilà, n'est pas content... pas content du tout !...

— Pas content ? Et de quoi ?

— Pas content de ce que nous faisons en Belgique.

— Comment, monsieur, dit le colonel von Steinitz en se tournant vers le délinquant, vous n'êtes pas satisfait de nos victoires, de l'avance merveilleuse de nos troupes et des avantages sans précédent que nous valent déjà nos armes ?

— Non, monsieur le colonel, fit Kaiserkopf, monsieur le lieutenant Kœnig n'en est pas satisfait, et il vient de nous le faire savoir en des termes qui... en des termes que, *Donnerwetter !...* en des termes intolérables dans une société d'officiers allemands. Il nous a traités d'assassins, de brigands...

— Voyons, messieurs, je ne comprends pas très bien. Veuillez m'exposer un peu plus clairement les circonstances de cet incident, car je crois m'apercevoir qu'il y a eu entre vous une sorte d'altercation.

Tant bien que mal le capitaine Kaiserkopf se lança alors dans le récit plutôt rocailleux de l'affaire, aidé par les précisions qu'y ajoutait la langue acérée du premier-lieutenant

Poppe, ainsi que par les signes confirmatifs de Schimmel. Le colonel von Steinitz écoutait avec attention ce réquisitoire laborieux, paraissant soupeser, derrière ses lunettes d'or, à mesure qu'il se développait, l'accroissement des charges et en évaluer la gravité.

Kœnig ne faisait pas un geste et semblait absent.

— Qu'avez-vous à répondre pour votre défense ? lui demanda le colonel, lorsque ce fut à peu près fini.

— Rien, monsieur le colonel.

— Vous reconnaissez l'exactitude des propos qui vous sont prêtés ?

— Je la reconnais.

— Et vous ne les rétractez pas ?

— Je ne les rétracte pas.

Il y eut un silence, puis le colonel laissa tomber avec un certain dédain :

— Je vois, vous êtes un humanitaire.

— Non, monsieur, je suis un soldat.

Chacun attendait. La minute était angoissante, et moi-même, bien que je me fusse gardé de prendre la moindre part dans ce qui venait de se passer, je me sentais absolument bouleversé.

Le colonel fit quelques pas en long et en large de la chambre, frisant entre deux doigts perplexes la pointe d'un de ses favoris. Puis, revenant sur Kœnig et le regardant dans les yeux, il reprit :

— Monsieur, puisque vous vous dites un soldat, un soldat allemand, il me semble que vous connaissez bien mal votre profession. Ce n'est pas avec des doctrines telles que les vôtres que l'on fait la guerre. Où en serions-nous ? Où en serait l'Allemagne ? Nous avons des auteurs militaires, monsieur, de grands maîtres, qui sont les miens et qui devraient être les vôtres. Ils ont approfondi, mieux que vous ne le sauriez faire, les lois et les secrets de la guerre. Les avez-vous lus ? Vous vous élevez contre les procédés rigoureux que les armées en campagne sont tenues d'exercer, tant pour leur propre sécurité que pour la préparation méthodique de la victoire. Ce sont de pénibles nécessités, mais des nécessités inéluctables. Clausewitz a dit : « La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. Dans

l'emploi de cette violence il n'y a pas de limites. La guerre ne connaît que ce moyen : la force. Il n'en est pas d'autre ; c'est la destruction, le carnage, la mort, la dévastation des provinces, et cet emploi de la force brutale est de règle absolue. » Le général von Hartmann a écrit : « Ce serait de gaieté de cœur s'adonner à une chimère que de méconnaître que la guerre du temps présent devra être conduite avec une rigueur plus dénuée de scrupules, avec plus de violence et une violence plus générale que jamais dans le passé. Quand la guerre nationale éclate, le terrorisme devient un principe militairement nécessaire. » Et notre grand Bismarck : « La véritable stratégie, disait-il, consiste à pousser votre ennemi et à le frapper durement. Avant tout, vous devez infliger aux habitants des villes envahies le maximum de souffrances, de façon à les dégoûter de la lutte et à vous assurer leur concours dans la pression à faire sur leur gouvernement pour l'amener à se rendre. Vous ne devez laisser aux populations que vous traversez que leurs yeux pour pleurer. »

— On ne les leur laisse pas même, murmura Kœnig.

— Connaissez-vous, monsieur, le manuel de notre Grand Etat-Major (et, ce disant, le colonel porta les doigts à sa visière) sur les *Lois de la Guerre continentale* ?... Vous ne le possédez pas ? C'est un tort. Vous y auriez vu, avec toute la pondération et la prudence de termes que comporte une publication officielle de ce genre, qu' « une guerre énergiquement conduite ne peut pas être uniquement dirigée contre l'ennemi combattant et ses dispositifs de défense, mais qu'elle devra tendre également à la destruction de ses ressources matérielles et morales ».

Il dégansa deux boutons de sa tunique, fouilla dans sa poche intérieure, en retira un petit livre, qu'il feuilleta d'un index rapide. Il lut :

— « C'est en creusant l'histoire des guerres que l'officier se défendra contre les idées humanitaires exagérées, qu'il se rendra compte que la guerre comporte forcément une juste rigueur et, bien plus, que la seule véritable humanité réside souvent dans l'emploi dépourvu de ménagement de ces sévérités. »

Puis il ajouta :

— Voilà, monsieur, ce que vous auriez dû savoir, avant de

vous permettre des critiques inadmissibles dans votre bouche et qui, par-dessus la tête de ces messieurs, vont atteindre (il salua de nouveau) notre Haut Commandement.

Tous se raidirent à son exemple dans le geste du salut.

— Et sans qu'il vous suffise de cette grave incorrection, poursuivit le colonel von Steinitz en haussant le ton, sans qu'il vous suffise d'avoir osé vous prononcer effrontément contre l'enseignement formel de nos autorités militaires, prenant ainsi position de rebelle à l'égard de nos chefs à tous et de notre souverain lui-même, vous avez encore doublé votre faute par la façon intolérablement grossière, insultante et provocatrice dont vous avez voulu marquer votre insubordination. Je suis très mécontent. Vous allez prendre les arrêts de rigueur, en attendant les suites que comporte cette affaire. Je vais informer de cet incident monsieur le major von Nippenburg, après quoi j'adresserai un rapport au général.

Blanc comme un mort, Kœnig serrait les dents, et pas un muscle de son visage décomposé ne tressaillit.

— *Ich habe die Ehre...* termina le colonel. Capitaine, je n'ai pas un reproche à vous faire. Vous avez été parfait. Bonsoir, messieurs.

Puis, revenant à Kaiserkopf et désignant l'appartement proche où pleuraient toujours les prisonnières :

— Seulement, croyez-m'en, capitaine, les femmes sont peut-être de trop.

Le bourgmestre fut fusillé le lendemain matin. Ses compagnons prirent, sous escorte, le chemin d'Aerschot, d'où ils durent ensuite être dirigés sur l'Allemagne.

J'étais très inquiet de Kœnig. Qu'allait-il lui arriver ? J'en causai longuement avec Schimmel. Son cas était net : c'était le conseil de guerre, la dégradation et cinq ans de forteresse. Mais si Schimmel, sa colère de la veille tombée, n'avait plus que du mépris pour le malheureux Kœnig et abandonnait toute animosité à son endroit, il se refusait par contre à tenter quoi que ce soit pour le sauver et se désintéressait de son sort.

Il n'en était pas de même pour moi. J'aimais Kœnig, et, bien que je fusse loin, très loin d'accorder la moindre approbation à ses idées, je ne m'en dissimulais cependant ni la no-

blesse, ni l'étrange séduction. J'éprouvais un chagrin sincère de la terrible mésaventure où l'avait entraîné son cœur trop chevaleresque, et j'aurais donné tout au monde pour l'en tirer.

A force d'y réfléchir, je me rappelai opportunément le baron Hildebrandt von Wildkatzenbach et ses hautes relations. Il me sembla que son intervention, ou plutôt celle de ses nobles protecteurs, pourrait peut-être faire dévier le glaive de la justice martiale et lui soustraire, par quelque subtile manœuvre d'influence, la belle tête pure de Kœnig.

Je ne voyais pas le baron tous les jours, mais je n'avais pas cessé d'être dans les meilleurs termes avec lui ; il m'appelait toujours son « cher ami » et continuait de faire à ma bourse, surtout depuis notre entrée en campagne, l'honneur d'emprunts réitérés, dont le total devait se monter maintenant à une somme assez ronde.

J'allai le trouver à son cantonnement de la 6e compagnie.

— Ah ! cher ami... khrr, khrr..., je suis bien heureux de vous voir.

Ses quatre poils de moustache m'accueillaient avec un hérissement affable.

Je ne tardai pas à le mettre au courant de l'affaire Kœnig et à lui faire pressentir le service que j'attendais de lui.

Il réfléchit un instant. Ses yeux changeants de chat passèrent successivement au bleu, au gris, au jaune, puis revinrent à leur vert primitif. Il sourit alors d'un air sournois et me dit :

— Je ne crois pas... khrr, khrr... qu'il soit besoin de monter si haut.

— Comment ça ? fis-je naïvement. Avez-vous un autre moyen? Il s'agit, vous m'entendez bien, d'arrêter en route le rapport du colonel...

— Ou d'empêcher le colonel... khrr, khrr... de le transmettre.

— Sans doute, et c'est ce qui vaudrait le mieux, mais...

Il sourit de nouveau et reprit.

— Le petit lieutenant von Bückling... khrr, khrr... s'en chargera. Von Bückling n'a rien à me refuser... khrr, khrr... Je lui parlerai.

— Et vous croyez... fis-je en rougissant...

Je commençais à comprendre. Décidément, le baron Hilde-

brandt von Wildkatzenbach était plus intelligent que je ne croyais. Je n'aurais jamais osé trouver celle-là !...

— Soyez tranquille, cher ami... khrr, khrr... Von Bückling suffira.

Nous nous séparâmes avec effusion. Je me sentais délivré d'un grand poids.

Le lieutenant von Bückling dut suffire, en effet, car nous n'entendîmes jamais parler du rapport. Deux jours plus tard, Kœnig voyait lever ses arrêts. On attendit. Rien ne se passa.

D'ailleurs, le flot extraordinairement rapide des événements qui suivirent, et sur lesquels j'anticipe quelque peu, fit vite oublier cette affaire. Et comme ce fou de Kœnig eut l'esprit de ne se livrer à aucune nouvelle incartade, du moins avant la dernière, que je raconterai, personne n'y pensa plus.

J'espère qu'il ne sut jamais par suite de quelle intervention, et à la faveur de quels moyens détournés il put échapper au conseil de guerre.

VIII

Le 25 août, nous nous trouvions sur la route de Louvain. Nous marchions allègrement à travers une riche campagne verte et jaune, exubérante d'arbres, de prés et de froment. La troupe chantait de beaux *lieder* du pays natal, tandis que des ruines fumaient aux horizons et que des bandes errantes de fugitifs se dispersaient à notre approche pour se jeter dans les champs, mains levées. On leur envoyait tranquillement quelques coups de fusil, sans autrement se déranger. Une odeur pénétrante de moissons fraîches et de chairs brûlées flottait dans l'atmosphère tiède. La canonnade roucoulait. Sous le soleil ruisselant, c'était un magnifique paysage de guerre et de nature.

Nous commençâmes par découvrir, dans le sud-sud-ouest, émergeant de la végétation et comme suspendue dans l'azur, la pointe fine d'une flèche denticulée. S'élevant de plus en plus, elle dégagea bientôt quatre jolies tourelles d'angle, dont on distinguait très bien à la jumelle le délicieux ouvragement. Puis la tour apparut, puis la longue arête du toit, portant, comme un joujou en équilibre, un clocheton. A mesure que nous avancions, se dévoilaient et se précisaient d'autres tours, d'autres tourelles, d'autres toits aigus, des clochers ajourés, des dômes, des frontons, des lanternes, des façades guillo-

chées, des dentelles et des girouettes. Tout le centre de la ville était occupé par une splendide masse gothique, qui, dans l'épanouissement de ses arcatures, de ses pinacles, de ses ogives, de ses campaniles et de ses roses, fleurissait comme une fastueuse corbeille de pierres disposée sur le parterre des maisons, devant un fond léger de frondaisons et la perspective harmonieuse d'une colline. C'était Louvain.

— Louvain ! Louvain ! répétions-nous remplis d'enthousiasme.

— *Lœwen ! Lœwen !* frémissaient joyeusement les soldats.

Je me réjouissais de visiter cette ville fameuse, pleine de merveilles d'architecture. Je me rappelais les leçons de l'érudit Anton Glücken, professeur d'histoire de l'art à l'université de Halle. Il nous en avait fait une, précisément, sur Louvain et j'en avais noirci plusieurs pages de mon cahier de notes. J'étais impatient de pénétrer sous les voûtes majestueuses de Saint-Pierre, d'admirer les façades ornementées du célèbre Hôtel de Ville, d'inspecter l'attique de Saint-Michel, les stalles de Sainte-Gertrude, le tabernacle de Saint-Jacques, la tour Jansénius, l'église du Grand-Béguinage, les vénérables salles de l'antique Université et son vestibule gothique. Peut-être même, si notre séjour dans la vieille capitale des ducs de Brabant se prolongeait plus de quelques heures, peut-être aurais-je le temps d'aller m'asseoir à un pupitre de son illustre Bibliothèque et là, oubliant pour de trop courts instants la guerre et le bruit des armes, d'y feuilleter pieusement quelques-uns de ses précieux manuscrits et de ses exemplaires uniques.

Colonel et musique en tête, le régiment fit son entrée dans la ville par la porte de Malines. De droite et de gauche s'infléchissaient les jardins tenant la place des anciens remparts. Là se mamelonnait le Mont-César, portant encore les restes du château féodal où s'était disciplinée la jeunesse de Charles-Quint, sous la direction de son précepteur Floriszoon, qui fut pape. Nos tambours réveillèrent les échos de la longue rue, où s'alignaient de vétustes et nobles hôtels, aux fenêtres endormies, aux manières graves. Des groupes de soldats allemands, le calot sur le front, les mains dans les poches, flânaient au long des trottoirs, regardant d'un air apathique les immeubles. L'un de ceux-ci, plus moderne, à deux étages,

portait cette enseigne brossée en initiales noires sur la largeur de sa muraille : MAISON AMÉRICAINE. Notre arrivée bruyante faisait sensation. Durant que nous nous enfoncions, derrière nos cuivres, dans le cœur de la cité, la foule allemande ne cessait de croître et nous acclamait. Il semblait que la ville fût déjà pleine de troupes. Les *Feldgrauen* entraient, sortaient par les portes voussurées des maisons où ils avaient leurs cantonnements, bambochaient ou fumaient aux fenêtres, remplissaient les boutiques et les pintes, commerçaient ou se querellaient avec les petits trafiquants de la rue. Parfois on voyait passer un otage encadré de baïonnettes ou quelque soutane affolée poursuivie par les lazzi de la soldatesque.

Taratata ! tanrantamplan !... Nous contournions l'énorme vaisseau ogival de la Collégiale, flanqué comme au moyen âge de ses maisons basses, et nous débouchions à toute fanfare et au pas de parade sur la Grand'Place, où la surprenante vision de l'Hôtel de Ville nous apparut tout à coup, orfévrée comme un immense reliquaire, dans l'éblouissement marmoréen de ses trois étages et de ses trente-neuf fenêtres fleuries, de ses galeries et de ses balcons à réseaux, de ses quarante lucarnes, de ses six tourelles surmontées de leurs six flèches, et sous l'éploiement orgueilleusement noir, blanc, rouge de l'étendard allemand planté à son sommet. A toutes les baies de l'admirable édifice se montraient des grappes de têtes casquées. Un peloton de garde était rangé sur les marches de l'escalier d'entrée, au perron duquel se tenait l'*Etappen-Kommandant*, le major von Manteuffel, qui nous saluait de l'épée.

La dislocation se fit un peu plus loin, au Vieux-Marché. Revolver au poing, sergents et feldwebels couraient de tous côtés pour assurer des locaux. On nous logea, le capitaine Kaiserkopf et moi, avec une vingtaine d'hommes, dans une belle maison XVII^e^ siècle de la rue des Moutons, appartenant à un professeur de l'Université. Notre premier soin fut de nous y restaurer copieusement, mettant à contribution l'office, la cave, la cuisine, la cuisinière et le professeur lui-même, qui fut contraint de nous servir de sommelier.

Aussitôt que je fus libre, je sortis faire un tour en ville. Nos soldats étaient déjà répandus par bandes dans les rues. Il y en avait aussi beaucoup du 165^e^ hanovrien, dont le ré-

giment paraissait être au complet à Louvain, comme le nôtre. De nouvelles troupes ne cessaient d'ailleurs d'affluer. Il en venait de partout, du sud, du nord, de l'est, par la rue de Namur, par la rue de Diest, par la rue de Tirlemont et par celle des Joyeuses-Entrées. Les parcs et les boulevards foisonnaient de campements. Sur les pelouses et les plates-bandes, le train avait tiré ses chariots et les artilleurs leurs canons. Les chevaux étaient attachés aux platanes centenaires dont ils rongeaient l'écorce. Les chaussées, les trottoirs, les places, les gazons piétinés et creusés d'ornières croupissaient sous des couches de fumier. Toute la sentine de l'armée pourrissait sur la ville.

Revenu sur la Grand'Place, je m'absorbai longuement dans la contemplation de la riche joaillerie de l'Hôtel de Ville. Tout blanc, entièrement sculpté, fouillé comme un rétable d'ivoire, le somptueux monument était couvert du haut en bas de statues et de hauts-reliefs, de niches géminées, de dais et de consoles. Toute l'histoire de la cité s'y trouvait figurée dans le costume de l'époque, sous les traits de personnages du temps ou la fable de scènes bibliques. Princes, seigneurs, chanoines, théologiens, bourgmestres, échevins et marchands y mêlaient leurs effigies héroïques ou grotesques, sévères ou hilares, en toutes sortes de postures solennelles ou gaillardes, pieuses ou lubriques. Se doutaient-ils, tous ces joyeux compères, tous ces braves bourgeois de Louvain, qu'un jour viendrait où le général von Kluck, en route pour Bruxelles et Paris, coucherait cavalièrement chez eux, où la botte éperonnée et la cravache altière du major von Manteuffel régneraient à la prussienne sur leur fastueuse demeure ? Sous les trois couleurs de notre drapeau impérial, le magique Hôtel de Ville, l'orgueilleux palais communal, n'était plus maintenant que la *Kommandantur*.

En face se trouvait la collégiale de Saint-Pierre. Lorsque je pénétrai dans sa vaste enceinte, le calme grandiose qui m'accueillit, au sortir du tohu-bohu de la place, me fit une profonde impression. Entre ses vingt-huit faisceaux de colonnettes et dans la lumière de ses vitraux, la nef s'ouvrait, s'envolait et se prolongeait avec une mystérieuse splendeur. Des groupes de femmes et de béguines priaient, affalées sur les dalles ou aux dossiers des agenouilloirs, et leurs marmottement confus, s'exhalant comme un encens, s'unissaient peut-être en une

même et vaine imploration pour leurs morts, pour leurs combattants, pour leurs absents, pour la Belgique. Dans une chapelle, un office bas se célébrait au son d'une clochette aigrelette. Mais ces manifestations d'un culte qui n'était pas le mien m'intéressaient peu. Toute mon attention se trouvait requise par les merveilles artistiques dont regorgeait la basilique. D'admirables panneaux de maîtres flamands, des fonds baptismaux de Metsys, des orgues de Golphus, un banc de communion de Papenhoven, un tabernacle, des bois peints, des marbres, des ferronneries, des tombeaux composaient un véritable musée allant du gothique au dix-huitième. Une chaire de vérité, compliquée et touffue, représentait sous un baldaquin de palmiers le reniement de saint Pierre et la conversion de saint Paul. Deux chefs-d'œuvre de Bouts ornaient la chapelle des Chirurgiens et celle des Brasseurs. L'un figurait le martyre de saint Erasme, désentraillé par deux bourreaux en présence de l'empereur. Le second, qui peignait la Cène, était le panneau de milieu d'un triptyque dont les volets appartenaient l'un au musée de Berlin, l'autre à la Pinacothèque de Munich. Nous possédions maintenant l'ensemble, avec la partie centrale qui nous manquait.

Mais le morceau le plus remarquable était peut-être le jubé. Il ouvrait sur le chœur trois merveilleuses arcades du plus riche style flamboyant, festonnées, enguirlandées, enchevêtrées de feuillages et peuplées de statuettes d'apôtres. Eclairé par un lustre à douze branches et surmonté d'une croix immense, il mettait dans l'austérité du milieu, et malgré le luxe de son ornementation, une touche d'une rare élégance et d'un art parfait.

Au sortir de cette visite minutieuse, que mon goût pour les belles choses et le souvenir de mon cours universitaire avaient prolongée, je sentis le besoin de reposer un peu mes jambes fatiguées, tout en humectant mon gosier altéré d'une chope ou deux de bière de Louvain. J'entrai à cette fin, rue de Bruxelles, au café Sody. Le tenancier, aidé de ses deux filles, servait de son mieux de nombreux soldats. On tapageait, on se débraillait, on lutinait les donzelles qui, rougissantes, regardaient leur père, ne sachant si elles pouvaient résister ou s'il leur fallait se laisser tripoter. Des landwehriens, qui assuraient avoir traversé le territoire hollandais, tiraient de leurs poches

des poignées de cents et montraient des paquets de cigarettes de Maestricht.

— Nous sommes de braves gens, disaient-ils en répandant leur monnaie. Il n'y a pas de meilleurs bougres que les Allemands.

Quel que fût l'agrément du lieu, je m'y attardai moins qu'à la Collégiale, car je voulais voir l'Université. Elle se trouvait rue de Namur. Il était à peu près quatre heures quand j'y entrai. La Bibliothèque, comme je l'ai dit, m'attirait surtout. J'espérais pouvoir en examiner à mon aise les anciennes salles, avec leurs superbes boiseries et leurs portiques à colonnes, celle des Promotions, celle des Portraits, les statues de philosophes et d'écrivains, les vieilles toiles retraçant les traits de Juste Lipse, d'Erasme, de Jansénius. Je désirais vivement voir et tenir entre mes mains certains des joyaux de ses collections, le petit manuscrit de Thomas à Kempis ou le fameux exemplaire sur vélin d'André Vésale, présent de Charles-Quint. Sans prétendre à l'érudition d'un médiéviste ou d'un docteur en droit canon, le modeste étudiant que j'étais pouvait cependant trouver dans ce docte sanctuaire de quoi intéresser sa curiosité.

Je m'arrêtai d'abord, plein d'émerveillement et de respect, dans le grand vestibule du rez-de-chaussée. L'admirable crypte s'approfondissait, régulière et hypostyle, sous les poutres énormes de son plafond, entre de larges arcades à cannelures que supportaient de gros piliers ronds à chapiteaux feuillus. Construite pour servir de Halle aux Drapiers, elle avait longtemps retenti du bruit des échanges, avant de résonner du choc des discussions scolastiques et d'être balayée par les robes des professeurs. La poussière en était savante et l'ombre tutélaire.

J'allais m'engager sur les marches de l'escalier à double rampe qui montait aux étages, lorsqu'une fusillade insolite, éclatant au dehors, vint m'arracher à ma méditation. Le piétinement précipité de gens qui couraient, des cris, d'inquiétantes rumeurs parvenaient de la rue. Je sortis. Des portes se fermaient brusquement, des volets se closaient, des soldats en alerte, l'œil sur le qui-vive et la gâchette au doigt, obliquaient ou rasaient les murs avec circonspection.

— Qu'y a-t-il ? demandai-je à un sous-officier qui se hâtait.

— Vous n'entendez pas, *Herr Faehnrich ?*... La bataille se rapproche... C'est là-bas...

Son bras se tendait en direction du nord-ouest. Il disparut.

La canonnade, en effet, s'entendait à peu de distance et avec une intensité singulière. Dans le zèle de mon exploration je n'avais pas prêté attention à son accroissement. J'en percevais maintenant très fort le grondement sinistre, et je me sentis subitement plein d'appréhension. Que se passait-il exactement? Je m'élançai dans la direction indiquée. Le centre de la ville bourdonnait comme une ruche en folie. Partout régnait le plus grand désordre. Des officiers, hors d'eux, clamaient des injures en brandissant des revolvers. Des cavaliers galopaient dans les rues, en criant : « *Alarm! Alarm!* » Les estafettes se succédaient à la Kommandantur. Une tourbe de soldats confluait de toutes part, ahuris, furieux, armés ou non, quelques-uns le pot en main ou une garce dans le coude, d'autres belliqueux et harnachés jusqu'aux dents. Des automobiles pétaradaient en tous sens, montaient sur les trottoirs et les gazons. Fouaillés jusqu'au sang, les chevaux, par quatre, roidissant leurs muscles, entraînaient dans un vacarme de ferraille et de jurements leurs canons et leurs caissons. Des bataillons précipitamment rassemblés prenaient le pas de course vers le nord.

— *Alarm!... Alarm!...*

Le tonnerre de l'artillerie semblait maintenant crouler aux abords mêmes de la ville. Des essaims d'habitants massés sous les portes ou aux encoignures des rues haletaient d'émotion et ne cachaient pas leur joie.

— Ce sont les Belges! criaient-ils. Ce sont les Anglais!... Ils arrivent de Malines!

Une harde de hussards essoufflés, poussiéreux, sordides, venant du combat, rentraient dans Louvain, tirant leurs bêtes par la bride. Ils sentaient la défaite. Des vagues de fuyards, des chariots aux traits rompus, des débris de convois, tout un ressac de champ de bataille refluait à gros bouillons sales vers l'arrière en roulant ses épaves. Les troupes qui sortaient se heurtaient, comme en un mascaret, au flot qui remontait. Dans la confusion, dans l'incertitude où l'on était si l'ennemi ne se trouvait pas déjà aux portes, les fusils partirent; des corps allemands tombèrent des deux côtés. Ce fut un instant

d'inexprimable bagarre. Je vis même, au carrefour de la rue du Poirier, près de la Dyle, un officier du 165e descendu net d'un coup de feu par un soldat de son régiment : une vengeance, sans doute. J'allais courir sus au misérable, car j'avais aperçu son geste; mais l'assassin se perdit dans la cohue.

Les déflagrations devenaient maintenant générales, se répercutant avec une rapidité foudroyante dans tous les quartiers. On tirait dans la rue de Bruxelles, dans la rue du Canal, dans la rue de la Station, du côté du boulevard de Tirlemont, de la rue Léopold, de la rue Marie-Thérèse, du Grand-Béguinage, de la porte de Namur. Les hordes en débandade mêlées aux troupes qui restaient ou à celles qui arrivaient encore de l'est et du sud étaient dans un état d'exaspération indescriptible. On hurlait de partout :

— *Man hat geschossen !... Die Civilisten haben geschossen !...*

De nombreux cadavres d'habitants de Louvain parsemaient déjà les rues. On épaulait sur tout ce qui se montrait aux fenêtres ou sur les toits. La chasse à l'homme était ouverte. Au crépitement de la fusillade se joignit bientôt la crécelle des mitrailleuses. Les carreaux et les vitrages volaient en éclats. Les tuiles retentissaient sous la grêle. On enfonçait les portes. On plaçait des pétards sous les murs. On se ruait férocement dans les maisons, crosses ou baïonnettes levées. On poursuivait les gens de chambre en chambre. On en sortait des caves où ils s'étaient réfugiés et on les massacrait sur les pavés. Il en fuyait par-ci, par-là, au dehors, affolés et tourbillonnants, qu'on abattait comme du gibier.

— *Schweinehunde ! Schweinehunde !* aboyaient les massacreurs en traquant leurs victimes.

J'essayai de regagner tant bien que mal la Grand'Place. Il était huit heures du soir. En passant devant le café Sody, où j'avais bu de la bière, je vis le patron étendu la gorge tranchée sur son comptoir. Une de ses filles râlait et rendait le sang. L'autre avait disparu.

Sur la Grand'Place, c'était à la fois le tumulte et la fête. Les cafés et tavernes débordaient de monde. Au Lyrique, au Gambrinus, on s'écrasait. J'entrai au café Rubens, où des officiers ripaillaient au milieu d'un déferlement de drôlesses,

de filles en cheveux, de putains allemandes venues d'Anvers, de Bruxelles ou d'Ostende, qui hurlaient à la mort ou excitaient au pillage. Kaiserkopf, à moitié ivre, se déchaînait entre deux pouffiasses.

— J'ai vu le major von Manteuffel, braillait-il. Toute la ville sera punie. Jusqu'ici nous n'avons brûlé que des villages. Maintenant, *Donnerwetter !* nous commençons avec les grandes villes. Louvain sera la première qu'on détruira.

Toute la salle éclata de joie dans une tempête de *hoch !*

Je fus pris d'un frisson à cette perspective ; mais je me rassurai en pensant qu'il ne pouvait s'agir que d'une rodomontade du trop bouillant capitaine. C'était déjà assez, me semblait-il, des meurtres de civils et de l'assaut des domiciles privés.

On continuait à tirailler au dehors. Parfois on entendait le sifflet d'un sous-officier, suivi d'une salve plus forte. C'étaient les exécutions régulières qui commençaient. Soudain quelqu'un cria :

— Au feu !...

Cela jeta une certaine perturbation. Cependant la plupart des officiers se rassirent, au milieu de leurs chopes, de leurs femmes et de leurs assiettes. Quelques-uns seulement sortirent. Je les suivis.

Le feu venait, en effet, d'éclater sur plusieurs points de la ville. Il rougeoyait chaussée de Tirlemont, place du Peuple et du côté de la gare. Un instant après, les flammes s'élevaient sur la rue de Diest. Une fumée opaque montait et tournoyait, couvrant peu à peu tous les quartiers de l'est. On percevait en même temps le son de fréquentes mitraillades, mais sans cris : c'était trop loin. Dans la direction de Malines, le canon tonnait toujours, s'effaçant graduellement. Au concert de l'Alhambra, tout proche, une musique militaire jouait des airs de danses.

Tandis qu'environné d'un grand concours de soldats qui applaudissaient et s'éjouissaient je demeurais là, tout étourdi, me tournant de côtés et d'autres pour voir si de nouveaux points d'incendie se montraient et surveiller la marche du sinistre, j'aperçus inopinément Schimmel qui traversait la place. Parfaitement détaché de ce qui se passait autour de lui, le lieutenant paraissait uniquement occupé d'une affaire personnelle. Pour tout dire, le lieutenant Schimmel était en bonne fortune,

mais comme peut être en bonne fortune un officier prussien dans une ville conquise. Il emmenait ou plutôt il entraînait violemment par les poignets une femme, une religieuse d'une surprenante beauté. Toute pâle, éplorée, mordant ses lèvres, ses longs cheveux noirs baignant ses épaules, la jeune nonne, crispant dans sa robe d'étamine ses formes fuselées, résistait avec l'énergie vaincue de la faiblesse et du désespoir. Un ecclésiastique courait derrière eux, en proie à la plus vive émotion.

— Malheureux ! suppliait-il... Respectez cette sœur !... C'est Mademoiselle de.....

Et il cita un des plus grands noms de la Belgique.

Froidement, Schimmel se retourna, dirigea sur l'importun la mire de son revolver, visa et fit feu. Le prêtre tomba raide mort.

Puis il disparut avec sa proie dans la direction d'un hôtel du Vieux-Marché.

Mais, brusquement, voici qu'une maison se prenait à flamber tout près de moi, allumée d'un coup comme une bûchette. Puis une autre ; puis une troisième, place Marguerite. Une intense odeur de résine empesta l'air. En même temps débouchait de la rue de la Station toute une escouade de sapeurs incendiaires, organisée et munie d'instruments perfectionnés, commandée par un feldwebel du génie. Ils avaient des pompes à pétrole, des seringues à benzine, des fusées, des grenades, des pastilles chimiques. Ils s'éclairaient de torches d'acétylène et lançaient des signaux lumineux. Je les vis avec terreur s'approcher de la tour de façade de la Collégiale, au bas de laquelle ils commencèrent de disposer un bûcher. D'autres brisaient les vitraux à coups de grenades ou dressaient des échelles aux angles du transept pour aller bouter le feu aux toits des chapelles.

Je n'en croyais pas mes yeux, quand une lueur subite se projeta d'un grand bâtiment situé à l'entrée de la rue de Namur. Horrifié, je me précipitai de ce côté. Mon sinistre pressentiment ne m'avait pas trompé. Les Halles universitaires commençaient à brûler. Une équipe de pétroleurs s'y employait. Un officier dirigeait la manœuvre.

Tandis que je demeurais là, cloué sur place, un père joséphite sortit bouleversé de l'édifice, et, courant à l'officier, les mains jointes :

— Au nom du ciel, arrêtez !... Vous ne savez pas ce que vous faites !... Mon Dieu !... Mais c'est l'Université !... C'est la Bibliothèque !...

L'officier toisa le père d'un regard d'acier ; il se borna à répondre sobrement :

— *Das ist Befehl* (1).

Le pauvre homme s'affaissa en sanglotant sur le seuil vénérable que, peu d'heures auparavant, j'avais franchi d'un pas si allègre et si respectueux.

Je ne pus en supporter davantage. Saisi de frayeur devant cette catastrophe, pris ensuite de peur pour moi-même, pour ma sécurité personnelle, pour mes propres objets, mon argent, les petits souvenirs de famille, d'autres aussi, que je conservais pieusement dans un coin de mon paquetage, je m'enfuis dans la direction du sud, du côté de mon logement.

J'allai donner en plein du nez sur le ventre d'un gros capitaine de gendarmerie.

— Pardon... oh ! pardon, monsieur le capitaine !... Savez-vous si ça brûle rue des Moutons ?

— Rue des Moutons... ma foi...

— C'est là que je suis cantonné... dans une maison... chez un professeur...

— Oh ! dans ce cas, rassurez-vous, mon jeune *Faehnrich*, les maisons où sont cantonnées nos troupes ne risquent rien ; elles sont naturellement livrées au pillage, mais elles ne seront pas brûlées... du moins pour le moment. Vous pouvez continuer tranquillement votre promenade. *Guten Abend !*

Je remerciai le bon capitaine de son assurance, et, désormais tranquille pour ce qui me concernait, je revins, comme médusé, contraint par une obsession infernale, au spectacle de la ville en flammes. Des centaines de maisons incendiaient déjà le ciel de lueurs framboisées. Le Palais de Justice, l'Académie des Beaux-Arts, le Théâtre brûlaient. Le quartier de la gare n'était qu'un immense brasier. Tout grondait et ronflait. De toutes parts, c'étaient des craquements, des fracas, des dislocations, des effondrements. Des séquelles d'habitants en appareil hétéroclite essayaient de se sauver, d'échapper à l'écrasement, au feu ou au massacre et fuyaient vers le sud ou

(1) C'est l'ordre.

l'ouest au milieu des balles. D'autres grillaient dans les immeubles et l'on entendait leurs cris épouvantables.

Seules les maisons immédiatement attenantes à la Kommandantur étaient protégées. De nombreux soldats avec des pompes en arrosaient copieusement les murailles, dirigeant leurs jets de manière à empêcher le rideau des flammes environnantes de se porter où il ne fallait pas et de propager l'incendie jusqu'au précieux édifice qui abritait le major von Manteuffel, ses officiers, ses services et une grosse garnison. Des tuyaux étaient postés à cet effet à travers les appartements et conduisaient l'eau sur les toits, d'où elle retombait tout autour en une fine pluie incessante.

En dehors de cette oasis, la chaleur était intolérable. Une sensation d'étouffement prenait âcrement à la gorge. Dans les rues devenues à peu près impraticables, on se heurtait à chaque pas à des amas en ignition ou à des éboulements fumeux, et il fallait faire de longs détours pour circuler dangereusement d'un quartier à l'autre, sous les chutes de poutres et l'avalanche des moellons. Il faisait plus clair qu'en plein jour de soleil. Je tombai, rue Léopold, sur Wacht-am-Rhein qui, à la tête d'une bande hurlante de forcenés, avait pris possession de tout un îlot, dont il était le roi, le Néron, et dont il détruisait systématiquement les maisons. Le sac commençait à s'organiser ; mais l'incendie le rendait encore périlleux et, pour le moment, tout à leur furie, les soldats s'acharnaient plutôt à brûler qu'à piller. Place de la Station, on exécutait en masse. Plusieurs centaines de civils y étaient parqués, hommes, femmes, enfants, attendant leur sort, bras levés. Sous les ordres d'un major à cheval, des officiers les fouillaient, les dépouillaient de leur argent et de leurs bijoux, puis les envoyaient au peloton d'exécution. Dans un coin de la place on fusillait des prêtres, liés quatre par quatre.

Je me trouvai, je ne sais comment, dans le haut de la rue par où nous avions fait, le matin, notre entrée triomphale. Elle se consumait, d'une extrémité à l'autre, à l'exception toutefois de la maison américaine, intacte, dont l'enseigne détachait ses grandes lettres noires dans la clarté aveuglante de la nuit en flammes. Sur la porte se trouvait placardée cette affiche imprimée et timbrée du cachet du Commandant impérial de la Circonscription de Louvain :

Dieses Haus ist zu schützen

Es ist streng verboten, ohne Genehmigung der Kommandantur Hæuser in Brand zu setzen.

Kaiserliches Garnison-Kommando (1).

Je reconnus la petite butte du Mont-César et n'eus que quelques pas à faire pour l'escalader. De là, le panorama était féerique. La mer de feu s'étendait devant moi, battant l'horizon de ses vagues éblouissantes. Au centre, le gigantesque vaisseau incandescent de la Collégiale s'y balançait, comme soulevé par la tempête, projetant fantastiquement ses agrès scintillants et sa mâture en détresse, prêt à s'abîmer dans les flots embrasés Des bouillonnements, des tourbillons, des courants de lames déferlantes, des torrents d'écume roulaient et se tordaient en une formidable houle ignée, tandis que, solitaire, comme un rocher, comme un écueil déchiqueté, le massif abrupt de l'Hôtel de Ville, bravant la tourmente, dressait ses escarpements, ses crénelures, ses aiguilles, ses frontons sourcilleux par-dessus les crêtes irritées qui venaient se briser à ses pieds. Comme une coulée d'or en fusion, la Dyle annelait dans cet océan ses replis, ses ondulations, ses méandres lumineux, réverbérant sur un ton plus pur, mais non moins ardent les éclats de ses rives. Rutilant, phosphorescent, rouge, jaune, orangé, blanc, un immense ciel chargé de toutes les couleurs vibrait et rayonnait, intense et volcanique, sur ce chaos plutonien. De grands nuages gonflés de fumées et de vapeurs brûlaient et bavaient leur lave comme des cratères renversés. Des éclairs cuivrés, des écharpements violets, des entailles vertes, cramoisies, roses, des biseautements de diamant balafraient violemment les exhalaisons. La lune, comme un œil crevé et sanglant, regardait par un trou de bitume.

Je restai longtemps à contempler, pétrifié de stupeur et de fascination, cette fresque titanique. Son horrible beauté me remplissait d'émerveillement. Mais quel désastre !... Se pouvait-il que des hommes détruisissent en quelques instants ce que des générations avaient mis des siècles à édifier ?... Quel désastre !... et quelle mélancolie !... Louvain ne serait bientôt

(1) Cette maison doit être protégée. Il est sévèrement défendu, sans l'autorisation de la Kommandantur, de mettre le feu aux maisons. — Commandement impérial de la garnison.

plus qu'une vaste ruine, semblable à celle du château de Charles-Quint, dont je foulais d'un pied trébuchant les informes vestiges.

L'est, par où j'étais venu, je crois, m'était maintenant défendu. Je cherchai une route par l'ouest.

Il était deux heures du matin quand je retrouvai mon domicile. Le capitaine n'était pas rentré. Dans la salle à manger, le professeur, notre hôte, gisait dans une mare de sang. Je gagnai ma chambre, accablé de fatigue, ne demandant plus qu'à me jeter sur mon lit pour m'y endormir d'un sommeil de plomb.

Mon seul soin fut d'aller fermer la fenêtre, ne voulant pas être incommodé par les odeurs et la fumée qui flottaient au dehors.

Tandis que, la main sur les crochets, je me disposais à tirer les contrevents, un débris de papier noirci vola jusqu'à moi, porté par le souffle chaud de l'incendie. C'était un fragment d'incunable.

J'y déchiffrai difficultueusement ces mots, imprimés en caractères gothiques : «... *At Germani in summa feritate versatissimi natumque mendacio genus...* »

C'est tout ce que je pus consulter de la Bibliothèque de Louvain.

LOUIS DUMUR.

(à suivre.)

REVUE DE LA QUINZAINE

—

LES ROMANS

Robert Chauvelot : *Un roman d'amour à Java*, Fasquelle, 3.5o. — J.-H. Rosny jeune : *Mimi, les profiteurs et le poilu*, Calmann-Lévy, 3.5o. — Lévis Mirepoix : *Le baiser de l'Antechrist*, Plon, 3.5o. — Gilbert de Voisins : *L'esprit impur*, Crès, 3.5o. — Max Anglès : *La Geôle*, Renaissance du livre, 3.5o. — Jacques Fierre : *Les galères dans la rade*, Flammarion, 3.5o. — René Dumesnil : *L'Absence*, Fasquelle, 3.5o. — Paul Emile Cadilhac : *Carnaval macabre*, Fasquelle, 3.5o. — Jean Psichari : *Sœur Anselmine*, Plon, 3.5o. — J. Galzy : *La femme chez les garçons*, Payot, 3.5o. — Robert Florigny et Guy d'Abzac : *L'Amant de l'ingénue*, Édition Française illustrée, 3.5o. — Jeanne Marais : *La nièce de l'oncle Sam*, Albin Michel, 3.5o. — Jos. Schurmann et Guillot de Saix : *Marius Manfouty comédien*, Albin Michel, 3.5o. — Marcel Nadaud : *Frangipane et Cie*, Albin Michel, 3.5o. — Paul Vaillant Couturier : *Une permission de détente*, E. Flammarion, 3.5o. — Juliette Martineau : *Théodora de Byzance*, Renaissance du livre, 3 5o. — Maurice Remon : *Le grand soir*, Ollendorff, 4.55. — Henri Falk : *L'âge de plomb*, L'Œuvre, 1 fr. — Francis Jammes : *La rose à Marie*, Edouard Joseph. — Jacques Desjardin : *Yakonoshi*, Ed. Champion.

Un roman d'amour à Java, par Robert Chauvelot. Le problème psychologique du couple humain est tout entier posé dans ce livre : comment reconnaître sa signature sur le produit de la conception ?... Cruelle énigme !... L'orgueil de l'homme, du mari qui veut se continuer dans l'enfant est pour beaucoup dans son amour de la famille. C'est même un instinct primordial chez les animaux qui se battent pour la possession absolue de la femelle et qui ne trouvent qu'un moyen radical, en ce cas, lequel est l'étranglement du rival. Mais dans l'humanité il est toujours trop tard pour étrangler son rival. Au moins, est-il trop tard pour la tranquillité du mari soupçonneux. Au seul point de vue de la nature : la reproduction de l'espèce, la femme détient la puissance et, comme si on voulait lui fournir une rançon de ses douleurs physiques, on lui permet d'en conserver le secret moral. Il est presque impossible au père de reconnaître son enfant, même légitime.

Robert Chauvelot a mis son problème sur le tableau noir d'un savant qui s'occupe de notre grand ancêtre, sa majesté le Singe. Le docteur Savigny a épousé une femme, Gretha, dont la beauté inquiétante et le tempérament... des tropiques la mettent à la merci du Don Juan qui voudra bien s'en emparer ; sa fille, Mietje, est une jolie personne, plus douce, mais capable de certaines hypocrisies. Elle doit épouser un lieutenant de vaisseau, Wilhem Zevennaar, fils d'un Jonhkeer, mais Gallois, l'aide préparateur de Savigny, découvre une

intrigue entre la mère et le père du fiancé. Sans la duplicité de Gretha, peut-être ce timide jeune homme aurait réalisé le rêve de Elie de Savigny, rêve de savant égoïste qui voudrait garder sous la main son préparateur. La fatale lettre anonyme éclaire enfin le mari et celui-ci comprend que non seulement il est trahi depuis seize ans, âge de sa fille, mais encore va peut-être accorder la main de celle-ci à son propre frère... Jusqu'ici nous sommes dans le drame ordinaire, car ce n'est pas nouveau sous le ciel de lit conjugal de ne pas savoir d'où vient l'enfant. Où Robert Chauvelot a renouvelé l'antique péripétie, c'est en plaçant un chercheur de vérités primordiales dans l'impossibilité de découvrir une réalité physique datant à peine de seize ans. Sa fille est-elle sa fille ou la sœur du fils de l'amant de sa mère? Or, lui qui a pu reconstituer le squelette du *pithecanthropus primigenius*, grand ancêtre supposé de l'homme, il n'est pas capable de saisir le détail initial de son œuvre charnelle, la marque, le doigt de pied, *l'orteil opposable*, de sa création. Pourtant, il se met à l'œuvre courageusement, car la marque éternelle du génie humain est justement de ne rien abandonner à son désespoir particulier. Il travaillera sur le problème de son angoisse comme sur le fait précis la question impérieuse posée par n'importe quel sujet scientifique, et il a le bonheur de découvrir la véritable origine de sa fille en la révélation d'une tare ancestrale, un goût décidé pour le paradis artificiel de la morphine. L'ironie, convenablement voilée par l'étude scientifique, de cette tare qui consacre l'hérédité humaine par la manie du poison, cette tentation de l'ivresse qu'éprouve le mortel ou la mortelle le moins fait, à cause de son éducation, pour y succomber, n'est pas sans charme dans ce roman, qui n'est pas poussé au rouge sombre, mais bien plutôt vers une mansuétude couleur d'espérance. La nature y est tour à tour la grande ensorceleuse ou la première complice et on ne peut qu'excuser les héros de cette histoire, victimes d'un climat terrible, de la ruse des *wayangs* (pantins de Java) et comme enchantés dans le cadre somptueux des descriptions que l'auteur nous offre du décor de ce pays merveilleux.

Mimi, les profiteurs et le poilu, par J.-H. Rosny. Ceci est le roman de la sensualité d'un homme de lettres, philosophe, et surtout très amoureux de sa propre liberté. La tentation s'offre aussi complète que possible sous la forme d'une fillette qui représente, à la fois l'enfant, l'esclave, l'élève et la servante maîtresse. Je n'aime pas le titre de cette histoire, qui mérite mieux que cette phrase sentant le monologue ou la fable express. Rien de vulgaire ne saurait sortir de la plume de J.-H. Rosny jeune, ni d'aucun autre Rosny ! Mais pourquoi cet abandon, cette négligence d'allure sur une couverture, où, dessous, tout est dans le plus grand ordre? (Cette chicane superficielle du reste ne signifie que mon respect pour le talent de

l'auteur !) Il s'agit cependant d'une vaste entreprise : nous montrer le profond égoïsme masculin qui ne cède qu'à regret sa liberté d'amour et prétend mener plusieurs intrigues de front sans y laisser ni son honneur, ni son indépendance. Mimi est la fille de paysans landais, qui, pour l'amour du maître, « lou meste », se nettoie peu à peu de sa crasse, si j'ose dire, préhistorique et atteint les sommets défendus. Généreusement, *lou meste* ne s'y intéresse que lorsque le diamant féminin est débarrassé de sa gangue et a fait tous les efforts d'une montagne allant enfin à Mahomet. Il y a la jeune femme du monde, un peu sotte, qui se livre pour le mariage, et se retire devant l'éventualité d'un autre mariage, de tout repos celui-là. La petite esclave est alors promue au grade de maîtresse... femme de chambre, et finira par obtenir la couronne conjugale, étant devenue la mère, qualité qui préside aux dynasties. Ce roman écrit selon la meilleure manière de l'auteur, très finement détaillé, sans rien laisser à deviner, confirme, par son exceptionnelle délicatesse dans la brutalité, l'idée que les femmes peuvent se faire de l'égoïsme masculin, j'allais risquer : de l'éternel masculin. On a le choix : servante, disciple, femme de chambre ou maîtresse. L'égale, ça jamais... et *légale*... tout au plus, mais avec de telles restrictions...

Le baiser de l'Antechrist, par Lévis Mirepoix. Il s'agit d'un conte en marge de l'histoire, ou des origines plus ou moins mystérieuses d'une grand'mère de la révolution russe. Je n'ai jamais caché mon antipathie pour la femme russe... et mon excuse est que cette antipathie date de bien avant la guerre ! J'ai souvent eu l'occasion de causer ou de correspondre avec des Russes, des intellectuelles qui me prenaient pour... *une autre*, et j'ai toujours eu à m'en plaindre sous le rapport de la loyauté de l'espèce. Or, les chattes hystériques sont des animaux qu'on peut à la rigueur expliquer, si les étincelles de leur fourrure paraissent un tantinet diaboliques au pauvre monde, mais les femmes russes d'une certaine catégorie mettent si volontiers le feu aux meules de foin, sinon aux édifices publics, qu'on ne croit pas pouvoir toujours en débrouiller la mentalité.

La vérité, c'est qu'en dehors du coup de force, elles ne comprennent rien aux responsabilités de l'homme et elles n'admirent que le désordre dans lequel, généralement, seule une chatte reconnaît ses petits, selon un proverbe de leur pays. La peur qui a pesé si longtemps sur les peuples russes, les atrocités engendrant les atrocités, est sans doute responsable de cette hérédité morbide ; mais Marie Bakouvine n'a, en somme, qu'une idée bien nette : celle de détruire. Plus tard, on avisera... quand il sera trop tard. Marie Bakouvine, sans le reconnaître, fait l'entière connaissance d'un certain Meyerer, qui est aussi le Margrave. Quand elle est sûre de sa double personnalité, elle le tue, ce qui fait un désordre de plus, bien entendu, dans

le désordre général. L'auteur ne se permet aucune morale et ne tire pas de conclusion. C'est plus sage..., car nous ne savons pas du tout ce que ferait Marie Bakouvine en présence d'un *poilu* de chez nous !

L'Esprit impur, par Gilbert de Voisins. Il a fallu à l'auteur tout son très joli talent et sa psychologie la plus fine pour nous servir l'histoire du bon jeune homme qui s'efforce de convertir la pauvre courtisane sans en demeurer trop la dupe. Il y a une maman sympathique aidant au relèvement de la pécheresse et un christ ancien qui joue son rôle muet. Le dénouement ne déplaît pas, parce que le jeune homme ayant enfin, par des courses lointaines et son amour nouveau pour le large, vaincu son autre amour pour les boissons fortes, comprend que la jeune personne est mieux à sa place dans une ferme que sur son divan. Il chasse l'esprit impur qui consiste à faire payer du don de son corps l'humble mortelle s'élevant jusqu'à lui et il brûlera l'idole qu'il a non pas adorée, mais trop respectée par la crainte horrible qu'il en ressentait. Est-ce que tous les jeunes hommes de ces temps nouveaux vont se mettre à genoux devant des idoles, nouvelles ou anciennes ? Ce fétichisme cérébral devient inquiétant !

La Geôle, par Max Anglès. Pas de panache, discret ou indiscret, pas de tortures noblement ou cyniquement supportées. Nous sommes dans un camp de concentration, et c'est la plus pénible des prisons de la guerre. Où sont les croix qui récompenseront ceux-là d'avoir porté si péniblement cette croix ressemblant à celle du bon larron, dont on évite de parler ? Le froid, la pluie, le vent, la chaleur, les parasites, tout est torture et peine infamante, y compris la sinistre promiscuité. Un accent de bonne humeur corrige l'amertume de ce récit ; mais le plus amer, c'est qu'on le devine vrai, pas voulu littérairement, ce qui en double la valeur littéraire.

Les galères dans la rade, par Jacques Fierre. C'est, sous la forme d'un récit philosophique, un dialogue très spirituellement vivant, l'explication technique de ce à quoi servait ou devait servir notre marine de guerre. M. Chochotte, tour à tour naïf et malicieux, interroge le marin, lui fait dire souvent ce qu'il voudrait taire et en tire des conclusions pleines du plus généreux optimisme.

L'Absence, par René Dumesnil. Une fort curieuse étude d'un caractère de femme aimante prise par le côté dévouement et noyée dans ce flot de sacrifice qui fut apporté par la grande guerre et devant lequel les femmes n'osèrent pas reculer épouvantées. En plein amour, deux époux sont séparés brusquement. La femme se confie à la sagesse d'une infirmière de la Croix-Rouge qui lui trace un chemin menant au dur calvaire de tous les sacrifices mondains, y compris l'oubli de son amour pour son mari. Toutes les femmes sont capables d'abnégation, c'est le signe ancestral de leur esclavage au dieu tout puissant qui fut jadis l'homme pour elles, et, comme toute

bonne passion peut dévier en mauvaise passion, elles sont très capables de l'oublier pour le mieux servir. Ce roman pourrait bien démontrer que la femme trop grave, trop entichée de son nouvel état de femme sérieuse est encore plus redoutable que l'autre, la bonne poupée seulement soucieuse de plaire à un ou plusieurs hommes.

Carnaval macabre, par Paul-Emile Cadilhac. Ce roman est d'un romantisme à faire frémir et il a pour excuse... de se passer dans le Midi. Une mise en scène mortuaire, une femme qui cherche à se vendre pour payer l'enterrement de sa mère et une description du bal des *demi-vierges* à faire rougir un jeune étudiant, désireux d'enterrer sa vie de garçon. Enfin, les meilleures intentions du monde... comme lorsqu'on veut paver l'enfer.

Sœur Anselmine, par Jean Psichari. Ce n'est pas un roman, ni l'histoire d'une famille, mais le compte rendu journalier d'une pensée fervente entourant l'œuvre d'un mort très respecté. Il y a du sermon et de la confession, un peu de la satire, lorsqu'il s'agit de blâmer l'éducation des jeunes gens de l'esprit nouveau ou de l'esprit malin. Sœur Anselmine, qu'on a dédaignée jeune fille, devient l'épouse rêvée lorsque les déceptions de la vie et du cœur la font découvrir comme la *rosa mystica* de l'Ecriture. Mais il est trop tard. Elle ne peut que montrer le chemin par où elle arrive à la perfection et qui sera pieusement suivi.

La femme chez les garçons, par J. Galzy. Il y aura certainement une surprise pour ceux qui achèteront ce livre sur la foi de son titre! La femme est là-dedans une diserte pédagogue qui remplace l'homme chez les petits (ou grands garçons) qu'on élève dans les écoles. Elle se tire très bien de ce mauvais tournant de l'histoire de la guerre et en profite pour former des mentalités un peu plus ouvertes au vent de l'esprit. Elle lit et commente les poètes neufs et elle cherche à comprendre les cerveaux qui demeurent un peu en arrière. Elle fait bonne œuvre de femme, à la fois la sœur, la mère et le maître... et j'imagine qu'elle a dû terriblement souffrir avant d'en recevoir aucune récompense cérébrale ; donc son mérite n'en ressort que mieux.

L'Amant de l'ingénue, par Robert Florigny et Guy d'Abzac. Le vieux comédien sympathique demeurant digne dans sa misère et tournant la tête de la pauvre petite poitrinaire, l'ingénue, justement à cause de ce respect de lui-même qu'il s'efforce de conserver et qui n'a rien du *je m'enfichisme* des jeunes cabots, ses camarades. Ils font une tournée de province où ils tombent de planches en planches devant le cercueil final dans lequel on couche *l'ingénue* et son pauvre petit amour d'oiseau étourdi. Les pages qui concernent les répétitions de *Calvaire d'enseignante* sont une très bonne satire des illusions du jeune auteur de province que l'on plume à vif et qui ne doute de rien.

La nièce de l'oncle Sam, par Jeanne Marais. Roman du jour, roman d'actualité, où, sous le travesti d'un aviateur américain, une jeune fille perd son fiancé que subjugue les grâces plus réservées d'une Française de vieille race, à la fois malheureuse et belle. Ce roman donne des preuves de vitalité, d'esprit, et d'assez fine psychologie d'un jeune auteur, toute jeune femme, morte malheureusement depuis son apparition. Les œuvres de Jeanne Marais sont assez nombreuses pour lui assigner une bonne place dans la littérature féminine et si les espérances qu'elles donnaient ne seront pas toutes réalisées, au moins elles peuvent auréoler d'une jolie lueur la tête charmante qui s'est courbée tout à coup sous une tourmente inconnue.

Manfouty comédien, par Jos. Schurmann et Guillot de Saix. Les comédiens sont une inépuisable source d'anecdotes et de traits divertissants. Ce Manfouty est d'ailleurs du Midi, c'est dire qu'il puise à la bonne source toutes ses extravagances. Il a du génie, comme tous les méridionaux, peut-être pas assez de talent, mais le mérite immense d'avoir traversé tous les feux de rampe et toutes les apothéoses des dernières grandes scènes classiques. A sa suite nous entrons dans les coulisses des fameux théâtres d'avant-garde qui sont maintenant les grands théâtres du jour, et nous savons même comment on manque une entrée... à la Comédie française. Des mêmes auteurs il y a déjà *Marius Manfouty*, premier prix du conservatoire, et il y en aura bien d'autres, tout aussi extraordinaires.

Frangipane et Cie, par Marcel Nadaud. Nous retrouvons *Chignole* qui délaisse le berceau de son fils pour reprendre le cours glorieux de ses aventures avec les *as* de guerre et qui finit comme eux tous, hélas, en tombant de très haut après avoir saisi, à même le soleil, tous les rayons de sa gloire.

Une permission de détente, par Vaillant Couturier. Petite critique de l'arrière par un bonhomme de l'avant qui est sans amertume en présence des embusqués, des amateurs de haute stratégie et des petites femmes qui lui font porter les paquets du grand magasin où l'on fabrique les drapeaux en même temps que les plumes de la coiffure dernier cri. Il y a le récit d'un enterrement à panache pour vieillard de 72 ans, mort dans son lit, qui est très sobre, mais très terriblement railleur.

Théodora de Byzance, par Juliette Martineau. Peut-être ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Il s'agit d'une pauvre actrice femme galante, qui mourut tuée par un rustre dans une croisière sur les bords du Rhin. Elle était assez belle pour avoir une fin tragique et qui l'a un peu lavée de ses noires légendes.

Le grand Soir, par Maurice Rémon. Il s'agit d'un roman tiré d'un drame de Léopold Kampf. Il faut nous en rapporter au triomphe

de ce soir-là, très ancien et très proche... Ce fut de l'aurore bien douce en comparaison de l'apothéose russe de maintenant!

L'âge de plomb, par Henri Falk. Un délicieux factum qui place tous les ridicules de l'heure présente sous l'égide de rayons mystérieux engendrant la pelade du... globe. Pour s'en garer... on devient lourd..., lourd..., et on est obligé de vivre entouré de feuilles de plomb, comme dans un cercueil en voyage, et cela déforme la jeunesse, oui !

La rose à Marie, par Francis Jammes. Fantaisie de poète, qui fait entourer le berceau d'un enfant par les cinq parties du meilleur monde et lui fait espérer un monde meilleur en gardant le secret de l'art d'être soldat, un art essentiellement français... comme a pu l'apprendre le monde entier.

Yakonoshi, par Jacques Desjardins. Ce conte japonais vient-il de Héro et Léandre ou Héro et Léandre viennent-ils de ce conte japonais ?

RACHILDE.

PHILOSOPHIE

E. Goblot : *Traité de Logique* ; 1 vol. in-8, 8 fr., A. Colin, 1918. — Dᵉ Grasset : *La Science et la Philosophie*, 1 vol. in-18, 2 fr. 50, « La Renaissance du Livre », 1918. — *Le Dogme transformiste*, 1 vol. in-18, 2 fr. 50, « La Renaissanec du Livre », 1919. — Dr Helan Jaworski et René d'Abadie : *Un pas dans l'essence des choses : L'Intériorisation*, 1 vol. in-16, Maloine, 1917. — Stefan Christesco : *L'Energie Créatrice et la Pensée Humaine*, 1 vol. in-16, Paris, 1919. — Ely Le Blanc : *Essais de critique et d'analyse*; *Etudes de psycho-biologie*, 1 vol. in-16, Alger, Crescenzo, 1918. — C. Marx-Lange : *Science et Prescience*, 1 vol. in-16, 3 fr., Perrin et Cie, 1918. — L. Pagnat : *L'Influence allemande dans l'Athéisme scientifique*, 1 br. in-18, 1 fr. 25, Jouvé et Cie, 1918. — Milt Macri : *La Philosophie intégrale*, 1 br. 1 fr. 25, Vigot frères, 1917. — Dr P. Voivenel : *L'Idéalisme et l'Objectivisme contemporains*, 1 br. (Extr. des Annales médico-psychologiques, Paris, 1918.)

Les personnes qui suivent le mouvement philosophique en France n'ont pas été sans noter l'abandon des études de Logique qui a coïncidé avec la vogue des questions morales. Coïncidence qui n'a rien de surprenant. La passion moraliste, — pour parler comme M. Benda, — s'accommode d'un grand laisser-aller dialectique et ne se soucie de rien moins que de la rigueur du raisonnement, du moment que ce dernier conduit à la conclusion souhaitée. — Il reste heureusement quelques fermes esprits pour nous rappeler qu'il existe des disciplines intellectuelles. M. Goblot est de ce nombre. Son **Traité de Logique** est le premier grand ouvrage de ce genre depuis les travaux de Renouvier ; véritable *Somme* logique, méthodologique et épistémologique ; mise au point magistrale des problèmes débattus entre logiciens et savants ; modèle d'analyse et de systématisation en même temps qu'excellent instrument de travail. M. Goblot intègre la Logique à la psychologie de l'Intelligence

ou plutôt à la psycho-sociologie; car, dans un chapitre des plus neufs de son livre intitulé : *Logique et Sociologie*, il montre que l'intelligence logique, c'est-à-dire l'intelligence différenciée de la sensibilité, l'intelligence visant à la preuve, c est-à-dire à un fait purement intellectuel conditionnant un autre fait intellectuel (p.21), l'intelligence logique n'est concevable et n'a pu naître qu'à la faveur de la vie en société. « C'est la vie sociale et en particulier le langage qui oriente l'intelligence vers la recherche de l'universalité... » L'idée de vérité ne se conçoit et ne s'explique que par la vie sociale. Et M. Goblot nous retrace la genèse sociologique de ces deux attitudes intellectuelles : le *rationalisme et l'esprit critique*. — Ce livre apporte maintes nouveautés en un domaine où elles sont rares : c'est la logique du concept (simple possibilité de jugements) intégrée à la logique du jugement; c'est la méthodologie intégrée à la théorie du raisonnement : par exemple la théorie des classifications intégrée à la logique des concepts ; la logique du témoignage intégrée au raisonnement déductif; c'est la théorie du raisonnement déductif et spécialement du raisonnement mathématique entièrement bouleversée et reconstruite sur de nouvelles bases ; c'est, en conséquence, une nouvelles conception des rapports de la déduction et de l'induction qui abaisse la barrière traditionnelle dressée entre ces deux démarches de l'esprit; c'est une théorie originale sur la « transformation des vérités en règles », chaque vérité étant, selon la formule de Descartes, « une règle qui sert après à en trouver d'autres » et sur la « substitution de l'impératif à l'indicatif considérée comme étant de l'essence même du raisonnement » (p. 4); idée sur laquelle l'auteur promet de revenir dans un paragraphe 172 qui est omis, on ne sait pourquoi, et qu'on cherche vainement à l'endroit du livre où il devrait figurer. C'est encore une logique téléologique où la conception de la finalité biologique est ramenée à des notions scientifiques et répondant à des réalités observables; enfin une théorie, nouvelle aussi, des jugements de valeur et de leur rôle.

Mais la nouveauté la plus marquante et la maîtresse pièce du livre est la théorie du raisonnement déductif, notamment du raisonnement mathématique. M. Goblot montre que le raisonnement déductif ne consiste nullement à aller du général au particulier ou du plus général au moins général, mais bien à partir « d'un *cas spécial privilégié* qu'on démontre d'abord et dont on se sert ensuite pour démontrer la propriété générale (on s'appuie par exemple sur la propriété de la somme des angles du triangle pour établir celle de la somme des angles du polygone plan de *n* côtés) ; et cette marche est si fréquente que si l'on jette un regard d'ensemble sur l'ordre d'enchaînement des vérités mathématiques, on trouve que ces sciences sont très spéciales dans leurs parties élémentaires et de plus en

plus générales dans leurs développements supérieurs (pp. 253-254). La logique formelle ne rend pas compte du raisonnement mathématique. Le syllogisme ne découvre rien... « La logique formelle qui, depuis Aristote, prétend faire la théorie de la déduction en faisant celle du syllogisme, est une perpétuelle *ignoratio elenchi*. » La déduction mathématique ne consiste pas à tirer le moins du plus, mais à ajouter l'hétérogène à l'hétérogène. Au rapport de contenant à contenu sur lequel repose le raisonnement déductif mal compris il faut substituer le rapport de principe à conséquence, ce qui est tout différent. « L'erreur de la logique formelle est de confondre le rapport de conséquence avec le rapport d'implication (p. 257). » M. Goblot montre comment la déduction revient à une généralisation ; il montre quel est, dans cette généralisation, le rôle des constructions, des mouvements imposés par l'esprit aux figures et aux éléments mathémathiques, que ces mouvements soient exécutés manuellement ou idéalement ; le rôle des opérations arithmétiques, des constatations logiques et des vérifications, des transformations algébriques, etc. ; le caractère nullement *contemplatif*, mais actif, constructif, presque *moteur* de l'esprit, dans le raisonnement mathématique. Et ces opérations et transformations ne vont pas du plus au moins, comme le syllogisme, mais de l'hétérogène à l'hétérogène. — M. Goblot différencie sa façon personnelle d'entendre le raisonnement mathématique de la *récurrence* poincariste. De cette dernière on parle trop souvent sans être capable même de l'énoncer. — A ce sujet M. Goblot raconte une bonne histoire concernant les copies d'un concours d'agrégation où presque tous les candidats avaient lu Poincaré et cité la récurrence ; mais pas un n'avait été capable de l'énoncer exactement. O psittacisme éternel ! M. Goblot nous donne une idée très nette de la conception poincariste, tout en la critiquant, ou plutôt en l'intégrant à sa propre théorie. — En somme, livre remarquable et de tout premier ordre. Il prouve que la philosophie française n'est pas encore complètement infectée par l'intuitionnisme falot et le moralisme fadasse et qu'elle est encore capable d'un labeur intellectuel sérieux.

On pourrait reprocher au titre de l'ouvrage du Dr Grasset : **La Science et la Philosophie**, d'être ambigu ou trop général. Ce titre paraîtrait annoncer un traité de philosophie des sciences, alors qu'il y est question d'une thèse très spéciale : celle de l'originalité de la sociologie et de la morale humaines. — Reprenant la vieille question posée par Taine : celle de savoir s'il faut souder les sciences morales aux sciences naturelles, le Dr Grasset la résout négativement. Il soutient qu'il faut pratiquer une coupure entre la biologie humaine et la biologie générale ; à cette dernière les lois darwiniennes peuvent s'appliquer ; non à la biologie humaine ;

l'espèce humaine étant une espèce fixée depuis un grand nombre de siècles et distinguée de toutes les autres espèces par des caractères spécifiques certains. — Cette coupure n'implique pas d'ailleurs la spiritualité de l'âme ; le Dr Grasset ne considère les phénomènes de pensée qu'en tant que conditionnés corporellement ou, comme il dit, en tant que phénomènes encéphalo-psychiques. Elle n'implique pas non plus un libre arbitre et une responsabilité métaphysiques. Elle n'en entraîne pas moins la possibilité d'une liberté et d'une responsabilité humaines, d'un droit humain qui n'ont pas d'analogues dans la série animale. Grasset se sépare non seulement de Le Dantec et des monistes qu'il accuse de ruiner toute sociologie et toute morale humaines, mais de M. Anthony qui déclare extra-scientifique la question du fondement de ce qu'on appelle le Droit. M. Grasset professe au contraire que cette question relève de la science : d'une science libérée du dogme moniste ou transformiste, d'une biologie proprement humaine. Le « **Dogme** » **Transformiste**, auquel le Dr Grasset s'attaque dans le second de ces livres, se compose d'un ensemble de généralités hypothétiques qu'il faut soigneusement distinguer des *faits* observés par Lamarck et par Darwin : la génération spontanée, très discutable ; l'argument embryogénique, ou loi bio-génétique ou loi de récapitulation, réduit à néant par les critiques de Vialleton et de Hertwig, etc. Quant aux lois lamarckiennes et darwiniennes elles-mêmes, la démonstration n'en a été faite que pour un certain nombre d'espèces. La plupart des espèces végétales et animales, surtout les espèces supérieures, sont aujourd'hui fixées et on n'est nullement en droit de leur appliquer actuellement les lois de la transformation des espèces. Telle est l'espèce humaine. La discussion de M. Grasset est superficielle ; par exemple, contestant la puissance de l'Hérédité, il dit : « On ne cite pas de caractères importants nouveaux acquis par l'hérédité et on cite au contraire partout la circoncision qui, pratiquée depuis plus de dix siècles chez les Israelites, n'a pas réussi à faire naître un enfant juif sans prépuce » (p. 156). Cet argument ne vaut pas contre l'interprétation darwinienne du transformisme. Le Dr Grasset oublie que Darwin n'a jamais soutenu l'hérédité des caractères acquis au cours de la vie individuelle. D'autre part l'opposition établie entre la sociologie et la morale humaines et la sociologie et la morale préhumaines, sous le prétexte que l'espèce humaine est une espèce fixée depuis longtemps, paraît artificielle. Les autres espèces sont, elles aussi, fixées depuis longtemps. Pourquoi la sociologie et la morale humaines seraient-elles sans analogues dans les autres espèces ? Il n'est de morale scientifique qu'une physique des mœurs. Or les lois les plus générales de cette physique semblent bien être les mêmes dans l'espèce humaine que dans

les autres espèces. On ne voit pas que la lutte pour la vie y soit moins implacable qu'ailleurs.

L' **Intériorisation** des Drs H. Javorski et R. d'Abadie est une vaste généralisation biologique qui rappelle un peu celles des vieux physiciens et physiologues grecs. Tout se ramène à un double mouvement : intériorisation-extériorisation, hypothèse appliquée par les auteurs aux principales questions biologiques : celle de la différence des végétaux et des animaux, l'extériorisation dominant chez les premiers et l'intériorisation chez les seconds ; — à la différence des animaux inférieurs et des animaux supérieurs, ceux-ci plus « intériorisés » que ceux-là ; — au problème de l'individuation biologique (individuation = intériorisation) ; — à celui de l'immortalité biologique, la mortalité caractérisant l'individu et donc l'être le plus intériorisé ; — au problème de la différence des sexes ; théorème de biologie sexuelle qui n'est pas neuf, puisqu'il avait déjà attiré l'attention de Galien, puis celle de Diderot dans son rêve de d'Alembert (1). Les parties sexuelles sont analogues avec cette seule différence que les parties de la femme sont internes et celles de l'homme externes. « Figurez-vous celles qui s'offrent les premières à votre imagination, n'importe lesquelles ; retournez en dehors celles de la femme ; tournez et repliez en dedans celles de l'homme et vous les trouverez toutes semblables. » Remarque pertinente ; quant aux autres aperçus synthétiques des auteurs, nous nous déclarons incompétent au point de vue biologique. Au point de vue philosophique, elles nous paraissent fumeuses et aventureuses.

Nous en dirons autant du livre de M. Christesco : **L'Énergie créatrice et la Pensée Humaine**, essai de synthèse cosmo-psychique. De tels livres doivent peu à la science et lui apportent moins encore. Des mots nouveaux : état cosmogène, psycho-énergie, télépensée, etc., ne tiennent pas lieu d'idées nouvelles ni de faits nouveaux.

Il est question, dans le *Conte du Tonneau* de Swift, d'une secte religieuse dont le lieu de naissance est l'Ecosse (2), secte vivace et qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours où elle revit chez les philosophes qui se décorent du nom d'intuitionnistes. C'est la secte des Aéolistes ou adorateurs du vent, ainsi appelés parce qu'ils cherchent leur inspiration dans les outres d'Eole. A cette secte se rattachent les bergsoniens, spiritualistes, spirites, inspirés et autres adeptes de la sempiternelle et impérissable pneumatologie. — Sous la rubrique Aéoliste nous pouvons ranger : **Science et Prescience** de Mme Marx Lange, où il est fait appel, en un style sans simplicité, aux forces animiques, aux fluides impondérables, à

(1) Cf. Remy de Gourmont : *Physique de l'Amour*, p. 79.
(2) N'a-t-on pas soutenu que M. Bergson est d'origine écossaise ?

l'atmosphère d'Od, etc. ; des **Essais de Critique et d'Analyse** de M. Ely Le Blanc, recueil d'études bio-psychiques assez panachées mais qui paraissent dominées par le souci du problème de la mort. Il y est question aussi des forces psychiques que l'auteur tente de ramener sur le plan de la critique scientifique en reconnaissant l'existence d'une sorte de fluide qui se dégagerait des tissus vivants et qui pourrait survivre au moins quelque temps à la mort, surtout à la mort brusque, comme il paraît ressortir d'observations faites sur des décapités ; — **l'Influence allemande dans l'Athéisme scientifique**, de M. P. Pagnat, qui relève de l'inspiration spiritualiste, bergsonienne, mystique, voire spirite, et qui dénonce une fois de plus le monisme « boche » issu du cartésianisme.

Swift, dans le même *Conte du Tonneau*, auquel je faisais tout à l'heure allusion, parle de la manie de certains philosophes qui s'attachent avec passion à un certain nombre mystique que leur imagination a consacré et qu'ils veulent retrouver partout. — Pour M. Milt Macri, dans son petit essai sur **La Philosophie intégrale**, le nombre privilégié est le nombre trois. L'auteur établit une analogie entre le problème philosophique du *Moi*, du *Toi* et du *non-moi*, d'une part, et d'autre part le problème des trois corps en astronomie, « trois principes, dit-il, sont toujours nécessaires pour la production des choses », non sans nous apprendre, en passant, que le corps est l'*utérus* (!) de l'âme et autres gentillesses.

Pas mal de ces livres donnent trop raison aux accusations de verbalisme et de pénélopisme portées par M. Voivenel contre la philosophie et les philosophes au cours de son petit opuscule : **l'Idéalisme et l'objectivisme cérébral contemporains**, satire amusante et pas bien méchante à leur adresse. Mais il n'est pas sûr que la philosophie détienne le record. M. Voivenel est trop bon médecin et trop bon psychologue pour ignorer le lourd tribut que la médecine et la biologie elle-même paient à la scolastique et que les médecins excellent plus à baptiser les difficultés qu'à les résoudre et les maladies qu'à les guérir.

GEORGES PALANTE.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Le Livre cher et les Editeurs. — Il ne sera ici question que des éditeurs de littérature, et plus particulièrement de romans, et du volume marqué 3 fr. 50, qui s'est vendu 2 fr. 75 et 3 francs avant la guerre, puis 3 fr. 50 sur l'initiative des libraires, enfin 4 francs et 4 fr. 55, en vertu de décisions syndicales, et 4 fr. 75 par mesure personnelle d'un éditeur.

Dans une réunion non syndicale tenue le 24 juin par douze maisons, c'est-à-dire la presque totalité des éditeurs de romans et de lit-

térature, il a été résolu, à l'unanimité moins une voix, qu'à partir de juillet la majoration du roman serait fixée à 100 o/o du prix marqué. Depuis, la section de littérature générale du Syndicat des Editeurs a mis l'objet à l'ordre du jour, et dans une séance du 3 juillet a nommé deux commissions d'étude en vue d'une décision prochaine. En attendant, la moitié des maisons qui ont voté la majoration de 100 o/o appliquent le nouveau tarif et manifestent leur intention de le maintenir. Il en résulte une situation assez trouble pour le public, la presse, les auteurs mêmes et les libraires. Pour l'élucider pleinement, il faudrait montrer combien l'industrie du livre est peu comparable aux autres industries, puis comment les maisons d'édition, selon leur ancienneté, selon qu'elles possèdent ou non un fonds d'auteurs classés, selon qu'elles publient ou non des collections à bon marché, et d'autres considérations encore, peuvent avoir dans certaines circonstances des intérêts opposés, qui les portent à réagir différemment en temps de crise. Mais cela nous entraînerait un peu loin, et je me bornerai à quelques vues générales pour tenter de délivrer les esprits de notions erronées répandues à la légère par les uns et à dessein par les autres.

La première augmentation de o fr. 50 subie par le public n'est pas imputable aux éditeurs, mais aux libraires, dont le Syndicat a demandé au Syndicat des Editeurs l'autorisation de vendre au prix marqué, ce qui était fort légitime. Il convient toutefois de noter, sans intention désobligeante pour personne, mais parce que déjà on les a dépeints comme des spéculateurs sans vergogne, qu'il n'est rien revenu aux éditeurs sur ce relèvement de prix.

Il s'est écoulé trois longues années de guerre avant qu'aucune majoration fût appliquée par les éditeurs. La première hausse, qui portait le prix du volume à 4 francs, date du 1er août 1917. La décision était tardive et insuffisante, retenons-le, car c'est une des raisons, sinon la raison du malentendu actuel. Cette maladresse trouve son explication et son excuse précisément dans une situation dont les adversaires de la dernière modification de tarif tirent un argument : les éditeurs possédaient en stock des livres fabriqués avant la guerre, et c'est ce stock qui leur a permis d'attendre trois ans pour augmenter le prix du volume de la somme insignifiante de o fr. 50.

Sept mois plus tard, en février 1918, une nouvelle majoration est appliquée, elle est de 30 p. 100, et le volume se vend 4 fr. 55 (pratiquement 4 fr. 50). Pour reconnaître que cette mesure est plus insignifiante peut-être que la première, constatons qu'à l'époque les prix du papier ont augmenté de 400 à 600 o/o ; la hausse de l'imprimerie et du brochage s'aggrave de trois mois en trois mois ; les éditeurs assument des frais dont ils étaient exonérés autrefois, par exemple ceux de transport des papiers et des volumes, et ils sont

obligés de se servir de la grande vitesse, la petite ne fonctionnant pas ; les indemnités de vie chère au personnel ont été doublées et parfois triplées. Il est essentiel de noter d'ailleurs que l'éditeur ne bénéficie pas de la totalité de la majoration, qui va au libraire dans la proportion de sa remise, et (dans beaucoup de maisons) à l'auteur dans la proportion de ses droits.

Si les éditeurs établissent ainsi des prix si peu en rapport avec les charges nouvelles, c'est, d'une part, encore en raison des stocks fabriqués avant la guerre, et parce que, d'autre part, ils ont fait des approvisionnements parfois considérables de papiers à des conditions déjà très dures, mais moins que celles du moment.

Le régime de la majoration de 1 fr. 05 par volume, observé depuis le 1er février 1918, dure dix-sept mois, et nous voici à la veille de la troisième phase. Quelle est la situation ? La baisse des papiers, qu'on espérait rapide après la signature de l'armistice, ne se produit que très lentement, et, pour des causes multiples que je n'ai pas à examiner dans ce court aperçu, s'est arrêtée ; la loi de huit heures et les revendications ouvrières bouleversent les conditions du travail : les éditeurs se trouvent brusquement, au moment où ils pensaient pouvoir rétablir les prix anciens, aux prises avec une hausse moyenne de 200 o/o sur les prix de 1914. Un nouveau relèvement des tarifs de vente est urgent. Mais la modération n'est plus permise, car les approvisionnements de papiers ont disparu et les stocks anciens de volumes sont épuisés. Entendons-nous bien. Les volumes fabriqués autrefois existent encore en nombre. Mais il y a stocks et stocks. Pour ne faire que deux grandes catégories, il y a ceux qui se vendent et ceux qui ne se vendent pas. Ces derniers sont hors de cause. Quant aux autres, ils sont vendus, et bien des ouvrages qui composent les bons stocks ont été réimprimés plusieurs fois à des conditions de plus en plus onéreuses. La nouvelle majoration sera donc nécessairement très élevée. Certaines maisons la fixent à 100 o/o.

Mathématiquement, ce doublement du prix de vente, à considérer les prix de revient, représente les deux tiers de ce qu'il devrait être, et il ne paraît exagéré, insistons-y, que parce que les précédentes majorations furent ridiculement insuffisantes. Si elles avaient suivi la progression des hausses de toutes choses, on peut imaginer que la première eût dû être décidée en janvier et non en août 1917, et porter le prix du livre à 4 fr. 50 ; la seconde, qui eût daté de janvier 1918, aurait été de 1 fr. 25 ou 1 fr. 50, élevant le prix du volume à 5 fr. 75 ou 6 francs ; et la dernière, *dix-huit mois* après, semblerait toute naturelle — ou plus probablement ne s'imposerait pas. Mais si les éditeurs ont si mal soigné leurs intérêts, l'acheteur n'a pas à s'en plaindre, car c'est lui qui, durant cinq années, en a bénéficié. En

somme, en proportionnant la majoration des prix de vente à celle des prix de revient comme 1 est à 2, les éditeurs agissent au rebours de tant d'industries, qui ont proportionné la hausse de leurs tarifs à celle des charges nouvelles comme 2 et trop souvent comme 3 est à 1.

J'ajouterai un mot sur deux points particulièrement sensibles du débat : l'intérêt des auteurs et la majoration des stocks.

M. Georges Lecomte, président de la Société des Gens de Lettres, se serait écrié : « Ils se ruinent et ils nous ruinent. » Ce qui signifie : le public n'achètera pas. C'est à vérifier, et il me faut signaler que les résultats acquis par les maisons qui pratiquent la majoration « scandaleuse » depuis le 1er juillet semblent indiquer le contraire. L'instant est cependant peu propice à une statistique favorable, les libraires étant copieusement approvisionnés d'ouvrages débités à l'ancien prix. Le public sait la valeur actuelle du franc. Il se cabre, réfléchit et comprend. Il est d'ailleurs certain qu'on vendra moins : dans quelles proportions ? Il faut que la vente baisse au-dessous de 50 o/o pour que les auteurs et les libraires, dont les droits et les remises s'élèveront en raison directe des prix de vente, subissent un dommage matériel. Or, il est de la dernière évidence que les ventes ne baisseront pas de 50 o/o. On dira qu'un auteur, même temporairement, même pour la durée d'une crise, n'a pas que des intérêts matériels ; qu'il veut ou peut vouloir être le plus possible répandu, communiquer en pensée avec le plus grand nombre de ses contemporains capables de l'entendre. Mais il n'y a pas de relation nécessaire entre le nombre de volumes vendus et le nombre des lecteurs. Les arguments et les preuves pour étayer cette vérité première sont tellement abondants qu'il est inutile de les produire.

On objecte encore que le volume à 7 francs constitue l'impossibilité d'éditer un jeune, un nouveau, ou même un « petit auteur » qui a déjà publié plusieurs volumes. C'est le contraire. Moins le prix de vente est élevé, plus le tirage initial doit être considérable, et le volume à 7 francs permettra, quand ce prix sera dans les mœurs, quelques opérations radicalement interdites par un prix inférieur. De quelque façon qu'on s'y prenne, du reste, il n'est pas douteux que les auteurs nouveaux ou non classés doivent s'attendre à des temps difficiles.

On s'étonne enfin que les éditeurs majorent leurs stocks au même titre que les nouveautés, et on ne voit pas qu'en réalité les stocks seuls sont en cause, à l'exclusion des nouveautés. Le livre nouveau, en effet, nul n'empêche l'auteur et l'éditeur de le présenter comme ils l'entendent et à un prix basé sur le prix de revient. Tandis que le livre catalogué avant la guerre, c'est le 3 fr. 50, et il faut qu'on le majore. On a vu plus haut comment se composent les stocks et qu'au bout de cinq ans les bons stocks sont dispersés. Le

3 fr. 50 catalogué avant la guerre se divise donc en stocks proprement dits, formés de volumes fabriqués aux prix anciens et qui ne sont pas vendus, et en *livres en fonds*, qui ont été réimprimés une ou plusieurs fois aux prix nouveaux. On ne peut contester à ces derniers le droit à la majoration ; quant aux autres, les éditeurs pourraient certes se dispenser de les majorer, ils pourraient même sans dommage les vendre avec un rabais sur le prix marqué. Mais ce serait, entre autres inconvénients, établir des différences dont s'accommoderait mal l'amour-propre des auteurs, qui n'auraient peut-être pas tort de se plaindre. Majorer ces livres-là ne fait au surplus de tort à personne, puisqu'ils ne se vendaient pas même au prix marqué. On voit que la campagne contre la majoration des stocks n'a pas de motifs plausibles.

ALFRED VALLETTE.

ÉDUCATION PHYSIQUE

Les jeux interalliés. — Au moment où j'écris ces lignes, s'achèvent les jeux interalliés. Cette compétition a mis aux prises d'admirables athlètes dans le cadre du stade Pershing, conçu par des Français qui en tracèrent le plan et édifié par l'armée américaine dont l'ardeur au travail a rendu possible sa construction en moins de quatre mois.

L'idée des jeux interalliés date d'avant l'armistice. Elle naquit de l'initiative de M. Elwood S. Brown qui, le 15 octobre 1918, au nom de l'Y M C A, émit l'idée d'organiser une sorte d'olympiade militaire entre toutes les nations alliées. Cette idée reçut le meilleur accueil du général Pershing qui, vers le milieu de janvier 1919, invitait officiellement les commandants en chefs de toutes les armées alliées à participer aux Jeux interalliés.

Ce tournoi historique a réuni quinze cents athlètes appartenant à douze nations différentes. Seuls y ont pris part les mobilisés.

A l'occasion de ces jeux, les différences profondes qui séparent les races au point de vue physiologique ont éclaté à tous les yeux. Sous l'influence des climats, des habitudes, des circonstances historiques et économiques, il s'est créé des différences dans le sens musculaire, dans l'orientation nerveuse de chaque peuple. Elles ont fini par se perpétuer héréditairement en s'accusant davantage à chaque génération, de façon à imprimer des caractères spéciaux aux manifestations dynamiques. La structure du corps humain finit par se ressentir de l'influence des milieux ; elle varie d'une race à l'autre et joue un rôle qui n'est pas négligeable dans toutes les réalisations motrices. Il n'est pas besoin d'une analyse approfondie pour constater les différences énormes de tempérament, la dissemblance des phénomènes

de réaction et d'expression corporelles, enfin les variations de dynamisme qui séparent, par exemple, un athlète italien d'un athlète néo-zélandais. L'irritabilité des organes moteurs comporte des degrés divers et sa mise en jeu introduit des nuances dans la forme et dans le dynamisme des gestes. Un Anglais ne se meut pas et ne combat pas comme un Français, un Américain comme un Portugais, un Belge comme un Italien. L'élan, le mouvement, tous les gestes sont subordonnés à l'intensité et à la spontanéité des réactions nerveuses. Chaque peuple se livre à des manifestations motrices caractéristiques.

Tous les triomphateurs des épreuves apparurent comme des types achevés de beauté plastique. On sentait qu'une longue éducation physique et une discipline rationnelle avaient formé ces hommes avant qu'ils n'abordassent la spécialisation sportive. N'oublions pas cet enseignement. Ce n'est qu'après avoir obtenu un bel épanouissement organique par les pratiques d'une éducation physique prudemment et rationnellement conduite jusqu'aux environs de la 18e année que l'adolescent pourra, par le fait de dispositions innées, se spécialiser avec succès dans un sport ou dans une branche de l'athlétisme.

On ne tient pas toujours compte de ces vérités élémentaires. Nous voyons journellement des enfants s'essayer à des performances qui sont au-dessus de leurs moyens et de leur résistance physiologiques. Des enfants de 12 ou 14 ans courent le 400 et même le 800 mètres et arrivent au but exténués, présentant de la dilatation du cœur. Il faut se garder de tomber dans cette erreur. Bien des jeunes gens et encore plus de parents sont devenus irrémédiablement hostiles à tout exercice physique et surtout aux sports, parce que des accidents ont interrompu les études de l'enfant ou l'ont même rendu infirme.

Ces exagérations vont à l'encontre du but qu'on se propose d'atteindre. *L'éducation physique commencée dès le foyer, poursuivie à l'école et s'épanouissant, plus tard, dans les sports et dans l'athlétisme :* voilà la formule. Il faut s'y conformer si l'on veut que l'esprit de sport qui a caractérisé les jeux interalliés se répande partout et soit comme la note dominante de l'ère de paix.

Les pays qui ont le plus souffert de la guerre, comme la France, n'ont pas été déprimés par le handicap de leurs pertes et de leur épuisement. Beaucoup de leurs meilleurs athlètes sont morts ou ont été gravement blessés, mais ils sont entrés dans le tournoi pour témoigner de leur vigueur native et de leur aptitude à renaître. Il faut leur en tenir compte. Au demeurant, les performances des athlètes français ont été remarquables. Pour la première fois ces hommes, au nombre de 300, avaient été groupés pour être soumis à un entraînement rationnel et surveillé. L'initiative de ce groupe-

ment revient au lieutenant-colonel Sée, le directeur de l'Ecole de Joinville, qui, par ce coup de gouvernail hardi, a, de suite, engagé le vaisseau qu'il dirige vers des rivages et des horizons nouveaux. En dépit du faible délai imparti aux athlètes français pour s'entraîner, les résultats furent remarquables. La méthode employée a été bonne et le couronnement sportif et athlétique de l'éducation physique apparaît comme nécessaire. Il apporte à celle-ci un puissant élément d'intérêt et lui donne sa véritable signification.

D'autre part, les meilleures performances ont été accomplies par les athlètes les mieux entraînés. On ne fait pas du sport, aujourd'hui, n'importe comment. Il faudrait que chacune de nos sociétés sportives eût son *maître d'entraînement*, tel qu'il existe dans les universités américaines. Trop souvent les membres de ces sociétés s'exercent à leur guise et selon leur inspiration. On devrait ouvrir dans chaque club des *cours de sports*. Ce n'est pas « à l'improvisade » qu'un Ross nage comme il nage et gagne en se jouant et successivement le 100, le 200 et le 1.500 mètres. C'est après trois mois de tir au fusil et d'étude sur le terrain même du concours que les Américains ont triomphé. Nos champions y vinrent trop peu de jours avant de se mesurer avec leurs adversaires pour qu'il leur ait été possible de faire mieux. Pas plus que nous ne nous improviserons joueurs de basket-ball, les Américains ne s'improviseront escrimeurs. Il faut travailler, peiner, s'adapter et se discipliner surtout, pour obtenir de grands résultats.

Formons le vœu que ces jeux aient eu pour résultat de faire comprendre à l'opinion le rôle immense que l'éducation physique couronnée par les sports et par les jeux athlétiques peut jouer dans la régénération de la race. Espérons aussi que la vue des beaux athlètes aura converti à la culture physique ceux qui la dédaignaient ou qui ne croyaient pas encore à sa vertu rédemptrice. Les compétitions sportives représentent peut-être le moyen le plus efficace que nous ayons de lutter contre l'alcoolisme et la tuberculose. Les sports ont, en un siècle, transformé et embelli la race anglaise. Lisez Mister Pickwick, et parcourez les estampes et les caricatures du temps. On y voit des bourgeois débonnaires et pansus, fumant leur pipe ou dévorant leur beefsteak. Sont-ce là les arrière-grands-pères des soldats alertes de Douglas Haig ? L'Anglais a complètement changé son état anatomique, le *canon* de son corps par les sports. Suivons son exemple.

Dr MAURICE BOIGEY
Médecin chef de l'Ecole de gymnastique de Joinville.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

Les dernières modalités de la guerre navale, à propos du livre de R. Kipling : *La Guerre sur mer*, avec préface de M.Et.Lamy, Payot, 4 fr. 50. — Com. E. Védel :

Sur nos fronts de mer, Plon. — Cap. Bornecque et Lieut. G. Drouilly : *Nos Marins en guerre*, Berger-Levrault, 3 fr. — Keble Howard : *L'Epopée de Zeebrugge*, Berger-Levrault, 2 fr. — Le coup de théâtre de Scapa-Flow.

« Un créateur de rêves s'est fait un observateur de réalités, un poète est devenu un historien. » Ainsi s'exprime M. Et. Lamy sur Rudyard Kipling à propos de son livre : **La Guerre sur mer.** Le grand écrivain anglais a été en effet séduit par l'étrangeté et l'intensité du spectacle que nous a offert, sous une forme imprévue, la lutte maritime entre les deux plus grandes puissances navales, dont tout l'effort avant la guerre avait tendu à développer au plus haut degré leurs flottes de haut bord, pour en faire constater, dans la suite, la lourdeur inutile. Frappé par ce renversement des valeurs et intéressé par la révélation de forces insoupçonnées, dont la découverte sollicitait son imagination, R. Kipling s'est constitué le reporter génial de cette guerre d'embuscades, d'escarmouches, de traîtrises et de guet-apens. De là, ce livre étrange, quelque peu désordonné, composé d'impressions visuelles rapides, de propos interrompus, d'images fulgurantes sur des êtres et des choses appartenant au monde de la réalité, mais qu'il était impossible à un tel observateur de voir autrement qu'à travers le prisme de son cerveau de visionnaire. En se promenant le long de la côte, cet observateur, d'une espèce particulière, est devenu vite familier avec cette population, d'une originalité si savoureuse, qui monte la flotte innombrable de chalutiers, de trawlers, de yachts, de remorqueurs, employés à la police de la mer, autour de la grande île. Sur la grande nappe d'eau unie de la mer du Nord, tous ces petits navires s'essaiment à perte de vue « comme des cafards sur un miroir d'étain ». 50.000 pêcheurs, caboteurs, yachtmen, amateurs, tous volontaires, équipent 2.000 de ces petits navires : c'est la flotte auxiliaire, celle qui fait le travail utile, qui monte une garde incessante, en se relayant ; où l'on se bat dans des coups de surprise et où l'on meurt obscurément, le plus souvent, sans causer ni grande émotion, ni deuil national.

La mort toute simple, sans phrases ; c'est l'ordinaire. Tous, d'ailleurs, trouvent cela naturel. Ils draguent les mines que les sous-marins viennent traîtreusement mouiller par chapelets jusqu'à l'entrée des estuaires et à l'amorce des chenaux de sécurité. Sans compter avec le danger des mines amies, qui n'est pas moins grand. Ils draguent à couple ; ils sautent, ils s'évanouissent dans un nuage de fumée, d'eau et de débris. D'autres les remplacent. Le service continue. Sans interrompre leur besogne, les sous-marins, qui partent en grand'garde devant Heligoland et les estuaires de la Jahde, glissent au milieu d'eux, se dérobent, ne laissant dans leur sillage qu'une frange d'écume et la puanteur de leur mazout. Et au retour, lorsque, brusquement, ils émergent en vue des chalutiers et des traw-

lers, bienheureux quand on ne les prend pas pour des ennemis. Sait-on jamais? Un coup de canon est si vite envoyé, dans l'énervement de la veille, sur ces eaux grises, sous ce ciel voilé, où tremblent parfois des halos de lumière, semblables aux lueurs de détonations lointaines. Et les histoires que racontent à leur retour les héros de ces randonnées ! Des hallucinations de cauchemar. Avec quel art, dans sa savoureuse simplicité, R. Kipling nous les transmet ! Son observation s'étend encore aux destroyers et à leur vie de chien courant. Leur meute est sans cesse en chasse. Au premier appel, ils filent sur les eaux grises ou foncent dans la plume à la ramasse des rescapés des bâtiments torpillés. Et ce service de sauveteurs ne chôme guère.

D'autres fois, ils partent en fourrageurs, à toute allure, à la poursuite d'un périscope entrevu, et, après des heures de vaine battue, les voici qui rentrent fourbus, couverts de suie, ruisselants. Les alertes de zeppelins les jettent en des courses folles, en pleine nuit, aveuglés par les pinceaux des projecteurs, avec la crainte continuelle, à la moindre fausse manœuvre, de s'écraser contre le voisin. Sans compter les raids comme ceux de Zeebrugge et d'Ostende. Quant à la grande flotte, R. Kipling ne l'a pas eue dans son champ visuel. Il ne la nie pas. Il se borne à dire, ce qui est assez exact, qu'elle suit les vieux errements, au temps où « les vaisseaux de ligne de Sa Majesté, même les grandes frégates, se souciaient peu de faire la police des mers, fors les jours où elles escortaient le Roi. Les corvettes, les cutters, les brigantins et les bâtiments locaux de toute nature étaient supposés s'y employer pendant que la ligne courait ailleurs. » Ainsi, rien de bien changé, malgré la différence des âges. Malgré tout, cette guerre, qui excite son imagination, ne satisfait pas sa raison ; et les réflexions qui suivent valent d'être notées :

Il n'est pas mensonger d'affirmer que nous avons l'empire des mers. Néanmoins, nous les parcourons presque honteusement, en ayant toujours l'air de nous excuser, faisant des concessions par-ci, des compromis flagrants par là, pour faire croire sans doute que c'est tout à fait fortuitement que nous avons cette maîtrise... Il n'est pas mensonger non plus d'affirmer que si, dès le début de la guerre, la flotte avait agi avec énergie, nous aurions très probablement abrégé la guerre. Mais nous avons jugé préférable de tuer l'ennemi à petit feu, lui donnant des coups de bec, le laissant aller, pour le reprendre à nouveau. Ce n'est pas un mensonge de dire que nous poursuivons cette méthode inexplicable, animés, du moins nous essayons de nous en convaincre, d'un désir vague de mitiger ou d'adoucir quelque chose dans l'intérêt de quelqu'un, mais toujours pas dans le nôtre !...

Et c'est pour ces raisons que nous abattrons l'aigle allemand, à la manière de cette charitable grande dame, qui mettait toute une journée pour tuer un poulet, mais qui, ensuite, était forcée d'en jeter les restes !

Ce livre, si curieux par certains côtés, si décevant parfois — le lecteur appréciera lui-même — est présenté par M. Et. Lamy en une préface, qui a été le dernier écrit de ce galant homme. Cette préface est à retenir, car elle prend une importance particulière sous la plume de l'ancien rapporteur du budget de la marine, dont les critiques eurent autrefois un retentissement si grand et si justifié. Il n'est pas possible de suspecter la haute probité intellectuelle de M. Et. Lamy : tout le monde lui a rendu hommage. Pour cet esprit sincère tout l'objectif de la guerre navale a consisté à « garder, malgré les mines, les sous-marins et les avions, les routes ouvertes aux navires qui apportaient aux belligérants la vie de chaque jour ». C'était là, dit-il, « la plus vraiment essentielle des opérations militaires ». Il ajoute : « Cette tâche incombait à des navires jusque là tenus pour rien par l'art militaire. » En employant cette dernière expression, M. Et. Lamy commet une erreur assurément, de bonne foi. Il convient de dire que l'art militaire n'est pour rien dans la proscription qui frappa, au cours des dernières années, tout ce qui pouvait constituer une marine nombreuse et active, au profit des géants de la mer. Ces derniers n'ont pour justifier leur existence que le mercantilisme des uns et la vanité professionnelle des autres.

De la Baltique à la Manche, souligne M. Et. Lamy, les eaux riveraines des nations ennemies se vidèrent des colosses maritimes que leur grandeur même attachait au rivage, et se remplirent de bateaux minuscules nombreux, toujours actifs et, les uns contre les autres, incessamment occupés à ouvrir ou à fermer les mers... Ainsi les puissantes flottes se trouvèrent-elles couvertes les unes contre les autres par une interposition et une mêlée d'engins imprévus, improvisés, derrière lesquels elles demeuraient sauves et inactives.

Les sous-marins, les mines, les avions n'étaient cependant pas des « engins imprévus » avant la guerre. L'imprévision intéressée de certains prophètes à la manque ne peut pas permettre de conclure contre les faits. Admettre la viabilité et l'efficacité des sous-marins, des mines et des avions eût été reconnaître la parfaite inutilité des « colosses maritimes ». La physionomie de la guerre navale, que nous donne ainsi M. Et. Lamy, en condensant pour ainsi dire tout ce qu'a vu R. Kipling, voudrait, pour être complète, que lui fût ajouté le trait si particulier qu'elle tient de la formidable activité des flottes marchandes. Cette activité était une nécessité impérieuse ; rien n'a pu prévaloir contre elle. Le taux des risques courus, la menace de destruction totale qui était dirigée presque exclusivement contre elle n'ont pu opposer de limites à son activité. Telle a été la forme de la guerre maritime : la dissolution lente des colosses en regard de la formidable activité des petits.

§

Puisque j'en suis à parler de la guerre sur mer, sujet que j'ai le plus possible évité, estimant qu'elle a été, presque en toutes circonstances pitoyablement conduite, j'en prends l'occasion de signaler le recueil de M. le com. Vedel, intitulé : **Sur nos fronts de mer.** Il s'agit d'un choix d'épisodes, contés d'une façon certes agréable et dans un ton propre à flatter notre amour-propre national. Mais on est un peu surpris de l'insignifiance de certains de ces épisodes et en même temps de l'importance qui leur est donnée. Il y a eu d'autres faits d'armes, qui eurent la mer pour théâtre, et furent de plus grande conséquence que la plupart de ceux qui nous sont contés dans ce recueil, un peu à la manière des récits du *Journal de la Jeunesse*. Il faut donc supposer que M. le com. Vedel n'est pas responsable de la documentation dont il a fait si agréable usage ; à moins qu'il ne se soit complu à nous raconter de préférence des faits dont il aurait été le témoin.

Les morceaux choisis par M. le capitaine H. Bornecque et le lieutenant Germain Drouilly et réunis en un volume sous le titre **Nos marins en guerre** inspirent des réflexions du même ordre. On a l'impression, en parcourant ce petit livre, que les auteurs ont éprouvé un réel embarras à en rassembler les éléments. Peut-être étaient-ils peu familiers avec leur sujet. Quoi qu'il en soit, une telle lecture présente l'avantage de permettre d'affirmer d'avoir lu les nombreux ouvrages, dont de courts extraits font ici tous les frais. On y trouve jusqu'à une coupure de *l'Odyssée d'un transport torpillé*, qui n'est qu'un roman, mais que les auteurs n'ont pas eu tout à fait tort de prendre pour de l'histoire.

Pour se remettre le cœur en place, qu'on lise la nouvelle plaquette que la maison Berger-Levrault vient de publier dans sa collection des Documents de la guerre sur **l'Epopée de Zeebrugge**. En dépit du ton un peu agaçant de reportage avec lequel ce beau fait d'armes nous est présenté, on se sent pour quelques instants en bonne compagnie. Il s'agit, au surplus, de la plus belle entreprise qui a marqué la guerre sur mer. Elle fut tardivement tentée, après avoir été longtemps déclarée d'une exécution impraticable, impossible même, par des augures haut placés, qui, le lendemain de sa réussite, se donnèrent les apparences de l'avoir conseillée.

§

Au moment de terminer cette chronique m'arrive la nouvelle du coup de théâtre de Scapa-Flow : la flotte allemande, internée, se coulant bas volontairement l'avant-veille de la conclusion de la Paix. J'avoue mon absence d'émotion. C'est la fin lamentable, ridicule, sans aucune teinte d'héroïsme, mais providentielle d'une Armada d'un coût de près de deux milliards, qui n'a jamais servi qu'à une

œuvre de bluff. L'amiral von Reuter essaie de donner à un tel acte les couleurs du désespoir et du courage malheureux ; son acte n'est qu'une forfaiture. Les équipages allemands, en coulant leurs navires dans une rade fermée, avec des embarcations pour les recueillir, ne couraient aucun risque. On conçoit, puisqu'ils ont été laissés libres de le faire, qu'ils aient tenté de jouer un mauvais tour de plus à leurs ennemis. Sera-ce le dernier? On eût compris un tel geste avant que la flotte allemande ne se fût rendue, comme un gage de l'exécution des clauses de l'armistice. Mais au moment où il vient de se produire, il est vraiment trop tardif. En tout cas, il tend à prouver que l'amiral von Reuter, bien qu'interné aux confins du monde arctique, n'était pas sans rester exactement informé de la marche des tractations de Paix. Quant à notre marine, elle ne joue décidément pas de bonheur. Quand on lui consent la livraison d'un lot de sous-marins, il lui arrive de les perdre en route, par la faute de quelque génie malfaisant sans doute. Quand une flotte se rend tout entière à merci comme la flotte autrichienne, elle ne réussit pas ou elle ne pense pas à s'en faire attribuer le moindre trophée. Elle a cependant perdu des navires en luttant contre celle-ci. Avec le coup de théâtre de Scapa-Flow, son dernier espoir s'évanouit. A défaut de dreadnoughts, il y avait là au moins quelques excellents croiseurs qui lui auraient été fort utiles. Elle n'a pas su les exiger au lendemain de l'armistice. Pourquoi avoir consenti que toute la flotte allemande, rendue en gage, fût internée en Angleterre ? Une partie au moins aurait pu être internée sur nos rades de Cherbourg et de Brest.

JEAN NOREL.

QUESTIONS COLONIALES

Ernest Lémonon : *La politique coloniale de l'Italie*, Alcan, 1919.

Après le drame de la guerre, c'est le drame de la paix, drame ou tragi-comédie, comme on voudra. Un mystique, comme il en est tant à cette heure, pourrait y voir la lutte éternelle du bien et du mal.

Plus simplement et plus objectivement surtout je me contente d'y constater aux prises la pire idéologie avec les pires instincts réalistes. *L'idéologie*, certains, — je n'en suis point, — avaient naïvement pensé que ces cinq années de dures épreuves lui auraient porté un coup mortel. Pas du tout !

Jamais la vieille idole ne fut aussi jeune, aussi ardente dans sa néfaste volonté de bien ou de mieux faire !

De ce conflit violent et quotidien nous avons eu chaque jour, pendant, la guerre, des manifestations officielles et officieuses s'analysant finalement dans l'affirmation inlassablement répétée du triom-

phe nécessaire du *Droit* et de la *Justice*, à l'heure même où, partout et sans exception aucune, régnait impitoyablement la *Force*. Les événements, sans la moindre ironie, nous ont fourni l'épilogue momentané du drame en assurant enfin la victoire du *Droit* à grand renfort de tanks.

De cette équivoque perpétuelle entre un idéal abstrait et les nécessités des faits les répercussions ne sont point les mêmes selon qu'elles réagissent sur un cerveau d'*Anglo-saxon* ou sur un cerveau de *Latin*.

On peut, sans pour cela vouloir le décrier, affirmer que, d'une manière générale, *l'Anglo-saxon* est médiocrement intellectuel. L'Anglo-saxon, en effet, c'est un fait, a toujours préféré à l'intelligence des concepts, à laquelle les Français rendent traditionnellement hommage, l'intelligence des *choses*, laquelle n'est pas sans présenter quelque utilité pour les gens qui veulent « bien mener leurs affaires ».

Ainsi que je l'écrivais ailleurs, il n'y a pas bien longtemps (1), tout chauvinisme mis à part, les *Latins* (et, parmi les *Latins*, je nous comprends, nous Français) sont bien supérieurs dans l'ordre de l'esprit aux *Anglo-saxons*. Ceux-ci, par contre, ont un sens de leur « intérêt personnel » qui, dans la lutte pour la vie, les rend intelligents.

Dans une discussion commerciale ou diplomatique, *l'Anglais* ou *l'Américain* commence par réserver ce qu'il appelle *son droit* ou *son avantage* (ici pointe la fameuse équivoque) qui lui apparaît *à priori* comme indiscutable. Cette réserve faite,— et c'est là ce que j'entends par « intelligence des choses », — ayant avec un réalisme complet, un objectivisme absolu, assuré son gain et son bénéfice, l'Anglo-saxon prend contact avec les autres, associés, amis ou adversaires, et alors il s'élève brusquement à l'intelligence des concepts. C'est ainsi, par exemple, que nous avons appris un beau matin que la question du protectorat anglais sur l'Egypte « n'avait pas à être discutée ». Le maintien de la souveraineté britannique au Caire : un axiome. On n'a pas à en conférer : Réalisme.

Mais dans un domaine voisin, notre protectorat sur la Syrie, par exemple, il faut discuter, conférer, enquêter. Le droit de l'Anglo-saxon constitue un axiome de droit divin. Le droit du Français est un théorème : il faut l'établir, le démontrer avec tous les risques afférents à une démonstration qui ne convaincra que ceux qui veulent bien être convaincus. De même *l'humanitairerie*, si âprement dénoncée par Carlyle, ne gêna jamais le développement des conquêtes politiques et économiques de l'Angleterre; ce fut surtout une

(1) Voir *Dépêche Coloniale* du 13 mai 1919.

humanitairerie *d'exportation* applicable de préférence aux faits qui se passaient dans les colonies étrangères voisines et rivales.

Ses avantages, les plus larges possibles, voilà ce que, d'instinct, sans raisonner, en quelque sorte, s'attribue l'Anglo-saxon : *nominor leo.* Dans les circonstances actuelles, et lorsqu'il s'agit de la répartition des colonies allemandes, avec ou sans la fiction du mandat, les Italiens s'étonnent et se plaignent amèrement de la maigre part de butin qui leur est réservée. Le malheur, aujourd'hui, c'est qu'ils sont portés à rendre la France responsable de désillusions qui résultent surtout de la perpétuelle équivoque entre l'idéologie et le fait, équivoque, il faut bien le reconnaître, dont les homélies du président Wilson n'ont pas facilité la solution. Or, ainsi que le constate M. Lémonon dans l'avant-propos de l'ouvrage qu'il vient de consacrer à la **Politique coloniale de l'Italie**, « entre Français et Italiens, aucun malentendu ne doit exister. Il faut nous expliquer franchement sur toutes les questions qui nous sont communes. »

Quelles sont ces questions sur le terrain colonial, le seul dont je veuille m'occuper ici ? Aux termes de l'article 13 de l'accord du 26 avril 1915 proposé par l'ambassade d'Italie et signé à Londres par la France, l'Angleterre, la Russie et l'Italie relativement à la participation de cette dernière puissance à la guerre :

Dans le cas où la France et la Grande-Bretagne augmenteraient leurs domaines coloniaux d'Afrique aux dépens de l'Allemagne, ces deux puissances reconnaissent en principe que l'Italie pourrait réclamer quelques compensations équitables, notamment dans le règlement en sa faveur des questions concernant les frontières des colonies italiennes de l'Erythrée, de la Somalie et de la Libye et des colonies voisines de la France et de la Grande-Bretagne.

Cette formule ne comporte certes pas toutes les conséquences que certains nationalistes italiens, notamment MM. G. A. Rosso et G. Piazza, ont prétendu en tirer. M. Lémonon fait justement remarquer que :

M. G. A. Rosso, dans son livre *I diritti d'Italia d'oltre mare*, avait indiqué qu'à la fin de la guerre, par suite de la disparition du domaine colonial allemand, la France et l'Angleterre auraient 22 millions de kilomètres carrés de territoires nouveaux, avec environ 90 millions d'habitants. Mais, pour arriver à ces chiffres, d'ailleurs notablement exagérés, M. G. A. Rosso tenait compte non seulement des acquisitions qui seraient faites en Afrique, mais aussi de toutes celles qui seraient faites ailleurs, en Turquie d'Asie notamment. Ainsi, il indiquait que la France acquerrait non seulement une partie du Togo et du Cameroun et la partie du Congo qu'elle avait dû céder à l'Allemagne, mais aussi certaines îles de la Méditerranée orientale et de la Syrie. De même, il prévoyait pour l'Angleterre l'acquisition non seulement de l'Afrique occidentale allemande, d'une partie de l'Afrique orientale allemande, du Togo et du Cameroun, sans parler de

l'annexion définitive de l'Egypte, mais aussi d'îles dans le Pacifique, de la Mésopotamie, des rives du golfe Persique, d'une partie de la Perse et de l'Hinterland d'Aden. Or, l'article 13 du traité de Londres ne stipulait de compensations pour l'Italie qu'à raison des agrandissements que l'Angleterre et la France auraient pu réaliser en Afrique : pour les autres, ceux réalisés en Asie ou en Océanie, l'Italie s'était vu reconnaître tout un ensemble de territoires ou de droits nouveaux dans le Trentin, en Istrie, en Dalmatie, en Albanie, dans l'Egée et dans l'Asie Mineure. Si on mettait en balance la part des dépouilles africaines de l'Allemagne qui, d'après les nationalistes, devait être attribuée à la France, et les compensations que ces mêmes nationalistes réclamaient on ne pouvait s'empêcher de remarquer que celles-ci étaient de beaucoup supérieures à celles-là. La part anglaise serait vraisemblablement plus importante : cependant elle serait encore fort loin de valoir le domaine revendiqué par les nationalistes italiens.

Ceux-ci, en particulier, sont-ils bien sérieux quand ils émettent la prétention de se voir attribuer toute la côte française des Somalis et toute la Somalie britannique ? M. Lémonon le note à bon droit :

Sans doute le Somaliland anglais a perdu quelque peu de son importance commerciale depuis que le chemin de fer français de Djibouti a enlevé aux ports de Zeïla et de Berbera une partie de leur trafic. Mais cette colonie conserve une valeur stratégique indiscutable du fait de sa position géographique : elle commande avec Aden, située sur la côte arabique, l'entrée de la mer Rouge. Quant à la Somalie française, elle constitue l'une des clés de voûte de notre domaine colonial et sa perte serait le renoncement à une politique poursuivie avec succès depuis plus de dix ans, malgré souvent les plus sérieuses difficultés.

M. Lémonon veut croire que les prétentions italiennes ne seront pas irréductibles.

Chez nous, écrit-il, on croit très souvent, trop souvent que l'Italie a, en matière coloniale, des appétits démesurés. Le mot impérialisme a été maintes fois prononcé. On s'imagine que les principes crispiniens, plus ou moins dissimulés, sont encore la base de la politique pratiquée à la Consulta.

La majorité des Italiens les approuverait et rêverait d'une vaste expansion à travers le monde. On déforme ainsi grossièrement la réalité et on généralise à tort : si quelques groupes, négligeant les leçons de l'expérience, souhaitent que le pays se lance de nouveau dans la voie des aventures, où cependant, à plusieurs reprises, des revers cruels l'ont frappé, la majorité, beaucoup plus réaliste et positive, sait le danger des illusions. Et le gouvernement ne l'ignore pas davantage. Les coloniaux et les nationalistes tendraient volontiers, consciemment ou non, à l'hégémonie. Le pays, dans son ensemble, ne veut que l'équilibre.

La politique coloniale de l'Italie n'est donc pas telle que chez nous, le plus souvent, on la décrit. Dans les nouveaux partages qui s'opéreront bientôt les Italiens veulent leur part, mais ils ne veulent pas, sauf quelques-uns, plus que leur part. Nous sommes donc injustes quand nous adressons

des critiques au pays entier, alors qu'elles ne devraient être dirigées que contre une minorité.

L'optimisme de M. Lémonon appelle quelques correctifs ; sans doute, dans son ensemble, l'opinion italienne n'est-elle pas complètement impérialiste. Mais il faut compter avec le rôle important que jouent fatalement, dans les pays à régime représentatif, les minorités agissantes. Un mien ami, qui passa récemment quelques jours à Rome, fut frappé du ton général des esprits qui, de l'autre côté des Alpes comme de celui-ci, sont énervés par la longue attente de la paix après une guerre dure et épuisante. De plus, — et cette notation psychologique a son importance, — les difficultés entre la France et l'Italie prennent malheureusement très vite, ainsi qu'il arrive d'ordinaire entre personnes de même famille et étroitement liées par le cœur et par le sang, un caractère aigu où les sensibilités piquées au jeu dominent rapidement la raison.

En vertu précisément des affinités des deux races et de leur affection sentimentale réciproque, les moindres froissements prennent bientôt de l'importance et les moindres querelles s'enveniment. Il faut que diplomates et hommes d'Etat fassent appel à tout leur sang-froid et à leur autorité respective sur leurs mandants pour que l'entente ne soit point menacée. Nul, en ce pays, ne saurait méconnaître l'immense service rendu à la France par l'Italie, d'abord quand elle dénonça le pacte de la Triplice, ensuite quand elle entra dans la guerre à nos côtés.

Nier l'efficacité de l'aide italienne serait une grosse faute. Ce ne serait pas une moindre faute de la part des Italiens de faire de leur intervention, certes spontanée, mais conforme aussi à leurs vrais intérêts, une pression pour obtenir de la France des avantages que celle-ci ne saurait leur concéder.

Chantage ou bluff, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, seraient un véritable crime entre peuples qui ne peuvent continuer à s'aimer et à s'entr'aider que s'ils s'estiment vraiment et qui, par ailleurs, en dehors de cette considération sentimentale, doivent demeurer, *dans leur intérêt même*, solidement unis, s'ils veulent résister à l'hégémonie anglo-saxone, qui constitue à cette heure le plus clair résultat de tous nos sacrifices.

Nos hommes d'Etat, nos diplomates, avec tous les ménagements de l'amitié, sont en droit de faire remarquer à ceux de la nation-sœur que la France, si cruellement éprouvée par la guerre, ne saurait, sans duperie, abandonner des territoires depuis longtemps en sa possession et qui notamment, comme la Côte des Somalis, représentent le résultat d'un long, coûteux et patient effort. Ils pourront encore appeler doucement leur attention sur ce fait que sur 48.000 kilomètres de voies ferrées africaines les possessions françaises en

comptent plus de 10.000 et les possessions italiennes seulement 367, et qu'avant de songer à s'agrandir démesurément, l'Italie coloniale aurait intérêt à mettre d'abord en valeur les territoires qu'elle détient déjà.

Ils pourraient enfin faire leur la conclusion si sage de M. Lémonon :

Si, hors d'Europe, en Turquie d'Asie, la victoire de l'Entente assurait à l'Italie pour son expansion commerciale une large zone; si, en Afrique, elle lui donnait les facilités nécessaires pour la mise en valeur totale de ses colonies actuelles encore si incomplètement exploitées et si peu productives, les coloniaux et les nationalistes les plus avancés d'au delà des Alpes ne pourraient, semble-t-il, nier les larges bénéfices échus à leur pays.

Ainsi des voies nouvelles seraient ouvertes où les énergies de la race trouveraient à s'employer. Et si on retient qu'à l'intérieur du royaume, comme chez nous et chez les autres alliés, il faudra relever les ruines, reconstruire, établir sur des bases nouvelles l'activité économique, on aperçoit quelle tâche immense l'Italie victorieuse, agrandie en Europe du Trentin, de l'Istrie, d'une partie de l'Albanie, des îles de l'Egée, agrandie hors d'Europe de vastes et productifs territoires, devra assumer.

Enfin, dussè-je paraître toujours me répéter, tout serait pour le mieux si, dans ces tractations avec l'Italie aussi bien qu'avec nos autres alliés et avec nos adversaires, les préoccupations idéologiques étaient soigneusement écartées.

Jadis un roi de France, fort intelligent sans doute et peut-être calomnié, mais un peu trop sceptique, se défendit de vouloir faire une « paix de marchand ».

Notre gouvernement ne doit pas avoir de ces scrupules, et il y aura toujours assez de fous en France pour trouver que nous ne faisons pas la part assez belle à nos ennemis et à..... nos amis.

CARL SIGER.

LES JOURNAUX

Le Dr Paul Voivenel : *Les Mélancolies savoureuses* (La Chronique médicale, mai 1919). — Louise Faure-Favier : *L'Aviation et le roman d'aventures* (L'Œuvre, 10 juin). — *Aviation et linguistique* (l'Ordre Public, 2 mai).

Dans le dernier numéro de la **Chronique médicale** le Dr Paul Voivenel étudie ce qu'il appelle *les mélancolies savoureuses* chez Fr. Amiel et Senancour.

Amiel et Senancour, rêveurs et timides, raffinés et paresseux — de ces paresseux dont Vauvenargues disait qu'ils « ont toujours envie de faire quelque chose » — sont des « génies stériles », ardents dans leur tristesse, qui, dans un style fluide et onduleux, nous ont laissé leur « monodie ». Si je n'avais exclu de ces pages la technicité, je les appellerais des psychasthéniques. A écrire leurs impuissances, leur « incomplétude », ils ont donné au monde deux chefs-d'œuvre, où notre âme, de temps en temps, à

l'heure des fatigues et des doutes, aux crises d'hypothermie morale, a plaisir à se baigner.

Obermann, en 1804, a été le modèle d'une des formes de la tristesse romantique. Ce produit spontané — protoplasmique, dirions-nous — de la cénesthésie de Senancour, a déclenché un mouvement où l'influence de la mode a été, ensuite, prépondérante. Cela est assez de règle en littérature. C'est ainsi que le premier écrivain détaché des théories en vogue, en Angleterre, fut William Cowper, qui dut son originalité et son indépendance de style à sa mélancolie et à l'isolement que sa psychose rendit obligatoire.

Obermann, c'est une confession de raté ; ça n'a pas plus de prétention littéraire qu'*Adolphe*, *Dominique* ou *Volupté* ; c'est naturel, sans effort ; ça coule comme le sang... ou la lymphe ; ça coule comme ça peut... et c'est immortel.

Le *Journal intime* n'avait aucune importance littéraire pour Amiel, qui voulait surtout être un grand poète. Et voilà que les poésies, mièvres et bornées, sont mortes en naissant, et que les lamentations de ce vaincu de la littérature lui donnent une gloire exceptionnelle.

En goûtant la saveur cendrée de ces monodies on se rappelle le « Journal » de Maurice et celui d'Eugénie de Guérin, certaines pages des *Confessions*, et surtout le *Journal intime* que Maine de Biran tint de sa vingt-huitième à sa quarante-huitième année, et où se retrouvent les mêmes caractères d'indécision, de découragement, de besoin de sympathie, d'inachèvement, d'aptitude psychologique et de volupté grise : « Il faut trente ans à ce penseur pour se mouvoir de la quiétude épicurienne au quiétisme fénélonien », dira, avec dédain, Amiel, qui, désagréablement impressionné par cette âme malade, si semblable à la sienne, avouera, le 17 juin 1857 : « J'éprouve une sorte d'asphyxie avec le volume de Biran. »

La paresse des Amiel et des Senancour est une paresse supérieure, active dans son immobilité et tout de même féconde : elle repose et se repose sur le sentiment de l'inutilité de tout. Contemplées d'une certaine hauteur les aventures de la vie individuelle permettent ce dédain ou ce dégoût.

Il se dégage, écrit le Dr Voivenel, de ces deux livres : le *Journal intime* et *Obermann*, un pénétrant parfum de mélancolie savoureuse qui tient à deux conditions : à l'absence d'effort des effusions intimes, au soulagement que les « dérivations » intellectuelles donnent à ces émotifs.

Il faut que l'émotion s'écoule, soit par des actes, soit par des courses d'idées, dont Fouillée, explique le Dr Voivenel, a mis bien en évidence le potentiel dynamique. Le Dr Mallet n'a-t-il pas démontré que, chez les anxieux et chez les dégénérés, la fugue n'est souvent qu'un « équivalent » qui leur évite le délire (1)? Ils eussent sans doute trouvé une dérivation équivalente en écrivant un poème ou une sonate.

(1) Raymond Mallet : Fugue et Délire (*Annales médico-psychologiques*, juillet 1917).

Les psychasthéniques, comme Senancour et Amiel, continue le Dr Voivenel, ont « dans la Maïa multiforme des images, et dans les intuitions délectables, une merveilleuse facilité à « dériver » leur anxiété. « Leur affectivité emprisonnée se libère dans leurs confessions perpétuelles.

A *rêver*, les Senancour et les Amiel finissent par s'impersonnaliser et chloroformiser leur souffrance; transporter ses états d'âme dans le paysage, c'est transposer la douleur.

Cette diffusion de l'être dans le paysage procure en effet à ces âmes douloureuses une sorte d'anesthésie bienfaisante et les mène à un Nirvana où leurs âmes semblent se confondre avec l'âme universelle qu'ils appellent Dieu. C'est ce qu'Amiel exprime lorsqu'il écrit quelques mois avant de mourir :

Le désir et la crainte, la tristesse et le souci n'existent plus. On se sent exister sous une forme pure, dans le mode le plus éthéré de l'être, savoir : la conscience de soi. On se sent d'accord, sans agitation, sans tension quelconque. C'est l'état dominical, peut-être l'état d'outre-tombe de l'âme. C'est le bonheur tel que l'entendent les Orientaux, la félicité des anachorètes, qui ne luttent plus, qui ne veulent plus, qui adorent et jouissent. On ne sait avec quels mots rendre cette quiétude divine, cet état de l'Océan au repos, qui reflète le ciel et se possède dans sa profondeur. Il n'y a peut-être que les Yoghis et les Soufis qui aient connu profondément cet état d'humble volupté, réunissant les joies de l'être et du non-être, état qui n'est plus ni une réflexion, ni une volonté, qui est au-dessus de l'existence morale et de l'existence intellectuelle, qui est le retour à l'unité, la rentrée dans le plérome, la vision de Plotin et de Proclus, l'aspect désirable du Nirvâna.

Mais Senancour et Amiel ne sont pas que des rêveurs, ou plutôt leur rêve est une analyse perpétuellement inquiète. Ils écrivent leur désir de se noyer, de se perdre dans la nature, et ils n'arrivent qu'à s'en dégager de plus en plus, à prendre chaque jour une conscience plus lumineuse de leur âme.

Le mot d'Amiel que cite le Dr Voivenel : « Je badine toujours avec le moment qui passe et j'ai l'émotion rétrospective »,est fort curieux : il indique un perpétuel besoin d'épuiser les émotions passées, de les classer, de les incorporer en soi avec toute la logique du sentiment. L'émotion du moment ne prend toute sa valeur qu'assimilée aux émotions antérieures. Il n'y a de véritable analyse psychologique que dans cette rétrospection des sentiments et des émotions, et ceux qui vivent dans le présent immédiat, la porte fermée sur le passé, vivent dans une sorte d'inconscience instinctive, comme la plupart des femmes.

Non, ces analystes rétrospectifs ne sont pas des malades, ou alors la conscience que l'on prend de soi et du monde extérieur est une

maladie. Oui, peut-être qu'au point de vue vital il serait dangereux que l'humanité s'arrêtât ainsi sur le bord de la vie pour se regarder sentir, mais il y a et il y aura toujours assez d'hommes d'action qui agissent sans prendre conscience de leurs gestes. Il est donc utile que des analystes comme Amiel et Senancour se soient penchés sur leurs âmes. Non seulement, dans cette introspection, ils ne sont pas impersonnalisés, mais, au contraire, ils ont augmenté leur personnalité dans l'exercice de l'égoïsme, qui est au moins une vertu littéraire, de l'égotisme à la Stendhal. Stendhal, lui aussi, fut un analyste, et de quelle subtilité! Inquiets et anxieux, ils le furent tous les trois, Stendhal, Amiel, Senancour. Mais, y a-t-il œuvre littéraire sans anxiété? Cette inquiétude et cette anxiété ne sont qu'une exagération de la sensibilité, et il faut à jamais détruire cette vieille théorie à la Lombroso du génie-maladie sur laquelle se reposent encore les âmes trop saines et trop sereines, qui y trouvent une excuse ou même une raison de toujours agir sans réfléchir. Ne sont-ce pas elles les vraies âmes malades?

§

Mme Louise Faure-Favier, qui, comme toutes les femmes bien nées, aime le risque, a voulu connaître les émotions d'un voyage Paris-Bruxelles sur le « Goliath ». Et voici que, dans **l'Œuvre** elle prêche aux jeunes écrivains ce goût de l'aventure nouvelle et les incite à monter en avion et à voler. C'est là, dans les airs et au-dessus de la vie, que les romanciers trouveront, enfin, une nouvelle formule du roman d'aventures. Ce n'est donc pas de ma part une idée en l'air, m'écrit Mme Faure-Favier, que d'associer l'aviation et le roman d'aventures (puisqu'elle écrit cet article en débarquant du Goliath). Je crois, ajoute-t-elle, que les romanciers nous ont assez monté de bateaux comme cela : c'est pourquoi je les invite à monter en avion. Mais je ne crois pas qu'ils répondent à cette invitation, non pas que l'idée ne soit bonne, mais parce qu'ils ont... un peu peur.

C'est dans le ciel, aujourd'hui, qu'est la nouveauté. C'est dans le ciel que vous renouvellerez votre inspiration. Laissez les mers trop vite parcourues, laissez les bateaux stables comme des locomotives. Il n'est plus d'île déserte et les cinq continents ont été explorés.

Mais il reste le ciel. Vous, qui prétendez être poussés par l'aventure, montez au ciel. Là, tout est neuf : les horizons, les émotions, les hommes. Ce n'est plus un « champ inexploré », c'est l'infini vierge qui est à vous...

Là est l'aventure, car là est le risque. Il faut avoir le goût du risque. Allons, un effort ! Dominer la peur est un prélude. Et montons au ciel.

L'aventure commence avec la découverte. Cette crispation au creux de l'estomac, vous ne connaissiez point cette sensation-là, mon camarade, non plus que cette vision perpendiculaire de la terre, des fleuves et de la mer. Sur une voie ferrée, un train crache sa fumée ; une automobile court — si lentement ! Quelles vieilles choses ! Et ces nuages qu'un soleil dore, ces

nuages que l'on pénètre, que l'on touche, que l'on voudrait peindre !... Ah ! si Claude Monet avait trente ans, comme vous !

Soit, mais vous n'êtes pas seulement un artiste de paysages. La peinture des âmes, l'étude des caractères vous intéressent autant que les horizons. C'est l'homme que vous cherchez dans la nature. La « vie intérieure » de votre héros aura autant d'importance que sa vie aventureuse. Et c'est par là que vous prétendez renouveler le roman d'aventures...

Elle est ici la nouveauté ! Vous la touchez : c'est cet avion plastique et poétique plus que le plus beau des navires ; c'est cet horizon terrestre, infini comme l'horizon marin. Et le héros lui-même est neuf. Vous cherchiez un homme. En voici un, né de notre époque de science et d'imagination ardente : notre pilote...

Et savez-vous qu'il possède tous les pouvoirs d'un commandant de navire? Il a droit de mort sur les passagers. Il est officier ministériel; il peut recevoir votre testament, s'il vous plaît de le faire.

Précisément, voici la panne. Le moteur est cassé. Et notre vie est entre ses mains. Suivez bien sa manœuvre. Mais vous ne regardez rien, mon pauvre ami. Vous avez fermé les yeux. Il n'y a rien à faire qu'à attendre immobile, stoïque. Et cette immobilité est bien plus tragique que la « barque à la mer » !

L'humanité vous intéresse et vous avez raison. Eh bien ! considérez cette « humanité aérienne » qui est près de vous, ces onze passagers, ces Américains placides, celui-ci qui, tout le long du voyage, a écrit sa correspondance commerciale avec son stylo ; celui-là, champion du monde de billard, qui va prendre part, à Londres, à un match international ; ces deux misses rieuses et flirteuses, et moi, la Française, la seule qui ne pâlit pas parce qu'elle a, sur les joues, de la poudre rose...

Mais quoi ! l'angoisse vous rend fou ? Vous vous levez. Vous vous jetez sur les « commandes ». Vous voulez arrêter l'avion. Vous prétendez arrêter la mort. Que ne vous jetez-vous plutôt par-dessus le bord de la carlingue du haut de ces dix-huit cents mètres ! Mais le pilote braque sur vous son revolver. Et c'est la page dramatique qu'il convient de placer dans tout bon roman d'aventures.

Allons, rouvrez les yeux. L'avion vient d'*amerrir*. Nous glissons sur les vagues. Vous aurez votre naufrage, à moins que le paquebot qui s'avance, ce paquebot à quatre cheminées, comme un char à bœufs ne vienne nous secourir. Vous aurez tout, toutes les émotions, tous les paysages mêlés : aériens, terrestres et maritimes.

Aujourd'hui que l'homme a dominé la mer, la grande aventure n'est plus sur l'élément soumis ; elle est dans le dernier élément encore rebelle et qui bientôt ne le sera plus. Hâtez-vous de monter en avion, mon camarade, tandis que le pilote redoute encore les orages.

§

A propos d'un écho paru dans l'**Ordre public** sur « l'Aviation et la linguistique » où un rédacteur de ce journal demandait : « Comment dira-t-on, — car il faut tout prévoir, — quand un avion se posera sur les flots de la Seine ou du lac de Genève, sur l'eau ordinaire ou l'eau douce ? *Adoucir* serait insuffisant (et davantage en-

core!!!) Faudra-t-il créer *hydrir* ou *aquatir*? L'avion paraît devoir donner bien du tintouin aux philologues de l'avenir... ». M. Camille Pitollet écrit dans ce même journal :

Me trouvant, dans l'été de 1912, en Suisse romande, j'y assistai, spectateur amusé, à la naissance, ou mieux, à la fabrication de quelques mots nouveaux, d'ailleurs absolument inutiles. Ces vocables avaient trait précisément, à l'aviation, et je rendis compte de cet incident en un article inséré dans l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* du 10 septembre 1912, colonnes 291-292 : *Un mot nouveau : Alaquage — Alaquer*. Là-dessus le rédacteur du *Mercure de France*, qui y signe R. de Bury la Revue de la Presse, remarqua très justement, à ce propos, que « quand les bourgeois lettrés s'en mêlent, ils ne produisent que des horreurs », car « il n'y a que le peuple, c'est-à-dire l'innocent qui peut présider à l'éclosion d'un mot juste et utile » (*Mercure* du 1er octobre 1912, p. 624). Or — et c'est pourquoi je vous écris — le vocable *aquatir*, que votre correspondant se demande s'il faudra créer, avait déjà été proposé par le *Journal de Genève* du 21 août 1912, comme vous le verrez si vous voulez bien vous reporter à mon article de l'*Intermédiaire*.

Aquatir vaut-il mieux qu'*hydrir*? Depuis la Grande Guerre et ses formations de mots — dont M. Gaston Esnault s'est fait l'empressé lexicographe, dans *Le Poilu tel qu'il se parle*, paru cette année même — il ne faut s'étonner de rien et réserver sa philologie d'antan. Et R. de Bury lui-même écrirait-il aujourd'hui encore, comme en l'automne de 1912 : « Il y a des mouettes sur le lac de Genève. Comment dit-on quand elles se posent sur les eaux ? Je pense qu'on dit : *Elles se posent sur les eaux*. Eh bien ! voilà comment il faut dire des hydroplanes... » On serait tenté d'en douter...

Certes, j'accueillerais le mot unique, qui ferait image, et le préférerais à une périphrase, mais, vraiment, ni *aquatir*, ni *hydrir* ne sont possibles. Il serait plus logique alors d'étendre aux flots doux de la Seine ou du lac de Genève l'image salée de la mer, et de dire « *amerrir* sur le lac de Genève ». Ce serait flatteur pour le lac, et harmonieux pour nos oreilles.

R. DE BURY.

MUSÉES ET COLLECTIONS

Encore la question des compensations artistiques à exiger de l'Allemagne; les œuvres du Musée de Colmar restées à Munich. — L'exposition Carolus Duran au Musée du Luxembourg. — Ouverture du Musée Rodin. — Memento bibliographique.

Après avoir — avec une absence de dignité et une mauvaise foi que nous prions messieurs les « Neutres » de vouloir bien comparer à l'attitude de la France en 1871 — récriminé, marchandé, ergoté, essayé tour à tour de nous apitoyer et de nous intimider, afin d'esquiver le châtiment mérité par ses crimes et d'éluder les obligations résultant de sa défaite, l'Allemagne, la rage dans le cœur, mais,

tout en protestant contre « l'injustice inouïe des conditions de paix », secrètement heureuse de s'en tirer à meilleur compte qu'elle n'osait l'espérer (1), a été obligée de souscrire aux stipulations qui lui étaient dictées. Mais l'hypocrisie de sa soumission apparente, les restrictions mentales avec lesquelles elle a signé un traité qu'elle considère d'ores et déjà comme un nouveau « chiffon de papier » (2), l'impudence avec laquelle, au moment même où elle déclarait s'incliner devant ceux qui l'avaient maîtrisée et vouloir « dissiper la haine et la méfiance », elle se jouait des Alliés en détruisant sa flotte de guerre et en brûlant les drapeaux français de 1870-71 qu'elle avait promis de livrer, terminant ainsi la guerre, comme elle l'avait commencée, par une violation de la parole donnée et des traités, ont montré avec plus d'éclat que jamais à quelle nation sans foi et sans honneur nous avons affaire. On jugera d'après cela s'il était bien opportun de ménager la susceptibilité d'adversaires si indignes de toute indulgence en renonçant aux **compensations artistiques** qu'on avait d'abord résolu de réclamer à l'Allemagne pour nos monuments détruits. Tandis que la Belgique — ce qui est de toute justice — obtient, dans cet ordre d'idées, les réparations nécessaires : remplacement des collections détruites de l'Université de Louvain par des « manuscrits, incunables, livres, imprimés, cartes et objets de collection correspondant en nombre et en valeur aux objets semblables détruits dans l'incendie mis par l'Allemagne à la Bibliothèque de Louvain » ; remise des volets, que détient le musée de Berlin, du polyptyque de l'*Agneau mystique* de Saint-Bavon de Gand et des volets, conservés à Berlin et à Munich, de la *Cène* de Thierry Bouts appartenant à l'église Saint-Pierre de Louvain (art. 247 du traité de paix), la France (art. 246) a droit seulement à ce qui lui fut ravi : « les trophées, archives, souvenirs historiques et œuvres d'art enlevés par les autorités allemandes au cours de la guerre de 1870-1871 et de la dernière guerre, suivant la liste qui sera dressée par le gouvernement français, et notamment les drapeaux français pris au cours de la guerre de 1870-1871 ». Simples restitutions, on le voit, qui ne s'accompagnent d'aucune de ces *compensations* accordées si justement à la Belgique pour ses collections et monuments détruits. Pourquoi cette différence de traitement ? Faut-il penser que les plénipotentiaires belges auront su (ce dont nous les félicitons) défendre leurs revendications avec plus d'énergie que n'en ont montré nos porte-parole ? L'indifférence de notre monde officiel à l'égard des questions d'art est bien propre à le faire sup-

(1) « C'est vraiment une paix de réconciliation, que l'Allemagne devrait saisir à deux mains », écrivait dans son numéro du 20 juin le *Stuttgarter neues Tageblatt*.

(2) Voir dans le *Temps* du 2 juillet les articles de la *Deutsche Tageszeitung* et du *Berliner Tageblatt* qui l'avouent sans vergogne.

poser. Pas plus qu'il n'a su défendre le prestige de notre langue et en exiger le maintien comme instrument diplomatique notre gouvernement ne s'est intéressé aux chefs-d'œuvre de notre art français. Cependant l'Académie des Beaux-Arts et nombre de Sociétés lui avaient présenté au sujet de ces revendications des vœux fortement motivés. Par quelle étrange insouciance n'en a-t-il pas tenu compte, et, après s'être résigné à sacrifier déjà trop des fruits de la victoire à une creuse idéologie, a-t-il eu la faiblesse de consentir à ce nouveau renoncement, bien fait pour réjouir nos ennemis? Croit-on que l'Allemagne, qui déjà ne nous a su aucun gré de nos concessions du 16 juin et s'apprête à exploiter notre imprudente promesse de nouvelles améliorations possibles des conditions de paix, sera touchée de notre générosité? La violation par elle du traité le jour même où elle s'apprêtait à le signer est là pour répondre. Notre chimérique désir d'une justice idéale, qui nous a déjà fait desserrer les liens qui la garottaient, est interprété par elle uniquement comme un signe de faiblesse. Terrassée, obligée sous les rudes coups de fouet du dompteur à demander grâce, mais sauvée du châtiment suprême par la néfaste indulgence d'un arbitre interposé trop tôt entre elle et ses justiciers, la Bête sauvage reste mauvaise et prête à mordre; on ne s'en fera respecter et obéir que la cravache en main, par le seul argument auquel, comme toutes les brutes, elle soit sensible : la force. C'est elle-même qui a posé ce principe et proclamé la supériorité de la force, qu'elle avait mise au service de l'iniquité ; il est juste que la force la contraigne à respecter le droit. Or, le droit, c'est la réparation du tort fait à autrui, c'est-à-dire, dans la question qui nous occupe, les indemnités dues pour la destruction criminelle de nos monuments, pertes artistiques que ne saurait compenser aucune somme d'argent; et c'est aussi la réparation du dommage que vient de nous causer sa dernière félonie. Réclamer, comme on l'a fait justement, le déboulonnement de la *Germania* du Niederwald en signe d'expiation, est bien ; mais ce n'est là qu'une punition ; le châtiment sera plus exemplaire et plus complet si l'on y joint l'obligation de réparer. Rappelons, sans nous lasser, que c'est l'Allemagne elle-même qui, lors du prêt de certains tableaux à une exposition bruxelloise en 1910, a établi le principe des compensations *en nature* en cas de perte ou de destruction d'œuvres d'art; par conséquent, sans nous laisser émouvoir par ses doléances ou par les criailleries des sinistres drôles qui chez nous s'apitoient sur « la malheureuse Allemagne » et osent écrire, contredits par nos ennemis eux-mêmes (1),

(1) Cf. l'article de Maximilien Harden, que nous avons cité dans notre dernière chronique (*Mercure de France*, 1er juin, p. 545) et ces lignes parues dans la *Münchner Post* du 23 juin : « Cyniquement nous nous sommes mis au-dessus du sentiment des responsabilités et nous avons dit : « Après nous le déluge... ou le châ-

que notre paix ressemble à celle que nous eût imposée Guillaume II, appliquons-lui, sur ce point spécial, la loi qu'elle a édictée : *patere legem quam ipse fecisti*. C'est ce que viennent de réclamer formellement à nouveau l'Académie des Beaux-Arts et plusieurs de nos confrères : le *Figaro*, la *Liberté*, le *Petit Parisien*, la *Chronique des Arts*. Il faut exiger que les Watteau, les Lancret, les Pater, les Pesne, les Chardin des collections royales prussiennes, les œuvres de Fouquet, de Simon Marmion, de Claude Lorrain, de Poussin, de Philippe de Champaigne, etc., des musées allemands viennent combler les vides effrayants creusés dans notre patrimoine artistique par les criminelles méthodes de guerre des modernes Vandales.

D'ailleurs quel bruit étrange est venu jusqu'à nous ? Ne dit-on pas que ce qu'on n'a pas voulu ou osé réclamer à l'Allemagne, on se disposerait à l'exiger de l'Autriche ? Et nous voici — nous qui cependant ne pensions pas qu'on dût ménager plus que les Allemands ceux dont l'imbécillité criminelle et le honteux servilisme à l'égard de leurs anciens vainqueurs contribuèrent à déchaîner la guerre — obligé maintenant, pour être juste, de protester contre le traitement prémédité contre un seul — et, somme toute, contre le moins malfaisant à notre égard — des deux coupables. Pourquoi cette disparité choquante dans l'exercice du châtiment ? Parce que les Autrichiens se montrent moins arrogants et moins retors que leurs complices, ou parce qu'ils sont plus désarmés ? C'est pour le coup qu'on va suspecter outre-Rhin nos sentiments d'équité et tourner en dérision notre attitude de justiciers ! Nous protestons de toutes nos forces contre une telle inégalité de traitement, qui, en effet, constituerait la plus criante injustice, rendant plus scandaleuse encore l'immunité dont bénéficient les collections allemandes, et nous demandons plus énergiquement que jamais que la rançon des destructions commises chez nous *par l'Allemagne* soit exigée d'abord et avant tout *de l'Allemagne*.

Par la même occasion nous pourrons, et devrons lui réclamer en outre la **restitution des œuvres du Musée de Colmar** transportées à Munich au cours de la guerre. Sur la foi de certaines informations nous avions annoncé, dans notre dernière chronique, qu'elles avaient été renvoyées en Alsace. Un obligeant correspondant, M. le capitaine Claude Champion, nous écrit de Colmar même pour nous aviser qu'il n'en est malheureusement rien : « Colmar — nous dit-il — n'a revu ni les Grünewald, ni le rétable d'Isenheim,

« timent ! » Les stipulations du traité...sont infiniment dures ; mais volontairement nous avons commis des ravages surhumains ; « par ordre supérieur », nous avons tout enlevé aux pauvres les plus pauvres, nous avons dédaigné les gémissements et la misère....Quand le peuple saura tout cela il comprendra enfin pourquoi les vainqueurs sont si durs et si impitoyables ; il fera taire tous ceux qui s'étonnent de la rigueur des conditions de paix. »

ni la *Vierge aux roses*, pas plus, d'ailleurs, que la *Passion* en quatorze tableaux de Schongauer, que les Henner, le Rembrandt (1), les Primitifs, les livres rares, les manuscrits et les objets d'art râflés en 1917. Bien mieux : si l'on en croit l'article paru en avril dernier dans la revue *Bergstadt* sous la signature du Dr Johannes Eckardt, les Allemands auraient la prétention de garder au mépris de tout droit — mais ce n'est pas pour les gêner, — ces richesses alsaciennes ». Qu'attend-on pour mettre fin à cette insolence et faire rentrer en Alsace, comme le demandent tous ceux qui s'intéressent à nos richesses d'art, ces œuvres qui font partie intégrante du pays rendu à la France par le traité de paix?

§

Au moment où nous envoyons cette chronique à l'impression s'ouvre au **Musée du Luxembourg**, pour durer jusqu'au 15 août, une très intéressante exposition réunissant en 154 numéros le meilleur de l'œuvre de Carolus Duran depuis ses débuts (il y manque malheureusement les toiles du musée de Lille, que les circonstances actuelles n'ont pas permis de faire venir) et où des œuvres, comme son portrait par lui-même de 1866, ceux de *Sophie Croizette à cheval*, de *Mme Cladel*, de la *Dame au gant*, de *M. Grande*, du peintre *Français*, le tableau du *Poète à la mandoline*, le paysage des *Pommiers*, etc., font apprécier les belles qualités de « peintre » de cet artiste formé à l'école de Velazquez et de Rubens, mais qui malheureusement devait sombrer vers la fin de sa vie, dans une facilité trop brillante.

De même, quand ces lignes paraîtront, le **Musée Rodin**, installé, comme on sait, dans l'hôtel Biron, sera sur le point d'ouvrir. La place nous manque pour parler en détail des œuvres qu'on y trouvera réunies. Mais, à maintes reprises (et tout récemment encore, au lendemain de la mort de Rodin) les lecteurs du *Mercure* ont eu le bénéfice d'études pénétrantes sur le maître et son œuvre, et, mieux avertis que le grand public, ils savent déjà quelles qualités d'originalité, de puissance et de vie animent les créations du génial sculpteur, héritier de nos « imagiers » gothiques et de notre Puget, et quelles jouissances leur réserve la visite du nouveau musée. Ils ont, au surplus, vu et admiré au Luxembourg et un peu partout la plupart de ces œuvres depuis longtemps célèbres : l'*Age d'airain ;* le *saint Jean-Baptiste*, les *Bourgeois de Calais*, le *Baiser*, le prodigieux *Balzac*, l'*Eve*, l'*Ugolin*, le *Penseur*, l'*Eternel Printemps*, *la Danaïde*, les *Bénédictions*, les bustes du *Père*

(1) Ce Rembrandt, malheureusement, ne reviendra pas : il s'agit là, en effet, sans doute, du *Portrait de femme* si maladroitement vendu en septembre 1917 par la municipalité de Colmar à un marchand de Munich, qui le revendit immédiatement à un amateur suédois (voir *Mercure de France*, 1er janvier 1919, p. 137).

de l'artiste, de *Dalou*, de *Rochefort*, de *Puvis de Chavannes*, d'*Eugène Guillaume*, de *Berthelot*, de *Mme Vicunha*, du *Pape Benoit XV*, et le fougueux *Appel aux armes* refusé au concours pour le monument de la Défense de Paris en 1871, mais qui va prendre sa revanche au devant de la citadelle de Verdun, et les monuments de *Victor Hugo*, de *Claude Lorrain*, de *Bastien-Lepage*, et le poème dantesque de la *Porte de l'Enfer*, etc. L'attrait du Musée Rodin est de montrer tout cet œuvre, soit en maquettes originales (groupées dans la chapelle), soit en marbres et en bronzes (dans l'hôtel Biron, où sont réunis également des dessins et des peintures de Rodin). Mais s'il est compréhensible qu'en temps de guerre on se soit accommodé de cette adaptation à l'office de musée de la demeure où le vieux maître passa ses dernières années, il est à souhaiter que ce ne soit là qu'un arrangement provisoire et que, sans attendre l'expiration du délai de vingt-cinq ans prévu pour cette utilisation de l'hôtel Biron, la France élève à la gloire du plus grand de ses sculpteurs modernes un édifice spécial, réunissant en un seul ensemble, dans un cadre approprié, toutes ces créations, au lieu de les disperser dans des pièces Louis XV, avec lesquelles elles ne s'harmonisent guère, et sous les voûtes d'une chapelle où des œuvres comme la *Porte de l'Enfer* — dressée, sans intention de choquer personne, assurément, et sans doute uniquement parce qu'elle est le centre de l'œuvre de Rodin, à la place du maître-autel, où elle risque d'apparaître à bien des gens comme une offense et un blasphème — détonnent encore plus complètement.

MEMENTO. — Sur ce Musée Rodin la revue *L'Art et les Artistes* vient de publier, dans un numéro qui lui est consacré en majeure partie, un intéressant article de M. Paul Gsell, contenant maints détails intimes sur le maître, dont l'auteur fut bien souvent le confident, et illustré de 43 photogravures : portraits, vues diverses du musée, reproductions d'œuvres, etc.

Signalons également l'apparition de trois nouveaux catalogues illustrés consacrés au musée du Louvre : celui de la *Collection Paul Garnier*, dont nous avons naguère décrit les richesses (1), catalogue publié d'après les notes du donateur par M. Gaston Migeon, conservateur des objets d'art (Paris, Hachette et Cie ; in-18, 112 p. av. 48 planches ; 2 fr.) — celui des *Collections nouvelles formées par les Musées nationaux de 1914 à 1919* exposées en ce moment dans la salle La Caze (Paris, Braun ; in-18, 155 p. av. 16 pl. ; 3 fr.) ; — enfin, celui des *Marbres antiques* dressé par le regretté Héron de Villefosse (Paris, Braun ; in-18, 200 p. av. 64 pl. ; 4 fr.).

AUGUSTE MARGUILLIER.

CHRONIQUE ARMORICAINE

Les Bardes et les Poètes nationaux de Bretagne. — Un jeune poète breton, M. Camille Lemercier d'Erm, déjà fameux par

(1) Voir *Mercure de France*, 1er août 1916, p. 515.

un livre (*Les Exils*, préface de Charles Le Goffic), par un manifeste (*Manifeste du Parti Nationaliste Breton*), suivi de près d'un coup de sifflet (à l'inauguration de la statue de J. Boucher, à Rennes, *Union de la Bretagne à la France*, octobre 1911), vient encore une fois d'éclabousser l'opinion publique, non de Landerneau seulement, mais de toute la péninsule armoricaine et de la France entière,... d'une *grosse* pierre de scandale. Grosse est la pierre : un volume de près de mille pages, qui s'appelle *Les Bardes et les Poètes nationaux de la Bretagne armoricaine ; avec une préface d'Anatole Le Braz*. La première édition a été enlevée en moins de trois mois, et les demandes affluent de partout, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique !...

Sélection de poèmes en langues bretonne et française, œuvres de plus de 80 bardes ou poètes (toutes du commencement de ce siècle, ou du siècle dernier, et dont quelques-unes sont d'une rare beauté), l'anthologie entière exhale en anathèmes brûlants contre *Brô-C'hall* ou la Patrie française un exclusif amour de *Breiz* ou de la Patrie bretonne.

La nostalgie de la liberté perdue, d'une libre *Nation bretonne*, pleure en ces strophes, pleure amèrement, ou chante un chant de folie, ou gronde, et menace, et maudit, à la manière des damnés sous d'infernales flagellations. Car cette nostalgie est la plus vive semence, la plus tourmentée de la passion de croître au plein jour, qui soit ensevelie au cœur de tout vrai Breton. Renan lui-même n'a-t-il pas laissé échapper cette plainte étrange, — lui dont la langue maternelle fut le plus pur dialecte trécorrois : « Quelquefois je regrette que notre barque en quittant l'Irlande ou la Cambrie n'ait point obéi à d'autres vents... »

Et faudrait-il donc tourner tant de pages du premier « Cahier Breton » de M. Yves Lefebvre — ah ! *horresco referens !* — pour trouver je ne dis pas cette semence (Dieu me garde d'une aussi abominable trouvaille) — mais son empreinte encore fraîche, et sa poussière ? Car, enfin, qu'est-ce après tout que ce « Pélagianisme » et que cette « Pensée Bretonne » et cette « glorification de la Bretagne » ? Un Tourangeau fait-il autant de cas de sa Touraine ?

C'est avec joie et reconnaissance que la parution de cet ouvrage a été saluée par un petit nombre de Bretonnants irréductibles à qui, du reste, ces textes, dans leur genèse naturelle, étaient depuis toujours familiers et chers. Mais elle a soulevé au contraire une généreuse indignation *patriotique française* dans le clan des francisants d'Armorique dont M. Y. Lefebvre s'est fait le truchement passionné (*Pensée Bretonne*, avril 1919).

Indignation généreuse, — combien *naïve et politique* tout à la fois !

On dénonce le livre comme scandaleux. Mais s'il l'est *volontairement* ? Anatole le Braz ne dit-il pas dans sa préface (écrite en pleine guerre, d'Amérique, où le maître, chargé d'une mission patriotique, conférencie) : « Mon cher poète... je sais des Bretons qui vous reprocheront amèrement de m'avoir demandé cette préface. *J'en sais d'autres qui ne me pardonneront pas de l'avoir écrite.* Vous ne vous en êtes pas soucié. *J'avoue que je m'en soucie encore moins* ».

Ou bien les intellectuels d'Armorique ignoraient l'existence de ces textes ? Alors qu'ils le déclarent simplement, et fassent amende honorable de cette ignorance où ils sont de la littérature de leur propre pays. Personne ne songera à leur en faire un crime : ils sont victimes non coupables !

Ou bien ces intellectuels connaissaient l'existence de ces textes ? En ce cas, pourquoi font-ils porter le poids du *scandale* à MM. Anatole Le Braz et Camille Lemercier d'Erm ? Il est nécessaire que des scandales arrivent, mais malheur à ceux par qui ils arrivent !

Essayer de résoudre ce dilemme, n'est-ce pas révéler l'état d'âme lamentable, suprêmement lamentable, qui règne en Bretagne depuis bien des lustres, et que, dantesquement, M. Camille Lemercier d'Erm, en la compagnie de son guide virgilien, M. Anatole Le Bray, vient de révéler ? Plaies atroces qu'il faut à tout prix soigner et guérir, si l'on ne veut pas que la gangrène dévore l'un des organismes les plus riches par où la France respire et triomphe dans le monde ! Dénoncer comme criminels guillotinables MM. Anatole le Braz et Camille Lemercier d'Erm, n'est-ce pas demander la tête de hardis chirurgiens ?

Car voici l'état d'âme lamentable, suprêmement lamentable révélé par la publication de ces textes — bretons et français — et que ne saurait apaiser, mais qu'envenime au contraire la véhémence dénonciatrice des intellectuels francisants d'Armorique :

Il existe en Bretagne une langue populaire, la langue maternelle des gens du pays (parlée par près de deux millions de Bas-Bretons), dont l'enseignement est *interdit* en Basse-Bretagne, dont le parler même est pourchassé avec acharnement par les fonctionnaires de l'Etat français. Cette langue n'est pas un patois quelconque, c'est une *langue*, au sens propre du mot, au sens scientifique et littéraire.

Cette langue est fille de l'antique *celte*, qui fut sœur du latin et du grec, dans la famille des langues indo-européennes. Elle est elle-même sœur du gallois, enseigné actuellement et honoré par l'Etat britannique ; cousine germaine du gaël d'Ecosse et d'Irlande.

L'armoricain, le gallois et le gaëlique sont actuellement les trois branches encore fleurissantes du grand arbre celtique qui jadis re-

couvrit sous son ombrage le berceau des innombrables parlers d'Europe.

Le fait que cette langue vénérable des Bretons est traitée par l'Etat français comme un ignoble jargon à arracher du sol, ou comme une langue ennemie, traîtresse, dont le parler menace perpétuellement la sérénité de l'Etat français, ce fait a créé et perpétue encore actuellement en Bretagne le lamentable, suprêmement lamentable état d'âme que ces « Bardes et Poètes nationaux de la Bretagne Armoricaine » clament avec une telle douleur.

Des milliers de héros bretons, de héros bretons *bretonnants*, parlant cette langue raillée, vilipendée et suspecte, se sont fait tuer (l'Histoire dit avec quelle foi !) sur tous les champs de bataille du monde, au cours de cette guerre, *pour la France*, pour la Justice et le Droit ; pour que les *Petites Nations* aient le droit de parler leur propre langue, — *alors qu'eux-mêmes ne l'ont pas — le droit de parler la leur !*

C'est là *le scandale*, qu'avec mille accents des plus pathétiques, lyriques, dramatiques et mystiques, c'est là le scandale que ces 80 « Bardes et Poètes nationaux de la Bretagne armoricaine » sont en train de faire...

L'un de ces 80 est Jean-Pierre Calloc'h qui signait *ici* Bleimor (loup de mer) ; le « lieutenant J.-P. Calloc'h », tué par un obus au bois d'U... au delà de Noyon, le mardi de Pâques 10 avril 1917.

J.-P. Calloc'h, de qui René Bazin déclare :

> Les grands poètes sont bien rares, même simplement les vrais poètes. Celui-là en était un grand... Cette poésie concise, pleine, humaine et divine, c'est-à-dire complète, qui nous la rendra ? Et celui qui chantait ainsi est mort.

Parler, propager, cultiver la langue bretonne — insistent les... scandalisés d'Armorique, c'est faire œuvre traîtresse envers la France (ces 80 Bardes et Poètes le prouvent bien !) d'abord ; ensuite, c'est servir les puissances de l'obscurantisme (la plupart de ces 80 Bardes et Poètes sont des prêtres, ou des catholiques romains), etc.

Cependant voici un homme qu'il est assez malaisé de qualifier de « Jésuite » ; plus malaisé encore de déclarer traître à la France, puisqu'il lui a donné, en cette guerre, beaucoup plus que sa vie : la lumière de ses yeux : le peintre J.-J. Lemordant. Or, ce héros, s'il en fut, et ce sage, égal aux sages antiques, éditait et illustrait avant la guerre, — avec quel enthousiasme, cinquante lettres en témoigneront publiquement bientôt, — une « revue d'éducation paysanne bretonne », en les quatre dialectes, vannetais, cornouaillais, léonais et trécorrois, BRUG, dans le but d'aider à la culture littéraire et *révolutionnaire* des Bas-Bretons, et il écrivait :

Il faudrait, *tout en nous efforçant de sauver la langue,* tâcher de provoquer une renaissance artistique ; susciter des caractères, des hommes, des êtres fiers d'être Bretons. La tâche est grande !

§

Cette *grande* tâche-là Lemordant n'est pas heureusement le seul à la rêver ! Bien d'autres l'ont entreprise avant même qu'il y ait jamais songé — et continuent à la mener à bien. L'espace me fait défaut aujourd'hui et je ne puis citer que quelques noms :

MM. Loth, ancien doyen de la Faculté des Lettres de Rennes, professeur au Collège de France ; G. Dottin, doyen actuel de la Faculté des Lettres de Rennes ; P. Le Roux, maître de Conférences à la même Faculté, — qui ont institué à Rennes des cours de langue celtique, de breton pratique, des certificats ou des diplômes (baccalauréat, doctorat) et des rubriques de *Bibliographie Bretonne*, et de *Chroniques d'histoire et de littérature bretonnes* dans les *Annales de Bretagne*, etc. En dehors de l'Université, citons d'abord l'éminent celtisant et le vénérable apôtre M. F. Vallée, fondateur de *Kroaz ar Vretoned*, en langue vulgaire, mais très pure ; auteurs des *Notennou diwar-benn ar Gelted koz*, admirable essai de breton savant. Citons encore M. l'abbé Perrot, avec sa *Feiz-ha-Breiz*, qui renaît ces jours-ci plus florissante qu'avant la guerre ; M. Le Moal et *Arvoric ;* M. P. Mocaer et *Buhez-Breiz ;* M. Le Diberder, et « La Glorieuse Bretagne des Armées », etc., etc. Et je ne mentionne ni les groupes de militants (Unions, Fédérations, Gorseds), ni les chanteurs, ni les acteurs... etc., ni les grammairiens ! Nos prochaines chroniques seront consacrées à ces manifestations de la vie celtique et aux manifestations analogues au Pays de Galles, en Ecosse, en Irlande.

EMILE MASSON.

LETTRES HISPANO-AMÉRICAINES

Le Mondonovisme. — Amado Nervo : *Elevacion,* typographie artistique, Madrid — Edmundo Montagne : *Pordiosero de Amor,* « La Lectura », Buenos-Ayres. — E.-M. Barreda : *Un Camino en la Selva,* « Nosostros », Buenos-Ayres. — A. Bosquez Solar : *Laudatorias Heroicas,* « Minerva », Santiago (Chili). — R. Alberto Arrieta : *Las Noches de Oro,* « Nosostros », Buenos Ayres. — Emilio Oribe : *El Castillo Interior,* « Renacimiento », Montevideo. — Alberto Ureta : *El Dolor Pensativo,* Sanmarti, Lima. — Montiel Ballesteros : *Savia,* « Renacimento », Montevideo. — Enrique Gonzalez Martinez : *Parabolas y otros poemas,* « Cultura », Mexico. — M. Megallanes Moure : *La Casa junto al Mar,* Imprimerie « Universo », Santiago (Chili). — Memento.

Comme nous l'avons déjà dit, le mouvement qui triomphe aujourd'hui dans notre littérature, le **Mondonovisme**, tend à adapter à notre esprit et à notre milieu les véritables conquêtes réalisées par le mouvement précédent, le Modernisme. Il ne s'agit pas, naturellement, d'instaurer un art local ou même national, toujours limité,

mais d'interpréter ces grandes suggestions de la race, de la terre ou de l'ambiance qui animent toutes les littératures supérieures, suggestions qui, loin d'annuler l'universalité primordiale en toute création artistique véritable, la renforcent en la différenciant. Il s'agit simplement de créer l'art du Monde Nouveau, je veux dire de la terre jeune et de l'avenir. Toutes les modalités, assurément, rentrent dans un tel courant. Il n'importe, donc, que les poètes fassent du lyrisme de pensée, de sentiment ou de sensation : ceci est question de tempérament. L'indispensable, c'est que tout artiste se manifeste sincèrement, c'est-à-dire en homme du Nouveau Monde. Ce mouvement a été déterminé par la maturité relative de notre esprit et aussi par l'ambiance de force et de sincérité inaugurée avec le siècle nouveau. Quand il commençait à peine à débuter, nous qui avions été un des plus fervents champions du Modernisme, avons salué son avènement dans la préface de notre livre *Romances de Hoy*.« L'ambiance est comme le parfum, disions-nous, sans que nous y prenions garde, il nous enveloppe, nous pénètre et finit par nous griser. Et si l'ambiance d'aujourd'hui est si claire, si fraîche, si bienfaisante, pourquoi ne pas nous laisser conduire par son souffle suave vers l'horizon où une aurore de vie et de beauté irradie doucement son or immaculé ? » Tous nos écrivains vraiment nouveaux se sont laissé conduire par ce souffle suave.

Une telle impulsion a été, en poésie, aussi propice que féconde. Nos poètes produisent sans discontinuité et chaque fois avec une plus grande intensité ou une maîtrise plus marquée de leur art. C'est ainsi que dernièrement plusieurs de nos aînés ou de ceux qui ont conquis un nom, ont publié des livres remarquables : M. Amado Nervo, un recueil de poèmes vigoureux et austères comme des diamants noirs, **Elevacion**; M. Edmundo Montagne, un petit livre charmant de tendresse et de sincérité, **Pordiosero de Amor**; M. E-M. Barreda, un bouquet de vers saturés du parfum de la forêt ancestrale, **Un Camino en la Selva** ; M. Borquez Solar, un recueil de pièces de différentes époques, dans lequel il y a des notes vigoureuses, **Laudatorias Heroicas** ; M. R. A. Arrieta une poignée de rimes délicates, comme veloutées de l'azur de ses heures sereines, **Las Noches de Oro**. De même plusieurs jeunes nous ont offert des œuvres vraiment intéressantes : M. Emilio Oribe un livre assez ferme et pur, **El Castillo Interior** ; M. Alberto Ureta un recueil délicat, quoique non encore bien personnel, **El Do or Pensativo**; M. Montiel Ballesteros un volume vigoureux, plein de bonne intention, **Savia**. Ayant déjà présenté ces poètes, nous ne pouvons aujourd'hui nous occuper en détail de leurs livres, car nous avons à traiter d'autres ouvrages d'auteurs dont nous n'avons pas encore parlé ; nous y reviendrons.

M. Énrique Gonzalez Martinez, mexicain, est un des plus hauts représentants de notre poésie nouvelle. C'est un lyrique né qui a cette éternelle «aspiration» à chanter dont parle Sully-Prudhomme, et un artiste mesuré doué de ce genre de tact qui crée les œuvres impeccables ; d'autre part, c'est un esprit inquiet, enflammé de ce désir de se surpasser qui conduit aux plénitudes. Ainsi, il a chanté tout ce qu'il a vécu ou pensé, il s'est fait une technique de nuances et de mesure, composée de ce qu'il y a de plus fin et de plus ferme dans les tentatives modernistes, et il a suivi une évolution d'esprit qui a fait dire avec raison que son œuvre est une ascension constante. D'abord, conquis par les maîtres du Modernisme, il cultive en ses premiers recueils : *Preludios*, *Lirismos*, *La Hora Inutil*, une poésie brillante et voluptueuse, toute sensation et fantaisie ; il évoque le mythe grec éternel ; il met en vers espagnols les aides du Parnasse ou du Symbolisme français. Mais bientôt, dans *Silenter*, il se concentre en méditation, cherche une émotion plus profonde ; il traduit « les voix de la solitude » ; il désire « écouter le silence et voir les ténèbres ». Et dans *Los Senderos Ocultos*, il rencontre le chemin qui le mène à la découverte de la nature et de sa propre âme ; alors, dans son panthéisme sentimental, il entend « les plaintes exhalées par l'arbre blessé » et il voudrait ôter ses sandales « pour ne pas blesser les pierres du chemin ». Et voici que dans *La Muerte del Cisne*, il nous conseille de tordre le cou à l'oiseau olympien. Comme M. Carlos Reyles ? Non. Il ne veut pas tuer l'idéalisme, ce qu'il désire exterminer, c'est la poésie pompeuse, pas toujours significative, dont nos poètes modernistes ont usé et abusé. Il veut que le lyrisme soit la prière de l'esprit et des choses : « l'oraison qui surgit dans la fontaine qui coule. » Et initié ainsi à la beauté intérieure, il chante enfin, dans *El libro de la Fuerza, de la Bondad y del Ensueno*, l'hymne d'idéalité et de pitié de la sagesse éternelle. Ainsi, M. Gonzalez Martinez est principalement un poète de la pensée. Certains de nos romantiques l'ont été aussi, mais il l'est véritablement, je veux dire en lyrique pur, dépouillé de toute éloquence, qui sait donner à l'idée le frémissement de l'émotion : c'est cela qui le caractérise et le rehausse singulièrement. Pareille attitude a valu au poète l'adhésion enthousiaste des jeunes de son pays. M. P. Henriquez Urena, qui a habité un certain temps au Mexique, voit en lui notre poète représentatif actuel, et, dans sa manière, l'évangile de notre lyrisme nouveau. Sans doute, il est un des plus hauts représentants du Mondonovisme par son élévation, son inquiétude, sa force, sa sincérité, mais il se ressent encore de notre lyrisme d'hier par certains détails de rhétorique (emploi de vocables poétiques périmés ou des rimes trop usitées) par sa méfiance de la versification libre, et surtout par sa tendance au lyrisme abstrait, dédai-

gnant ainsi toute suggestion raciale ou autochtone. Quant à ce que sa manière soit celle de nos nouveaux poètes, nous ne le croyons pas, comme nous ne croyons pas non plus qu'elle soit celle de tous les symbolistes français : parmi ceux-ci comme ceux-là il en est pas mal qui sont simplement poètes du sentiment ou de la sensation.

Mais comment émettre un jugement définitif sur un poète comme M. Gonzalez Martinez qui vit en pleine évolution créatrice ? Voici qu'en son dernier livre, **Parabolas y otros Poemas**, il se présente à nous sous un aspect nouveau. Il nous offre à présent son émotion dans le suggestif moule évangélique, cher à notre grand Rodo. Seulement ses paraboles sont plus que des allégories aphoristiques, ce sont des états d'âme personnels symbolisés. Voyez ce vieillard qui porte au cœur « une note du vent, une lointaine trépidation de la mer unies à une rêverie lunaire » ; regardez cette vierge aveugle qui sent pénétrer dans son âme le charme du crépuscule et de la mer, avec « l'âme merveilleuse du son » ; considérez cet « hôte sans nom » qui chemine jour et nuit sans savoir d'où il vient ni où il va. Est-ce que ce ne sont pas des aspects de la propre personnalité du poète, frappés en symboles transcendants ? Mais M. Gonzalez Martinez nous dit aussi directement, dans d'autres poèmes, les impressions ou les méditations de son âme inassouvie : sa nostalgie de la vie naturelle, suscitée par la douceur de la matinée ; ses souvenirs d'amour évoqués par le « vert miraculeux » de la clarté du bois, sa hantise de la douleur ou de l'inconnu éveillé par le « troupeau des nuages » ou par la porte fermée. Il voudrait chanter tout, « sentir tout, à la manière d'un vaste cœur au milieu de l'univers ». Il nous donne, enfin, quelques traductions du divin miniaturiste d'*Au flanc du Vase*. Il s'est adonné constamment à traduire les poètes français modernes qu'il aime, cherchant peut-être de la sorte un emploi à son excédent de sève lyrique. Ainsi il a publié sous le titre de *Jardines de Francia* un recueil de traductions de Heredia, Verlaine, Verhaeren, Vielé-Griffin, Régnier, Paul Fort, Raynaud, etc., versions excellentes qui rendent aussi bien l'idée que l'image et le vers. Dans la forme de son nouveau livre, M. Gonzalez Martinez nous offre également quelque chose de nouveau chez lui. Délaissant la strophe régulière, il mêle parfois aux vers uniformes des vers mineurs différents, qui nuancent l'harmonie et aident à la pureté de l'expression ; en tant que descendant de ses rêves abstraits, il crée certaines pièces de cette poésie d'impression directe qui colore la strophe des tons de la terre et du ciel environnants. C'est tout un chemin nouveau. Notre poète le suivra-t-il ?

A l'encontre de M. Gonzalez Martinez, M. Magallanes Moure, chilien, est un poète immanent, tout sentimental. Lyrique pur, mais peu imaginatif, il poursuit l'essentiel des sensations, mais ne chante

rien que ses émotions vécues. De là sa tendance très louable à interpréter au travers de son âme la vie et le paysage de son milieu. Il a donc pu dire avec raison que son idéal artistique est une sorte de poésie réaliste. Il ne faut pas croire pour cela qu'il soit un arriéré. Du modernisme il n'a pas pris le luxe décoratif et l'amour du rare et du raffiné, mais il y a puisé le goût de la forme épurée et rénovée et celui du vers libéré et personnel. Est-il un peintre de la poésie, comme l'affirme J. Gamboa dans la préface d'un de ses livres? C'est parfois un dessinateur qui anime ses croquis d'une insinuation d'azur ou d'un soupçon de rose. Ses poèmes disent des illusions d'adolescence, des spectacles de la campagne natale, des impressions de la vie quotidienne, des chants d'amour, surtout ceci : il est principalement un poète de l'amour. Et tout cela en une forme simple, d'images spontanées, et en vers cristallins, de rimes discrètes. Toutefois il faut reconnaître que ce poète semble parfois un peu naïf, voire puéril, mais le plus souvent il se montre intense et fin, et il est toujours délicat et sincère. Ainsi, dans ses deux premiers recueils : *Facetas Maticês*, où se trouvent certains très beaux poèmes d'inspiration autochtone, et dans son livre suivant, *La Jornada*, dans lequel on rencontre beaucoup de pièces sentimentales de toute beauté.

Dans le dernier volume qu'il vient de publier, **La Casa junto al Mar**, M. Magallanes Monre s'est surpassé. On y voit en effet toutes ses qualités exaltées. Quelle chaude sincérité dans les confidences d'amour : cette évocation de l'aimée dont l'illusion est si vive que l'amant cherche « à tâtons » dans l'ombre la main adorée ; cette « réconciliation » chaleureuse, comme une étreinte, dans laquelle on se rappelle, en les échangeant, les caresses oubliées! Quelle pureté exquise dans les visions : cette « lune de minuit », qui apparaît « quand tout dort », « comme un mirage de rêve » ; ces rochers dressés dans la mer, où va se poser tout ce qui est ailé, « oiseau, lumière et regard » ! Quel tact délicat dans la stylisation de la vie locale ; ces « promenades à cheval » par le sentier qui fuit sous le crépuscule complice, ce tableautin du foyer honnête de si tendre suggestion ! Quel art délicat en la rénovation de la forme : ces strophes dégagées de toute scorie de rhétorique, ces vers réduits à leur concrétion adamantine ! C'est de la poésie amoureuse la plus fine et la plus spontanée. M. Magallanès a passé déjà la quarantaine. Mais, véritable poète, il continue d'être enfant ; il poursuit donc l'éternel papillon rose. Comment ne pas l'excuser, si avec cela il est parvenu à ranimer un genre que bien des lyriques jeunes considèrent comme enterré? Un tel poète manque naturellement d'ironie et même d'esprit. Aussi n'a-t-il pas tout à fait réussi dans la comédie et dans le poème humoristique : ses pièces *La Batalla*, *Lluvia de Prima-*

vera, aussi bien que ses poèmes « Los Pajaros », « Maese Salomon » ne parviennent pas à convaincre. En retour, il a écrit avec succès la nouvelle sentimentale : son petit livre *Que es Amor?* est un recueil de récits charmants. Mais c'est dans le genre lyrique qu'il réussit le mieux ; son dernier recueil est une des œuvres les plus pures qu'ait produites notre poésie nouvelle. Ce chanteur sentimental est un de nos meilleurs poètes mondonovistes. Cependant, M. Magallanes n'a pas la renommée qu'il mérite. C'est qu'il est chilien, et qu'au Chili les écrivains ne jouissent pas de la haute considération qui leur est accordée dans les autres républiques hispano-américaines ; la ploutocratie qui gouverne méconnaît les intellectuels et se prive ainsi du concours des hommes les plus cultivés.

MEMENTO. — A. Gomez Restrepo : *En la region del Ensueno*, Arboleva y Valencia, Bogota. Fantaisie dialoguée, fluide et harmonieuse, de ce remarquable écrivain colombien qui se distingue surtout comme critique ; nous attendons de lui un livre de ce genre pour le présenter en nos chroniques. — Arturo Ambrogi : *Cronicas Marchitas*, « El Centro americano ». San Salvador. Impressions de voyage pittoresque, captivantes ; l'auteur est un des meilleurs écrivains de l'Amérique Centrale ; lorsque nous connaîtrons ses livres antérieurs, nous nous occuperons de la totalité de ses œuvres. — Juan B. Delgado : *Paris y otra poemas*, J. Escalante, Mexico. Nouveau recueil de poèmes de ce fervent poète mexicain, sur lequel des écrivains distingués comme Urbina, Gonzalez Martinez, Carricarte, etc., ont publié des jugements éloquents. — O. Mendez Pereira : *Notas y Bocetos*, « La Lectura Popular », Panama. Etudes ou articles d'une haute valeur éducative ; M. Mendez est un critique cultivé et inquiet de qui on est en droit d'attendre beaucoup, nous reparlerons de lui à l'occasion. — Alfredo Martinez : *Paisages sentimentales*, « Mercurio », Montevideo. Vers tendres et délicats de ce jeune poète uruguayen qui est en même temps un critique avisé. — Eduardo Poirier : *El fin de la Guerra Mundial*, « La Ilustracion », Santiago (Chili). Eloquent discours de cet écrivain chilien bien connu, ministre plénipotentiaire de Guatemala au Chili, prononcé en un banquet offert au représentant diplomatique de Belgique à Santiago. L'auteur y rappelle les notes de félicitations qu'il envoya aux ministres de l'Entente à l'occasion de la victoire ; dans celle adressée au ministre de France il dit entre autres belles choses : « Comme il s'agissait d'une lutte de justice, elle eut nécessairement à grouper sous le labarum revendicateur tous les hommes et toutes les races. Ainsi s'effectua de nouveau le merveilleux phénomène psychique de la transfusion de l'âme française en l'âme de l'univers entier, engagé cette fois dans la croisade la plus grandiose des temps modernes... » — Alberto Mackenna : *Pour le Droit et pour l'Honneur*, Imprimerie Barcelona, Santiago (Chili). Nouveau recueil de cet infatigable champion de la cause des Alliés : à remarquer sa conférence « Le Chili inconnu en France, la France mal connue au Chili ».

FRANCISCO CONTRERAS.

BIBLIOGRAPHIE POLITIQUE

Jules Chopin : *L'Unité de la politique italienne*, Bossard, 3 fr. 60. — Georges Popesco : *L'Internationalisation des fleuves navigables*, Dubois-Bauer. — Richard Bovet-Grisel : *L'opinion d'un neutre sur le bolchevisme magyar*, avec 9 documents fac-similés, Lefilleul, Berne. — Gaston Gaillard : *L'Allemagne et le Baltikum*, Chapelot, 6 fr. — Paul Vergnet : *La France au Rhin*, La Renaissance du Livre, 2 fr. 50. — Yovan Radonitch : *La Batchka*, Bloud et Gay, 1 fr. 50. — Divers : *La Question du Pacifique et la Presse Française*, Petite collection américaine, Coueslant, à Cahors, 50 c.

En intitulant son livre **L'Unité de la politique italienne**, M. Jules Chopin a voulu montrer que soit avec la Triple alliance, soit contre elle l'Italie a toujours poursuivi le même but, la domination exclusive de l'Adriatique et de la Méditerranée orientale. Et cette vue n'est pas inexacte. Il est probable notamment que ce sont les visées très précises de l'Allemagne sur l'empire ottoman, et en particulier sur la Tripolitaine, qui ont décidé l'Italie, bien avant 1914, à rompre avec elle. Ce point de la mainmise allemande sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque n'a pas été complètement éclairci ; on a dit que le Kaiser avait en poche la promesse des Jeunes Turcs de le laisser s'établir sur tout leur littoral africain et que c'est la connaissance de cette prochaine occupation qui décida M. Giolitti à brusquer les choses et à débarquer lui-même à Tripoli sans prétexte bien net. Ce serait l'excuse et même la légitimation d'une politique à première vue inapprouvable. Et il est bien à croire également qu'en se rangeant en 1915 du côté de la Triple Entente, l'Italie poursuivait principalement ses visées sur l'Adriatique des Habsbourg : Trieste, Fiume et Dalmatie. En signant le traité de Londres avec elle les puissances alliées ont tout sacrifié à la destruction d'un ennemi alors formidable, et on ne saurait leur reprocher d'avoir méconnu les droits du peuple yougo-slave qui n'avait pas encore secoué le joug austro-hongrois. C'est l'Italie qui aurait dû, par la suite, d'elle-même, se faire une âme généreuse et comprendre que l'effondrement de la domination viennoise avait créé une situation nouvelle même dans l'Adriatique, comme l'effondrement de la domination berlinoise avait ouvert une ère nouvelle dans le monde. Elle aurait aussi dû se rendre compte qu'en prenant parti pour la Triple Entente contre les Empires centraux elle n'obéissait pas tant à cet égoïsme sacré dont elle parlait qu'à une vue très haute et très désintéressée de défense de la civilisation, tout comme la République étoilée. Mais les peuples ne lisent pas facilement dans leurs propres âmes ! Nous-mêmes, sous la Révolution et l'Empire, nous imaginions poursuivre des buts très nationaux, alors qu'en réalité, même après le guet-apens de Bayonne, même après le passage du Niémen, nous visions des buts de haut progrès général. L'Italie peut-être ne tardera pas à le voir et elle sourira alors en pensant à l'âpreté irritée avec laquelle elle réclamait des

îles dalmates ou grecques qu'elle se réjouira de ne pas avoir obtenues. Elle rendra alors aussi justice à notre attitude : tout en regrettant sincèrement, et dans son propre intérêt, de la voir ainsi s'opiniâtrer dans d'inutiles revendications, nous n'avons pas renié notre engagement, bien que le problème qui se posait à nous de choisir entre notre parole et le droit des autres fût le plus angoissant et troublant qui puisse être. Le soleil méditerranéen aura dissipé tous les nuages et le bon sens latin dégonflé toutes les métaphores, et la France et l'Italie se retrouveront les deux sœurs loyales et égales, et les deux amies sincères et fières l'une de l'autre qu'elles n'ont jamais cessé d'être au fond, en dépit de leurs politiciens et de leurs rhétoriciens.

Quand il parle de l'**Internationalisation des fleuves navigables**, M. Georges Popesco parle uniquement du Danube et de la Roumanie, et c'est, d'un côté, regrettable, car le problème, tel que le pose le titre, eût mérité d'être traité dans toute son ampleur. Peu d'articles du traité de paix sont aussi importants que ceux qui consacrent le caractère international des grands fleuves allemands, Rhin, Elbe, Oder, Danube, et rien ne changera davantage le caractère de l'ancien empire des Hohenzollern. L'Allemagne, ici comme ailleurs, est punie par où elle a péché. Elle avait méconnu le caractère international du Rhin, notamment, au mépris des droits de la Suisse et de la Hollande, au mépris de ses propres engagements du traité de Vienne, et elle en avait fait un fleuve uniquement allemand; n'avait-elle pas caressé l'idée de détourner à Wesel son cours vers l'Ems, de façon à libérer ses eaux de la souillure du passage sur le sol hollandais ? Or, le vieux Rhin, le fleuve sacré des fakirs pangermanistes, reprend son caractère international, comme un simple Danube, et il y aura une Commission du Rhin, comme il y a une Commission du Danube ! Parfait, car ce n'est que justice. Même on peut regretter qu'à l'internationalisation juridique du plan d'eau de tous ces fleuves, le traité de paix n'ait pas joint une surveillance, au moins temporaire, du thalweg et des rives par les armées de la Civilisation ; de même que les contingents français et belges monteront la garde le long du Rhin, les troupes polonaises auraient surveillé le cours de l'Oder, et les bataillons tchéco-slovaques celui de l'Elbe, et les divisions italiennes celui du Danube austro-allemand, et les yougo-slaves celui du Danube hongrois, avec partout droit de patrouille dans une zone de cinquante kilomètres sur l'autre rive ; au moins, avec ces précautions, on eût pu dormir sur ses deux oreilles.

Du Danube internationalisé on passe tout naturellement à la Hongrie. Le mémoire de M. Richard Bovet-Grisel, **L'opinion d'un neutre sur le bolchévisme magyar**, est une utile contribution à l'étude des dessous psychologiques de la guerre. Le

bolchévisme magyar a été une simple transformation du kaiserisme magyar, étroitement lié lui-même au kaiserisme allemand, comme le bolchévisme russe a été la transposition du tsarisme moscovite non moins lié au même kaiserisme. Le cas du comte Carolyi essayant de rouler l'Entente et, quand il voit qu'il n'y parvient pas, passant la main à Bela-Kuhn, est un cas très net de trahison de la civilisation au profit de ces deux contre-civilisations que sont le kaiserisme et le bolchévisme. Etrange spectacle que donnent ces deux forces, en apparence et même au fond ennemies irréconciliables, et qui, pourtant, par obéissance à l'esprit de violence, leur père commun, font toujours cause commune contre les masses qu'il s'agit d'asservir ! Instructif spectacle aussi celui que donnent ces masses dans leurs pays respectifs, les masses russes veules et folles et se laissant terroriser lâchement par les gardes rouges comme autrefois par les cosaques, peuple voué au knout, hélas ! et les masses allemandes fortes et disciplinées, ne suivant leur Kaiser que tant qu'il aura chance d'asservir les autres peuples et jouant de leurs propres bolcheviks juste dans la mesure où il s'agit de repréparer dans le lointain cet asservissement, auquel nul Allemand n'a renoncé dans le fond du cœur. Quant aux masses hongroises, elles sont beaucoup plus près des germaniques que des slaves, et Andrassy, les deux Carolyi et Bela Kuhn sont de mèche, absolument comme le sont Max de Bade, Scheidemann, et les successeurs de Liebknecht. Conclusion logique : tous ces bolchévismes, russe, hongrois ou teuton ne peuvent avoir pour amis ou dupes chez nous que les servants, plus ou moins conscients, des anciens tsarismes et kaiserismes ; tout cela est du boche.

HENRI MAZEL.

§

La question redoutable des nationalités, que créa la Révolution française au nom du droit alors nouveau des peuples, a déjà modifié l'aspect et la structure de l'Europe au cours du XIXe siècle. Dans la guerre qui s'achève, elle nous a permis de combattre l'Allemagne et ses alliés avec avantage ; mais au moment d'établir le nouveau statut européen, elle risque d'embarrasser quelque peu les diplomates. Tout le monde connaît, — ou croit connaître le *guépier* des Balkans, — alors que les peuples Baltiques (Livoniens, Esthoniens, Lithuaniens, Finlandais, Polonais, etc.) et encore plus leurs aspirations, leurs divergences, l'importance de leur rôle historique, sont à peu près ignorés. Pourtant il s'agit là d'une question importante. M. Gaston Gaillard en a étudié les divers aspects avec compétence, et son livre, **l'Allemagne et le Baltikum**, mérite d'être lu avec attention. De la solution du problème dépendra effectivement, en grande partie, le repos futur de l'Europe, — la solidité du nouvel état de choses qui va enfin s'établir au soir du conflit actuel.

C'est en effet sur ce théâtre lointain que le Slavisme et le Germanisme continuent malgré tout à se rencontrer, à s'opposer, à se combattre, quelles que soient les solutions adoptées par notre coalition occidentale.

La Prusse, nation à peine allemande (1), mais qui représentera dès la ratification du traité de paix le Germanisme d'une façon encore plus *pesante* qu'avant 1914, — puisque nous n'avons pas su, ou pas voulu, ou pas pu briser l'unité de l'empire, et qu'au contraire c'est un nouvel Etat, républicain, socialiste et centralisateur qui s'organise maintenant, — la Prusse opposera le nouveau Germanisme au Slavisme désemparé. Si la vieille Russie se réveille, s'organise suffisamment ; si elle parvient à se libérer du soviétisme, qui inquiète maintenant toute l'Europe, elle cherchera de nouveau, ayant renoncé non sans regrets à Constantinople, aux mers lointaines, à régner sur la Baltique. Elle trouvera en face d'elle la nouvelle Allemagne qui a dû renoncer par force, elle aussi, à la grande mer libre, et cherchera d'une façon ou d'une autre l'accès de la Baltique restée sa seule route vers l'Orient. Que si l'ancien empire des Tsars continue à se désagréger sous la mauvaise influence de fanatiques étroits, l'Allemagne aura beau jeu, et une de ses principales préoccupations sera *d'organiser* les Slaves. On peut craindre en somme que la barrière de la Pologne ressuscitée et l'*active surveillance* de la jeune Société des Nations ne soient insuffisantes et ne puissent empêcher des événements dont les conséquences nous importent, ainsi qu'à toute l'Europe occidentale. — Le travail de M. Gaston Gaillard est une curieuse contribution à l'étude des problèmes que devra résoudre la diplomatie actuelle.

De M. Paul Vergnet, **la France au Rhin** est le titre d'un petit volume où se trouvent consignés les résultats d'une enquête entreprise dans *la Libre Parole*, au moment où s'ouvrait la Conférence de la Paix, sur les droits de la France et sa frontière historique de l'Est. Comme dans toutes les enquêtes en général, on y trouve quelques réponses curieuses, d'autres quasi nulles ou sans portée ; mais on peut toujours le dire, les gens que l'on consulte sur n'importe quelle question n'auront jamais l'idée de se récuser, — même s'ils n'ont qu'une compétence vraiment un peu trop relative. Il faut excuser ce travers. Le plus intéressant du livre c'est, d'ailleurs, l'introduction, où l'auteur a condensé les éléments de cette histoire. « L'Alsace, dit-il fort bien, est autant allemande que française et il faut absolument nous protéger contre un retour toujours possible de l'ennemi. » Lors du traité de 1815, la Prusse eut les provinces rhénanes en place de la Saxe qu'elle demandait, — arrangement que

(1) Voyez le petit volume si curieux de M. De Quatrefages : *La Race Prussienne*, publié au lendemain de la guerre de 1870-71.

préconisa l'Angleterre dont toute la politique se dressait contre la prépondérance française. La guerre de 1870-1871 valut enfin à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine que les derniers événements viennent de lui faire perdre. Mais il faut comprendre que la question du Rhin n'intéresse pas que la possession de ces deux provinces. C'est aussi le Palatinat, la Prusse rhénane jusqu'à la frontière des Pays-Bas. Plusieurs de ceux qui répondent à M. Paul Vergnet demandent au reste que non seulement l'Alsace-Lorraine nous fasse retour, mais les territoires que limite le fleuve, — les pays qui étaient à nous avant 1815. On peut citer à ce propos une intéressante communication de M. Babelon, puis des paroles judicieuses de Mgr Gibier, évêque de Versailles. M. Fallex, professeur à Louis-le-Grand, fait remarquer, avec plusieurs autres, que des endroits comme Landau, Bergzabern demandèrent autrefois a être réunis à la France. M. Gaudin de Villaine et M. Berget revendiquent également la rive gauche du Rhin, et l'on rappelle que Chateaubriand réclamait de même le pays qui s'étend entre Strasbourg et Cologne comme un rempart contre la ruée germanique. Puis il y a ceux qui parlent pour parler, — M. Charles Dupuy, M. Aulard, Me Henri Robert, etc. Tous cependant sont d'accord pour fermer la route aux invasions. Il y aura malheureusement, nous le voyons trop, une solution bâtarde, — ménageant la chèvre et le chou — après quoi on ne pourra que se lamenter lors du prochain conflit. La plaquette de M. Paul Vergnet n'aura pas, sans doute, fait avancer la question, mais elle l'a judicieusement présentée, et en a fixé les points les plus importants, ce qui vaut toujours d'être considéré.

Je m'arrêterai davantage sur une publication de M. Yovan Radonith : **La Batchka**, qui est une étude historique et économique sur les Serbes de Hongrie. Le Comitat de la Batchka, dit l'auteur, a pris son nom d'une ville dont les ruines se trouvent près du village de Batch, au nord-ouest de Palanka. C'est une région qui s'étend au nord du Danube. Le nom de Bodrog, d'autre part, vient d'un château ruiné près de Sambor et de l'ancienne tribu des Bodritchi. Mais au moyen age ce territoire englobait trois comitats et dont les frontières furent souvent modifiées. Délivrée des Turcs à la fin du XVIIe siècle, la Batchka comprit les comitats de Bodrog et les confins serbes sur la Tissa, rivière qui coule du nord au sud pour se jeter dans le Danube et servit longtemps de frontière. Le territoire actuel de Batch-Bodrog date seulement de 1873, — région fertile et qui est bien le grenier à blé de la Hongrie ; où se pratiquent également l'élevage et la viticulture. Il y a d'autres considérations géographiques et statistiques dans le volume de M. Yovan Radonitch. Il arrive enfin à l'historique du pays qui forme la partie la plus importante et d'ailleurs la plus intéressante de son travail. Agatirses, Yasyges,

Goths, Huns s'y succédèrent, — et incidemment on mentionne que la capitale d'Attila était aux environs de Segedin ; ce furent ensuite les Slaves, mais qui passèrent bientôt sous la domination des Magyars (Xe-XIe siècles). Alors furent organisés les deux comitats de Batch et Bodrog, mais dont les désignations actuelles sont serbes. Sur la fin du XIe siècle, cependant, la partie nord de la Batchka se trouva occupée par les Cumans, qui repeuplèrent de même un côté de la région après l'invasion tartare du XIIIe siècle et se fondirent enfin dans les Magyars. L'infiltration serbe commença avec la fin du XIVe et au siècle suivant on constate que leurs Despotes s'étaient taillé de vastes domaines du côté de la Tissa. Ce fut ensuite l'époque du « tsar Yovan », l'empereur Jean, qui batailla contre les Turcs et établit sa capitale à Soubotitza, au centre du pays. La Batckka, province magyare jusqu'à la fin du XVe siècle, était devenue au XVIe un pays exclusivement serbe. En 1542, ce fut l'invasion turque, et l'on nous décrit l'organisation de la province avec ce nouveau régime. Reprise en 1686, on y attira de nouveau des Serbes pour la défendre. C'est alors qu'on établit les confins militaires ainsi que des colonies nombreuses à l'intérieur, mais les confins militaires comprenaient environ les deux tiers de la population serbe. La conquête du Banat et le traité de Pojarevatz (1718) amenèrent enfin la démilitarisation de la frontière, — qui se trouva décidée en 1741. La Batchka bientôt fut envahie par des populations d'Allemands, de Magyars, de Ruthènes, de Slovaques. On peut rappeler le soulèvement en 1848 des Serbes de la Batchka contre les Magyars, qui fut une des conquences de notre révolution. Le duché serbe fut enfin créé et bon gré mal gré reconnu par l'empereur François-Joseph, — tant qu'il comprit outre la Smyrnie, la Batchka et les comitats actuels de Torontal et de Temes, celui de Krasso, et eut Temichvar pour capitale. La Voïvodina serbe dura jusqu'en 1861 où le duché fut supprimé et rattaché à la Hongrie.

L'exposé de M. Yovan Radonitch s'occupe ensuite des patriarches serbes, puis des catholiques de la région, ainsi que de la littérature et du journalisme. Il donne des détails curieux sur les populations appelées Bounievitzi et Choktzi, — sans parler du peuplement par les Slovaques, les Ruthènes, les Magyars, les Slovaques, les Tziganes, — même les Allemands et les Juifs qui se fourrent partout. Les Serbes n'ont, en somme, un excédent de population que dans les districts de Novi-Sad, Titel et Jabalj ; mais partout une très forte minorité. L'auteur se hâte de dire, du reste, que les statistiques hongroises sont inexactes ; mais c'est s'étonner bien gratuitement puisqu'on sait que la statistique est une des formes du mensonge. On lui fait dire ce qu'on veut et personne n'y va voir. Le fait le plus certain, dans la question du Banat, c'est que l'Autriche, au

temps passé, a fait occuper le pays par les Serbes pour barrer la route aux Turcs. Il ressort enfin de cet exposé que c'est une terre sur laquelle ils ont des droits. — C est en somme la morale qu'on peut tirer de cette publication, — tendancieuse comme on devait s'y attendre, et qui vient au moment où se règlent les partages, les groupements, — hier le royaume enfin constitué des Serbes, des Croates et des Slovènes, — et tout le nouvel Etat politique dont l'Europe accouche si laborieusement à l'heure actuelle.

Une curieuse collection d'articles, tirés pour la plupart des grands journaux français, a été réunie sur les démêlés, dans l'Amérique du Sud, du Chili et de l'état voisin du Pérou : **la Question du Pacifique et la presse française.** On sait comment sont répartis les territoires divers et indépendants qu'on trouve de ce côté au sud de l'Equateur et de la Colombie. C'est le Pérou, puis le Chili, — en arrière et sur l'autre versant des Andes, le Brésil, la Bolivie et la République Argentine. En 1879, le Chili, dont l'éducation a été faite par l'Allemagne, aussi bien au point de vue diplomatique que militaire, chercha querelle à la République Argentine au sujet d'une question de terrains à nitrates. Le Pérou qui offrit d'apaiser le différend s'y trouva bientôt entraîné et le Chili, dont la préparation militaire était meilleure, battit ses adversaires, tant qu'il s'empara de plusieurs provinces en bordure du Pacifique. Il privait ainsi la République Argentine du seul accès qu'elle eût à la mer ; il détient depuis lors les régions de Tarapaca, qui est riche en guano, les terres péruviennes de Tacua et Arica, où l'on exploite en outre des mines de cuivre et d'argent. Un article du traité de paix (1884) dit bien qu'après dix ans ces provinces elles-mêmes auront à se prononcer sur leur sort ; mais le Chili a toujours éludé la question et il a même expulsé des Péruviens qui se prononçaient trop ouvertement contre sa façon d'agir. « Les Chiliens, dit un des articles de ce recueil, sont semblables aux Allemands », dont ils seraient issus(?)— et dont ils ont adopté les procédés, la manière. Le Chili a toujours voulu truquer et influencer pour rester en possession des provinces qu'il détient. Il s'est rangé aux côtés de l'Allemagne dans la grande guerre actuelle. Le Pérou d'autre part a tenu le parti des Alliés et présente maintenant ses revendications au Congrès de la paix, espérant qu'on voudra bien résoudre en sa faveur un conflit qui pouvait bouleverser une grande partie de l'Amérique latine. — Effectivement on a trouvé en général qu'il y avait là pour le tribunal de la Société des Nations une belle occasion d'intervenir. Mais à peine constitué il a, malheureusement, beaucoup d'autres problèmes immédiats à résoudre, et nous craignons bien que ce litige, si éloigné, n'ait pas de sitôt la solution équitable que les Etats intéressés réclament.

CHARLES MERKI.

OUVRAGES SUR LA GUERRE DE 1914-1919

Fernand Roches : *Manuel des Origines de la guerre* ; Paris, Editions Bossard, 6 fr. 60. — Jean Vic : *La littérature de guerre. Manuel méthodique et critique des publications de langue française* (août 1914-août 1916), 2 vol.; Paris, Payot, 16 francs.

M. Fernand Roches, qui, bien qu'il fût alors de nationalité suisse, s'engagea dans l'armée française aux premiers jours des hostilités, dédie son **Manuel des origines de la guerre** « à ses camarades de régiment morts pour la patrie ». L'auteur n'a pas voulu faire œuvre de propagande, mais simplement soumettre à ses lecteurs les déductions qu'il tire des documents déjà publiés. Méthode excellente et qui lui a permis d'écrire le livre le plus attachant et le plus complet parmi tous ceux que le grand conflit mondial ait inspirés.

Il n'a considéré, dit-il lui-même dans son introduction, que les actes et n'a laissé parler que les textes officiels, en ayant soin de ne leur faire dire que ce qu'ils veulent dire. Quand il apprécie, c'est au moyen de citations garanties. Il tient compte des pièces produites par les Empires centraux comme de celles émanant des Alliés ; bien plus, soucieux de connaître tous les moyens de justification pouvant être invoqués par l'ennemi, il s'est attaché à interroger les documents de Vienne et de Berlin, à noter leurs affirmations avec un soin particulier. Tous les « on dit », tous les racontars, tous les « à peu près » ont été écartés. C'est une mise en place précise qu'a voulu être ce travail, rien de plus.

Pour que cette « mise en place » fût complète, il fallait tout d'abord remonter aux causes lointaines de la guerre. C'est l'objet de la première partie du livre de M. Roches. Le traité de Francfort, qui sanctionnait une iniquité, renfermait un germe de conflit dont le développement devait troubler l'Europe pendant quarante-quatre ans. L'auteur aurait tout aussi bien pu chercher en plein dix-huitième siècle l'origine de l'état de malaise dont nous souffrirons encore longtemps. Depuis le règne de Frédéric II, les milieux libéraux de l'Occident ne cessèrent de témoigner à la Prusse des sympathies que la fortune insolente de cet Etat ne parvint pas à diminuer. Sadowa fut célebré sur nos boulevards comme une victoire. Si nos défaites de 1870 nous ouvrirent tardivement les yeux, l'opinion britannique tint en grande majorité pour nos adversaires, jusqu'au moment où la rivalité commerciale et maritime lui fit enfin voir un danger dans l'expansion allemande. Mais M. Roches a raison quand il situe en 1878 — date du Congrès de Berlin — l'établissement de l'hégémonie continentale de l'Allemagne. Ce fut l'apogée de la politique de Bismarck. Mais Guillaume II n'estimait pas, comme le premier chancelier de l'empire, que l'Allemagne fût *rassasiée* ; la prépondérance sur le continent ne lui suffisait pas et il s'aventura obstinément dans la voie de la politique mondiale.

L'auteur étudie successivement les rapports des Puissances jusqu'au moment des grandes crises qui troublèrent l'horizon européen, au cours des années qui précédèrent immédiatement la guerre. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, en 1908, allait faire de la péninsule balkanique le principal théâtre des conflits entre les Etats. Dès lors il fut certain que l'étincelle ne jaillirait pas sur le Rhin, mais en Orient, où la politique brutale des Empires centraux devait nécessairement faire naître le « prétexte » qui mettrait l'Europe à feu et à sang. « Pour l'avoir projetée, préparée et de plus désirée, l'Austro-Allemagne croyait à la guerre. Elle la croyait « inévitable », uniquement parce qu'elle était sûre de la gagner, et elle la proclamait « nécessaire », « sacrée » même, parce qu'elle devait servir ses intérêts. Il ne lui restait plus qu'à attendre le moment propice pour la déclancher. » Après avoir tâté le terrain, à plusieurs reprises, pendant la seconde guerre balkanique, l'occasion attendue se présenta enfin au cours de l'été de 1914. « Le point de départ, mais non la cause, le prétexte, mais non le juste motif, l'occasion, mais non le créateur de l'*inévitable*, fut l'assassinat de l'archiduc héritier de l'Autriche-Hongrie », écrit encore M. Roches. On se rappelle les trois semaines de tension extrême pendant lesquelles l'Europe haletante, mais aveuglée attendait de l'Allemagne un geste pacifique. Toute cette partie de l'exposé de M. Roches est de tout premier ordre. Il juge en historien qui connaît admirablement la matière dont il parle et n'avance aucune opinion qu'il ne l'ait préalablement contrôlée avec soin.

A partir du 23 juillet, date de la remise de l'ultimatum à la Serbie, l'auteur suit les événements au jour le jour. C'est la période au sujet de laquelle les livres diplomatiques contiennent le plus de pièces. Celles-ci avaient du reste déjà été classées méthodiquement par M. J.-W. Headlam, dans son *History of twelve Days*, par M. Joseph Reinach, dont le recueil porte le même titre, *Histoire de douze jours*. Mais les pièces émanant des différentes chancelleries peuvent être contrôlées les unes par les autres, et c'est la tâche à laquelle s'est attaché M. Roches. Après être entré dans le détail des négociations diplomatiques, il montre l'inutilité de ces négociations, car « la volonté de guerre de l'Austro-Allemagne l'emporte sur la volonté de paix de l'Entente ». L'avenir n'ajoutera probablement rien à ce que l'on sait des causes immédiates de la guerre et les judicieuses analyses de M. Roches peuvent être considérées comme définitives. Mais, depuis la publication de son *Manuel*, les Empires centraux ont livré à la publicité quelques documents qui ne font que renforcer la thèse de l'Entente, bien qu'en les sortant de leurs cartons on ait eu pour dessein de ruiner notre argumentation. M. Roches, dans sa troisième partie qu'il intitule « les à-côté du conflit », consacre un

chapitre aux « moyens et procédés de défense de l'Autriche et de l'Allemagne ». Un de ces moyens, c'est de nier qu'il y ait eu, le 5 juillet 1914, un Conseil de guerre à Potsdam, ainsi que l'a affirmé à plusieurs reprises M. Stead, rédacteur politique du *Times*. La revue *Deutsche Politik* a donc cru devoir divulguer, en date du 13 mai, les lettres échangées, au début de juillet 1914, entre François-Joseph et Guillaume II, ainsi qu'une note du chancelier Bethmann-Holweg. Le vieil empereur, dans cette lettre qui constitue tout un mémoire, expose longuement le plan d'écrasement de la Serbie. Remise à Potsdam le 4 juillet par le comte Szœgyeny, ambassadeur de la double monarchie à Berlin, elle fut discutée le lendemain entre Guillaume II et le chancelier, en présence du sous-secrétaire d'Etat Zimmermann. Il n'y eut donc pas de Conseil de guerre à Potsdam, mais la décision y fut prise de laisser agir l'Autriche, ce qui équivalait à accepter les conséquences de la guerre désormais certaine. A cet exemple des procédés maladroits dont se sert actuellement l'Allemagne républicaine pour disculper l'ancien gouvernement on peut en ajouter un autre. M. Roches reproduit dans l'appendice de son livre deux lettres du comte Szœgyeny à son gouvernement, en date des 25 et 27 juillet 1914, que M. Vestnitch a communiquées au *Journal des Débats*. Elles prouvent à l'évidence le double jeu de l'Allemagne, et le vieux diplomate autrichien, si imbu qu'il fût des procédés de son gouvernement, ne manqua pas de le faire ressortir. Que répond maintenant l'Allemagne républicaine ? Par la plume du professeur Hans Delbruck, chargé avec d'autres savants de rédiger un mémoire sur les origines de la guerre, elle affirme que le comte Szœgyeny était incapable de comprendre ce qui se passait alors à Berlin, parce que... il était déjà gâteux. Et cette affirmation s'appuie sur des témoignages de M. de Bethmann-Hollweg, ancien chancelier de l'Empire, et de M. de Jagow, ancien secrétaire d'Etat à l'office des Affaires étrangères ! En vérité, si M. Roches veut compléter son chapitre sur les « moyens de défense » de l'Allemagne, les procédés récents dont s'est servi l'empire républicain lui fourniront ample matière à philosopher !

Le *Manuel des origines de la guerre,* dont cette courte analyse ne nous a pas permis de faire ressortir toutes les qualités, par la disposition de son texte et la distribution des matières, résumée au moyen de brèves notes dans les marges, répond exactement à son titre: c'est un ouvrage de bibliothèques qui, dans l'avenir, sera indispensable à tous ceux qui voudront étudier la diplomatie de la guerre.

Jamais on n'a tant écrit que pendant cette guerre, au cours de laquelle « l'armée de la plume » a voulu soutenir la cause nationale en appuyant les combattants du front. Causes et responsabilités, philosophie de la guerre, conduite des opérations, tout ce qui de près ou de loin touchait au grand drame qui devait décider des destinées

du monde, a été discuté, étudié et commenté. Cette mobilisation générale de l'arrière a mis à jour les opinions les plus diverses, mêlé les idées les plus singulières aux vues parfois neuves et géniales, mais le plus souvent adaptées à la compréhension d'un public dont il fallait soutenir le moral. Que restera-t-il de toute cette « copie » ? En attendant que la postérité fasse le travail de tassement, M. Jean Vic a eu l'excellente idée de cataloguer tout cela et d'assigner une place à chaque article, à chaque brochure, à chaque volume qui traitaient de la guerre. Son « Manuel méthodique et critique des publications de langue française » qu'il intitule : **La Littérature de guerre** comprend 2 forts volumes et n'embrasse que la période qui va du mois d'août 1914 au mois d'août 1916, c'est-à-dire les deux premières années. Il a écarté délibérément tous les articles de journaux, mais s'est donné la peine de dépouiller soigneusement vingt-trois de nos principales revues. Pour dix d'entre elles — celles qui ont semblé les plus importantes, — tous les articles publiés relativement à la guerre ont été, en règle générale, mentionnés et analysés. Nos lecteurs apprendront avec plaisir que le *Mercure* figure parmi ces dix. Les articles publiés dans la suite en volumes, par les soins de leurs auteurs, ou dans des recueils collectifs ont naturellement été écartés. Parmi les revues étrangères, M. Jean Vic, étant donné le caractère de son ouvrage, n'a fait entrer en ligne de compte que celles qui ont publié des articles en langue française. Enfin, un certain nombre d'autres recueils périodiques ont été consultés pour permettre de fournir une bibliographie complète de certaines questions. Mentionnons parmi ces recueils les *Annales* et l'*Illustration*, la *Revue universitaire* et *Foi et Vie*. Il faut regretter que le bibliographe n'ait pas pensé à feuilleter également la collection de l'*Opinion* et de la *Renaissance* qui, dès lors qu'il place un périodique similaire, la *Revue bleue*, parmi les dix revues principales, auraient au moins pu l'aider à corser la matière un peu ténue de certaines questions. Du moment qu'il n'écartait pas les hebdomadaires, son recueil eût gagné à en comprendre un plus grand nombre. C'est ainsi qu'il n'aurait peut-être pas placé Nietzsche parmi les « théoriciens du pangermanisme », s'il ne s'était pas contenté de citer M. Herriot parmi les écrivains qui ont pris le contre-pied de la doctrine soutenue avec la plus grande légèreté pendant les premiers mois de la guerre et s'il avait ajouté d'autres articles parus précisément à l'*Opinion* et à la *Renaissance*.

Mais ce sont là des critiques de détail. M. Jean Vic, par un classement des plus pratiques et facilement accessible, par des analyses succinctes des principaux ouvrages qu'il énumère, par de brèves introductions en tête de chacune de ses rubriques, a fait de son *Manuel* non seulement un dictionnaire bibliographique que l'on

consulte à l'occasion, mais encore un ouvrage d'une lecture tout à fait attachante.

HENRI ALBERT.

A L'ÉTRANGER

Allemagne.

« L'HEURE DU DESTIN ». — Il s'agit maintenant de contraindre l'Allemagne à appliquer les clauses du traité de paix. Si l'on en juge par les procédés dilatoires dont elle s'est servie pour retarder sa signature et en altérer le sens, il faut convenir que cela ne sera pas facile. Jusqu'au dernier moment, elle a cru que l'Entente se laisserait fléchir et, quand vint l'heure suprême de la soumission, aucun de ses représentants du peuple ne parvint à proférer une de ces paroles libératrices, par quoi une nation réussit parfois à s'élever au-dessus de ses malheurs. La protestation de Bordeaux, pendant quarante-neuf ans, resta gravée dans toutes les mémoires. Weimar n'offrit que le spectacle d'un honteux marchandage.

La scène muette de Versailles ne tire sa signification que du lieu historique où elle se déroula. Mais, les deux plénipotentiaires allemands, le samedi 28 juin, n'y ont fait figure que de simples comparses, n'ayant joué qu'un rôle effacé dans le grand drame qui vient de s'achever. Si l'on a pu souligner chez nous, en termes plus ou moins heureux, le saisissant contraste entre deux cérémonies, dont, à près d'un demi-siècle d'intervalle, la Galerie des Glaces fut le théâtre, les Allemands n'ont voulu voir dans la signature du traité qu'une simple formalité. Pour eux, le vote de l'Assemblée nationale ayant décidé de l'acceptation, la signature n'était plus qu'un acte d'entérinement qu'il s'agissait d'abréger autant que possible. Ils avaient, en outre, de bonnes raisons pour ne pas rappeler les événements du 18 janvier 1871. Aussi les lecteurs d'outre-Rhin n'apprirent-ils que par une brève dépêche, dont la teneur était identique dans tous les journaux, que le « moment pénible » de la signature était passé.

C'est à Weimar, le 23 juin, que l'Allemagne vécut ses heures les plus tragiques. Lorsque l'on apprit le matin que « le calice devait être bu jusqu'à la lie » et qu'il fallait accepter les « clauses déshonorantes », le ministère Bauer, qui n'avait que quarante-huit heures d'existence, se crut perdu. Le général Maerker était venu en automobile au château, pour annoncer que tous les généraux et officiers d'état-major quitteraient l'armée et Noske, dont l'autorité est seule capable de maintenir la discipline parmi les troupes de la République, menaçait de donner sa démission. Erzberger se mit alors en campagne pour faire le rabattage des voix favorables à l'acceptation du traité sans conditions. A 3 heures, l'Assemblée nationale put enfin se

réunir. « L'état de dépression était général », écrit M. Erich Dombrowski, dans son compte rendu du *Berliner Tageblatt* (24 juin). Le discours du président Bauer fut accueilli par un silence impressionnant. « Aucun cri, pas un applaudissement. La salle était profondément émue. C'était l'heure de la destinée. » Les chefs de l'opposition prononcèrent ensuite quelques mots ; la coalition et les indépendants ayant renoncé à la parole, on vota par assis et debout. Les quatre cinquièmes des députés se levèrent.

Et puis, au bout d'un quart d'heure, *tout était fini*. Immédiatement après, la note du gouvernement, acceptant la signature sans réserves, partait pour Versailles.

Tout était fini... Et il semble bien que l'application du traité ne doive rencontrer momentanément aucune opposition. Les ministres d'empire Hermann, Muller et Bell, dit une note officielle du 26 juin, ont consenti à signer comme plénipotentiaires : « Ils ont estimé que, sous la terrible pression de la misère populaire et à cause du besoin absolu d'arriver enfin à la paix, ils ne pouvaient se soustraire à ce dernier sacrifice, si pénible qu'il leur fût personnellement. »

On avait manifesté chez nous certaines inquiétudes au sujet de l'attitude qu'observerait l'Allemagne sur sa frontière de l'Est. Des renseignements mal contrôlés pouvaient faire croire que les troupes stationnées en Prusse orientale, en Posnanie et en Silésie tenteraient un mouvement contre la Pologne. Mais c'était mal connaître nos ennemis que de leur prêter des résolutions désespérées. L'Allemagne n'est pas le pays des héroïsmes inutiles. Le coulage de la flotte à Scapa-Flow, entrepris sans risques, ne doit pas faire illusion. Francfort, où nous serions entrés le soir du 28 juin, si l'Allemagne n'avait pas signé, où nous entrions le lendemain, en cas d'incidents sur la Warta, Francfort constituait un gage précieux pour Posen. Hindenburg, consulté, déconseilla toute action militaire et le général Hoffmann, l'homme de Brest-Litovsk, ayant déclaré qu'il s'opposerait par la force à l'exécution du traité, fut mis à pied. Les mesures administratives en vue de la remise à la Pologne des territoires cédés ont déjà commencé et tout permet de croire qu'elles seront exécutées avec tout le bon vouloir dont un Allemand est capable, quand il obéit à la force.

Sans doute, l'Allemagne est gorgée d'amertume, mais le gouvernement fera son possible pour éviter toute manifestation publique de ce sentiment. Seuls les enfants terribles du germanisme conservent toute leur arrogance et la pangermaniste *Deutsche Tageszeitung* a été suspendue pour avoir publié, le jour de la signature de la paix, un article intitulé « Michel, réveille-toi ! » En voici un passage particulièrement caractéristique :

Les vautours s'abattent dans la vallée, les vautours sont lâches, lâches comme l'Entente, les vautours ne se contentent pas de se rassasier de la moelle du taureau blessé à mort, ils lui arrachent encore les yeux. On nous ravit notre bonheur : l'extradition de notre empereur et la reconnaissance que le peuple allemand est responsable de cette guerre monstrueuse sont les plus ignobles des exigences qui aient pu germer dans le cerveau d'un lâche. Le soi-disant gouvernement allemand a été assez misérable pour consentir à signer ce chiffon de papier...

... Nous reconstruirons l'Allemagne dans toute sa splendeur. Alors, malheur aux vautours! Vengeance pour l'ignominie infligée au trône impérial allemand! Vengeance pour 1919!

La presse officielle console le peuple allemand, en faisant miroiter à ses yeux la perspective de temps meilleurs. « Ce n'est pas une paix définitive que nous avons signée à *Versailles* », affirme le *Vorwaerts* qui écrit en outre :

Ne désespérez pas : ne perdez pas courage! Le jour de la résurrection viendra sûrement. La honte qu'on veut nous imposer retombera un jour sur nos adversaires. Pour ce jour, nous devons tendre nos muscles et notre volonté, nous devons nous tenir prêts à prendre la place qui convient à un peuple qui a pour lui le nombre, la capacité, l'activité et la tenacité du peuple allemand.

Ne croyez pas que la décision prise à Weimar de signer représente le dernier acte dans l'histoire du peuple allemand.

Non, ce n'est pas le dernier acte.

On connaît déjà l'attitude du *Berliner Tageblatt*. Son rédacteur en chef, M. Th. Wolff, aigri par le médiocre succès qu'a obtenu chez nous son indécent étalage de « francophilie », continue à déverser sa bile sur les dirigeants de la politique française. Pour lui le traité n'est qu'un « chiffon de papier, un défi à la raison et à la morale ». Et il ajoute : « Dans le musée de la civilisation, c'est un document odieux. » Mais son correspondant à Versailles, M. Paul Block, est beaucoup plus réaliste. Dans un article publié le 26 juin, l'avant-veille de la signature, il reconnaît la nécessité de la soumission :

La guerre nous a anémiés, en même temps qu'elle empoisonnait notre sève. Il faut d'abord que nous revenions à la santé. Après avoir échappé à la fièvre de l'inquiétude et des soucis, à la stupéfiante folie de la jouissance, nous reconnaîtrons d'un œil lucide le chemin que nous avons devant nous. C'est pourquoi il faut que la paix soit et que nous nous en tenions à la paix, tant qu'une violence intolérable ne brise pas les liens de la domination de soi.

Si le gouvernement impérial n'a pas été en mesure de présenter à Versailles une protestation formelle contre certaines clauses du traité, et jusqu'au dernier moment il espérait pouvoir le faire, ses représentants ont cependant profité de toutes les occasions pour

faire des réserves. Sur deux points son opposition s'est prolongée jusqu'au dernier moment : la question des responsabilités et la possibilité d'exécuter les clauses financières. Les responsabilités sont de deux sortes, d'une part les chefs d'accusation contre l'empereur et ses généraux, d'autre part l'obligation de reconnaître que, d'une façon générale, l'Allemagne a déclanché la guerre. On laisse volontiers hors de discussion ce qu'on a appelé « la question de l'empereur », mais « l'aveu de la faute » qu'exige le traité de paix, voilà ce qui indigne le plus l'Allemagne. Le *Vorwaerts* du 25 juin citait l'article 231 (1) qui est ainsi conçu :

Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

Et l'organe des socialistes officiels ajoutait :

C'est cela que nous devons signer, bien que ce soit un mensonge conscient. Nous le signerons d'une main ferme, parce qu'on nous met le pistolet sur la gorge ! Mais nous ne cesserons de crier au monde entier quelle honte c'est pour l'adversaire de forcer à mentir celui qui a succombé, jusqu'à ce que soit déchiré l'ignominieux chiffon de papier.

On se demande jusqu'à quand les Allemands persisteront à nier l'évidence même. Libre à eux de discuter les questions de détail. Il coulera encore des flots d'encre jusqu'à ce que la vérité soit faite sur certains points, dont les historiens s'occuperont tant qu'on fera de l'histoire. Quant aux origines immédiates de la guerre, il semble bien qu'aucun doute ne soit plus possible. Et pourtant, les Allemands sont rares qui consentent enfin à reconnaître les fautes de leur diplomatie. Quand on a nommé Grelling, Harden, Gerlach, on est à peu près au bout du compte. Signalons cependant les sages paroles de la socialiste *Münchener Post*. Elles démontrent qu'un courant se dessine en faveur d'une plus juste appréciation des choses :

Qu'on lui dise la vérité, au peuple ! Qu'on éveille sa conscience ! Qu'on lui déclare :

Nous avons perdu l'Alsace parce que nous n'avons pas su nous faire aimer ; nous perdons une partie de la Prusse occidentale et de la Silésie parce que nous voulions amener le peuple polonais à sacrifier son âme pour des avantages matériels.

Si nous devons sacrifier le bassin de la Sarre, nous ne devons cette dure perte de territoire qu'aux dévastations impies commises en dehors de la zone de combat, dans les mines de charbon françaises.

Les stipulations du traité qui prévoient la restauration du nord de la

(1) Remarquons, en passant, qu'il ne rentre pas dans le cadre de cette rubrique de caractériser le style du traité de paix.

France sont dures infiniment ; mais volontairement nous avons commis des ravages surhumains ; par « ordre supérieur » nous avons tout enlevé aux plus pauvres ; nous avons dédaigné les gémissements et la misère.

Quand le peuple saura tout cela (les hommes d'Etat responsables possèdent des preuves irréfutables), il comprendra enfin pourquoi les vainqueurs sont si durs et si impitoyables. Il fera taire tous ceux qui s'étonnent de la rigueur des conditions de paix ; il leur imposera un ton plus modeste et, dans sa sensibilité morale, ce sera cela qui le ramènera sur la voie des bons sentiments et du travail ; sur cette voie qu'il suivait avant le règne, maintenant brisé, de la politique de violence.

Pour ce qui en est de la possibilité d'exécution que l'Allemagne persiste à nier, il appartient aux Alliés d'exercer une tutelle suffisante pour qu'elle ne puisse pas se dérober à ses obligations. La *Gazette de Francfort*, dans sa chronique commerciale du 28 juin, insiste précisément sur la nécessité d'observer les clauses du traité, mais elle prétend que la démonstration de l' « inexécutabilité » ressortira de l'application même. Il ne s'agit pas de se laisser aller à un désespoir sans limites, en se livrant à de vaines protestations :

Par de pareils moyens nous n'arriverons à rien au point de vue économique, si ce n'est de provoquer un abandon complet à l'intérieur et de perdre le dernier reste de sympathie et de crédit que nous possédons à l'étranger.

Le monde se méfie des assurances qui viennent de l'Allemagne, « au point que l'on ne nous croira pas si nous nous contentons d'une résistance passive ».

Non, la démonstration que le traité est « inexécutable » doit être faite tout autrement : *par un travail infatigable.* C'est seulement si nous faisons la preuve, devant la partie adverse, qu'en rassemblant toutes nos forces il nous est impossible d'observer le traité, que nous pouvons compter sur une révision prochaine.

Si nous voulons enfin sortir de l'impasse où nous nous trouvons, on fera bien, dans les cercles commerciaux qui ont toujours bien compris la psychologie de l'étranger, d'envisager la guerre, ses origines, ses péripéties, non plus en l'étudiant dans les ouvrages des historiographes de la cour. Quand ceci sera fait, nous aurons réalisé un grand progrès.

Méfions-nous de cette bonne volonté qui ne poursuit d'autre but que d'aboutir à la révision, mais soulignons ce symptôme intéressant d'une évolution de l'opinion allemande qui pourra bien ne pas être sans influence sur les événements de l'avenir prochain.

HENRI ALBERT.

§

Italie.

L'ENTENTE INTELLECTUELLE. — La chute du ministère Orlando dans les circonstances et pour les motifs que la presse quotidienne a, du moins partiellement, indiqués, rappelle notre attention vers

l'Italie et l'avenir de cette entente intellectuelle qui devra être à la base de toute entente économique entre les deux pays. Où en sommes-nous, en cette fin de juin 1919, de ce beau programme de fraternité latine esquissé par tant de généreux esprits, de ce côté comme de l'autre de la barrière alpestre ? Loin de nous, certes, la faiblesse de conclure du particulier au général. Nous n'avons pas une minute, au cours des heures pénibles qui ont précédé la crise, oublié que « *una rondine non fa primavera* », et que, si caractéristiques que fussent les témoignages de la presse italienne, il fallait se garder d'y lire autre chose que l'expression momentanée d'un état d'esprit n'engageant pas l'Histoire.

Cependant, quand nous voyons des organes qui ne sauraient, comme excuse d'une précipitation irresponsable, invoquer l'urgente nécessité de la publication au jour le jour, nous sommes tentés de ressentir quelque inquiétude sur l'avenir prochain de cette « *fratellanza* » si lyriquement exaltée, de part et d'autre, dans les organisations intéressées. Et, pour ne point laisser plus longtemps le lecteur dans l'incertitude; alléguons nos preuves, sereines et objectives. Certes, il est regrettable que la très vivante et intéressante *Revue des Nations Latines*, fondée au printemps de 1916 à Florence par MM. Guglielmo Ferrero et Julien Luchaire, d'abord comme périodique mensuel (1), passe en ce moment par une période de réorganisation qui, nous le savons, prendra bientôt fin, mais n'en est pas moins cause que, depuis son numéro du 16 avril dernier, il n'en a rien paru. Sans doute nous eût-elle amplement documentés sur l'état d'esprit italien, puisque, rédigée à Florence, elle est à même de recevoir maintes voix qui risquent, même à l'italianisant le mieux informé, de passer en France inaperçues. Et, précisément, dans ce même numéro du 16 avril, M. Rodolfo Foà, examinant l'ardu problème de *L'Italie et la France après la guerre*, n'écrivait-il pas déjà ces déclarations, inquiétantes à la fois et symptomatiques :

L'intervention de l'Italie dans le conflit, pour s'unir aux puissances de l'Entente contre le germanisme, met en évidence la solidarité des intérêts matériels et moraux de la France avec ceux de notre pays et constitue la meilleure preuve de la fausseté d'une légende qui a trouvé crédit durant la période qui a précédé la guerre et semble aujourd'hui vouloir reprendre son cours, au lendemain d'une glorieuse fraternité d'armes : celle que les deux nations latines doivent fatalement se trouver en conflit par l'opposition de leurs intérêts politiques. Il est malheureusement vrai que l'esprit des classes dirigeantes des deux pays ne s'est que légèrement modifié au cours de la guerre et se trouve aujourd'hui, après la magnifique vic-

(1) Elle a été annoncée « objectivement » dans la « *Fanfulla della Domenica* » de M. Carlo Segré le 14 mai 1916, p. 4. Point n'est ici le lieu de parler de ses ultérieures transformations.

toire commune, à la veille des délibérations du Congrès de la Paix, dans un état à peine différent de celui où il était avant la guerre européenne (1).

Et l'auteur, tout en reconnaissant « que les courants de l'opinion publique peuvent être artificieusement déviés par la persistance d'un état d'esprit ancien », s'efforçait de mettre en lumière le patrimoine « d'idées et de tendances communes », qui font que les deux peuples se retrouvent toujours, « unis et solidaires » dans les périodes les plus graves de leur histoire. Selon lui, « la soi-disant lutte d'hégémonie » entre la France et l'Italie était incapable de jamais donner lieu « à un conflit armé », car « le génie et l'équilibre de la race s'y opposeraient ». Cependant, pour qu'une collaboration *efficace* des deux sœurs latines pût avoir lieu — et c'était la conclusion que M. Rodolfo Foà tirait de son étude — une condition *sine qua non* s'imposait, à savoir : « que la mentalité des classes dirigeantes dans les deux pays reçût une modification complète et comprît l'importance des nouveaux problèmes ». Pas n'est besoin d'insister sur cette vérité d'évidence, comme, aussi, sur l'impartiale modération de l'écrivain italien, lequel, à la différence d'un de ses compatriotes, voulait bien admettre qu'en l'espèce, « *Iliacos intra muros peccatur et extra* », alors que le rédacteur de la *Vraie Italie* se complaisait à rejeter sur la France toute la faute d'une mutuelle incompréhension (2). C'est qu'en vérité il est bien malaisé de se départir, sur ce terrain, de certain préjugé national, qui fausse les points de vue.

Nous n'aurions besoin, si nous voulions encore nous en convaincre, que de lire, dans l'*Idea Latina* de mars-avril 1919, la lettre que M. Innocenzo Cappa adresse à la rédaction de ce périodique, dont nous avons salué la naissance ici même, dans l'été de 1918. M. Cappa est un membre du parti républicain italien dont la photographie figure en bonne place — entre MM. Napoleone Colajanni et Luigi de Andreis — p. 88 de la si édifiante brochure de l'ancien secrétaire de ce même parti, M. Oliviero Zuccarini, et qui s'intitule : *Il Partito Repubblicano e la Guerra d'Italia* (Roma, 1916). Or, M. Cappa est débordant de joie parce que, dans un article de M. Maurice Ajam publié par le journal *France Italie*, il a lu qu'il fallait cesser, en France, de traiter l'Italie comme une sœur cadette dans le besoin et digne de protection. Et voici ce que cet excellent homme, qui avoue ingénuement ne pas faire grand cas des revendications territoriales italiennes, en arrive à écrire :

(1) *Revue des Nations Latines*, 16 avril 1919, p. 406.

(2) *La Vraie Italie*, Première année, n° 3, avril 1919, col. 71 *seq.* La *Revue des Nations Latines* a prudemment fait observer (numéro du 1er mars 1919, p. 262) que « l'opportunité de certains petits articles » — et ce, dès le premier numéro de la *Vraie Italie* — lui semblait déjà « très discutable ». Nous n'insisterons pas... La lecture du n° 4 ne pourrait, d'ailleurs, que confirmer cette sage réserve.

Voilà le problème posé, et bien que l'heure présente semble menacer — ou, selon le credo de chacun de nous, promettre un souffle d'internationalisme qui, pendant quelques années — si le bolchévisme n'est point arrêté, — mettrait au second plan tous les orgueils patriotiques et les divers points d'honneur de nos divers nationalismes européens, je crois faire œuvre pie en déclarant les vraies erreurs et les malentendus possibles d'un peuple et de l'autre. Nous autres, Italiens, nous sommes un peuple enclin à prendre les choses en mauvaise part (*noi italiani siamo un popolo permaloso*). En conséquence, il est plus aisé de nous faire renoncer à un territoire qu'à un point d'honneur. Est-ce force ? Est-ce faiblesse ? Sans doute, est-ce plutôt faiblesse que force, vice et non vertu. Mais les Français qui, à ce point de vue, nous ressemblent tant, peuvent rendre un grand service à la latinité seulement à condition de ne pas oublier qu'il est plus aisé de dépouiller l'Italie en se faisant dire *merci* que d'obtenir de la reconnaissance alors qu'en substance on lui rend service, mais sans bonne grâce. Qu'est-ce qui, avant 1914, nous rendait la Triplice supportable? Non la crainte d'être attaqués matériellement, mais l'illusion qu'en réglant notre marche sur celle des Empires centraux, nous finirions par inspirer un peu de respectabilité au monde. Maintenant que cette équivoque de trente années a été détruite, que demandons-nous ? Que l'on évalue nos morts au pair, non pour les peser sur la balance des compensations territoriales, mais pour que certains anciens petits sourires d'indulgence et de commisération finissent. A ce propos, un épisode. Il y a quelques mois, je me trouvais à Marseille. C'est une cité merveilleuse qui nous donne, en France, l'illusion d'être dans une Italie plus riche et non moins belle que celle de notre type méditerranéen de violente beauté. Parmi la gaie rumeur de son âme méridionale, combien de doucement, d'incurablement latin! Or, à Marseille, ces jours-là, on avait, pour fêter la victoire, monté une revue satirique que je voulus entendre moi aussi. Et mal m'en prit. Parce qu'à un certain moment, je vis sur la scène, comme nouveau motif de facile ironie, l'Italien qui parle de la guerre et joue de la mandoline. Encore et toujours la mandoline (1).

Cela est déjà typique, mais voici qui l'est davantage. Dans le numéro suivant, mai-juin, de la même *Revue*—qui a paru dans la seconde moitié de juin, — M. Guido Rubetti publie une lettre adressée au sénateur M. Gustave Rivet et qu'il avait, préalablement, communiquée, du moins en substance, lors d'une réunion de la *Lega Franco-Italiana* milanaise dont il est secrétaire, réunion à laquelle assistaient diverses personnalités de marque, tant italiennes que françaises, et, parmi ces dernières, M. Léon Beaux, président de la *Società franco-italiana per la fabbricazione delle munizioni da caccia, da tiro, da guerra ed affini* et président de la colonie française de Milan, qui vient d'être décoré de la Croix de la Légion d'Honneur. Si nous en croyons le court compte rendu que publie l'*Idea Latina*, M. Guido Rubetti aurait dit, au cours de cette séance,

(1) *L'Idea latina*, 2e année, n° 3, p. 116 : *Quello che può legare di vera solidarietà Italia e Francia.*

qu'« après les fraternelles démonstrations données à tant de reprises à la France, l'Italie a le droit de se savoir et de se voir finalement payée de retour : autrement toute illusion tombera et même nous, qui sommes les plus ardents fauteurs l'une ligue latine, nous serons forcés d'abandonner la lice pour ne nous souvenir plus que d'être Italiens » (1). Quant à la missive que M. Rubetti adressa au Président de la Ligue Franco-Italienne Parisienne, sa teneur est trop longue pour que nous la traduisions en entier. Bien que son signataire confesse l'avoir écrite *con l'animo in tumulto*, il n'en affirme pas moins qu'elle exprime *il genuino pensiero della maggioranza in Italia*. Il est vrai qu'aussitôt est ajouté ce correctif : *della vera Italia*. Mais déjà, M. Giovanni Papini, en prétendant formuler, dans sa revue, les sentiments de cette même *vraie Italie*, ne s'est-il pas attiré des rectifications de gens dont il avait mal interprété la pensée ? Ne recevons donc les effusions de l'ex-collaborateur du *Secolo* que *addito salis grano*, ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, qu'elles soient fort piquantes par elles-mêmes.

M. Rubetti tremble, dit-il, de voir à bref délai confirmée l'opinion de ceux qui, naguère, déclaraient que la France *ne veut pas être l'amie de l'Italie*. Et il demande à son vénérable *fratello di fede* que ses lèvres soient, après cette parole sacrilège, brûlées. Ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, de rééditer le mot que la légende attribua à Galilée, sous la variante lapidaire : *Ma è cosi!* Tout cela parce qu'« à Paris, après quatre longues années d'angoisses réciproques, à Paris l'on — je ne saurais dire si c'est l'inconscience qui y domine ou le froid cynisme politique — est en train de travailler de toutes ses forces (*a tutt' uomo*) à détruire l'infatigable et fatigante œuvre de qui a cru au plus beau et au plus généreux des rêves humains : la sempiternelle union des deux peuples, gardiens d'une civilisation unique, lumière du monde. » Ce bigre de Fiume ! En aura-t-il fait couler des *fiumi* d'imprécations ? Mais M. Rubetti exagère lorsque, recourant à la prosopopée, il fait parler M. Gustave Rivet uniquement pour, dans un furibond dithyrambe, d'où nous n'extrairons que ces paroles regrettables, le « réfuter » à sa façon et sans difficultés :

Ah ! maître : quand, ici, comme dans presque toute l'Europe, le verbe de la politique aulique avait une tonalité fort différente du pair, comme aussi les sympathies et les intérêts, à l'époque de l'imprévue agression de la France par un peuple auquel l'Italie était attachée par les dures lettres d'un pacte, les jeunes gens de ma patrie n'hésitèrent pas un moment... Ils ne s'arrêtèrent point, eux, méditatifs, incertains, devant les hiéroglyphes à apparence légale de ce pacte. Ils n'écoutèrent que leur cœur, lequel était

(1) *Ibid.*, nos 4-5, p. 220 : *La Lega franco-italiana e le aspirazioni nazionali.*

ingénu. Ils ne virent que l'esprit et non la lettre des liens humains dans la grande tragédie qui allait se jouer en Europe. Et par milliers, contre les lois de leur pays, en dépit de toute convenance personnelle, ils bondirent chez vous, superbes pionniers d'une fraternité toujours niée par les faits et par le plus grand nombre...

M. Guido Rubetti a, tout de même, quelque honte de faire mentir, avec tant d'oratoire insistance, le proverbe de son pays, qui veut que « *a caval donato non si guarda in bocca* ». Et il invoque l'ingénuité de sa langue natale, qui, dit-il, « *ne connaît pas les nuances délicates de la vôtre, si belle* ». Nous savons à quoi nous en tenir sur ce genre de galéjades méridionales. Au demeurant, quiconque a pu, au cours de cette guerre, s'entretenir, dans les villes italiennes du Nord et du Sud, *en italien* et *sans que sa nationalité française fût connue*, avec les diverses classes sociales d'Italie, mais surtout avec cette infinité de « *Cavalieri* » qui peuplaient les organisations de l'arrière, ne s'étonnera pas outre mesure de ce genre d'explosions. L'amitié franco-italienne, l'entente intellectuelle entre ces deux nations en seront-elles compromises ? Dans un éditorial, précédant la missive de M. Rubetti, l'*Idea Latina* confesse, elle aussi, sa désillusion. Mais celle-ci, ajoute-t-elle, « ne nous aveugle pas jusqu'à nous faire oublier d'autres sentiments et d'autres aspirations ». Nous sommes sûrs, quant à nous, que l'on distinguera, en Italie, entre les divers facteurs, si complexes et délicats, si souvent aussi contradictoires, du grand problème, et que, le calme revenu, l'on aura à cœur de ne pas compromettre les fruits d'une victoire si péniblement acquise en reniant cette union latine, seule capable de nous assurer, à la longue, les bénéfices d'une paix durable. Pour cela il faudrait que les esprits les meilleurs, aussi bien en France qu'au delà des Alpes, — mais la France n'a, en somme, rien de grave à se reprocher, — s'efforcent de discipliner leur humeur et ne nous donnent plus les navrants spectacles dont nous avons exprimé ci-dessus une scène entre mille...

CAMILLE PITOLLET.

§

Suisse.

LA QUESTION DU VORARLBERG. — Le pays du Vorarlberg, que le Rhin sépare de la Suisse avant de se déverser dans le lac de Constance, pénètre comme un coin à angle droit dans la frontière nord-orientale de la Confédération. Si le général Maîtrot, qui revendique pour la France la région de Porrentruy, sous le prétexte qu'elle forme un saillant entre les territoires de Belfort et de Montbéliard, était né Suisse, probablement aurait-il dès longtemps réclamé, et pour des raisons identiques, l'annexion du Vorarlberg à cette nation.

Or, les Suisses, eux, non seulement n'ont jamais songé à pareille chose, mais lorsque, au lendemain de l'effondrement de la dynastie autrichienne, ce voisin parla de se donner à la Confédération, leur étonnement fut général. D'un canton à l'autre l'on se regarda, de l'air de se demander si l'on avait bien compris, et de se dire : « Que nous veulent donc ces gens-là ? »

D'où venait cette tiédeur teintée de défiance en un temps où d'autres peuples, alliés devant les épreuves de la guerre, commençaient à se faire la moue pour s'adjuger des territoires auxquels ils prétendaient chacun avoir droit ?

Des droits ! La Suisse elle aussi pourrait en faire valoir sur le Vorarlberg. Mais elle songe moins à cela qu'aux motifs qu'aurait ce pays de venir à elle. Et l'examen de ces motifs ne lui paraît pas assez concluant pour qu'elle mette un sourire à son accueil. Sans doute les Suisses allemands, surtout ceux de Saint-Gall, qu'apparente aux Vorarlbergeois la pratique de l'industrie de la broderie, seraient plus ou moins disposés à accueillir le 23e canton ; d'autre part les catholiques accepteraient volontiers ce renfort de 150.000 âmes. Malheureusement chacun paraît redouter que le moindre déplacement de poids n'ait pour conséquence de rompre l'équilibre d'un système de balances singulièrement compliqué, auquel les vieux Suisses ne s'étaient accoutumés que par une lente initiation. Bien plus, la Suisse Romande, instruite par les pénibles expériences de ces dernières années, ne saurait voir avec plaisir un nouvel agrandissement de la Suisse de langue germanique et une extension de l'instinct impérialiste dont s'étaient intoxiqués les vieux républicains des anciens cantons. Quant aux Bernois, ils ont quelque appréhension qu'un remaniement quelconque dans l'ordre des Etats actuels de la Confédération ne surexcite les velléités séparatistes du Jura Bernois, dont leur canton se fit octroyer le territoire il y a un siècle, par le Congrès de Vienne. Depuis quelques années, surtout, celui-ci s'agite en vue de constituer un canton séparé, en basant ce désir sur la différence de langue, de religion, de mœurs, de vie sociale et de traditions.

Nous venons de parler de ce que la Suisse pourrait nommer ses « droits » à vouloir s'annexer le Vorarlberg. Je crois que les Confédérés, au moins pour la plupart, ignorent eux-mêmes quelles sont les multiples affinités de cette région avec quelques-uns d'entre eux. Du moins parmi nos nombreux confrères qui ont jusqu'ici traité de cette question, pas un ne semble avoir touché aux plus essentielles. Aussi me suis-je proposé de les rechercher ici, non point pour exhorter la Confédération à recueillir ce parent délaissé par le naufrage de l'esquif vermoulu des Habsbourg, mais pour faire bien saisir les raisons qui justifieraient ou excluraient ce rattachement territorial.

Jusqu'en 1816, le Vorarlberg, en sa plus grande partie, était soumis à la juridiction de l'évêque de Coire, la capitale des Grisons. De nos jours encore cet évêché suisse conserve dans ses limites la minuscule principauté de Lichtenstein, plantée comme un coin entre le Vorarlberg et le territoire de Saint-Gall. Cette antique communauté diocésaine ne saurait être étrangère aux sympathies, austrophiles plutôt que directement germaniques, dont firent preuve pendant cette guerre les populations catholiques des Grisons et même des cantons de la Suisse primitive, qui font partie du même diocèse.

Catholiques ! que dis-je ? N'était-il pas plutôt un réformé, ce général Sprecher de Bernegg, cousin de ce colonel du même nom, qui, chef de l'état-major suisse, protégea, comme un germanophile qu'il fut, les colonels félons Egli et de Wattenwyl ? Enrôlé dès la jeunesse sous la bannière autrichienne, ce général, mort il y a quelques années, était en effet protestant. Qu'est-ce à dire, sinon que les rapports de tout ordre sont encore actifs entre les deux territoires de l'ancien évêché et que la Réformation n'a pas suffi à les détruire ?

A ces affinités religieuses, militaires et mondaines vient s'ajouter le fait que depuis l'interdiction du territoire suisse à l'activité des Jésuites par la Constitution de 1848, les Pères ont fait de leur couvent de Feldkirch, sur la rive droite du Rhin, à quelques pas de la frontière suisse, leur centre d'éducation et de recrutement pour la jeunesse aisée des cantons catholiques. Cet établissement a reçu en héritage la fleur de l'adolescence dont les grands-pères peuplèrent jadis les collèges de Jésuites de Schwytz, Lucerne, Brigue, Fribourg et Sion.

C'est même ceci qui nous explique pourquoi la demande d'annexion du Vorarlberg fut retardée. Si, au début, le seul Vorarlberg industriel inclinait vers l'incorporation à la Suisse, c'était que la maison de Feldkirch se souciait peu d'appartenir à une nation dont la constitution l'eût contrainte, dès le premier jour à fermer ses portes. Aussi le Vorarlberg clérical, ne prévoyant pas encore que la Bavière dût mal tourner, regardait-il vers le nord plutôt que vers l'ouest. Mais aujourd'hui, enveloppés de toutes parts par la rafale, voyant l'Italie s'établir sur les monts du Tyrol, l'Autriche abandonnée de tous les peuples soumis à son joug, l'Allemagne prête aux déchirements intestins, l'on vient chercher en deçà du Rhin la plage hospitalière où l'on trouvera repos et sécurité !

C'est la tardivité et la soudaineté de cette effusion qui a le plus choqué les Suisses, dont il n'est pour ainsi dire pas une parcelle du territoire qui ne se soit affranchie par son propre effort. Et l'on n'a pas manqué de rappeler que le Vorarlberg avait fort bien accepté le régime autocratique des Habsbourg tant qu'il s'était agi de triompher et d'opprimer.

D'ailleurs l'on s'est avisé tout dernièrement, c'est-à-dire avant que les Alliés eussent examiné les conditions de paix de l'Autriche, qu'un autre obstacle s'érigeait, dont on n'avait encore mesuré ni l'aspérité ni l'étendue. Il s'agit simplement de la part qui incomberait au Vorarlberg des responsabilités de l'Autriche. Sa contribution serait-elle atténuée par ce fait que l'on aurait pris asile sous un drapeau étranger au conflit? En ce cas, qui resterait en Autriche pour payer ? Si, par exemple, on estime, avec M. René Payot — qui a fait une excursion d'enquête dans ce pays et qui semble opiner en faveur de l'annexion, — que la contribution totale de l'ex-empire des Habsbourg s'éleverait à 88 milliards, la part afférente des Vorarlbergeois atteindrait, pour une population de 150.000 âmes, à 427 millions de francs, dette dont la Suisse aurait à accepter la responsabilité vis-à-vis des créanciers, — et ceci sans parler de la dette ordinaire.

On comprend par là la fraîcheur de l'accueil fait par les Suisses à cette tardive effusion fraternelle. Aussi, la *Suisse libérale* de Neuchâtel résume-t-elle un sentiment très général lorsqu'elle nous montre, dans les termes suivants, le danger qu'il y aurait à introduire un ver dans le fruit :

La Suisse, dit-elle, a depuis un siècle revêtu une forme définitive. L'esprit même qui l'anime lui interdit de songer à des conquêtes, même pacifiques, même involontaires. Son évolution territoriale est terminée. Elle ne peut rien accepter ni rien céder.

Les bouleversements mondiaux qui ne l'ont pas ébranlée durant la guerre ne doivent pas avoir maintenant une répercussion sur nous.

On refait, nous dit-on, la carte de l'Europe. Laissons la refaire à ceux qui l'ont défaite. La Suisse ne s'en est pas mêlée. Pourquoi récolterait-elle aujourd'hui les fruits (si fruits il y a !) de ce qu'elle n'a pas semé ?...

En lisant les lignes qui précèdent je ne pouvais m'empêcher de considérer que ce langage ne doit pas être nouveau parmi les Confédérés qui, autant se montrèrent-ils parfois grands guerriers, autant ils se révélèrent timides diplomates. Des annexions? Quel bel enjeu à lever au lendemain de leurs victoires sur le Téméraire, alors que Grandson et Morat avaient fait d'eux les arbitres de l'Europe occidentale !

Mais bernique ! Sitôt que les défaites honorables subies à Saint-Jacques et à Marignan leur eurent révélé le moyen de guerroyer pour le compte d'autrui, ils laissèrent échapper les plus belles occasions de s'agrandir chez eux. Peut-être avaient-ils, d'ores et déjà, l'intuition que la Suisse serait plus en sûreté dans l'étroite ceinture de ses frontières naturelles qu'en portant celles-ci jusqu'aux bases occidentales du Jura, jusqu'à la Saône ou jusqu'à l'Adriatique.

Il en va de même pour les conquêtes pacifiques. Ainsi, vers 1550,

les Valaisans écartaient un projet d'alliance avec la vallée d'Aoste dans le haut Piémont, laquelle se serait même résignée au rôle de simple bailliage (1).

Au moment de la chute de l'ancienne Confédération (1798) les anciens cantons, tout au soin de leurs intérêts propres, laissèrent échapper Mulhouse, qui, après deux siècles et demi d'alliance avec eux, alla se donner librement à la France. Vers le même moment, les Grisons, qui, trois siècles auparavant, avaient ressaisi les bailliages de la Valteline, préférèrent perdre à jamais ceux-ci que de leur donner la liberté (2).

Et que dire des occasions réitérées d'obtenir la Savoie du Nord ? La Suisse avait déjà possédé le littoral sud du Léman presque entier en 1536, alors que le Valais porta ses frontières jusqu'à la Drance, et que Berne disposa de la région qui s'étend de Thonon aux portes de Genève. Mais les Suisses imprévoyants et divisés par les querelles de religion restituèrent ces conquêtes au bout d'une trentaine d'années, en même temps que Genève se laissait amputer du Pays de Gex. En 1814, les partis oligarchiques, pressés de reconquérir leurs prérogatives, n'eurent garde d'accepter ces territoires, bien qu'on les leur offrît ; d'ailleurs les préoccupations de culte leur furent une excuse facile. Comme le démontre Daguet dans l'*Histoire de la Confédération suisse*, l'occasion devait s'offrir, plus favorable peut-être, en 1860 (3). L'accueil seul ne fut pas meilleur.

Du reste, l'exemple de la conquête de l'Ossola au xv^e^ siècle et de sa rétrocession pour le prix de 31.000 florins compléterait cette démonstration que les Suisses, dans les temps même de leur gloire, poursuivaient de tout autres desseins que les agrandissements territoriaux. Autrefois c'étaient peut-être des profits pécuniaires ; aujourd'hui c'est celui de la sécurité. Sait-on même si ce n'est pas par une fausse conception de leur sécurité à venir que, convaincus du triomphe de l'Allemagne, un trop grand nombre d'entre eux ont oublié et leurs origines et la fierté de leurs aïeux en suivant d'un regard un peu trop amusé le vol des aigles impériales ?

On a pu voir par ces exemples que bien longtemps avant la disparition des oligarchies, c'est-à-dire de l'asservissement des campagnes aux cités ou de certaines régions à d'autres régions, la

(1) L'évêque d'Aoste envoya même à celui de Sion un projet que les députés des « dizains » firent avorter par leurs temporisations. — Grenat, *Histoire moderne du Palais*.

(2)... « Que les habitants de la Valteline restent nos sujets ou se séparent à jamais de nous ! » disaient beaucoup de gens. Zschokke : *Histoire de la Nation suisse*.

(3) « Une circonstance qui n'a pas été assez remarquée... c'était le refus que faisait le canton de Vaud de s'incorporer le Chablais, qui demandait à lui être uni. Le Faucigny et le Genevois désiraient au contraire être joints à Genève. »

Confédération s'était montrée fort circonspecte dans la politique d'extension.

Car si le mot *d'annexion* peut trouver en Suisse un cas d'exacte adaptation, c'est tout au plus dans le Tessin, le seul canton qui ait été acquis en totalité par la voie des conquêtes extérieures. Encore y a-t-il cinq siècles qu'il fut arraché au duc de Milan, et un siècle et plus que, définitivement libéré, il est devenu le frère de ses conquérants.

D'où il reste à conclure que la Suisse actuelle se considère comme un mécanisme compliqué, mais total, auquel il ne convient d'arracher, ni d'ajouter la moindre pièce.

A ce système mécanique, le Vorarlberg, transformé en canton souverain, apporterait tout au plus le renfort d'une roue folle, ce qui n'offrirait peut-être pas de trop grands inconvénients, à condition que cette pièce supplémentaire ne menaçât pas de leur arriver toute enduite du cambouis des indemnités guerrières.

Aussi, quoique certains publicistes s'élèvent, pour la forme, contre la décision prise par la Conférence de la Paix d'annuler le vote plébiscitaire qui tend à la réunion à la Confédération, cette décision n'aurait fait, au bout du compte, que sanctionner la décision tacite de la grande majorité de la population suisse.

LOUIS COURTHION.

LA CURIOSITÉ

Une idée sur la taxe de luxe. — Collection Marcel Cottreau : tableaux anciens, sculptures, meubles, tapisseries. — Collection Lebœuf de Montgermont : tableaux modernes et anciens, dessins, meubles, tapisseries. — Collections Pozzi et Bernardsky.

Les grandes ventes se multiplient à l'Hôtel, ou chez Georges Petit, sans lasser amateurs et marchands, et les enchères sont toujours aussi animées.

Beaucoup de ces ventes, la plupart même, se font sous des initiales, et la mode tend à se propager. Il faut le déplorer. J'entends bien que ce système favorise le commerce des objets anciens, permet les ventes composées, facilite l'écoulement des objets qui ont cessé de plaire. Mieux vaudrait cependant résister à cette tendance qui crée de la méfiance, suscite une sorte de malaise dont le résultat est de fausser les cours. Prenez un objet, mettez-le dans une vente à initiales : on le dédaignera. Placez le même objet dans une vente avec nom : tout le monde se jettera dessus. On aura confiance à cause du nom, même si ce nom n'est pas celui d'un amateur parfaitement éclairé. Le système de vente à initiales encourage ainsi l'ignorance, alors que les ventes devraient stimuler le désir de s'instruire et développer les compétences. Pourquoi, à moins de motifs spéciaux, faire une vente sous des initiales ? Il n'y a pas déshonneur à faire vendre des objets

anciens. Encore y en a-t-il moins à les avoir réunis. S'occuper de choses anciennes, les rechercher, les collectionner, c'est d'abord faire preuve de goût et de culture ; c'est ensuite bien comprendre ses intérêts : le bel objet ancien représente une valeur qui ne peut qu'augmenter. Snobisme, dira-t-on ? Oui, peut-être. Et après ? Combien de vrais amateurs, d'amateurs passionnés d'art et de science ont commencé par être des snobs ? Au surplus, autant vaut ce snobisme qu'un autre. Je comprends que les nouveaux riches aillent à la curiosité et lui confient une partie de leurs capitaux. Ce sont eux surtout qui achètent aujourd'hui dans les ventes, sans doute conseillés par des experts. Ils ne reculent pas devant la fameuse taxe, et les marchands s'en plaignent amèrement, parce que, chez eux, l'acheteur ne veut pas entendre parler de payer la taxe. A la vérité, le nouveau riche n'achète pas au marchand, non pas à cause de la taxe, mais parce qu'il a peur d'être trompé sur la qualité de l'objet. Malheureusement la corporation des antiquaires supporte ainsi les conséquences du manque de scrupules de quelques-uns. Le nouveau riche se méfie : il ne voudrait pas payer la taxe et s'en aller avec un objet plus ou moins douteux. Une grande vente avec nom et avec un expert qui prononce l'oracle lui semblent des garanties.

Au surplus, que font les antiquaires pour faire supprimer la taxe, ou tout au moins pour la rendre moins lourde et d'une perception plus rationnelle? Agissent-ils ? Je ne trouve aucune trace de leur activité dans la presse ni ailleurs. Ont-ils un système à proposer ?

Etant admis qu'un objet de luxe doit supporter un impôt juste, est-il sensé qu'il supporte cet impôt chaque fois qu'il va changer de mains ; deux fois, dix fois, vingt fois? Pas un bolchévik n'oserait soutenir cette thèse, qui cependant est en train de passer dans la pratique au plus grand dam d'un commerce intéressant et destiné à disparaître, si persistait le mode actuel d'impôt.

Au fait, pourquoi, pour tous les objets anciens qui touchent au luxe, ne pas créer une estampille spéciale, quelque chose d'analogue au poinçon de l'argenterie ? L'objet, une fois estampillé, circulerait librement. Je conçois bien les difficultés : un objet ancien n'a pas un cours fixe comme l'argent ; sa valeur est celle qu'on veut bien lui attribuer. Et qui appliquerait l'estampille, etc. ? Mais sont-ce là des difficultés insolubles ? En tous cas, je jette l'idée, et je m'excuse de mes digressions, qui pourtant touchent à mon sujet.

La collection **Marcel Cottreau**, dispersée par Me Henri Baudoin, assisté de MM. Mannheim et Jules Féral, offrait ceci d'intéressant qu'elle provenait en grande partie d'une ancienne collection dispersée le 30 mai 1870 à la mort du père du vendeur d'aujourd'hui. Elle formait un ensemble de choix, composé de tableaux anciens, de sculptures, de meubles, d'objets d'art et de tapisseries.

Les enchères sur les tableaux anciens furent assez cahotées. Un joli paysage d'Hobbema, la *Mare*, estimé 25.000 fr., s'arrêta (si j'ose dire) à 11.500 fr. Par contre, un tableau du Francia, la *Vierge et l'enfant Jésus*, atteignit 16.000 fr. sur demande de 12.000, et une *Pieta* de l'école de Bruges, remarquable de sentiment et de couleur, ne dépassa pas 9.500 fr., alors qu'elle avait été adjugée 23.100 fr. en 1906, à la vente Schevitch. Au contraire, les sculptures dépassèrent les estimations. Il est à remarquer du reste que tout ce qui est sculpture a sensiblement augmenté de prix. M. Demotte donna 20.000 fr. d'un petit groupe en marbre blanc du XIVe siècle estimé 6.000 fr., et représentant la Vierge debout portant sur le bras gauche l'enfant Jésus qui tient un fruit, et ayant une colombe dans la main droite.

Dans les meubles, M. Ducrey acquit pour 14.500 fr. un bureau de milieu à cylindre, marqueterie de bois de couleurs, à filets et grecques, du maître ébéniste Denizot. Une petite commode, fin de l'époque Louis XV, marqueterie de bois de couleurs à vases de fleurs, revint à M. Corbin pour 8.050 fr. J'ai déjà dit que les tapisseries murales trouvaient peu d'empressement pour la raison péremptoire que plus on va, plus les appartements modernes ressemblent à des boîtes à mouches !

La vente Cottreau n'a pu que confirmer mon impression. Une amusante tapisserie à personnages avec maisons et paysage fit 8.000 fr., et une autre, d'un frais coloris, avec un jardinier et un fumeur au premier plan et paysage dans le fond, ne dépassa pas 12.050 francs.

La collection **Lebœuf de Montgermont**, dont la vente fut confiée à Me Lair-Dubreuil et aux experts Georges Petit, Féral et Paulme, comprenait un grand nombre de numéros, — près de 400 ! Il n'est donc pas étonnant que le total ait dépassé trois millions.

Les tableaux modernes eurent leurs partisans. D'une manière générale on remarque un fléchissement. Au contraire, il y aurait hausse sur les tableaux anciens et sur les dessins. Il y a même eu des surprises. Une toile de Pieter de Hoogh, les *Préparatifs du repas*, estimée 80.000 fr., fut poussée à 177.000 fr. par M. Sedelmeyer, en lutte avec M. Knœdler et Mme Brandus. *La Rivière*, par Jacob Ruysdaël, prisée 60.000 fr., suscita également une lutte émouvante entre MM. Bousquet, Sedelmeyer et Frederik Muller. Elle revint au premier pour 117.000 francs.

Dans les dessins, le *Portrait de Mme Handebourg Lescot*, par Ingres, monta à 31.200 fr. Il avait fait 6.300 fr. à la vente Goupil.

La collection Montgermont comportait une douzaine de bronzes de Barye. Ils se vendirent entre 1.000 et 5.000 fr. avec tendance marquée à la baisse.

La collection **Pozzi** avait attiré chez Georges Petit une nombreuse

assistance. Pozzi, comme chirurgien, jouissait d'une réputation mondiale. Il était d'ailleurs sympathique. Sa mort tragique avait encore avivé les sympathies. On savait aussi que Pozzi collectionnait. Je dois avouer que le chirurgien laisse loin derrière lui l'amateur. Sa collection fut une déception. Disons qu'elle était honorable.

Dans la vente de la succession **Bernardaky** quelques belles tapisseries d'une rare qualité suscitèrent des compétitions bien naturelles. Une tapisserie de Beauvais, d'un délicieux coloris et représentant des objets particulièrement séduisants : l'*Escarpolette*, la *Maison* et la *Cueillette des cerises*, d'après Huet, échut à M. Founès pour 154.000 fr., en lutte avec MM. Stettiner et Guérault.

Attendons maintenant la saison d'automne, qui promet d'être d'autant plus intéressante que la paix est signée et que chacun aura pu reprendre sa vie normale.

JACQUES DAURELLE.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Histoire

Albert Mathiez : *Danton et la Paix*; Renaissance du livre. 3 50

Général Comte de Ségur : *Du Rhin à Fontainebleau* ; Nelson. 2 50

Littérature

Arnelle : *Les filles de Madame du Noyer; 1663-1720;* Fontemoing. 5 »

Boyer d'Agen : *Une dernière amitié de Metternich ;* Edition et librairie. 5 »

La chanson de Roland ; traduction nouvelle d'après le manuscrit d'Oxford, par Henri Chamard ; Colin. 3 »

De qui est-ce ? Choix de passages tirés des meilleurs écrivains classiques et modernes. Préface de Paul Reboux ; Crès. 5 »

Ferdinand Gohin : *L'œuvre poétique d'Albert Samain* ; Garnier. » »

Julien Guillemard : *Les réflexions de Maître Aliboron;* Figuière. 2 50

F. de Homen Christo : *Les Porte-flambeaux* ; Fast. 4 50

René Lote : *Minerve et Vulcain ;* Nouv. libr. Nat. 3 50

Musique

Camille Bellaigue : *Echos de France et d'Italie ;* Nouv. Libr. Nat. 3 50

Ouvrages sur la guerre actuelle

Joachim Gasquet : *Les bienfaits de la guerre* ; Nouv. Libr. Nat. 3 50

Dr Lucien Graux : *Les fausses nouvelles de la grande guerre*, tome IV ; Edition franç. illust. 6 »

M. de La Boulaye : *Croix et Cocarde* ; Plon. 4 50.

Louis Madelin : *Les heures merveilleuses d'Alsace et de Lorraine* ; Hachette. 3 50

Henri Mazel : *La psychologie du Kaiser ;* Renaissance du livre. 2 50

Mémoires de l'Ambassadeur Morgenthau ; Payot. 10 »

Mermeix : *Joffre. Première crise du commandement, novembre 1915-décembre 1916 ;* Ollendorff. 5 »

Ch. Vallot et J. Quesnel : *Tout en faisant la guerre* ; Mendel. 3 50

Philosophie

Dr Pierre Janet : *Les médications psychologiques.* I. *L'action morale, l'utilisation de l'automatisme ;* Alcan. 12 »

J.-L. de Lanessan : *L'idéal moral du matérialisme et la guerre ;* Alcan. 2 50

Joseph Orsier : *Aperçu historique et critique de la philosophie ancienne jusqu'à la Renaissance ;* Boccard. 7 50

Jules Payot : *Le Travail intellectuel et la volonté ;* Alcan. 5 »

Poésie

Louis de Balasy : *Sur le sable ;* La Démocratie. 1 50

Boyer d'Agen : *Les sept paralipomènes à la Divine Comédie.* Avec des bois de Maurice Busset ; Edition et librairie. 3 »

Georges Faure : *Nouveaux poèmes de la guerre ;* Imp. Thomas, St-Etienne. 4 50

Eugène Figuière : *Les poèmes de mai ;* Figuière. 3 50

Marie Gevers : *Missembourg ;* Imp. Buschmann, Anvers. » »

Gaspard Michel : *Desseins des Sources ;* Emile Paul. » »

Jean Roux : *La lampe devant l'autel ;* Les Tablettes. St-Raphael. 4 »

Jules Superveille : *Poèmes.* Préface de Paul Fort ; Figuière. 3 50

Jean Tenant : *La bonne tâche ;* Le Divan : » »

André Tian : *Poèmes ;* Imp. des Deux-Collines, Lyon. » »

Politique

Claude Anet : *La révolution russe.* IV : *La paix de Brest-Litovsk sous le régime de Lénine. Les ambassades de Finlande, etc. ;* Payot. 4 50

James Brown Scott : *Notes de James Madison sur les débats de la Convention fédérale de 1787 et leur relation à une plus parfaite Société des nations.* Trad. par A. de Lapradelle ; Bossard. 4 50

G. Demorguy : *Les partis politiques et la révolution russe ;* Payot. 4 50

St. Stanoyévitch : *Histoire nationale succincte des Serbes, des Croates et des Slovènes ;* Bloud. 2 50

St. Stanoyévitch : *Le rôle des Serbes de Hongrie dans la vie nationale du peuple serbe ;* Bloud. 0 60

Questions religieuses

Jean de Bonnefon : *Le cardinal Mercier ;* Picart. 3 50

Roman

Pierre d'Arcangues : *Quand il reviendra ;* Imp. Foltzer, Bayonne. 3 50

Eugène d'Aubigny : *Victor Richard, munitionnaire ;* Renaissance du livre. 3 50

Balzac : *La peau de chagrin ;* Nelson. 2 50

Bernardin de Saint-Pierre : *Paul et Virginie ;* Nelson. 2 50

Edmond Cazal : *Joë Rollon, l'autre homme invisible ;* Edition franç. illust. 4 50

Francis Carco : *Bob et Bobette s'amusent ;* Albin Michel. 4 50

Jean Cocteau : *Le Potomak ;* Soc. litt. de France. 4 50

André Daverne : *La Brûlure ;* Albin Michel. 4 50

Henri Duvernois : *Edgar ;* Flammarion. 3 50

André Fage : *Les demi-veuves :* Renaissance du livre. 3 50

Pascal Fortuny : *Icare, l'As de Cœur ;* Albin Michel. 4 50

Jean d'Heures : *La Fournaise ;* Ollendorff. 4 55

André Maurois : *Ni ange, ni bête ;* Grasset. 3 50

Maurice Morel : *Titote ;* Plon. 3 50

Albert Nast : *L'Enfant dans la lumière.* Illustr. de Guy Arnoux. Musique d'Andrée Fœgeli ; Crès. 20 »

Jean Nesmy : *Pour marier Colette ;* Grasset. 3 50

T. Trilby : *Ninette infirmière ;* Plon. 4 50

Pierre Veber : *Mademoiselle Fanny ;* Flammarion. 3 50

Jean des Vignes-Rouges : *Sous le brassard d'état-major ;* Flammarion : 3 50

Sciences

Maurice Bedot : *Essai sur l'évolution du règne animal et la formation de la société*; Alcan. 4 40

Sociologie

Edouard Herriot : *Créer*; Payot, 2 vol. chaque. 6 »

Georges Hersent : *Une politique de la construction après la guerre. Travaux publics et bâtiment*; Payot. 10 »

A.-D. Sertillanges : *Paroles françaises*; Bloud. » »

Voyages

Le Rhin légendaire, récits, contes, poèmes, extraits de mémoires et voyages. Préface et notes de André Mary ; Grasset. 3 50

MERCVRE.

ÉCHOS

La maison de Verlaine. — Sur la « journée verlainienne ». — Les avant-dernières fêtes de la Victoire à Paris. — Un pseudo-portrait de Berlioz. — Chateaubriand et Lamartine. — Du Wagner à Paris. — Napoléon III et le prince Bonaparte. — Ce qu'on appelle le public. — La chance d'un virtuose. — Le livre cher en Allemagne. — Des avantages littéraires du bolchévisme slave. — Publications du *Mercure de France*.

La maison de Verlaine. — Dimanche 29 juin a été inaugurée la plaque commémorative apposée par les soins des « Amis de Verlaine » sur la maison de la rue Descartes, n° 39, où est mort le poète. La première partie de la cérémonie s'est déroulée, entre 10 heures 1/2 et midi, sur le petit carrefour où se croisent les rues Descartes et Rollin, à quelques pas de la maison de Verlaine. C'est là qu'ont été prononcés les discours, devant une nombreuse assistance d'hommes de lettres et d'habitants du quartier. M. Paul Painlevé, ancien président du Conseil, député du Ve arrondissement, qui présidait la réunion, a pris le premier la parole en ces termes :

C'est à quelques mètres d'ici, dans une humble chambre, dont la fenêtre s'ornait, comme celle de Jenny l'ouvrière, d'un pot de fleurs et d'une cage à serins, que s'achevait l'existence étrange, douloureuse, tourmentée d'un des plus grands et peut-être du plus merveilleux poète qui ait illustré notre langue française.

Il y a quelque vingt-cinq ans, les habitants de la rue Descartes et de la rue de la Montagne-Sainte Geneviève qui, pourtant, ne s'étonnent point d'une incorrection de costume, regardaient avec quelque curiosité, claudiquant sur sa jambe trop courte et souvent au retour titubant plus qu'il n'aurait fallu, un personnage bizarre, au front chauve et puissamment bosselé, au regard énigmatique et presque candide ou parfois fulgurant entre les cils mi-clos, archange foudroyé et boiteux, cravaté d'un foulard et mis comme un voleur. C'était Paul Verlaine, acclamé par la jeunesse comme prince des poètes, le Villon du dix-neuvième siècle, et plus grand dans son siècle que Villon dans le sien, le plus surprenant inventeur, avec Ronsard et Hugo, de rythmes, de mètres, d'allitération, non point par jeu, mais pour assouplir et adapter notre vers aux mouvements les plus violents ou les plus secrets, aux nuances les plus subtiles de notre sensibilité.

L'ancien président du Conseil glorifia ensuite avec éloquence et de la façon la plus littéraire l'œuvre du « pauvre Lélian ».

M. Rollin, au nom de la Ville de Paris, remercia les « Amis de Verlaine » pour la remise de la plaque commémorative.

Désormais, a-t-il dit, nul ne passera devant cette maison sans songer que c'est là, dans un petit logement presque misérable, que le pauvre Lélian vint terminer dans la souffrance une vie pleine d'égarements, mais noble encore à force de candeur presque enfantine, et illuminée du double rayon de l'inspiration poétique et de la grâce surnaturelle.

M. Georges Izambard, président du groupe des « Amis de Verlaine », prononça ensuite un charmant discours, où il évoqua en termes pittoresques l'histoire du quartier et de la rue Descartes.

Puis, M. Autrand, préfet de la Seine, rappela que Paul Verlaine avait appartenu comme expéditionnaire à l'Administration de la Ville de Paris et que la même main qui rédigeait les mandats de paiement de la Ville avait signé ces chefs-d'œuvre que sont les *Fêtes galantes* et la *Bonne Chanson*.

L'auteur de *l'Ode à Metz*, a-t-il ajouté, n'a pas vu le jour de la libération, qu'il aurait salué avec tant d'allégresse.

M. Paul Fleurot, vice-président du Conseil municipal, prit ensuite la parole, puis MM. Gustave Kahn, Ernest Raynaud et Fernand Gregh, qui parlèrent au nom des poètes, et M. Léon Netter, président de l'Association des étudiants. Deux sonnets de Verlaine furent dits d'une façon exquise par Mlle Moréno, et M. Maxime Lévy clôtura la cérémonie en déclamant avec chaleur *l'Ode à Metz*.

On se rendit ensuite devant la maison où la plaque commémorative fut découverte. De nombreux assistants montèrent au quatrième étage pour visiter l'humble appartement où s'est éteinte la vie du grand poète.

Un déjeuner réunit enfin, à la Maison des Etudiants, toujours sous la présidence de M. Painlevé, une cinquantaine des amis et admirateurs de Verlaine, et de nouvelles allocutions furent prononcées au dessert, de nouveaux vers lus. Citons parmi les convives : M. Paul Fleurot, M. et Mme Izambard, M. et Mme Fernand Gregh, M. et Mme Gustave Kahn, M. Alfred Vallette, Mme Rachilde, Mme Marcelle Tinayre, Mme Moréno, M. et Mme Cazals, MM. Ernest Raynaud, Paul Fort, Louis Dumur, Charles Houin, L. Aressy, M. et Mme Maurice Leblond, M. et Mme G. Fuss-Amoré, M. et Mme Pierre Izambard, MM. Jean Bourguignon, Karl Boès, Paul Brulat, Athanassiadès, Léon Roux, Léon Netter, Carrière, Maxime Léry.

§

Sur la « Journée Verlainienne ». — M. Léon Roux, comme l'on sait, et comme il l'a fait savoir lui-même dans une lettre publiée ici il y a quelques mois, prépare et met au point, depuis quelque trente ans, ses *Notes et Souvenirs d'un Raté*. Il a rappelé, au déjeuner Verlaine, quelques souvenirs d'autrefois et nous communique, à ce sujet, la page suivante qu'il vient d'ajouter à son « journal » :

Dimanche, 29 juin 1919.

» J'ai vécu aujourd'hui une bonne journée.

» Devant la tribune de velours cramoisi, gansé et frangé d'or, du haut de laquelle des orateurs diserts et idoines disaient, et disaient bien, la gloire de Verlaine, si mon oreille écoutait, mon esprit se reportait au temps dont on parlait, et des choses que je croyais oubliées revenaient en foule, me baignant d'une joie parfumée de légère et très agréable saveur d'amertume.

» Quand le seuil de la vieillesse est franchi ; lorsque, au sommet de la vie, on s'engage sur la route à la descente rapide qui conduit vite vers l'Au-delà, il est doux de se ressouvenir, pour les revivre en rêve, des premiers pas dans le chemin.

» Et ce matin, rue Descartes, ce rêve me reportait trente ans en arrière. L'énumération faite par Painlevé et Izambard des lieux habités par Ver-

laine évoquait les « mauvais gîtes » qui furent aussi les miens dans les rues tortueuses, bâties sur la pente du mont Cetarius, au pied duquel, dans l'antique Lutèce, s'élevait, d'un côté, l'impérial palais de Julien et, de l'autre, les arènes des jeux populaires.

» Puis d'autres souvenirs venaient, évoqués par la vie des amis de Verlaine présents. C'était nos réunions saturnales au café du Soleil-d'Or, où quelquefois — rarement cependant — venait Verlaine ; c'était la naissance, les premiers essais de l'évolution symboliste, la première influence de la poésie de Verlaine sur toute une génération éprise d'art et pour laquelle « tout le reste est littérature ».

» Et les noms de ceux des samedis du Soleil-d'Or aussi bien que des jeudis de « chez Clarisse » se pressaient dans ma mémoire : Rachilde, Marie Krysinska, Albert Samain, Paul Adam, Louis Dumur, Jean Moréas, Alfred Vallette, Louis Denise, Laurent Tailhade, Paul Morisse, Léon Riotor, Louis Marsolleau, Paterne Berrichon, Louis Le Cardonnel, Charles Morice, Joseph Gayda, P. N. Roinard, F.-A. Cazals, Rodolphe Darzens, Fernand Icres, Edouard Dubus, Gabriel Vicaire, Gustave Kahn, Georges Herbert, Paul Corbin, Emile Max, Parizelle, Jules Renard, Léo d'Orfer, Léon Bloy, Camille de Sainte-Croix, René Ghil, Jean Court...

» Parmi ceux-là il en était dont l'avenir apparaissait lumineux, — poètes déjà grands, ils seraient devenus plus grands encore, glorieux, — et qui ont suivi le Maître dans la mort. Ils s'appelaient Albert Samain, Edouard Dubus, Louis Denise et, le dernier parti, Charles Morice.

» Voilà pourquoi, au déjeuner amical qui a suivi la cérémonie de ce matin, alors qu'on célébrait encore le génie de Verlaine, j'ai voulu remembrer ces morts pour faire communier les disciples à la gloire du Maître. »

LÉON ROUX.

§

Les avant-dernières fêtes de la Victoire à Paris. — Elles furent célébrées pour le retour des troupes d'Italie, le 15 août 1859. Car, de même que la Troisième République a voulu faire coïncider la rentrée de ses armées avec sa Fête nationale, c'est avec la Fête de l'Empereur que l'on fit coïncider alors le cortège triomphal.

Des arcs de triomphe, des pilastres et des colonnes surmontées de statues de la Victoire couronnant les vainqueurs avaient été dressés à la barrière du Trône à l'entrée du boulevard de la Bastille, boulevard des Filles-du-Calvaire, boulevard Poissonnière, boulevard des Italiens, rue de la Paix et rue de Castiglione.

La Bédollière, qui fit le compte rendu de cette journée pour *Le Siècle*, écrivit que le plus élégant de ces arcs de triomphe était celui du Cirque Napoléon (boulevard des Filles-du-Calvaire). Il était de style mauresque et orné de treillis d'or sur fond bleu. Celui du boulevard de la Bastille, percé de trois baies, rappelait, par la forme de son pignon et par ses aiguilles élancées, la façade de la cathédrale de Milan.

Trois vastes amphithéâtres avaient été élevés, l'un devant la Caserne du prince Eugène, l'autre rue Basse-du-Rempart, le troisième place Vendôme.

Ce dernier, réservé aux personnages officiels et aux autorités municipales,

avait huit cents mètres de circonférence et pouvait contenir vingt mille spectateurs.

Le défilé officiel, partant de la place de la Bastille, se mit en marche à 9 heures. L'empereur, en grand uniforme de général de division et entouré de son état-major, ouvrait la marche.

Tous les blessés qui étaient en état de supporter les fatigues du trajet suivaient immédiatement le cortège impérial. Venaient ensuite le maréchal Regnault de Saint-d'Angely à la tête de la garde impériale; les drapeaux et les canons pris sur les Autrichiens; puis, à la droite de leurs corps respectifs, les maréchaux Mac-Mahon, Baraguay d'Hilliers, Canrobert et Niel; les généraux d'Alton, de Ladmirault, de Négrier, Vinoy, Trochu, etc.

Sur tout le parcours, des fleurs furent jetées aux troupes et des vivats saluèrent les drapeaux troués de balles. « Effet indescriptible », dit le bon rédacteur du *Siècle* pour ne pas chercher davantage à rendre cet enthousiasme populaire.

L'Empereur s'arrêta place Vendôme devant le grand balcon du ministère de la Justice où se trouvaient l'impératrice, le prince impérial, la princesse Mathilde, les membres de la famille impériale et les ministres.

Le défilé qui suivit dura jusqu'à trois heures, les troupes reprenant, par la rue de Rivoli, le chemin du camp de Saint-Maur.

Mais, à partir de 2 heures, les plus intrépides curieux avaient été mis en fuite par des pluies d'orage qui gâtèrent toute la fin de cette journée.

C'est sans doute à cause de ce fâcheux précédent que de nombreux journalistes sont allés ces temps derniers interroger le directeur du Service météorologique et ont enregistré avec soin ses prévisions.

§

Un pseudo-portrait de Berlioz. — M. Jacques Daurelle, dans sa dernière chronique de la Curiosité (*Mercure de France* du 16 juin, p. 755), signale l'acquisition par M. Kelekian, à la vente de Mme François Flameng, d'un « portrait de Berlioz » par Ingres, adjugé 10.000 francs.

Cette mention d'un Berlioz dessiné par Ingres, et qu'aucun biographe du compositeur ne signale, pouvait sembler intéressante à vérifier. A défaut de l'original, le catalogue de la vente Flameng contient, avec la description de cette pièce, la reproduction photographique. Or, ni celle-ci, ni celle-là n'ont aucun rapport avec l'auteur de la *Symphonie fantastique*.

Le dessin, qui porte le nº 122 de la vente Flameng, est signé et daté : *Ingres del. Florence 1824*. En 1824, Berlioz, dans sa vingt-unième année, était encore à demi étudiant en médecine, à Paris, et bataillait avec sa famille afin d'obtenir qu'elle consentît à lui laisser embrasser la carrière musicale. Ce n'était pas un titre suffisant à la célébrité, qu'il devait, cependant, acquérir si jeune. Comme M. Ingres était alors à Florence, où Berlioz ne passa pour la première fois de sa vie qu'en 1831, la cause est entendue. Il n'est pas superflu d'ajouter que le portrait acquis par M. Kelekian n'offre aucune ressemblance, même lointaine, avec Berlioz jeune homme.

Mais, il est si tentant pour les amateurs de pouvoir mettre un nom au-dessous d'un portrait, que les rédacteurs de catalogues de vente n'hésitent pas à faire des identifications parfois bien hasardeuses !

§

Chateaubriand et Lamartine. — D'où provenait la rancune de Lamartine contre l'auteur d'*Atala ?* C'est un point fort peu connu de l'histoire littéraire, également laissé de côté par les biographes des deux écrivains. Dans la *Minerve française* du 1er juillet, M. René de Planhol, étudiant le *Cours familier de littérature*, met en lumière l'inimitié, presque la haine qui animait Lamartine contre Chateaubriand. En rassemblant les fragments épars dans le *Cours familier*, il a obtenu un portrait de Chateaubriand qui est un modèle de médisance, voire de perfidie.

Ce grand homme, a écrit Lamartine, ne m'était pas favorable. Il m'avait proscrit autant qu'il était en lui de la faveur des cours pendant qu'il était ministre. S'il avait pu me proscrire de la scène du monde, il l'aurait fait, je n'en doute pas.

Il est à noter que, le 6 mars 1823, Stendhal écrivait à M. Stritch :

M. de Lamartine, que vous avez connu en Angleterre attaché à l'ambassade de M. de Chateaubriand, passe aujourd'hui pour le premier de nos poètes... C'est par erreur que l'*Edinburg Review* a dit, dans son dernier numéro, que Lamartine était le poète du parti ultra : ce poste lucratif est occupé par d'autres. M. de Lamartine a, au contraire, été persécuté par M. de Chateaubriand, un peu jaloux, peut-être, du talent original de son jeune secrétaire.

Ce n'est pas tout à fait exact. Essayons de reconstituer la vérité.

Attaché d'ambassade à Naples, Lamartine obtint à la fin de 1821 un long congé. Dans le courant de l'année suivante, il se rendit à Londres où Chateaubriand, alors ambassadeur de France, l'accueillit assez fraîchement. En 1823, Chateaubriand devint ministre des Affaires étrangères, alors que Lamartine désirait ardemment être nommé secrétaire d'ambassade à Florence. Mais Chateaubriand donna ce poste à M. de Boissy et négligea totalement le poète des *Méditations*.

Telle fut, croyons-nous, l'origine du ressentiment que Lamartine conserva jusqu'à sa mort. Mais il serait bien curieux d'étudier dans leurs détails ces relations de Lamartine et de Chateaubriand. Tant que René vécut, Lamartine dissimula sa colère qui, dans ses dernières années, explosa.

§

Du Wagner à Paris. — On a rejoué du Wagner à Paris. L'événement s'est passé, de la façon la plus calme, d'ailleurs, dans le jardin des Tuileries, aux auditions symphoniques et lyriques organisées par M. Camille Servat depuis 1906. M. Servat qui, dès 1915, fut le premier à inscrire le nom de Beethoven sur ses programmes, avait loyalement prévenu la presse. Il donna, le vendredi soir, 27 juin, une fantaisie sur *Lohengrin* et, le dimanche 29, à la même heure, *l'Ouverture des Maîtres-Chanteurs*. Le public applaudit ces deux morceaux tout autant, mais ni plus ni moins que les autres. Il eut l'air de trouver ça tout naturel, et M. Camille Servat a l'intention de continuer. Les *Auditions lyriques du jardin des Tuileries* sont subventionnées par l'Etat et patronnées par un Comité composé de nombreuses notabilités politiques, administratives et académiques, parmi lesquelles « M. Camille Saint-Saëns, G. O. ✲, Compositeur de musique, membre de l'Institut ». Jusqu'à présent, M. Saint-Saëns n'a pas encore envoyé sa démission.

J. M.

§

Napoléon III et le prince Bonaparte. — Une intéressante série de lettres inédites, adressées, entre 1870 et 1872, à M. de Grave par le prince Pierre Bonaparte a été récemment mise en vente par un marchand d'autographes de la rive gauche. Dans cette correspondance, le prince s'exprime sans indulgence sur son cousin Napoléon III ; il se proclame républicain, ami de Thiers, et rappelle que, pendant les journées de juin 1848, il se trouvait aux côtés de Lamartine, faubourg Saint-Martin. Ses préférences ont toujours été, dit-il, « pour une république sage et modérée, celle de Brumaire et de l'An VIII. Bonaparte a dû son élévation au 13 Vendémiaire et à la part que, quoique éloigné, il prit au 18 Fructidor, plutôt qu'à ses hauts exploits militaires... »

Mais cela est un point de vue rétrospectif. Voici des considérations plus personnelles.

Le prince Pierre Bonaparte se plaint beaucoup : et de Napoléon III, qui n'a pas agréé ses offres de service lorsqu'il les proposa au moment de la déclaration de guerre, et de sa situation précaire, le gouvernement français lui ayant supprimé toute allocation et l'ex empereur lui refusant tout secours.

Le 20 février 1872, il écrit qu'en compagnie de sa fille Jeanne et de son fils Roland il va s'installer à Londres, où sa femme tient une maison de couture pour dames. Il espère ainsi remédier à l'abandon où le laisse Napoléon III, qu'il qualifie alors de « cruel et inepte intrus ». Enfin, la dernière lettre se termine par ce violent post-scriptum :

Avez-vous des nouvelles du bon et vaillant Paul (de Cassagnac) et de ses amis *du Pays* ? Si vous le voyez, dites-lui de se détacher d'un homme (Napoléon III) qui n'a pas su apprécier et qui a écarté tous les hommes au cœur hardi, au bras solide, pour aboutir à rendre son épée, au lieu de rendre l'âme.

Lorsqu'il parlait ainsi d'un homme au « bras solide », on peut s'imaginer que Pierre Bonaparte pensait à des gens décidés tels que lui. Il évoquait sans doute alors, tout en écrivant, certaine après-midi du 10 juillet 1870 et la réception au pistolet qu'il réserva, ce jour-là, à deux « intrus », les témoins d'Henri Rochefort : Ulric de Fonvielle et Victor Noir...

Ah ! pourquoi faut-il que Napoléon III ait cru devoir se passer des services de cet excellent tireur, le jour d'une déclaration de guerre ?

§

Ce qu'on appelle le public. — Tous les journaux sont pleins de discussions théâtrales sur le public, à propos des pièces lamentables qu'on nous donne, à peu d'exceptions près, depuis la guerre. « Combien faut-il de sots pour faire un public ?» a demandé, un jour qu'il avait dû être sifflé ou mal accueilli, Chamfort, auteur dramatique d'occasion. « Si nous faisons des œuvres grossières, disent aujourd'hui ceux qui écrivent des revues ou des pièces de genre dit XVIIIe siècle, c'est que le public aime cela. »

La vérité, nous l'avons entendue de la bouche d'un homme qui connaît bien le théâtre populaire, puisqu'il s'occupe depuis longtemps, rue de la Gaîté, de Bobino, et qu'il y a monté, avec son directeur, des spectacles classiques qui, on s'en souvient, remportèrent un gros succès. M. Lagnean, donc, nous a raconté cette anecdote : « Un jour, en présence de trois ou

quatre grands critiques venus pour assister à une de nos soirées où nous donnions du Molière, je fis le pari d'un déjeuner qu'on pouvait tout faire comprendre à nos spectateurs, qui, en général, ne se recrutent pas parmi les intellectuels. Si difficile qu'une thèse soit à saisir, si bizarre que soient les personnages, si peu scénique que soit la pièce, je me charge de faire tout admettre à ceux et à celles qui viennent ici, à une condition, c'est que je puisse leur parler avant le lever du rideau. D'ailleurs, choisissez vous-mêmes l'acte que vous désirez que je joue, dis-je à mes parieurs.

»Les critiques choisirent une terrible panne de Jules Claretie, qui n'avait pas pu être jouée plus d'un soir ou deux à la Comédie et qui s'appelait *Monseigneur*. Il n'y avait que deux rôles : celui d'un évêque et celui d'une femme.

» Je choisis un bon acteur comme Calmette pour le rôle épiscopal, une de mes pensionnaires pour sa partenaire. Ce n'était qu'une longue conférence. Aux répétitions, j'eus peur. Mais enfin le pari était engagé !

» Avant la représentation je montai sur le plateauet, m'adressant au public, je lui dis : « On va jouer devant vous une pièce très délicate. Elle est fort bien écrite. Elle n'est pas amusante, mais elle doit vous intéresser. Si vous ne l'applaudissez point, c'est que vous ne comprendrez pas. Or, je sais que vous êtes tous trop intelligents pour ne pas comprendre. Je fais de gros efforts pour vous satisfaire. Je continuerai d'en faire. Prouvez-moi que vous les méritez. »

» Et l'acte fut joué. Et personne ne protesta. Tout le monde acclama les deux interprètes, mes clients me remercièrent. Les grands critiques n'en revenaient pas ! Mais j'avais gagné mon pari. »

§

La chance d'un virtuose. — Il vient d'arriver au pianiste Mark Hambourg, qui est un des virtuoses les plus célèbres du clavier, une extraordinaire histoire à Brighton, où il donnait un concert. Pendant qu'il interprétait devant un auditoire attentif et enthousiaste une valse de Chopin, brusquement, comme un instrument truqué de music-hall, le piano s'écroula.

Tumulte dans l'assistance, effroi, puis lamentations de ne pouvoir entendre plus longtemps le maître.

Soudain, du fond de la salle, une voix s'éleva. Un monsieur fort élégant se proposa pour la réparation. Il demanda quelques minutes de patience. C'était un ancien ouvrier en pianos. Il se mit au travail. Un quart d'heure après, Mark Hambourg reprenait sa valse de Chopin.

§

Le livre cher en Allemagne. — Les romans qui, l'année dernière encore, coûtaient 2 et 3 marks, se vendent maintenant 10 marks. Dans l'empire républicain, pour faire paraître un livre il faut avoir spéculé sur les denrées alimentaires ou appartenir à une famille qui ait été appelée à participer aux fournitures de guerre. Le *Berliner Tageblatt* se plaint de cette situation et décrit, non sans humour, les perspectives qui s'ouvrent à la librairie allemande.

Celui qui veut éditer une production littéraire, qu'il en soit l'auteur ou qu'il agisse au nom d'un tiers, tient avant tout à couvrir ses frais. Il devra donc fixer,

même pour un volume de petite dimension, un prix minimum de 10 marks. Mais il se trompera dans ses calculs, car le lecteur d'aujourd'hui sait fort bien quels autres plaisirs il peut s'offrir pour la somme de 10 marks : il ira au cinéma, passera toute sa soirée à danser dans un cabaret, ou bien tentera la fortune dans un de ces clubs ouverts toute la nuit et où l'on peut miser à partir d'un mark.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à voir rééditer nos classiques. Mais s'intéresse t-on encore aux classiques à une époque réaliste comme la nôtre ? En outre, tous les stocks de papier ont été achetés par des gens qui écrivent leurs mémoires. A l'heure qu'il est, qui donc ne se propose pas de rédiger ses mémoires ? C'est au point qu'il n'y aura plus moyen de trouver un éditeur, à moins d'ajouter à son manuscrit la facture acquittée du marchand de papier. Les « révélations » sont à l'ordre du jour : *Aventures d'amour de la princesse A... Notes d'un témoin oculaire.* Ou bien : *Qui a commencé la guerre mondiale ? d'après de nouveaux documents trouvés à Honolulu.* Ou bien encore : *Les fautes stratégiques de Hindenburg. Analyse détaillée,* par l'ancien concierge de l'état-major Muller...

... On en arrivera peut-être bientôt à coter en bourse les titres d'une Société par actions pour la publication du *Struwelpeter*. Au moment des prochaines étrennes on pourra lire dans les journaux des annonces dans le genre de celle-ci : Je cherche un associé pour l'acquisition du *Petit Chaperon rouge*, destiné à mon fils Max, âgé de cinq ans.

Le *Berliner Tageblatt* plaisante. Serait-il indiscret de lui demander qui est responsable de cette situation ?

§

Des avantages littéraires du bolchévisme slave. — En Pologne et à Varsovie, en particulier, le bolchévisme essaye de s'introduire par tous les moyens. Il a d'ailleurs fort peu de chances de réussir, mais, fidèle à une tactique qui leur fut enseignée par leurs maîtres de Russie, les extrémistes polonais ont commencé par faire une propagande très active auprès des typographes et ouvriers imprimeurs.

Ces prolétaires ont demandé des augmentations de salaires telles qu'il devient impossible aux éditeurs de Pologne de publier un seul livre, et qu'on trouve en ce moment à Varsovie des livres français, même majorés, à un prix beaucoup plus avantageux que n'importe quel ouvrage polonais.

De cette façon, les bolchévistes ont l'espoir de tuer toute autre pensée que la leur. C'est d'ailleurs une tactique qu'ils avouent très volontiers.

Et les lecteurs de Varsovie qui, en grand nombre, savent notre langue, réclament des ouvrages de France.

Qu'attendons-nous ?

§

Publications du « Mercure de France ». — Nous rappelons que depuis le 1er juillet tous les prix de notre catalogue jusqu'à 3 fr. 50 inclusivement sont majorés de 100 o/o, et les prix supérieurs à 3 fr. 50 de 60 o/o. Les prix de la revue ne sont pas majorés.

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du Mercure de France, G. Roy (Marc TEXIER, successeur), 7, rue Victor-Hugo.

PAYOT & Cie, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

G. DE LA FOUCHARDIÈRE

HORS-D'ŒUVRE

Un volume in-16 ..... 4 fr. 50

Ces **Hors-d'Œuvre**, choisis parmi les plus épicés que G. de La Fouchardière offre chaque jour aux lecteurs de *l'Œuvre*, constituent à eux seuls tout un petit manuel de philosophie pratique, courante et souriante. (*L'Éclair.*)

C'est, ne nous le dissimulons pas, un grand chroniqueur qui nous est né avec M. de La Fouchardière et tel qu'il faut remonter jusqu'aux **Grimaces** d'Octave Mirbeau pour en retrouver un pareil. (FERNAND VANDEREM, *Revue de Paris.*)

J. GALZY

LA FEMME CHEZ LES GARÇONS

Ouvrage couronné par l'Académie française

Un volume in-16 ..... 4 fr. 50

Parmi les rôles inusuels que la guerre a imposés aux femmes, un des plus imprévu fut celui de la Femme-Professeur, remplaçant auprès des jeunes gens de tout âge les maîtres partis au front. L'auteur a réuni les souvenirs de cette singulière expérience dans ce roman qui traite un sujet réellement nouveau et contient les révélations d'une femme, qui pour la première fois ose dire la vérité.

JEAN FARMER

CÉSAR-NAPOLÉON GAILLARD A LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE

Un volume in-16 ..... 4 fr. 50

Un roman satirique et de bonne humeur, où il n'y a presque pas d'amour et qui est infiniment amusant. *Journal des Débats.*

César-Napoléon Gaillard ne perd jamais son ressort, sa bonne humeur, ni son appétit. *L'Intransigeant.*

Un jeune homme qui n'a pas froid aux yeux. Livre très amusant par sa jovialité et son imagination entraînante. RACHILDE.

C'est une cure à la fois de bonne humeur et de courage. *L'Opinion.*

JEAN VIC

LA LITTÉRATURE DE GUERRE

Manuel méthodique et critique des publications de langue française
(Août 1914-Août 1916)

Préface de **M. Gustave Lanson**
Professeur à l'Université de Paris

Ouvrage couronné par l'Académie française

Deux volumes in-16, chacun ..... 8 fr.

Cet ouvrage répond à un besoin. Personne ne le prendra en main sans s'étonner que l'idée n'en ait pas été depuis longtemps réalisée. J'en ai feuilleté les pages avec un intérêt qui n'a jamais langui. GUSTAVE LANSON.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Ces annonces sont exclusivement reçues par M. Claude, 6, rue Vivienne.

VENTE à Paris, au Palais de Justice, le 26 juillet 1919 à trois heures

DOMAINE ET CHATEAU DES CLAYES (Seine-et-Oise). Surface : 151 hectares 75 ares 58 cent. **Mise à prix : 230.000 fr.** S'adresser à Mes Duplan, Bonnin, Roger Giry et Déglise, avoués, et Dufour, notaire à Paris.

Adjes à CHEVREUSE, Et. Legüay, not., 27 juil. 2 h. **MAISON Campagne** et *3 hect. parc* à **MILON. M. à p. : 48.000 fr.**, et en détail 23 h. terres, prés, bois. **M. à p. tot. 16.850 fr.**

HÉRITIERS de **Adèle-Aimée TURQUOIX**, veuve de Antoine **VANDENDRIESSCHE**, recherchés par Me Durin, notaire à Pougnes-les-Eaux (Nièvre)

VENTE au Palais, le 26 juillet 1919 à 3 heures

1er lot **2 IMMEUBLES A VICHY** où est exploité **l'Hôtel de la Paix**, rue du Poutillard, avec annexe « *Villa Eugénie* », rue du Poutillard et rue Alquié. **Mise à prix : 270.000 francs.**

2e lot **VILLA** «**Moncourt**» à **VICHY**, boulevard du Sickou. Cent. 920 m. env. **M. à pr. : 40.000 fr.** S'adr. Mes Norgeot, Beaugé, avoués, et W. Bazin, not. à Paris, sur les lieux pour visiter.

VENTE Palais Justice, Paris, le samedi 19 juillet 1919, 3 h. **Propriété sise à Paris, 6, RUE GUILLAUME-TELL,** contce 210 m. q. 18. Louée. **Mise à prix : 50.000 fr.** S'adresser Beaugé, Brillatz, Denet, avoués, Labouret, not. Paris.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le 26 juillet 1919 à 2 heures **PROPRIÉTÉ A CLICHY** (Seine) comprenant **MAISON, 37, rue de Neuilly et GRAND TERRAIN, rue Valiton et cité Valiton. M. à pr. : 82.000 fr.** outre rente annuelle et viagère de 1.500 fr. (crédit-rentiers âgés de 64 et 67 ans) reversible sur 2e tête (67 ans) pour 900 fr. et sur 2 autres têtes (65 et 71 ans) pour 600 francs. S'adresser à Mes Brillatz et Barbu, avoués à Paris, et à Me Saintville, notaire à Aubervilliers.

VENTE au Palais à Paris, 30 juillet 1919, 3 heures

GRANDE PROPRIÉTÉ près Chantilly, à **COYE** (Oise), 38, av. de la gare, comprenant grande Maison d'habitation avec importantes dépend., mais. jardinier, gr. jardin, serre, potager av. bassin. Cont. 1 h. 82 a. 73 c. Libre location. **Mise à pr. : 50.000 fr.** S'adr. Mes Lestiboudois, Delinon et Johanneau, av. à Paris, Lejeune, not. à Paris, et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais, 26 juillet 1919, à 3 heures.

MAISON A PARIS 172, RUE DU TEMPLE. Revenu net : environ 43.550 francs. **Mise à prix : 400.000 francs.** S'adresser à Me François, R. Giry, avoués à Paris, et Danchez, notaire.

VENTE au Palais, à Paris, le 26 juillet, 3 heures

MAISONS A SCEAUX rue Voltaire, 23, revenu 1.300 francs. **M. à pr. : 6.000 fr.** ; rue Voltaire, 25. Rev. 1.300 fr. **M. à pr. : 3.000 fr.** ; rue Houdan, 86. Rev. 3.170 fr. **Mise à pr. : 25.000 fr.** ; 8 parc. terres à Sceaux, Bourg-la-Reine, Chatenay. **M. à pr. : de 100 à 1.000 fr.** S'adr. Mes Vallet avoué, 46, r. de Londres, *Faroux*, not. 5, r. du Louvre.

VENTE au Palais, à Paris, le 30 juillet 1919, à 3 h.

d'un Immeuble sis à Paris **AVENUE DE CAMOENS, N° 1.** **Mise à prix : 550.000 fr.** S'adresser à Mes Chain et Dallery, administrateur de l'étude de Me Poinsot, avoués à Paris, et à Me Charpentier, notaire à Paris.

VENTE au Palais, à Paris, le 26 juillet 1919, à 3 h.

Propriété à Paris RUE GUTEMBERG, N° 9, contenance 380 m. Rev. 900 fr. **M. à pr. 20.000 fr.** S'adr. Me Vallet, avoué, 46, rue de Londres, Dugave, notaire à Sceaux.

BULLETIN FINANCIER

On avait, semble-t-il, beaucoup trop escompté la conclusion de la paix comme un événement devant mettre un terme à la torpeur dont souffre notre marché ; or, malheureusement, ces prévisions optimistes ne semblent pas être à la veille de leur réalisation. Les récents événements de Scapa-Flow nous montrent que nous ne sommes pas encore sortis de l'ère des difficultés ; nous nous rendons compte également que les conflits ouvriers n'ont presque rien perdu de leur acuité, et qu'enfin la France aura à fournir un travail opiniâtre si elle veut retrouver son aisance d'autrefois. Ces quelques réflexions sont utiles et aideront à comprendre la réserve persistante de la clientèle, qui aimerait évidemment voir se dessiner dans l'avenir quelques symptômes de nature à lui redonner confiance, puis, il faut bien en convenir, la spéculation avait beaucoup acheté en vue de la signature du traité de paix et s'est par la suite, en vertu de la théorie du fait accompli, livrée à de nombreux dégagements de positions. Nos Rentes ont été réalisées, perdant chaque jours quelques centimes ; le 3 o/o a été le plus malmené et revient à 61.82 ; 4 o/o 1917 71.40 ; 4 o/o 1918 ex-coup. 71.22 ; 5 o/o 88.35 ; si nous comparons ces cours à ceux d'il y a un mois, nous verrons qu'en dépit des dernières séances de baisse, les rentes françaises se tiennent encore au-dessus de leur niveau précédent.

La même comparaison ne tournerait pas à l'avantage des cours actuels des emprunts russes, qui eux, sont très en dessous de leurs cotes du début de juin. Mal influencés par le recul des armées de l'amiral Koltchak, les différentes séries sont en régression assez marquée: Russe 4 1/2 1909, 48.50; Russe 3 o/o 1891-94, 36.50; Russe 5 o/o 1906, 59 fr. Le Turc Unifié s'est tassé à 74.50 ; l'Extérieure stimulée par la fermeté du change espagnol est remontée à 115.30 ; les emprunts mexicains sont restés hésitants, le 4 o/o 1910 est à 66 fr. Plusieurs de nos grandes banques prennent leurs dispositions pour renforcer leurs moyens d'action, en prévision d'une reprise des affaires plus ou moins prochaine, mais qui ne fait aucun doute. C'est ainsi que la Banque de Paris et des Pays-Bas porte son capital de 100 à 150 millions et qu'il est question d'opérations du même ordre pour l'Union Parisienne et la Banque Privée. D'autre part, le Comptoir National d'Escompte et le Crédit Lyonnais constituent une nouvelle banque : l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale, destinée à apporter au développement économique de la France un concours actif, en facilitant la recherche des capitaux et le placement de leurs titres aux entreprises de moyenne importance ou d'intérêt régional. Dans son ensemble le groupe bancaire fort bien tenu et les établissements dont il vient d'être question enregistrent d'assez fortes plus-values.

Les valeurs de transports en commun ne se relèvent pas, le Nord-Sud est particulièrement faible. Quant à nos chemins de fer, si nous en exceptons le P.-L.-M., qui a gagné une quinzaine de francs, leurs cours se présentent en baisse.

Les charbonnages français ont été soutenus, les mineurs ayant, semble-t-il, une attitude plus conciliante relativement à la question des salaires, mais le conflit qui existe encore entre les conseils syndicaux et les délégués patronaux dans la métallurgie parisienne ont rendu les valeurs de ce groupe hésitantes et sans grandes fluctuations.

Sur les avis favorables de Marseille, les valeurs de navigatiou se sont raffermies: Société Maritime Française 426 fr. ; Chargeurs Réunis 1.500 fr. ; Transatlantique 389 francs.

Favorisée par la reprise du change sur New-York, l'Utah Copper est en progrès à 591 fr. ; les principales valeurs cuprifères sont d'ailleurs soutenues : Rio 1.805 fr. ; Boléo 785 fr. ; Tharsis, 145,50 ; Montecatini 134 francs.

Au marché en Banque, la spéculation s'est surtout portée sur les valeurs de pétrole dont la progression des cours est des plus importantes : Colombia 1340 fr. ; Grosnyi ord. 2160, privilégiée 2385 fr. ; Omnium International 582 francs.

Les diamantifères ont donné lieu à de nombreux échanges, la De Beers s'avance à 689 fr. et Jagersfontein à 190 francs.

On s'est un peu moins occupé des caoutchoutières qui restent calmes : Financière 306 fr. ; Malacca 165,50 ; Padang 315 francs.

Les valeurs de produits chimiques sont en excellente tendance ; les Phosphates Tunisiens cotent 380 fr. et Alais-Camargue ex-coupon de 40 francs est bien tenu à 841 francs.

LE MASQUE D'OR.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris-6e

—

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Critique
Voyages, Bibliophilie
Littératures étrangères, Revue de la Quinzaine

Le *Mercure de France* paraît le 1er et le 16 de chaque mois et forme tous les ans six volumes d'un maniement aisé, avec une Table des Sommaires et une Table par Noms d'Auteurs.

Sa liberté d'esprit lui conférerait déjà un caractère assez exceptionnel; sa « Revue de la Quinzaine » lui assigne dans la presse universelle une place unique. Cette partie de la revue appartient tout entière à l'actualité : c'est, si l'on veut, du journalisme « criblé », débarrassé de ce qui est par trop éphémère. La « Revue de la Quinzaine » est d'une variété sans limite, car aux chroniques fondamentales et de roulement régulier se joignent, éventuelles, toutes les rubriques que commandent les circonstances. Elle constitue ainsi un organe d'une extrême souplesse. Et comme elle est attentive à tout ce qui se passe, à l'étranger aussi bien qu'en France, dans presque tous les domaines, et ne laisse échapper aucun événement de quelque importance, elle présente un caractère encyclopédique de premier ordre.

On voit combien le *Mercure de France* s'éloigne de la conception habituelle des revues, et que mieux que toute autre revue, cependant, il est la chose que signifie ce mot. En outre, alors que l'intérêt des autres périodiques est momentané, puisque la totalité de leurs matières paraît en volumes à bref delai, il garde une évidente valeur documentaire, les deux tiers de ce qu'il publie ne devant jamais être réimprimés.

Complété de tables méthodiques et claires, le *Mercure de France*, par l'abondance et l'universalité des documents recueillis, est un instrument de recherches incomparable.

Il n'est peut-être pas inutile de signaler qu'il est celui des grands périodiques français qui coûte le moins cher.

PRIX DU NUMÉRO

France..... 1 fr. 50 | **Étranger..... 1 fr. 75**

ABONNEMENT

Les abonnements partent de tous les numéros.

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an.....	32 fr.	Un an.....	37 fr.
Six mois.....	17 »	Six mois.....	20 »
Trois mois.....	9 »	Trois mois.....	11 »

Envoi franco d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*, sur demande adressée rue de Condé, 26, Paris (6e).

Poitiers. — Imp. du Mercure de France, G. Roy (Marc Texier, Sr), 7, rue Victor-Hugo.